



République de Guinée
Travail-Justice-Solidarité



Programme des Nations Unies pour le Développement

**MINISTRE DU PLAN
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE**

**RAPPORT DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES ASPIRATIONS
DES POPULATIONS GUINEENNES
ENAPGUI**

Conakry, juin 2013

EQUIPE DE REDACTION

CONSULTANT CHARGE DE LA SUPERVISION DE L'ANALYSE ET DE LA REDACTION DU RAPPORT FINAL :

Oumar DIALLO, Ingénieur Statisticien-Economiste.

EQUIPE DE L'INS CHARGEE DE L'ANALYSE DE L'ENQUETE QUANTITATIVE:

Mamadou Dian Dile DIALLO (Ingénieur Démographe), Ibrahima Lélouma DIALLO (Statisticien-Planificateur), Mamadou Chérif BAH (Statisticien-Planificateur), Amadou Diogo BALDE (Ingénieur Démographe), Lamine SIDIBE (Ingénieur Démographe), Saïkou Ahmed Tidiane BALDE (Ingénieur des Travaux Statistiques).

EQUIPE DE CONSULTANTS CHARGEE DE LA REDACTION DU RAPPORT DE L'ENQUETE QUALITATIVE :

Péma GUILAVOGUI (Economiste), Sékou Chérif DIALLO (Sociologue), Amadou Cellou BARRY (Sociologue), Alpha Ousmane SOW (Planificateur), Maurice KAMAN (Planificateur), Raymond-Marie Augustin GNIMASSOU (Sociologue).

CELLULE TECHNIQUE PROSPECTIVE :

Mamadou Saliou BARRY (Ingénieur Démographe).

Table des matières

LISTE DES GRAPHIQUES.....	10
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	19
PREFACE.....	20
CONTEXTE.....	21
PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE DE L'ENQUETE NATIONALE LES ASPIRATIONS DES POPULATIONS GUINEENNES.....	23
INTRODUCTION	23
A) METHODOLOGIE DE L'ENQUETE « GRAND PUBLIC ».....	23
1 Echantillonnage	23
2 Couverture de l'échantillon	24
3 Questionnaires	25
4 Collecte des données.....	25
5 Traitement et analyse des données	26
6 Rédaction d rapport	26
B METHODOLOGIE DE L'ENQUETE QUALITATIVE.....	26
1 Recrutement et formation des consultants	26
2 Elaboration des guides d'entretien et ciblage des personnes à interviewer	26
DEUXIEME PARTIE : ENQUETE QUANTITATIVE AUPRES DES POPULATIONS.....	30
OU ENQUETE « GRAND PUBLIC »	30
INTRODUCTION	30
A PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION	30
B PERCEPTION DES POPULATIONS	33
1 DOMAINE DEMOGRAPHIQUE.....	33
1.1 Croissance démographique.....	33
1.2 Maîtrise de la fécondité	36
2 DOMAINE SOCIAL.....	53
2.1 EDUCATION.....	53
2.2 SANTE.....	56
2.3 EMPLOI ET CHOMAGE DES JEUNES.....	60
2.4 ACCES AU LOGEMENT.....	63
3 DOMAINE ECONOMIQUE	65
3.1 Situation économique.....	65
3.3 Monnaie	72
3.4 Dynamisme du secteur privé.....	73
4 DOMAINE DE LA PAUVRETE.....	75

4.2	Opinions sur les conditions de vie.....	76
4.3	Opinions sur l'évolution de la pauvreté.....	77
4.4	Principales causes de l'augmentation de la pauvreté.....	78
5	DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE.....	79
5.1.	Opinions des populations sur la capacité de se nourrir.....	79
5.2	Opinions sur l'amélioration de la sécurité alimentaire.....	80
6	DOMAINE DE LA GOUVERNANCE.....	82
6.1	Gouvernance politique.....	82
6.3	Corruption.....	90
6.4	Décentralisation.....	95
6.5	Justice.....	98
7	DOMAINE DE LA RECONCILIATION NATIONALE.....	106
7.1	Opinion sur les progrès réalisés vers l'unité nationale.....	106
7.2	Faits qui montrent qu'il n'y a pas eu de progrès vers l'unité nationale.....	109
8	DEFENSE ET SECURITE.....	110
8.1	Appréciation de la situation sécuritaire actuelle de la Guinée.....	110
8.2	Appréciation de l'évolution de la situation sécuritaire.....	112
8.3	Raisons de la détérioration de la situation sécuritaire.....	113
9	DOMAINE DE LA CULTURE.....	115
10	DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC).....	121
11	DOMAINE RELATIF AU GENRE.....	124
12	DOMAINE RELATIF A L'ENVIRONNEMENT.....	127
13	DOMAINE RELATIF A L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER.....	127
C	VISION DES POPULATIONS.....	134
1	DOMAINE SOCIAL.....	134
2	DOMAINE ECONOMIQUE.....	136
3	DOMAINE DE LA CULTURE.....	139
4	DOMAINE DES TICS.....	140
D	PROPOSITIONS DE MESURES A METTRE EN OEUVRE.....	141
1.	DOMAINE SOCIAL.....	141
2	DOMAINE ECONOMIQUE.....	144
3.	DOMAINE DE LA GOUVERNANCE.....	148
4.	DOMAINE DE LA CULTURE.....	154
5	DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT.....	156
	INTRODUCTION.....	157
A)	PERCEPTION SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSE.....	157
A.1	SYNTHESE DE LA PERCEPTION DES PERSONNALITES ET LEADERS D'OPINION SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSEE.....	157

A.2	SYNTHESE DE LA PERCEPTION DES EXPERTS SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSEE	169
A.3	SYNTHESE DE LA PERCEPTION DES FOCUS GROUPES SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSE	212
C)	ATOUTS MAJEURS POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE	228
D)	OBSTACLES POUVANT ENTRAVER LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE.....	229
E)	MENACES SOUS-REGIONALES ET INTERNATIONALES	230
F)	FACTEURS SUSCEPTIBLES DE COMPROMETTRE LA PAIX, LA DEMOCRATIE ET LE DEVELOPPEMENT	230
H)	IMAGE DE LA GUINEE EN 2035	232

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1. 1 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON PAR REGION ADMINISTRATIVE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	24
TABLEAU 1. 2 : REPARTITION DES PERSONNES AGEES DE 18 ANS OU PLUS, AYANT REPONDU AUX INTERVIEWS SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE	24
TABLEAU 1. 3 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DES PERSONNALITES, LEADERS D'OPINIONS ET ACTEURS NON ETATIQUES INTERVIEWES	27
TABLEAU 1. 4 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON D'EXPERTS INTERVIEWES	28
TABLEAU 1. 5: REPARTITION DE L'ECHANTILLON DU VOLET QUALITATIF PAR GROUPE CIBLE	28
TABLEAU 2. 1: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR L'EFFECTIF DE LA POPULATION T SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES.....	36
TABLEAU 2. 2 : REPARTITION DE L'AGE IDEAL AU MARIAGE (MOYEN ET MEDIAN) DE L'HOMME ET DE LA FEMME SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE.....	37
TABLEAU 2.3 : REPARTITION DE L'AGE IDEAL AU MARIAGE(MOYEN ET MEDIAN) POUR L'HOMME ET LA FEMME SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES PERSONNES ENQUETEES.....	39
TABLEAU 2. 5 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEES SUR LA POLYGAMIE,.....	41
TABLEAU 2. 7 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEES SUR LEUR AVIS CONCERNANT L'UTILISATION DE METHODES CONTRACEPTIVES SELON LA REGION ADMINISTRATIVE.....	42
TABLEAU 2. 8 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEES SUR LEURS AVIS CONCERNANT L'UTILISATION DE METHODES CONTRACEPTIVES SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES	43
TABLEAU 2. 9 : REPARTITION DU NOMBRE D'ENFANTS DESIRE	45
TABLEAU 2. 10 : REPARTITION (%)DES PERSONNES ENQUETEES SUR LEURS AVIS CONCERNANT LA MIGRATION INTERNE SELON LA REGION.....	47
TABLEAU 2. 11 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR LA MIGRATION INTERNE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	47
TABLEAU 2. 12 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR LA MIGRATION INTERNE SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES	49
TABLEAU 2. 13 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES.....	51
TABLEAU 2. 15 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR L'ECOLE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	53
TABLEAU 2. 16 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR L'ECOLE SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES.....	54
TABLEAU 2. 18 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR L'APPRECIATION DU SYSTEME SANITAIRE SELON LA REGION ET LE MILIEU DE RESIDENCE	57
TABLEAU 2. 19 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR L'APPRECIATION DU SYSTEME SANITAIRE SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES PERSONNES ENQUETEES	57
TABLEAU 2. 20 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEES AYANT INDIQUE UNE DETERIORATION DU SYSTEME DE SANTE SELON LES RAISONS EVOQUEES	59
TABLEAU 2. 21: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR LA SITUATION ACTUELLE EN TERMES D'ACCES A L'EMPLOI SELON LA REGION ADMINISTRATIVE.....	61
TABLEAU 2. 22: REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSE SUR LES RAISONS LIEES AUX DIFFICULTES D'ACCES A UN L'EMPLOI, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE.....	62
TABLEAU 2. 23 : REPARTITION (%) DES PERCEPTIONS DES CITOYENS SUR L'ACCES A LA PROPRIETE D'UN LOGEMENT, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE.....	64
TABLEAU 2. 24 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSE DES RAISONS DES DIFFICULTES D'ACCES AU LOGEMENT, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE	65
TABLEAU 2. 25 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE	66

TABLEAU 2. 26 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LA SITUATION ACTUELLE DE L'ECONOMIE GUINEENNE SELON LEURS CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES.....	66
TABLEAU 2. 27 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE GUINEENNE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA REGION ADMINISTRATIVE	67
TABLEAU 2. 28 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE SELON LEURS CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES	68
TABLEAU 2. 29 : REPARTITION DES TROIS PRINCIPAUX PROBLEMES QUI ENTRAVENT LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE.	69
TABLEAU 2. 30 : PROPORTION D'INDIVIDUS AYANT CONFIANCE AU SYSTEME FINANCIER	70
TABLEAU 2. 31 : REPARTITION (%) DES ENQUETES SELON LEUR APPRECIATION SUR LA CREATION DE LA MONNAIE LE 1 ^{ER} MARS 1960.....	72
TABLEAU 2. 32 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LE DYNAMISME.....	73
TABLEAU 2. 33: REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES DES TROIS PRINCIPAUX PROBLEMES EVOQUES PAR LES ENQUETES SELON LES REGIONS	74
TABLEAU 2. 34 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LES CONDITIONS DE VIE	76
TABLEAU 2. 35 : REPARTITION (%) DES OPINONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR L'EVOLUTION DE LA PAUVRETE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA REGION ADMINISTRATIVE.....	78
TABLEAU 2. 37 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LEUR CAPACITE DE SE NOURRIR SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA REGION ADMINISTRATIVE.....	80
TABLEAU 2. 38 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE SELON REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE	81
TABLEAU 2. 39 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LE REGIME POLITIQUE PREFERE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	83
TABLEAU 2. 40 : REPARTITION(%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LEUR APPRECIATION DE L'EVOLUTION DU PROCESSUS ELECTORAL SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION.....	84
TABLEAU 2. 41 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES RAISONS DE LA DETERIORATION DU PROCESSUS ELECTORAL SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE.....	85
TABLEAU 2. 42 : REPARTITION(%) DES OPINIONS SUR L' APPRECIATION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA DEMOCRATIE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION	87
TABLEAU 2. 43 : REPARTITION DES CAS DE REPNSES SUR LES TROIS PRINCIPALES RAISONS DU MAUVAIS FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA DEMOCRATIE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	88
TABLEAU 2. 44 : INDICE DE CONFIANCE (%) PAR INSTITUTION SELON LE MILIEU DE RESIDENCE, LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION	89
TABLEAU 2. 45 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LES OPINIONS EXPRIMEES SUR LE FAIT QUE LA CORRUPTION CONSTITUE OU PAS UN PROBLEME MAJEUR EN GUINEE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION	92
TABLEAU 2. 46 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR L'EVENTUALITE DE PAIEMENT D'UN MONTANT INDU A UN FONCTIONNAIRE POUR UN SERVICE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET NIVEAU D'INSTRUCTION	93
TABLEAU 2. 47 : REPARTITION DES TROIS PRINCIPAUX SERVICES POUR LESQUELS UN MONTANT INDU A ETE PAYE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	95
TABLEAU 2. 48 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	96
TABLEAU 2. 49 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE SUR LES PRINCIPALES RAISONS EVOQUEES PAR LES CITOYENS INSATISFAITS DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION DES ENQUETES .	97
TABLEAU 2. 50 : REPARTITION DES TROIS PRINCIPALES RAISONS EVOQUEES PAR LES CITOYENS INSATISFAITS DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	98

TABLEAU 2. 51 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE, PAR REGION ADMINISTRATIVE ET NIVEAU D'INSTRUCTION.....	100
TABLEAU 2. 52 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR APPRECIATION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA JUSTICE GUINEENNE, PAR REGION ADMINISTRATIVE ET NIVEAU D'INSTRUCTION	101
TABLEAU 2. 53 : REPARTITION DES TROIS PRINCIPALES RAISONS EVOQUEES PAR LES PERSONNES INSATISFAITES DES PRESTATIONS DE LA JUSTICE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	103
TABLEAU 2. 54 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LA FAÇON DONT SONT TRAITEES LES PERSONNES ARRETEES ET MISES A SA DISPOSITION DE LA JUSTICE, PAR REGION ADMINISTRATIVE ET NIVEAU D'INSTRUCTION	106
TABLEAU 2. 55 : REPARTITION (%)DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LES EVENTUELS PROGRES REALISES VERS L'UNITE NATIONALE DEPUIS L'INDEPENDANCE, SELON LE MILIEU LA REGION ADMINISTRATIVE, LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LA RELIGION	109
TABLEAU 2. 56: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA SITUATION SECURITAIRE ACTUELLE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION	111
TABLEAU 2. 57 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION SECURITAIRE EN GUINEE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION	113
TABLEAU 2. 58 : REPARTITION DES TROIS PRINCIPALES RAISONS DE LA DETERIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	114
TABLEAU 2. 59 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DE LA POPULATION SUR LA SITUATION ACTUELLE DE LA CULTURE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	117
TABLEAU 2. 60 : REPARTITION (%) DES APPRECIATIONS DE L'EVOLUTION DE LA CULTURE PAR RAPPORT AU PASSE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	118
TABLEAU 2. 61 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES DES VALEURS CULTURELLES A PRESERVER, PAR REGION ADMINISTRATIVE	120
TABLEAU 2. 62 : TAUX DE COUVERTURE PAR TIC	121
TABLEAU 2. 63 : PROPORTION DE CITOYENS DONT LA LOCALITE EST COUVERTE PAR UNE TIC PAR MILIEU DE RESIDENCE	122
TABLEAU 2. 64 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA FAÇON DONT L'ACCES AUX SERVICES DE TIC DANS LEURS LOCALITES A EVOLUE PAR RAPPORT AU PASSE.....	123
TABLEAU 2. 65 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN GUINEE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	125
TABLEAU 2. 66 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON QU'ILS PENSENT QUE LA GUINEE A, OUI OU NON, UNE BONNE REPUTATION A L'ETRANGER, PAR REGION ADMINISTRATIVE	129
TABLEAU 2. 67 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA FAÇON DONT A EVOLUE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER, PAR REGION ADMINISTRATIVE	131
TABLEAU 2. 68 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES RAISONS DE LA DETERIORATION DE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE.....	133
TABLEAU 2. 69 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES DES POPULATIONS SUR LES VALEURS CULTURELLES A PRESERVER, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	139
TABLEAU 2. 70 : REPARTITION DES TROIS PREMIERS SERVICES POUR LESQUELS LES CITOYENS SOUHAITERAIENT UNE AMELIORATION DANS LE FUTUR	141
TABLEAU 2. 71 : REPARTITION DES TROIS PREMIERES ACTIONS A MENER PROPOSEES PAR LES CITOYENS, POUR FACILITER L'ACCES A LA PROPRIETE D'UN LOGEMENT, PAR REGION ADMINISTRATIVE	142
TABLEAU 2. 72 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES MESURES A PRENDRE DANS LES PROCHAINES ANNEES POUR UNE PRISE EN COMPTE EFFECTIVE DU GENRE.....	143
TABLEAU 2. 73 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES SUR LES MESURES A PRENDRE POUR RELANCER LA CROISSANCE ECONOMIQUE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE.	144
TABLEAU 2. 74 : REPARTITION DES TROIS PREMIERES MESURES PRECONISEES PAR LES CITOYENS POUR L'AMELIORATION DE LA DECENTRALISATION AU COURS DES PROCHAINES ANNEES EN GUINEE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	149

TABLEAU 2. 75 : REPARTITION DES TROIS PREMIERES MESURES PRECONISEES PAR LES POPULATIONS POUR RENDRE EFFICACE LE SYSTEME JUDICIAIRE GUINEEN DANS LES PROCHAINES ANNEES, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	150
TABLEAU 2. 76 : REPARTITION DES TROIS PREMIERES MESURES A PRENDRE POUR CONSOLIDER L'UNITE NATIONALE EN GUINEE DANS LES PROCHAINES ANNEES SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	151
TABLEAU 2. 77 : REPARTITION DES TROIS PREMIERES MESURES A ENTREPRENDRE PAR REGION ADMINISTRATIVE POUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE EN GUINEE DANS LES PROCHAINES ANNEES.	153
TABLEAU 2. 78 : REPARTITION DES TROIS PREMIERES ACTIONS A ENVISAGER D'APRES LES CITOYENS POUR PROMOUVOIR LA CULTURE GUINEENNE DANS LES PROCHAINES ANNEES	155
TABLEAU 2. 4 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES SUR LES PRINCIPALES RAISONS EVOQUEES SUR LE MARIAGE PRECOCE SELON LE SEXE, LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE	250
TABLEAU 2. 6 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEES SUR LA POLYGAMIE SELON LEURS CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES	251
TABLEAU 2. 14 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR LA MIGRATION EXTERNE SELON LEURS CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES.....	252
TABLEAU 2. 17 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR LES DIFFICULTES ACTUELLES DE L'ECOLE GUINEENNE SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES	253
TABLEAU 2. 36 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES RAISONS EVOQUEES DES INDIVIDUS AYANT DECLARE QUE LA PAUVRETE A AUGMENTE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA REGION ADMINISTRATIVE.....	255
TABLEAU 2. 79 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LES PRINCIPAUX PROBLEMES QUI ENTRAVENT LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ET LE MILIEU DE RESIDENCE	256
TABLEAU 2. 80 : REPARTITION (%) DES PROBLEMES EVOQUES PAR LES ENQUETES AYANT DECLARE LE SECTEUR PRIVE PEU OU PAS DU TOUT DYNAMIQUE, SELON LA LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA REGION ADMINISTRATIVE	257
TABLEAU 2. 81 : REPARTITION (%) DES PERCEPTION DES ENQUETES SUR LE CONCEPT DE LA PAUVRETE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA REGION ADMINISTRATIVE.....	258
TABLEAU 3. 1 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR APPRECIATION DE LA FAÇON DONT L'ACCES AUX SERVICES DE TIC DANS LEURS LOCALITES A EVOLUE PAR RAPPORT AU PASSE.....	208

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 2. 1 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION ENQUETEE SELON LA REGION ADMINISTRATIVE ...	30
GRAPHIQUE 2. 2 : DISTRIBUTION (%) DE LA POPULATION ENQUETEE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE.....	31
GRAPHIQUE 2. 3 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION ENQUETEE SELON LE SEXE	31
GRAPHIQUE 2. 4 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION ENQUETEE	31
GRAPHIQUE 2. 5 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION ENQUETEE SELON L'AGE	32
GRAPHIQUE 2. 6 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION ENQUETEE	32
GRAPHIQUE 2. 7 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION ENQUETEE	33
GRAPHIQUE 2. 8 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEEES SELON LEUR OPINION SUR L'EFFECTIF DE LA POPULATION.....	33
GRAPHIQUE 2. 9 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR L'EFFECTIF DE LA POPULATION SELON LA REGION ADMINISTRATIVE	35
GRAPHIQUE 2. 10 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR L'EFFECTIF DE LA POPULATION SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	35
GRAPHIQUE 2. 11 : REPARTITION DE L'AGE IDEAL (MOYEN ET MEDIAN AU MARIAGE POUR L'HOMME ET POUR LA FEMME.....	37
GRAPHIQUE 2. 12 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponses DES PERSONNES ENQUETEEES SUR LE MARIAGE PRECOCE SELON LES PRINCIPALES RAISONS EVOQUEES	40
GRAPHIQUE 2. 13 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEEES SELON LEUR AVIS SUR LA POLYGAMIE....	40
GRAPHIQUE 2. 14 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEEES SUR LEURS AVIS CONCERNANT L'UTILISATION DE METHODES CONTRACEPTIVES SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	42
GRAPHIQUE 2. 15 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEEES SUR LES RAISONS DE NON UTILISATION DE METHODES	44
GRAPHIQUE 2. 16 : REPARTITION (%)DES PERSONNES ENQUETEEES SUR LES PERSPECTIVES D'UTILISATION DE METHODES CONTRACEPTIVES.....	44
GRAPHIQUE 2. 17: REPARTITION (%) DES AVIS DES PERSONNES ENQUETEEES SUR LEUR DESIR D'ENFANTS	45
GRAPHIQUE 2. 18 : REPARTITION (%)DES PERSONNES ENQUETEEES SELON LEUR PREFERENCE PAR RAPPORT AU SEXE DE L'ENFANT	46
GRAPHIQUE 2. 19: REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEEES SUR LEURS AVIS CONCERNAT LA MIGRATION INTERNE	46
GRAPHIQUE 2. 20 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEEES SELON LES MOTIVATIONS DE LA MIGRATION.....	50
GRAPHIQUE 2. 21 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponses DES ENQUETES SUR L'ATTITUDE QUE DEVRAIT PRENDRE LE GOUVERNEMENT FACE A LA MIGRATION	50
GRAPHIQUE 2. 22 : REPARTITION (%) DES AVIS DES PERSONNES ENQUETEEES SUR LEUR ATTITUDE VIS A VIS DE LA MIGRATION EXTERNE.....	51
GRAPHIQUE 2. 23 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR LA MIGRATION EXTERNE DES PERSONNES ENQUETEEES SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	51
GRAPHIQUE 2. 24 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR LA MIGRATION EXTERNE DES PERSONNES ENQUETEEES SELON LES RAISONS EVOQUEES.....	52
GRAPHIQUE 2. 25 : REPARTITION (%) DES OPINIONS SUR L'ECOLE ACTUELLE PAR RAPPORT AU PASSE.....	53
GRAPHIQUE 2. 26 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponses DES PERSONNES INTERROGEES, AYANT DECLARE QUE L'ECOLE A REGRESSE SELON LES RAISONS EVOQUEES	55
GRAPHIQUE 2. 27 : REPARTITION (%) DES PERSONNES INTERROGEES SELON LES DIFFICULTES DE L'ECOLE ACTUELLE	55
GRAPHIQUE 2. 28 : REPARTITION (%) DES OPINIONS PERSONNES INTERROGEES SUR LA SITUATION SANITAIRE	56

GRAPHIQUE 2. 29 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES DES PERSONNES AYANT DECLARE UNE DETERIORATION DU SYSTEME SANITAIRE SELON LES RAISONS EVOQUEES	58
GRAPHIQUE 2. 30 : REPARTITION (%) DES PERSONNES ENQUETEES SELON LES DIFFICULTES EVOQUEES.....	60
GRAPHIQUE 2. 31: REPARTITION (%) DES APPRECIATIONS DES CITOYENS SUR L'ACCES A L'EMPLOI SELON LE MILIEU DE RESIDENCE.....	61
GRAPHIQUE 2. 32 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LES RAISONS AVANCEES PAR LES CITOYENS QUI ONT REPONDU QU'IL EST DIFFICILE DE TROUVER UN EMPLOI SELON LA NATURE DE LA RAISON ...	62
GRAPHIQUE 2. 33 : REPARTITION (%) DES PERSONNES INTERROGEEES SELON LEUR PERCEPTION SUR L'ACCES A LA PROPRIETE D'UN LOGEMENT	63
GRAPHIQUE 2. 34 : REPARTITION (%) DES PERCEPTIONS DE LA POPULATION SUR L'ACCES A LA PROPRIETE D'UN LOGEMENT, SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	63
GRAPHIQUE 2. 35 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE SUR LES RAISONS DES DIFFICULTES D'ACCES AU LOGEMENT.....	64
GRAPHIQUE 2. 36 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DE LA POPULATION SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE	65
GRAPHIQUE 2. 37: REPARTITION (%) DES OPINIONS DE LA POPULATION SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE PAR RAPPORT AU PASSE.....	67
GRAPHIQUE 2. 38: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SELON LES PRINCIPAUX PROBLEMES QUI ENTRAVENT LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	69
GRAPHIQUE 2. 39 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LES RAISONS EVOQUEES PAR LES INDIVIDUS AYANT DECLARE N'AVOIR PAS CONFIANCE AU SYSTEME BANCAIRE SELON LA NATURE.....	71
GRAPHIQUE 2. 40 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LES RAISONS EVOQUEES PAR LES INDIVIDUS AYANT DECLARE N'AVOIR PAS CONFIANCE AUX ASSURANCES SELON LA NATURE	71
GRAPHIQUE 2. 41: REPARTITION (%) DES RAISONS EVOQUEES PAR LES INDIVIDUS AYANT DECLARE N'AVOIR PAS CONFIANCE AUX INSTITUTIONS DE MICROFINANCES SELON LA NATURE	72
GRAPHIQUE 2. 42 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LE DYNAMISME DU SECTEUR PRIVE	73
GRAPHIQUE 2. 43 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES DES ENQUETES AYANT DECLARE LE SECTEUR PRIVE PEU OU PAS DU TOUT DYNAMIQUE, SELON LES PROBLEMES EVOQUES.....	74
GRAPHIQUE 2. 44 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LA PERCEPTION DES ENQUETES SUR LA PAUVRETE	75
GRAPHIQUE 2. 45 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SELON LEURS APPRECIATIONS DES CONDITIONS DE VIE ACTUELLE	76
GRAPHIQUE 2. 46 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR L'EVOLUTION DE LA PAUVRETE	77
GRAPHIQUE 2. 47 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES DES PERSONNES ENQUETEES AYANT DECLARE QUE LA PAUVRETE A AUGMENTE SELON LES RAISONS EVOQUEES	78
GRAPHIQUE 2. 48 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR LEUR CAPACITE DE SE NOURRIR.....	80
GRAPHIQUE 2. 49 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR L'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	81
GRAPHIQUE 2. 50 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR REGIME POLITIQUE PREFERE	82
GRAPHIQUE 2. 51 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR REGIME POLITIQUE PREFERE, PAR MILIEU DE RESIDENCE	82
GRAPHIQUE 2. 52 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR APPRECIATION DE L'EVOLUTION DU PROCESSUS ELECTORAL.....	83
GRAPHIQUE 2. 53 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR APPRECIATION DE L'EVOLUTION DU PROCESSUS ELECTORAL, PAR MILIEU DE RESIDENCE.....	84
GRAPHIQUE 2. 54 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE DES RAISONS DE LA DETERIORATION DU PROCESSUS ELECTORAL.....	85

GRAPHIQUE 2. 55 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA DEMOCRATIE	86
GRAPHIQUE 2. 56 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA DEMOCRATIE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	86
GRAPHIQUE 2. 57 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES SUR LES RAISONS DU MAUVAIS FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA DEMOCRATIE	87
GRAPHIQUE 2. 58 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LES OPINIONS EXPRIMEES SUR LE FAIT QUE LA CORRUPTION CONSTITUE OU PAS UN PROBLEME MAJEUR EN GUINEE	90
GRAPHIQUE 2. 59 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LE FAIT QUE LA CORRUPTION CONSTITUE OU PAS UN PROBLEME MAJEUR, SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	90
GRAPHIQUE 2. 60 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR L'EVENTUALITE DE PAIEMENT UN MONTANT INDU A UN FONCTIONNAIRE POUR UN SERVICE	92
GRAPHIQUE 2. 61: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR L'EVENTUALITE DE PAIEMENT D'UN MONTANT INDU A UN FONCTIONNAIRE POUR UN SERVICE, PAR MILIEU DE RESIDENCE	93
GRAPHIQUE 2. 62 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE SUR LES SERVICES AU NIVEAU DESQUELS UN MONTANT INDU A ETE PAYE.....	94
GRAPHIQUE 2. 63 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES SERVICES DANS LESQUELS UN MONTANT INDU A ETE PAYE, SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	94
GRAPHIQUE 2. 64 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LEUR NIVEAU DE SATISFACTION DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION	95
GRAPHIQUE 2. 65 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR NIVEAU DE SATISFACTION DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION, PAR MILIEU DE RESIDENCE.....	96
GRAPHIQUE 2. 66 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE SUR LES PRINCIPALES RAISONS EVOQUEES PAR LES CITOYENS INSATISFAITS DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION.....	97
GRAPHIQUE 2. 67 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE.....	99
GRAPHIQUE 2. 68 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE, PAR MILIEU DE RESIDENCE.....	99
GRAPHIQUE 2. 69: REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR APPRECIATION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA JUSTICE GUINEENNE	100
GRAPHIQUE 2. 70 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR APPRECIATION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA JUSTICE GUINEENNE, PAR MILIEU DE RESIDENCE	101
GRAPHIQUE 2. 71 : REPARTITION (%) DES CAS DE RÉPNSE SUR LES PRINCIPALES RAISONS D'INSATISFACTION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA JUSTICE.....	102
GRAPHIQUE 2. 72 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA FAÇON DONT SONT TRAITEES LES PERSONNES ARRETEES ET MISES A SA DISPOSITION DE LA JUSTICE.....	104
GRAPHIQUE 2. 73: REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LA FAÇON DONT SONT TRAITEES LES PERSONNES ARRETEES ET MISES A SA DISPOSITION DE LA JUSTICE, PAR MILIEU DE RESIDENCE	105
GRAPHIQUE 2. 74 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS PERCEPTIONS SUR LE FAIT QUE LA GUINEE A PROGRESSE OU NON VERS L'UNITE NATIONALE DEPUIS L'INDEPENDANCE	106
GRAPHIQUE 2. 75 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LES EVENTUELS PROGRES REALISES VERS L'UNITE NATIONALE DEPUIS L'INDEPENDANCE, SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	107
GRAPHIQUE 2. 76 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES FAITS QUI MONTRENT QU'IL N'Y PAS EU PROGRES VERS L'UNITE NATIONALE DEPUIS L'INDEPENDANCE.....	109
GRAPHIQUE 2. 77 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA SITUATION SECURITAIRE ACTUELLE	110
GRAPHIQUE 2. 78 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SUR LEURS OPINIONS SUR LA SITUATION SECURITAIRE ACTUELLE DE LA GUINEE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	110

GRAPHIQUE 2. 79 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS PERCEPTIONS SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION SECURITAIRE EN GUINEE	112
GRAPHIQUE 2. 80 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS PERCEPTIONS SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION SECURITAIRE EN GUINEE, SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	112
GRAPHIQUE 2. 81 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSE SUR LES RAISONS DE LA DETERIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE	113
GRAPHIQUE 2. 82 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DE LA POPULATION SUR LA SITUATION CULTURELLE ACTUELLE	115
GRAPHIQUE 2. 83 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR APPRECIATION DE LA SITUATION CULTURELLE ACTUELLE ET LA GUINEE, PAR MILIEU DE RESIDENCE	116
GRAPHIQUE 2. 84 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR PERCEPTION DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION CULTURELLE DE LA GUINEE	117
GRAPHIQUE 2. 85 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES PERSONNES ENQUETEES SUR L'EVOLUTION DE LA CULTURE PAR RAPPORT AU PASSE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	118
GRAPHIQUE 2. 86 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES RAISONS DE LA DETERIORATION DE LA SITUATION CULTURELLE PAR RAPPORT AU PASSE	119
GRAPHIQUE 2. 87 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES VALEURS CULTURELLES A PRESERVER.....	119
GRAPHIQUE 2. 88 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DE LA POPULATION SELON LES VALEURS CULTURELLES A PRESERVER PAR MILIEU DE RESIDENCE	120
GRAPHIQUE 2. 89 : PROPORTION DE CITOYENS DONT LA LOCALITE EST COUVERTE PAR UNE TIC.....	121
GRAPHIQUE 2. 90 : PROPORTION DE CITOYENS DONT LA LOCALITE EST COUVERTE PAR UNE TIC PAR MILIEU DE RESIDENCE	122
GRAPHIQUE 2. 91 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LE FAIT QUE LE GENRE EST SUFFISAMMENT PRIS EN COMPTE OU NON DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN GUINEE	124
GRAPHIQUE 2. 92 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN GUINEE, SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	124
GRAPHIQUE 2. 93 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN GUINEE, SELON LE SEXE.....	126
GRAPHIQUE 2. 94 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES RAISONS POUR LESQUELLES LE GENRE N'EST PAS SUFFISAMMENT PRIS EN COMPTE DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT	126
GRAPHIQUE 2. 95 : REPARTITION (%) DES CAUSES DE LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT	127
GRAPHIQUE 2. 96: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES CITOYENS SUR CE QU'ILS PENSENT QUE LA GUINEE A OU NON, UNE BONNE REPUTATION A L'ETRANGER.....	128
GRAPHIQUE 2. 97 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON QU'ILS PENSENT QUE LA GUINEE A, OUI OU NON, UNE BONNE REPUTATION A L'ETRANGER, PAR MILIEU DE RESIDENCE.....	128
GRAPHIQUE 2. 98 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON QU'ILS PENSENT QUE LA GUINEE A, OUI OU NON, UNE BONNE REPUTATION A L'ETRANGER, PAR GROUPE D'AGE	129
GRAPHIQUE 2. 99 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LA FAÇON DONT A EVOLUE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER.....	130
GRAPHIQUE 2. 100 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LA FAÇON DONT A EVOLUE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER, SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	130
GRAPHIQUE 2. 101 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEURS OPINIONS SUR LA FAÇON DONT A EVOLUE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER, PAR GROUPE D'AGE	131
GRAPHIQUE 2. 102 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSE DES RAISONS DE LA DETERIORATION DE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER	132
GRAPHIQUE 2. 103 : REPARTITION (%) DES ENQUETES SELON LEURS ASPIRATIONS VIS-A-VIS DE L'ECOLE ...	134
GRAPHIQUE 2. 104 : REPARTITION(%) DES ASPIRATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	135
GRAPHIQUE 2. 105 : REPARTITION(%) DES CAS DE REPOSES SUR LES ASPIRATIONS DES POPULATIONS EN MATIERE D'EMPLOI JEUNE	135
GRAPHIQUE 2. 106 : REPARTITION DES PERSONNES ENQUETEES SELON LEUR OPINION SUR LA SITUATION ECONOMIQUE AU COURS DES PROCHAINES ANNEES.....	136

GRAPHIQUE 2. 107 : REPARTITION (%) DES PERCEPTIONS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE POUR LES PROCHAINES ANNEES	136
GRAPHIQUE 2. 108 : REPARTITION (%) DES ASPIRATIONS DANS LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE..	137
GRAPHIQUE 2. 109 : REPARTITION (%) DES AVIS DES ENQUETES SUR LA MONNAIE COMMUNE	137
GRAPHIQUE 2. 110 : REPARTITION (%) DES ASPIRATIONS DE LA POPULATION POUR L'INTEGRATION MONETAIRE SELON LA ZONE PREFEREE.....	138
GRAPHIQUE 2. 111 : REPARTITION (%) DES ASPIRATIONS DE LA POPULATION PAR RAPPORT AU ROLE DU SECTEUR PRIVE.....	138
GRAPHIQUE 2. 112 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES DES VALEURS CULTURELLES A PRESERVER....	139
GRAPHIQUE 2. 113 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES SERVICES POUR LESQUELS LES CITOYENS SOUHAITERAIENT UNE AMELIORATION DANS LE FUTUR	140
GRAPHIQUE 2. 114 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES ACTIONS A MENER PAR LE GOUVERNEMENT POUR FACILITER L'ACCES AU LOGEMENT.....	142
GRAPHIQUE 2. 115 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES MESURES A PRENDRE DANS LES PROCHAINES ANNEES POUR UNE PRISE EN COMPTE EFFECTIVE DU GENRE DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN GUINEE	143
GRAPHIQUE 2. 116 : REPARTITION(%) DES ACTIONS A MENER POUR RELANCER LA CROISSANCE ECONOMIQUE	144
GRAPHIQUE 2. 117 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSES SUR LES MESURES A PRENDRE POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETE	145
GRAPHIQUE 2. 118 : REPARTITION (%) DES ENQUETES SELON LES STRATEGIES PROPOSEES EN TERMES DE DISPONIBILITES.....	146
GRAPHIQUE 2. 119 : REPARTITION (%) DES ENQUETES SELON LES STRATEGIES PROPOSEES EN TERMES D'ACCESSIBILITE.....	146
GRAPHIQUE 2. 120 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES MESURES PRECONISEES PAR LES CITOYENS POUR L'AMELIORATION DE LA DECENTRALISATION DANS LES PROCHAINES ANNEES EN GUINEE.....	148
GRAPHIQUE 2. 121 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES ACTIONS A MENER PAR L'ÉTAT POUR RENDRE PLUS EFFICACE LE SYSTEME JUDICIAIRE GUINEEN	150
GRAPHIQUE 2. 122 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES MESURES A PRENDRE POUR CONSOLIDER L'UNITE NATIONALE EN GUINEE DANS LES PROCHAINES ANNEES.....	151
GRAPHIQUE 2. 123 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES MESURES A ENTREPRENDRE POUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE EN GUINEE DANS LES PROCHAINES ANNEES	152
GRAPHIQUE 2. 124 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES ACTIONS A ENVISAGER POUR PROMOUVOIR LA CULTURE GUINEENNE DANS LES PROCHAINES ANNEES.	154
GRAPHIQUE 2. 125 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPNSE DES SOLUTIONS PRECONISEES PAR LES CITOYENS POUR LA LUTTE CONTRE LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT	156
GRAPHIQUE 3. 1 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR L'EFFECTIF DE LA POPULATION.....	170
GRAPHIQUE 3. 2 : AGE MOYEN ET AGE MEDIAN AU MARIAGE PROPOSES PAR LES EXPERTS	170
GRAPHIQUE 3. 3 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SELON LES RAISONS EVOQUEES SUR LE MARIAGE PRECOCE	171
GRAPHIQUE 3. 4 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LA POLYGAMIE	172
GRAPHIQUE 3. 5 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR L'UTILISATION DE LA CONTRACEPTION	172
GRAPHIQUE 3. 6 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SELON LES RAISONS POUR LESQUELLES LA CONTRACEPTION EST UNE MAUVAISE CHOSE	173
GRAPHIQUE 3. 7 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SUR LEURS INTENSIONS D'UTILISER DES METHODES CONTRACEPTIVES.....	173

GRAPHIQUE 3. 8 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LE NOMBRE D'ENFANTS QUE LES GUINEENS DEVRAIENT AVOIR	174
GRAPHIQUE 3. 9 : NOMBRE DESIRE D'ENFANTS PAR LES EXPERTS	174
GRAPHIQUE 3. 10 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LEUR PREFERENCE POUR LE SEXE DE L'ENFANT	174
GRAPHIQUE 3. 11 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR OPINION SUR LA MIGRATION INTERNE	175
GRAPHIQUE 3. 12 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON RAISONS EVOQUEES SUR LA MIGRATION INTERNE	175
GRAPHIQUE 3. 13 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LES MESURES QUE DOIT PRENDRE LE GOUVERNEMENT POUR FAIRE FACE A LA MIGRATION INTERNE	176
GRAPHIQUE 3. 14 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR OPINION SUR LA MIGRATION EXTERNE	176
GRAPHIQUE 3. 15 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LES RAISONS FOURNIES POUR EXPLIQUER LA MIGRATION EXTERNE.....	177
GRAPHIQUE 3. 16 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LES MESURES QUE LE GOUVERNEMENT DOIT PRENDRE POUR FAIRE FACE A LA MIGRATION EXTERNE	177
GRAPHIQUE 3. 17 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR LA SITUATION ACTUELLE DE L'ÉCOLE PAR RAPPORT AU PASSE	178
GRAPHIQUE 3. 18 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LES RAISONS DE LA REGRESSION DU SYSTEME SCOLAIRE.....	178
GRAPHIQUE 3. 19 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LES DIFFICULTES AUXQUELLES L'ÉCOLE EST CONFRONTÉE	179
GRAPHIQUE 3. 20 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR L'APPRECIATION DU SYSTEME DE SANTE ACTUEL.....	179
GRAPHIQUE 3. 21 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LES RAISONS DE LA REGRESSION DU SYSTEME DE SANTE	180
GRAPHIQUE 3. 22 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES SUR LES DIFFICULTES AUXQUELLES LE SYSTEME DE SANTE ACTUEL EST CONFRONTÉ	180
GRAPHIQUE 3. 23 : REPARTITION (%) DES EXPERTS INTERROGES SELON LEUR APPRECIATION DE L'ACCES A L'EMPLOI PAR RAPPORT AU PASSE.....	181
GRAPHIQUE 3. 24 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE DES RAISONS DE LA DEPRECIATION DE L'ACCES DE L'ACCES A L'EMPLOI PAR RAPPORT AU PASSE	181
GRAPHIQUE 3. 25 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR L'ACCES A LA PROPRIETE D'UN LOGEMENT.....	182
GRAPHIQUE 3. 26 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE DES RAISONS QUI EXPLIQUENT LA DIFFICULTE D'ACCES A LA PROPRIETE D'UN LOGEMENT.....	183
GRAPHIQUE 3. 27 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR LA SITUATION ACTUELLE DE L'ECONOMIE	183
GRAPHIQUE 3. 28 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR LA SITUATION DE L'ECONOMIE PAR RAPPORT AU PASSE	184
GRAPHIQUE 3. 29 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DANS LES PROCHAINES ANNEES	184
GRAPHIQUE 3. 30 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE DES EXPERTS SUR LES PRINCIPAUX PROBLEMES QUI ENTRAVENT LE DEVELOPPEMENT DU PAYS.....	185
GRAPHIQUE 3. 31 : POURCENTAGE D'EXPERTS AYANT CONFIANCE AUX INSTITUTIONS FINANCIERES SELON LEUR NATURE	185
GRAPHIQUE 3. 32 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LES DIFFICULTES RENCONTREES AU NIVEAU DU SYSTEME BANCAIRE.....	186
GRAPHIQUE 3. 33 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LES DIFFICULTES RENCONTREES AU NIVEAU DES ASSURANCES.....	186
GRAPHIQUE 3. 34 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LES DIFFICULTES RENCONTREES AU NIVEAU DES MICROFINANCES.....	186
GRAPHIQUE 3. 35 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR OPINION SUR LA CREATION DE LA MONNAIE GUINEENNE.....	187
GRAPHIQUE 3. 36 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR OPINION SUR L'INTEGRATION MONETAIRE ..	187
GRAPHIQUE 3. 37 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SELON LA ZONE MONETAIRE SOUHAITEE..	187

GRAPHIQUE 3. 38 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR LE DYNAMISME DU SECTEUR PRIVE	188
GRAPHIQUE 3. 39 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponses DES EXPERTS SUR LES DIFFICULTES DU SECTEUR PRIVE	189
GRAPHIQUE 3. 40 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SELON LE REGIME POLITIQUE PREFERE	189
GRAPHIQUE 3. 41 : REPARTITION (%) DES CITOYENS SELON LEUR APPRECIATION DE L'EVOLUTION DU PROCESSUS ELECTORAL	190
GRAPHIQUE 3. 42 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponse DES RAISONS SUR LA DETERIORATION DU PROCESSUS ELECTORAL	190
GRAPHIQUE 3. 43 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR APPRECIATION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA DEMOCRATIE EN GUINEE	191
GRAPHIQUE 3. 44 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponse SELON LES RAISONS DU MAUVAIS FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA DEMOCRATIE.....	191
GRAPHIQUE 3. 45 : INDICE DE CONFIANCE (%) PAR SERVICE/INSTITUTION	192
GRAPHIQUE 3. 46 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LES OPINIONS EXPRIMEES SUR LE FAIT QUE LA CORRUPTION CONSTITUE OU PAS UN PROBLEME MAJEUR EN GUINEE	193
GRAPHIQUE 3. 47 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON QU'ILS AIENT EU A PAYER OU NON UN MONTANT INDU A UN FONCTIONNAIRE POUR UN SERVICE.....	194
GRAPHIQUE 3. 48 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponse DES SERVICES DANS LESQUELS LES EXPERTS ONT EU A PAYER UN MONTANT INDU A UN FONCTIONNAIRE POUR UN SERVICE.....	194
GRAPHIQUE 3.49 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR NIVEAU DE SATISFACTION DES RESULTATS DE LA MISE EN CEUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION	195
GRAPHIQUE 3.50 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponse DES RAISONS EVOQUEES PAR LES EXPERTS INSATISFAITS DES RESULTATS DE LA MISE EN CEUVRE DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION	195
GRAPHIQUE 3. 51: REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR L'EVOLUTION DU FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE PAR RAPPORT AU PASSE	196
GRAPHIQUE 3. 52 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR APPRECIATION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA JUSTICE GUINEENNE	196
GRAPHIQUE 3. 53 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponse DES RAISONS D'INSATISFACTION DU FONCTIONNEMENT ACTUEL DE LA JUSTICE GUINEENNE.....	197
GRAPHIQUE 3. 54 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LA FAÇON DONT SONT TRAITEES LES PERSONNES ARRETEES ET MISES A SA DISPOSITION DE LA JUSTICE	198
GRAPHIQUE 3. 55: REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LA PAUVRETE.....	199
GRAPHIQUE 3. 56 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LEURS CONDITIONS DE VIE	199
GRAPHIQUE 3. 57 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR L'EVOLUTION DE LA PAUVRETE	199
GRAPHIQUE 3. 58 : REPARTITION (%) DES CAS DE REponse SUR LES RAISONS DE L'AGGRAVATION DE LA PAUVRETE	200
GRAPHIQUE 3. 59: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS	201
GRAPHIQUE 3. 60: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR L'EVOLUTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE PAR RAPPORT AU PASSE	202
GRAPHIQUE 3. 61: REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR L'EVOLUTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES PROCHAINES ANNEES	202
GRAPHIQUE 3. 62 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS PERCEPTIONS SUR LA PROGRESSION VERS L'UNITE NATIONALE DEPUIS L'INDEPENDANCE	203
GRAPHIQUE 3. 63: REPARTITION (%) DES CAS DE REponse DES FAITS QUI MONTRENT QU'IL N'Y PAS EU PROGRES VERS L'UNITE NATIONALE DEPUIS L'INDEPENDANCE.....	203
GRAPHIQUE 3. 64 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SUR LEURS OPINIONS SUR LA SITUATION SECURITAIRE ACTUELLE DE LA GUINEE.....	204
GRAPHIQUE 3. 65 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS PERCEPTIONS SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION SECURITAIRE EN GUINEE	204

GRAPHIQUE 3. 66 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSE DES RAISONS DE LA DETERIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE	205
GRAPHIQUE 3. 67 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR APPRECIATION DE LA SITUATION ACTUELLE DE LA CULTURE GUINEENNE	205
GRAPHIQUE 3. 68 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEUR PERCEPTION DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION CULTURELLE DE LA GUINEE	206
GRAPHIQUE 3. 69 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SELON LES RAISONS DE LA DETERIORATION DE LA SITUATION CULTURELLE PAR RAPPORT AU PASSE	206
GRAPHIQUE 3. 70 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES VALEURS CULTURELLES A PRESERVER	207
GRAPHIQUE 3. 71: TAUX DE COUVERTURE SELON LA NATURE DU TIC.....	208
GRAPHIQUE 3. 72 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LE FAIT QUE LE GENRE EST SUFFISAMMENT PRIS EN COMPTE OU NON DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN GUINEE	209
GRAPHIQUE 3. 73 BIS : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES RAISONS POUR LESQUELLES LE GENRE N'EST PAS SUFFISAMMENT PRIS EN COMPTE DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT	209
GRAPHIQUE 3. 74 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES CAUSES DE LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT	210
GRAPHIQUE 3. 75 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON QU'ILS PENSENT QUE LA GUINEE A OU NON UNE BONNE REPUTATION A L'ETRANGER.....	211
GRAPHIQUE 3. 76 : REPARTITION (%) DES EXPERTS SELON LEURS OPINIONS SUR LA FAÇON DONT A EVOLUE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER.....	212
GRAPHIQUE 3. 77 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSE DES RAISONS DE LA DETERIORATION DE L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER	212
GRAPHIQUE 3. 78: REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE.....	233
GRAPHIQUE 3. 79 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SELON LA ZONE MONETAIRE SOUHAITEE	234
GRAPHIQUE 3. 80 : REPARTITION (%) DES ASPIRATIONS DES EXPERTS VIS-A-VIS DU SECTEUR PRIVE	234
GRAPHIQUE 3. 81 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES ASPIRATIONS DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION.....	235
GRAPHIQUE 3. 82: REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES ASPIRATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	236
GRAPHIQUE 3. 83 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES SERVICES DE TIC QU'IL FAUT AMELIORER.....	237
GRAPHIQUE 3. 84 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR L'AMELIORATION DE LA JUSTICE.....	239
GRAPHIQUE 3. 85 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSE DES MESURES PRECONISEES PAR LES EXPERTS EN VUE DE L'AMELIORATION DE LA DECENTRALISATION DANS LES PROCHAINES ANNEES.....	239
GRAPHIQUE 3. 86 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES STRATEGIES A MENER POUR ASSURER LA SECURITE	240
GRAPHIQUE 3. 87: REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SELON LES STRATEGIES DE RELANCE DE LA CROISSANCE	241
GRAPHIQUE 3. 88 : REPARTITION (%) DES OPINIONS DES EXPERTS SUR LES MESURES A ENTREPRENDRE PAR LE GOUVERNEMENT POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETE.....	242
GRAPHIQUE 3. 89 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES STRATEGIES A MENER POUR ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS EN TERMES DE DISPONIBILITE.....	243
GRAPHIQUE 3. 90 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPOSES DES EXPERTS SUR LES STRATEGIES A MENER POUR ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS EN TERMES D'ACCESSIBILITE.....	243

GRAPHIQUE 3. 91 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE DES MESURES A PRENDRE POUR AMELIORER LA REPUTATION DE LA GUINEE A L'ETRANGER.....	244
GRAPHIQUE 3. 92 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES DES EXPERTS SUR LES STRATEGIES A MENER DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI JEUNE.....	245
GRAPHIQUE 3. 93 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES DES EXPERTS SUR LES STRATEGIES A MENER DANS LE DOMAINE DE L'ACCES AU LOGEMENT.....	245
GRAPHIQUE 3. 94 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE DES MESURES A PRENDRE DANS LES PROCHAINES ANNEES POUR UNE PRISE EN COMPTE EFFECTIVE DU GENRE DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT.....	246
GRAPHIQUE 3. 95 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSES DES EXPERTS SUR LES STRATEGIES A MENER POUR PROMOUVOIR LA CULTURE.....	247
GRAPHIQUE 3. 96 : REPARTITION (%) DES CAS DE REPONSE DES SOLUTIONS PRECONISEES PAR LES CITOYENS POUR LA LUTTE CONTRE LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT.....	248

SIGLES ET ABREVIATIONS

APAE	: Association des Parents et Amis de l'École
ENAPGUI	: Enquête Nationale sur les Aspirations des Populations Guinéennes
FAPA	: Fermes Agropastorales d'Arrondissements
INS	: Institut National de la Statistique
MP	: Ministère du Plan
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PREMA	: Programme de Réformes et de Modernisation de l'Administration
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
UEMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine
ZD	: Zone de Dénombrement
ZMAO	: Deuxième Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Nigéria, Ghana, Libéria, Sierra Léone, Guinée et Gambie)

PREFACE

Dans le cadre des investigations visant à collecter des informations nécessaires à l'analyse de la situation de base et à l'élaboration de la vision prospective « Guinée Vision 2035 », l'Institut National de la Statistique en collaboration avec la Direction Nationale du Plan, la Cellule Technique Prospective et le PNUD, a mené une Enquête Nationale sur les Aspirations des Populations Guinéennes (ENAPGUI)».

Le présent rapport présente les principaux résultats de l'ENAPGUI qui avait pour objectif de recueillir des données sur la perception des populations, des experts, personnalités, leaders d'opinions et acteurs non étatiques sur la situation actuelle et passée du pays dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle, leurs préoccupations, leurs aspirations à l'horizon d'une génération et les stratégies à mener pour atteindre ce futur désiré.

Les données ont été collectées à travers deux principales sources d'investigation : une enquête quantitative auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de 18 ans ou plus, dénommée « enquête grand public » et une enquête qualitative à travers des interviews individuelles ou collectives auprès de toutes les composantes de la population guinéenne : personnalités, leaders d'opinions, experts et acteurs non étatiques.

Cette importante opération d'investigations statistiques a bénéficié de la collaboration active des populations, des personnalités à tous les niveaux, des leaders d'opinions, de la société civile et des experts sélectionnés. Au nom du Gouvernement, je leur adresse mes sincères remerciements.

J'exprime au personnel d'encadrement, enquêteurs et agents de saisie de l'Institut National de la Statistique, à la Cellule Technique Prospective et à tous les consultants qui ont appuyé le Département du Plan dans la réalisation de cette opération, ma profonde reconnaissance pour la qualité du travail accompli et le respect du calendrier établi. Mes félicitations vont également à la Direction Nationale du Plan qui a coordonné ces activités.

Au PNUD qui a bien voulu apporter sa contribution technique et financière à la réalisation de cette importante opération, j'adresse les sincères remerciements du Gouvernement.

Conakry, le 5 mai 2013

Sékou TRAORE
Ministre du Plan

CONTEXTE

La République de Guinée est un pays côtier situé dans la partie occidentale du continent africain. Elle est limitée à l'Ouest par la Guinée Bissau et l'Océan Atlantique, au Nord par le Sénégal et le Mali, à l'Est par la Côte d'Ivoire et au Sud par la Sierra Léone et le Liberia. Elle couvre une superficie de 245.857 km².

Du point de vue géo-écologique, la Guinée comprend quatre régions naturelles, assez bien distinctes et homogènes : la Basse Guinée, la Moyenne Guinée, la Haute Guinée et la Guinée Forestière. Le type du relief et de la végétation donne à chaque région des particularités du point de vue climat et mode de vie des populations.

Sur le plan administratif, le pays est subdivisé en huit régions administratives : la zone spéciale de Conakry, Boké, Faranah, Kankan, Kindia, Labé, Mamou, et N'Zérékoré.

Sur le plan démographique, la population guinéenne est estimée à 11,2 millions d'habitants en 2012 et est caractérisée par l'extrême jeunesse de sa population¹. Elle est inégalement répartie entre les régions administratives et le milieu de résidence. Conakry, la capitale, abrite environ 17% de la population du pays et plus de la moitié de la population urbaine (ELEP-2012). La majorité (66%) de la population est analphabète (ELEP-2012).

Sur le plan socioculturel, la Guinée est peuplée d'une mosaïque d'ethnies qui, au gré du brassage culturel et des assimilations, se répartissent en quatre grands groupes : les Soussou et assimilés en Basse Guinée, les Peulhs et apparentés en Moyenne Guinée ou Fouta-Djalou, les Malinkés et sous-groupes mandingues en Haute Guinée et les « Forestiers » en Guinée Forestière.

La situation politique du pays est marquée par des crises sociales, institutionnelles et politiques à répétition entre 2006 et 2010. En novembre 2010, l'élection d'un président a permis le retour à l'ordre constitutionnel normal et le processus de mise en œuvre des institutions républicaines se poursuit. L'instabilité politique, les crises sociales au cours des dix dernières années et le retrait de la plupart des partenaires au développement n'ont pas permis de réduire la pauvreté dans le pays et de répondre à la demande sociale de plus en plus croissante, en services sociaux de base² notamment.

Sur le plan économique, la Guinée connaît une situation très fragile, malgré ses énormes potentialités minières, énergétiques et agricoles. Cependant, à partir de 2010, des efforts de stabilisation du cadre macroéconomique ont été accomplis par les nouvelles autorités et ont permis de regagner la confiance des partenaires au développement et d'atteindre en octobre 2012, le point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

Ces performances macroéconomiques doivent être poursuivies par la mise en œuvre d'une stratégie de croissance forte, durable et inclusive de l'économie. En 2012, la croissance économique avoisine 4% et le revenu par tête a faiblement augmenté de 0,7%. L'inflation a été maîtrisée et son niveau a été ramené de 19% en fin 2011 à près de 13% en 2012, grâce à la mise en œuvre de politiques budgétaires et macroéconomiques restrictives.

¹ ELEP-2012

² L'incidence de la pauvreté est passée de 53% en 2007 à 55,2% en 2012 et les indicateurs sociaux sont demeurés stagnants et faibles (ELEP-2012)

En vue d'impulser le développement économique et social et mettre en œuvre les engagements internationaux notamment ceux relatifs aux OMD, le Gouvernement a renoué depuis 2011 avec la planification du développement. Ce qui s'est traduit par l'élaboration en 2011 d'un plan quinquennal (2011-2015) de développement et son adoption en 2012. Dans la perspective de son opérationnalisation, un document de stratégie de réduction de la pauvreté couvrant la période 2013-2015 a été élaboré et adopté en mai 2013 par le Gouvernement.

Les efforts d'élaboration d'un cadre global de planification seront couronnés par l'élaboration d'une vision prospective de développement économique, social et culturel à moyen et long terme intitulée «Guinée Vision 2035 ». Par cet acte, les autorités guinéennes entendent se doter d'une vision d'ensemble sur l'avenir du pays pour une période de 25 ans.

L'Enquête Nationale sur les Aspirations des Populations Guinéennes (ENAPGUI), réalisée par l'Institut National de la Statistique en collaboration avec la Direction Nationale du Plan, la Cellule Technique Prospective et le PNUD se situe dans ce cadre.

Elle a pour objectif de collecter les données sur la perception, les préoccupations, les aspirations à l'horizon d'une génération et les stratégies à mettre en œuvre pour atteindre ce futur désiré, de toutes les composantes de la population guinéenne en vue d'une meilleure analyse de la situation de base du document « Guinée Vision 2035 ».

PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE DE L'ENQUETE NATIONALE SUR LES ASPIRATIONS DES POPULATIONS GUINEENNES

INTRODUCTION

L'Enquête Nationale sur les Aspirations des Populations Guinéennes (ENAPGUI) constitue une des études de base destinées à l'analyse situationnelle de la vision prospective « Guinée Vision 2035 »

L'ENAPGUI comprend deux volets :

- Une enquête quantitative auprès d'un échantillon national représentatif de 3.632 individus âgés de 18 ans ou plus, dénommée « enquête grand public »;
- Une enquête qualitative, à travers des interviews individuelles ou collectives auprès des personnalités (exécutif, institutions de la République, dirigeants d'entreprises et société civile), leaders d'opinions (dirigeants de partis politiques, chefs religieux et notables), experts spécialisés dans divers domaines et acteurs non étatiques (associations). En plus des interviews, les experts ont également rempli des questionnaires; ce qui a permis de recueillir des données quantitatives concernant leurs perceptions, préoccupations, vision sur le devenir de la Guinée ainsi que les stratégies proposées pour atteindre ces aspirations.

L'ENAPGUI avait pour objectif de recueillir des données sur la perception des populations, des experts, personnalités, leaders d'opinions et acteurs non étatiques sur la situation actuelle et passée du pays dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle, leurs préoccupations, leurs aspirations à l'horizon d'une génération et les stratégies proposées pour atteindre ce futur désiré.

Plus spécifiquement, l'enquête sur les aspirations vise à:

- Recueillir les perceptions et les opinions de toutes les composantes de la société guinéenne sur la situation actuelle et passée dans les domaines qui constituent des enjeux majeurs pour l'élaboration de la vision « Guinée Vision 2035 »;
- Identifier les préoccupations de ces populations;
- Collecter les données sur leurs aspirations ; et
- Recueillir les propositions de stratégies pour la réalisation de ces aspirations.

L'ENAPGUI a été réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS), en collaboration avec la Direction Nationale du Plan, la Cellule Technique Prospective et le PNUD. La coordination de l'ENAPGUI a été assurée par le Directeur Général de l'INS, assisté d'un Directeur Technique et d'un assistant financier. Elle s'est déroulée en deux phases :

- L'enquête « grand public » du 12 novembre au 6 décembre 2012, soit 25 jours; et
- L'enquête qualitative du 5 décembre 2012 au 5 janvier 2013, soit un mois.

A) METHODOLOGIE DE L'ENQUETE « GRAND PUBLIC »

1 Echantillonnage

Pour le volet quantitatif, la population cible est l'ensemble de tous les individus âgés de 18 ans ou plus. La base de sondage utilisée est le listing des zones de dénombrement (ZD)

établi et des ménages estimés, au moment des travaux cartographiques du troisième recensement général de la population et de l'habitation, réalisés en 2010-2011.

L'échantillon du volet quantitatif de l'ENAPGUI est un échantillon aréolaire stratifié et tiré à deux degrés. Les critères de stratification utilisés sont la région administrative et le milieu de résidence, soit 15 strates au total (Conakry et les 7 régions administratives subdivisées chacune en urbain et rural).

Au premier degré, 115 ZD (53 en milieu urbain et 62 en milieu rural) ont été sélectionnées par tirage systématique avec probabilité égale.

Au deuxième degré, dans chaque ZD échantillon, 12 ménages ont ainsi été tirés, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Ainsi, un échantillon national de 1380 ménages a été sélectionné, représentatif du milieu de résidence et des régions administratives (voir tableau 1.1, ci-dessous).

Tableau 1.1 : Répartition de l'échantillon par région administrative selon le milieu de résidence

Région	Répartition des ZD			Répartition des ménages		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Boké	4	9	13	48	108	156
Conakry	23	0	23	276	0	276
Faranah	3	9	12	36	108	144
Kankan	4	10	14	48	120	168
Kindia	6	9	15	72	108	180
Labé	5	7	12	60	84	144
Mamou	3	9	12	36	108	144
N'Zérékoré	5	9	14	60	108	168
Ensemble	53	62	115	636	744	1380

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

2 Couverture de l'échantillon

Tableau 1.2 : Répartition des personnes âgées de 18 ans ou plus, ayant répondu aux interviews selon la région administrative et le milieu de résidence

	Urbain			Rural			Total		
	Eligibles	Ayant répondu	% réponses	Eligibles	Ayant répondu	% réponses	Eligibles	Ayant répondu	% réponses
Boké	92	83	90,1	427	357	83,6	518	439	84,8
Conakry	670	565	84,3	0	0	0	670	565	84,3
Faranah	83	76	91,5	342	292	85,3	426	368	86,5
Kankan	105	85	80,7	560	472	84,3	665	557	83,7
Kindia	136	123	90,3	383	363	94,8	519	486	93,6
Labé	146	112	76,4	389	274	70,5	535	386	72,1
Mamou	38	25	67,3	313	248	79	351	273	77,7
N'Zérékoré	102	97	94,9	479	462	96,3	581	558	96,1

Ensemble	1371	1165	84,9	2894	2467	85,3	4265	3632	85,2
----------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Source/ MP/INS/ENAPGUI-2012

Au niveau des 1.380 ménages sélectionnés, 4.265 personnes ont été identifiées comme étant éligibles pour l'enquête individuelle, c'est-à-dire âgées de 18 ans ou plus. Parmi elles, 3 632 personnes ont été interviewées avec succès, soit un taux de réponse de 85,2%. Les personnes éligibles identifiées mais non interrogées étaient pour la plupart absentes du ménage au moment de l'enquête.

3 Questionnaires

Les questionnaires élaborés par la Cellule Technique Prospective ont été entièrement revus par l'INS et adaptés aux défis de la vision, tant du point de vue du fonds que de la forme. Cet exercice s'est déroulé du 10 septembre au 12 octobre 2012.

Des manuels des agents enquêteurs et des chefs d'équipes ont été également élaborés.

Le questionnaire « Grand Public » est subdivisé en seize sections :

- les sections 1 et 2 permettent respectivement, d'identifier les ménages et les caractéristiques de tous les individus vivant dans le ménage ainsi que les personnes éligibles pour les entretiens et ;
- les sections 3 à 16 sont administrées uniquement aux personnes éligibles, c'est-à-dire âgées de 18 ans ou plus et concernent tous les domaines liés aux enjeux du développement : démographie, éducation, santé, emploi et chômage des jeunes, logement, situation économique, institutions financières, monnaie, secteur privé, pauvreté, sécurité alimentaire, gouvernance politique, corruption et impunité, décentralisation, justice, réconciliation nationale, défense et sécurité, culture, nouvelles technologies de l'information et de la communication, genre, environnement et image de la Guinée à l'extérieur.

Pour le volet qualitatif de l'ENAPGUI, deux outils ont été utilisés pour la collecte des données :

- Un guide d'entretien individuel pour la collecte des données auprès des personnalités, des leaders d'opinion et des experts et;
- Un guide de focus group à l'endroit des groupes homogènes (associations socioprofessionnelles).

En plus des interviews individuelles, un questionnaire quantitatif, qui est une version allégée du questionnaire « grand public », a été administré aux experts.

4 Collecte des données

La collecte des données de l'enquête « grand public » s'est déroulée du 12 novembre au 6 décembre 2012 par 25 agents de terrain (5 chefs d'équipe et 20 agents enquêteurs). La supervision a été réalisée par 3 cadres (deux de l'INS et un de la Cellule Technique Prospective) à partir du 15 novembre 2012 pour 10 jours, afin d'assurer un contrôle rapproché des équipes sur le terrain.

Cette étape fut précédée par le recrutement et la formation de 31 agents, du 29 octobre au 3 novembre 2012. A l'issue de cette formation, 25 agents ont été retenus. L'enquête pilote s'est déroulée à Dubréka le 7 novembre 2012 au niveau de 2 ZD urbaines et 3 ZD rurales. Elle avait pour objectif de tester et finaliser tous les outils de collecte.

5 Traitement et analyse des données

Le traitement des données s'est déroulé du 28 novembre au 12 décembre 2012 et a mobilisé le personnel suivant: un informaticien principal, 5 agents de codification et 10 agents de saisie. L'édition des tableaux d'analyse a été réalisée par l'informaticien principal de l'INS du 13 au 31 décembre 2013.

6 Rédaction d rapport

L'analyse des résultats de l'enquête « grand public » s'est déroulée à Taady Club du 13 au 23 mars 2013 et a mobilisé sept cadres de l'INS et un cadre de la Cellule Technique Prospective. Un consultant recruté par le PNUD a été chargé d'appuyer l'INS dans cet exercice.

B METHODOLOGIE DE L'ENQUETE QUALITATIVE

1 Recrutement et formation des consultants

Du 12 au 21 novembre 2012, une équipe de six consultants a été recrutée pour réaliser les interviews du volet qualitatif de l'enquête. Elle était constituée de trois sociologues, deux planificateurs et un économiste. Des termes de référence précisant l'objet de la consultation et les résultats attendus ainsi que le calendrier de l'étude ont été élaborés.

2 Elaboration des guides d'entretien et ciblage des personnes à interviewer

Les consultants avaient dans leurs termes de référence, l'élaboration d'un guide d'entretien ainsi que le ciblage des personnes à interviewer. Des exposés sur les défis de la vision « Guinée Vision 2035 » et sur les principaux éléments d'une enquête qualitative ont été réalisées par l'INS et la Cellule Technique Prospective. L'INS et la Cellule Technique Prospective ont également encadré les consultants à toutes les étapes d'élaboration du guide d'entretien et du ciblage des personnes à interviewer. Cette activité s'est déroulée du 23 au 28 novembre 2012. Les sujets abordés par le guide d'entretien couvrent toutes les thématiques ciblées dans l'enquête « Grand Public ».

En ce qui concerne le ciblage des individus à interviewer, l'échantillon a été constitué par choix raisonné, de manière à inclure tous les segments de la population guinéenne.

2.1 Echantillon des personnalités, leaders d'opinions et acteurs non étatiques

Ce premier groupe est constitué de personnalités, leaders d'opinion et acteurs non étatiques auprès desquels des interviews individuelles ont été réalisées. Il s'agit de membres de l'exécutif, de responsables de partis politiques, des Présidents d'institutions républicaines (Assemblée Nationale, Cour Suprême, Conseil Économique et Social, Conseil Supérieur de la Communication), de dirigeants syndicaux, de chambres consulaires, des directeurs d'entreprises privées, des dirigeants de l'ordre des professions libérales, de responsables d'ONG, de chefs religieux, d'élus locaux, de gouverneurs de régions, de préfets, de chefs traditionnels, de notables, de responsables d'associations et groupements socioprofessionnels et autres organisations de la société civile. Comme l'indique le tableau

1.3, ci-dessous, les taux de réponses sont très faibles à Conakry (54,5%) et satisfaisants à l'intérieur du pays (84%).

Tableau 1. 3 : Répartition de l'échantillon des personnalités, leaders d'opinions et acteurs non étatiques interviewés

	Prévus	Interviewés	Taux réponses
CONAKRY	55	30	54,5
Membres du Gouvernement/Gouverneur BCRG	13	3	23,1
Anciens Ministres	2	2	100,0
Présidents des Institutions de la République	3	3	100,0
Leaders de partis politiques	8	3	37,5
Ordres Professions libérales	2	2	100,0
Chefs religieux	2	2	100,0
Présidents chambres consulaires	4	0	0,0
Responsables syndicaux	2	2	100,0
Opérateurs économiques privés/Directeurs sociétés	5	1	20,0
ONG	3	3	100,0
Elus Locaux	2	0	0,0
Responsables Associations	9	9	100,0
INTERIEUR PAYS	105	89	84,8
Gouverneurs de Région	6	5	83,3
Préfets	7	7	100,0
Elus Locaux	4	3	75,0
Chefs religieux	6	2	33,3
Sages	4	2	50,0
Directeurs sociétés privés	1	0	0,0
Organisations paysannes	1	1	100,0
Secrétaires généraux Chambres régionales	9	3	33,3
ONG	3	2	66,7
Responsables Associations	64	64	100,0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

2.2 Echantillon d'experts

Ce groupe est constitué de spécialistes dans divers domaines, dénommés « Experts ». Il s'agit de cadres disposant d'une expérience avérée dans certains domaines et ayant une capacité d'analyse des problèmes de développement de la Guinée. En plus des interviews individuelles, un questionnaire quantitatif a été soumis aux experts. Au total, 61 experts ont été interviewés, soit un taux de réponses de 79,2%. Parmi les 61 experts ciblés, seulement 48 ont accepté de remplir le questionnaire quantitatif (voir tableau 1.4, ci-dessous). Du point de vue du genre, on décompte seulement 3 experts de sexe féminin.

Tableau 1. 4 : Répartition de l'échantillon d'experts interviewés

	Experts prévus	Experts enquêtés	Taux de réponses
Secrétaires généraux départements	2	1	50,0
Conseillers	3	1	33,3
Directeurs projets développements	10	4	40,0
Directeurs cabinets/ Chefs de cabinet régions administratives	5	3	60,0
Directeurs généraux/ nationaux	1	1	100,0
Directeurs régionaux	24	23	95,8
Secrétaires généraux préfecture	14	11	78,6
Recteurs université	2	2	100,0
Procureurs	2	4	200,0
Cadres militaires	3	1	33,3
Economistes/ historiens/ démographes	4	4	100,0
Cadres parlementaires	2	1	50,0
Directeurs centres recherches	5	5	100,0
Total	77	61	79,2

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

2.3 Focus group

Les focus group sont des interviews collectives de groupes homogènes tels que les associations et groupements socioprofessionnels d'artisans, d'artistes, d'handicapés, d'APEAE, de religieux, de retraités, de jeunes et de femmes. A ce niveau, le taux de réponses est de 100%.

Tableau 1. 5: Répartition de l'échantillon du volet qualitatif par groupe cible

	Prévus	Interviewés	Taux réponses
Associations/ groupements à Conakry	9	9	100,0

Associations/ groupements à l'intérieur du pays	64	64	100,0
---	----	----	-------

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

3 Collecte des données sur le terrain

La collecte des données de l'enquête qualitative s'est déroulée du 5 décembre 2012 au 5 janvier 2013. Les consultants ont été répartis en 3 équipes de deux cadres (un sociologue et un planificateur/ou un économiste) : Chaque équipe était dotée d'un véhicule et d'équipements d'enregistrement.

- Une première équipe a couvert Conakry ;
- Une seconde, la Basse Guinée et la Moyenne Guinée et ;
- Une troisième, la Haute Guinée et la Guinée Forestière.

Les méthodes de collecte de données étaient les suivantes:

- Les interviews individuelles face à face, pour recueillir des informations auprès des personnalités, leaders d'opinion et experts conformément aux guides d'entretiens élaborés à cet effet ;
- L'enquête par questionnaire ne concernait que les experts qui ont rempli les questionnaires qui leur ont été déposés;
- Les focus group, utilisés pour la collecte d'informations auprès des groupes homogènes constitués d'associations ou de groupements socioprofessionnels.

4 Rédaction du rapport de l'enquête qualitative

Les consultants ont rédigé une première version du rapport, transmise à l'INS le 20 janvier 2013. Ce rapport a été revu et amélioré lors de la retraite qui a réuni du 13 au 23 mars 2013 à Taady Club, les six consultants, le sociologue de la Cellule Technique Prospective et le Consultant recruté par le PNUD. Les travaux se sont poursuivis après la retraite sous la supervision du Consultant.

DEUXIEME PARTIE : ENQUETE QUANTITATIVE AUPRES DES POPULATIONS

OU ENQUETE « GRAND PUBLIC »

INTRODUCTION

L'Enquête Nationale auprès du « Grand Public » est une enquête quantitative qui vise à cerner les perceptions de la population guinéenne et leurs préoccupations par rapport aux principaux sujets qui constituent des défis pour le développement économique, social et culturel de la Guinée (croissance démographique de la population, migrations, éducation, santé, emploi des jeunes, logement, justice, décentralisation, gouvernance économique, administrative et politique, culture et image de la Guinée à l'extérieur). L'enquête tente également de cerner les aspirations des populations guinéennes à l'horizon d'une génération et les stratégies à mettre en oeuvre pour réaliser ce futur désiré.

Cette deuxième partie du rapport traite des sujets suivants :

- Les caractéristiques de la population enquêtée ;
- Les perceptions des populations sur la situation actuelle et passée de la Guinée dans tous les domaines constituant des enjeux de développement;
- Les aspirations des populations guinéennes à l'horizon 2035 ; et
- Les mesures à prendre pour réaliser celles-ci.

A PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

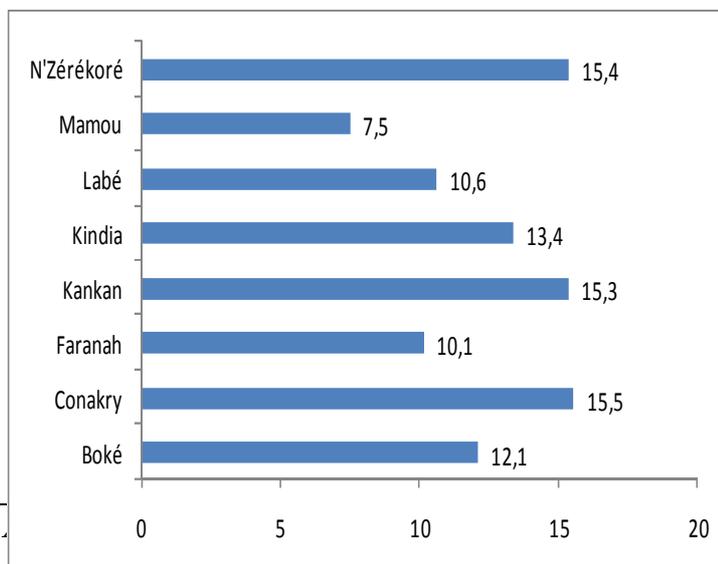
Cette section cerne les principales caractéristiques sociodémographiques des individus âgés de 18 ans ou plus, ciblés par l'enquête « Grand Public », à savoir :

- la région administrative et le milieu de résidence ;
- le sexe ;
- l'âge ;
- la situation matrimoniale ;
- l'alphabétisation ; et
- le niveau d'instruction.

Les personnes enquêtées possèdent les caractéristiques suivantes:

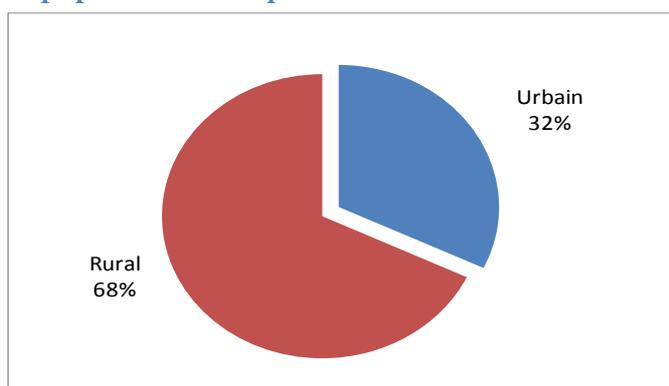
Graphique 2. 1 : Répartition (%) de la population enquêtée selon la région administrative

(i) La distribution de la population enquêtée est très proche de celle de l'ensemble de la population (voir graphique 2.1): Conakry (15,5%) et les régions administratives de N'Zérékoré (15,4%) et Kankan (15,3%) renferment les plus gros effectifs, suivies de Kindia (13,4%), Boké (12,1%), Labé



(10,6%) et Faranah (10,1%). La Région de Mamou ne compte que 7,5% des personnes enquêtées.

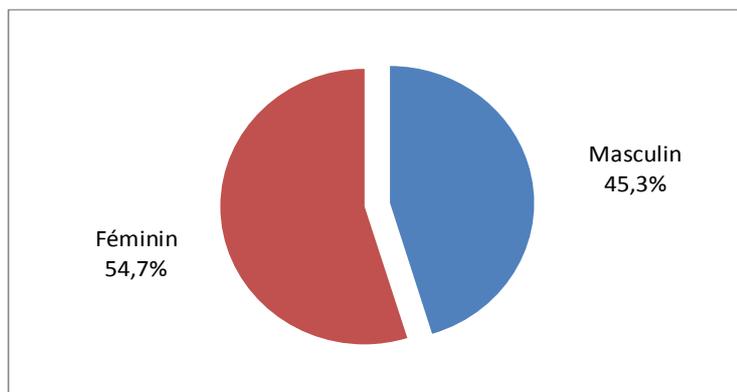
Graphique 2. 2 : Distribution (%) de la population enquêtée selon le milieu de



(ii) Un peu plus de deux tiers (68%) des personnes enquêtées vivent en milieu rural.

Graphique 2. 3 : Répartition (%) de la population enquêtée selon le sexe

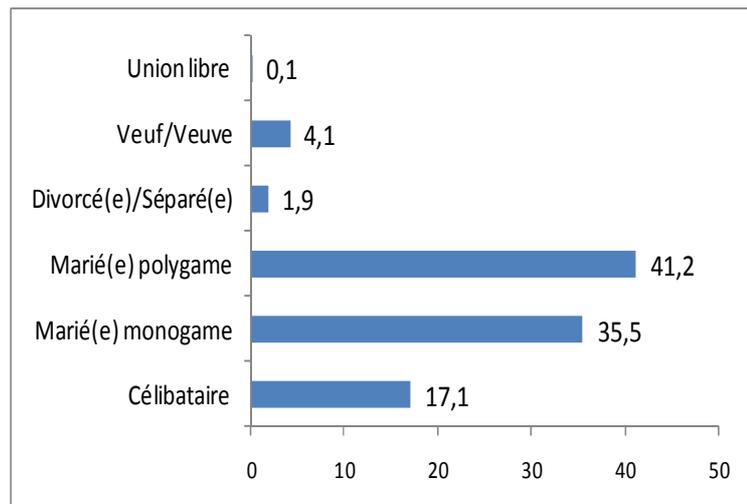
(iii) Les femmes représentent 54,7% de la population interrogée contre 45,3% pour les hommes.



Graphique 2. 4 : Répartition (%) de la population enquêtée

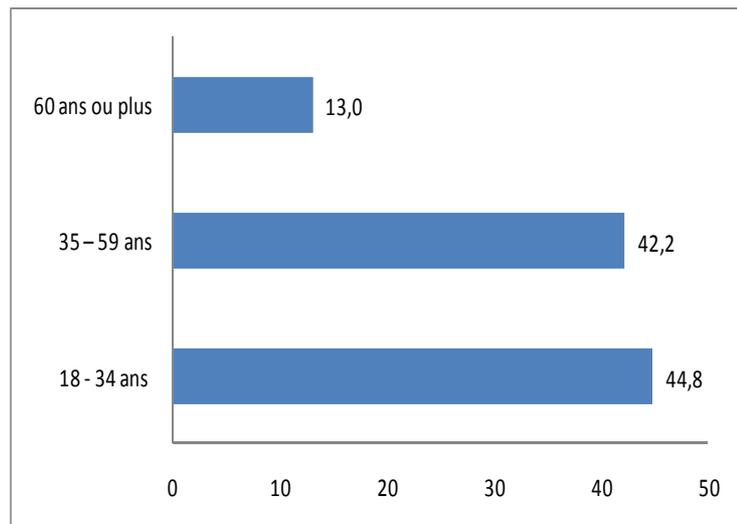
selon l'état matrimonial

(iv) Les personnes enquêtées sont majoritairement mariées (76,7%). Les célibataires ne représentent que 17,1%.



Graphique 2. 5 : Répartition (%) de la population enquêtée selon l'âge

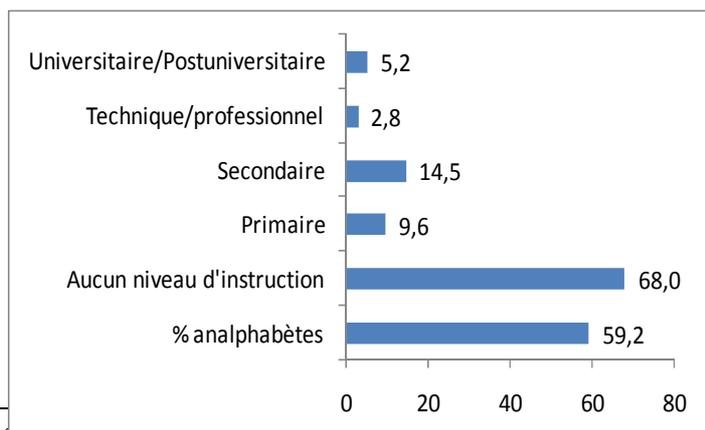
(v) La population enquêtée est jeune : 44,8% des personnes enquêtées ont un âge compris entre 18 et 34 ans et 42,2% entre 35 et 59 ans. Les personnes âgées de 60 ans ou plus représentent 13%.



Graphique 2. 6 : Répartition (%) de la population enquêtée selon le niveau d'alphabétisation et le niveau d'instruction

(vi) Les personnes enquêtées sont en majorité analphabètes (59,2%).

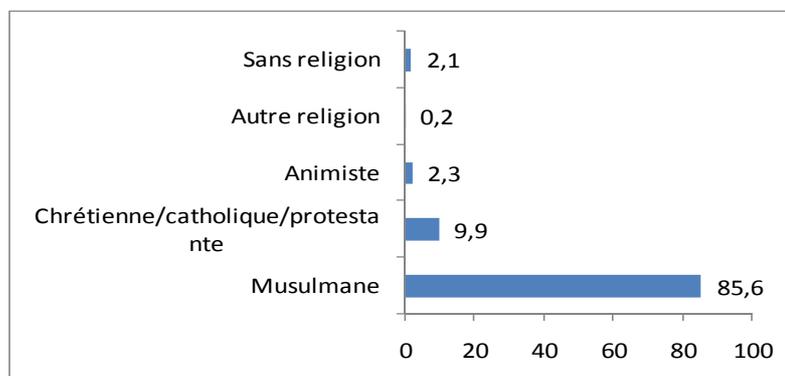
S'agissant de leur niveau d'instruction, 68% d'entre elles n'ont aucun niveau d'instruction. Un peu plus d'une personne enquêtée sur cinq (22,5%) a un



niveau d'instruction du secondaire ou plus.

Graphique 2. 7 : Répartition (%) de la population enquêtée selon la religion pratiquée

(vii) Les personnes enquêtées sont essentiellement de confession musulmane (85,6%). Les chrétiens représentent près de 10%.



B PERCEPTION DES POPULATIONS

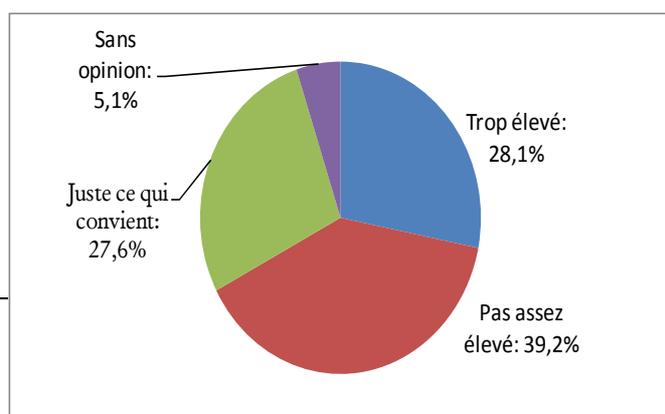
Des questions ont été posées aux individus âgés de 18 ans ou plus, sur leur perception sur la situation du pays, actuelle et passée, dans les domaines constituant des enjeux de développement économique, social et culturel de la Guinée à savoir la croissance démographique de la population, l'éducation, la santé, l'emploi des jeunes, le logement, la justice, la gouvernance économique, administrative et politique, la culture, les technologies de l'information et de la communication et l'image de la Guinée à l'extérieur.

1 DOMAINE DEMOGRAPHIQUE

Les variables sociodémographiques ont une incidence sur la planification du développement. Certaines thématiques, telles que la croissance de la population, la fécondité, les migrations ont une influence sur le niveau de développement. Pour cerner certains de ces aspects, des questions se rapportant à l'effectif actuel de la population guinéenne, à quelques déterminants de la fécondité (âge au mariage, polygamie et contraception) et aux migrations (internes et externes) ont été posées aux personnes ciblées par l'ENAPGUI.

1.1 Croissance démographique

Les questions posées étaient relatives, à l'opinion des enquêtées sur l'effectif actuel de la population, sur l'âge idéal au mariage, les raisons du mariage précoce, les avis sur la polygamie, la contraception et le nombre d'enfants désirés.

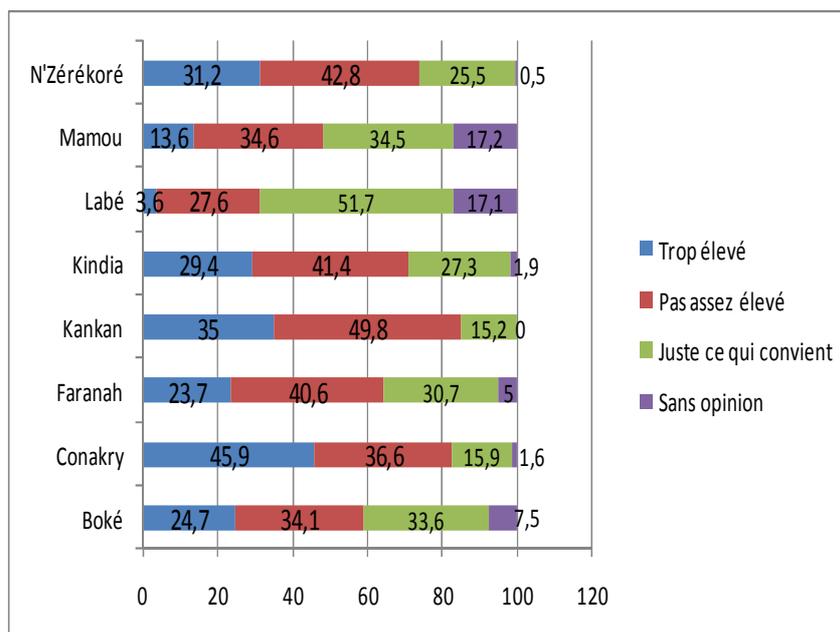


Graphique 2. 8 : Répartition (%) des personnes enquêtées selon leur opinion sur l'effectif de la population

Concernant le niveau actuel de la population, les opinions exprimées

indiquent que pour 39,2% des Guinéens, l'effectif actuel n'est pas assez élevé (voir graphique 2.8). A l'opposé, 28,1% de la population trouvent cet effectif trop élevé. Ceux qui pensent qu'il est convenable représentent 27,6%. Un peu plus d'une personne sur vingt (5,1%) est sans opinion.

Graphique 2. 9 : Répartition (%) des opinions sur l'effectif de la population selon la région administrative



Au niveau régional, des opinions différenciées se dégagent:

- Conakry, se détache du lot et constitue la seule région où 46% des individus interrogés ont déclaré que le niveau de la population est trop élevé ;

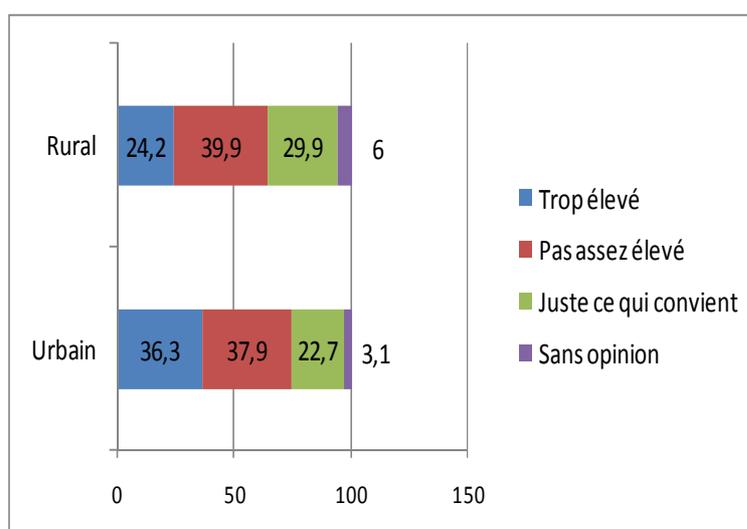
- A Kankan (50%), N'zérékoré (42,8%), Kindia (41,4%) et Faranah (40,6%) les individus interrogés ont déclaré majoritairement que le niveau de la

population, n'est pas assez élevé;

- La région de Labé se singularise par la prédominance d'individus ayant déclaré que l'effectif de la population est « juste ce qui convient » ;

- A Mamou et Boké, les opinions sont partagées entre les modalités : « pas assez élevé » et « juste ce qui convient » : 34,6% et 34,5%, respectivement pour Mamou et 34,1% et 33,6% pour Boké.

Graphique 2. 10 : Répartition (%) des opinions sur l'effectif de la population selon le milieu de résidence



Examinés sous l'angle du milieu de résidence, les résultats indiquent que les populations vivant en milieu rural estiment, dans leur majorité, que l'effectif de la population n'est pas assez élevé (40%). En milieu urbain, les avis sont partagés : 38% ont indiqué que le niveau de la population n'est pas « assez élevé » et 36,3% ont affirmé que ce niveau est trop élevé.

Tableau 2. 1: Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur l'effectif de la population t selon certaines caractéristiques sociodémographiques.

	Trop élevé	Pas assez élevé	Juste ce qui convient	Sans opinion
Sexe				
Masculin	26,9	44,3	26,1	2,7
Féminin	29	35	28,9	7,1
Age				
18-34 ans	31,2	37,4	27,8	3,6
35-59 ans	26,2	40,9	27,8	5,1
60 ans ou plus	23	40,1	26,5	10,4
Niveau Instruction				
Aucun	26	38	29,1	7
Primaire	24,1	45,5	27,7	2,8
Secondaire	35,2	37,1	27,1	0,6
Technique/ professionnel	36,8	46,8	15,8	0,6
Universitaire/ Postuniversitaire	33,5	50,6	15,9	0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Concernant l'opinion des hommes et des femmes sur l'effectif actuel de la population, le consensus qui se dégage est que le niveau de la population n'est pas assez élevé (44,3% chez hommes et 35% chez les femmes). Par contre, il ya un peu plus de femmes (29%) que d'hommes (27%) qui estiment que l'effectif de la population est élevé. Egalement, plus de femmes (29%) que d'hommes (26,1%) trouvent que c'est juste le niveau qui convient.

Selon l'âge des personnes enquêtées, le consensus qui se dégage au niveau de tous les groupes d'âges est que le

niveau de la population n'est pas assez élevé : 37,4% chez les jeunes de moins de 35 ans et autour de 40% au niveau des autres groupes d'âges. Il y a plus de jeunes (31,2%) par rapport aux autres groupes d'âges (26,2% pour les individus âgés de 35-59 ans et 23% pour ceux du troisième âge) qui estiment que l'effectif de la population est « trop élevé ». La modalité « juste ce qui convient » est citée de la même façon au niveau de tous les groupes d'âges.

Par rapport au niveau d'instruction, les individus, tous niveaux d'instruction confondus, ont indiqué majoritairement que l'effectif de la population n'est pas « assez élevé » : 50,6% pour les individus ayant un niveau universitaire, 47% pour ceux de niveau technique professionnel, 45,5% pour ceux de niveau primaire et 38% pour les individus sans aucun niveau. La modalité « trop élevé » est d'avantage citée par les individus ayant un niveau d'instruction technique professionnel (37%), suivis de ceux ayant un niveau du secondaire (35,2%) et universitaire (33,5%). Ceux qui ont déclaré que le niveau n'est pas « assez élevé » se retrouvent davantage parmi les individus sans niveau d'instruction (29,1%) et ceux ayant un niveau primaire ou secondaire (27%).

1.2 Maîtrise de la fécondité

Le niveau de la fécondité a une incidence sur l'accroissement de la population qui à son tour influence le niveau de développement d'un pays. Des questions relatives à certains

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Au niveau régional, N'Zérékoré enregistre l'âge moyen (25 ans) au mariage pour l'homme le plus élevé (respectivement pour l'âge médian qui est de 25 ans). En ce qui concerne la femme, N'Zérékoré et Conakry enregistrent également l'âge moyen au mariage le plus élevé (18 ans). Il en est de même pour l'âge médian (18 ans).

Sous l'angle du milieu de résidence, c'est en milieu rural où l'âge moyen au mariage est le plus bas pour l'homme. En milieu urbain, l'âge médian au mariage de la femme est de 18 ans contre 17 ans en milieu rural.

Tableau 2.3 : Répartition de l'âge idéal au mariage(moyen et médian) pour l'homme et la femme selon les caractéristiques sociodémographiques des personnes enquêtées

	Homme		Femme	
	Moyenn e	Médiane	Moyenne	Médiane
Sexe				
Masculin	24	25	17	17
Féminin	24	25	17	17
Age				
18 - 34 ans	24	25	17	17
35 - 59 ans	24	25	17	17
60 ans ou plus	23	23	17	17
Etat matrimonial				
Célibataire	25	25	18	18
Marié(e) monogame	24	25	17	17
Marié(e) polygame	23	24	17	16
Divorcé(e)/ Séparé(e)	24	25	17	17
Veuf/Veuve	24	25	17	17
Union libre	24	25	17	17
Niveau d'instruction				
Aucun	23	25	17	16
Primaire	24	25	17	17
Secondaire	25	25	18	18
Technique/ professionnel	24	25	18	18
Universitaire /Postuniversitaire	24	25	18	18
Religion				
Musulmane	24	25	17	17
Chrétienne/ catholique/ protestante	24	25	18	18
Animiste	25	25	18	18
Autre religion	24	25	20	19
Sans religion	25	25	19	18
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012				

Par rapport au sexe et à la religion, aucune différence notable n'est observée dans les opinions des citoyens vis-à-vis de l'âge idéal au mariage.

Cependant, par rapport à l'âge, l'esprit de génération semble marquer les opinions : les personnes âgées de 60 ans ou plus ont déclaré 23 ans pour l'âge moyen au mariage de l'homme contre 24 ans pour les jeunes et les autres âges. Concernant, la femme, le consensus semble être admis sur l'âge de 17 ans comme âge idéal de mariage.

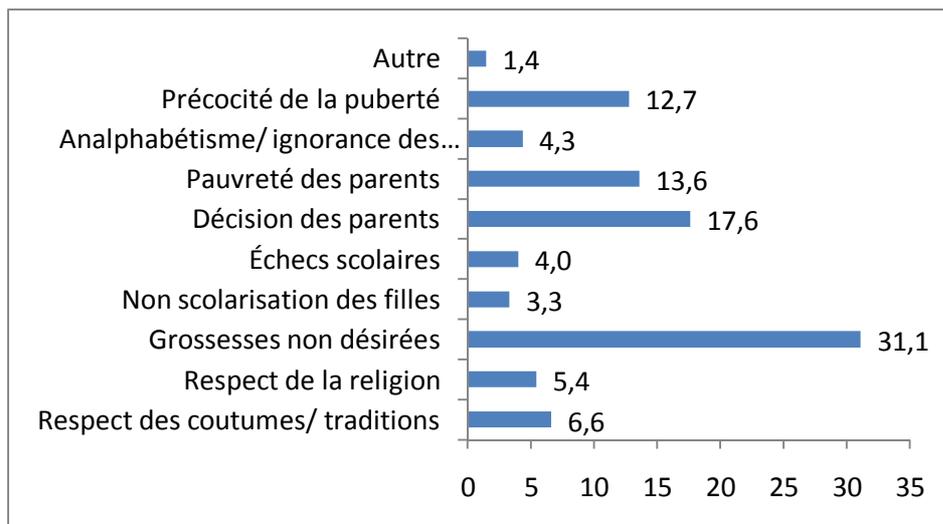
Concernant l'état matrimonial, les célibataires ont déclaré un âge moyen au mariage de 25 ans pour l'homme et 18 ans pour la femme. Au niveau des individus vivant en union polygamique, l'âge moyen au mariage de l'homme est de 23 ans et 17 ans chez la femme.

Examinés sous l'angle du niveau d'instruction, les résultats font ressortir que pour les personnes sans aucun niveau, l'âge moyen au mariage est de 23 ans

pour l'homme et 17 ans pour la femme. Cet âge moyen augmente sensiblement pour atteindre un pic (25 ans pour l'homme et 18 ans pour la femme) au niveau des individus ayant un niveau secondaire et baisse sensiblement ou se stabilise au niveau des individus ayant un niveau d'instruction du technique professionnel et du supérieur (24 ans pour l'homme et 18 ans pour la femme).

Pour les jeunes filles qui ont été mariées avant l'âge légal, des questions ont été posées sur les raisons de cet acte. Il ressort de l'enquête que dans 31,1% des cas de réponses, les jeunes filles ont été poussées au mariage pour ne pas avoir de grossesses non désirées. La décision des parents (17,6% des cas de réponses), la pauvreté (13,6%) et la précocité de la puberté (12,7%) constituent les autres principales raisons évoquées. Le respect des coutumes et des traditions n'intervient que dans 6,6% des cas de réponses.

Graphique 2. 12 : Répartition (%) des cas de réponses des personnes enquêtées sur le mariage précoce selon les principales raisons évoquées

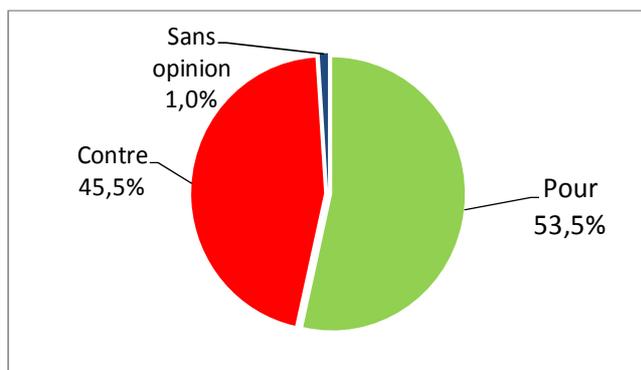


Du point de vue des caractéristiques sociodémographiques des individus interrogés (sexe et âge), du milieu de résidence et de la région administrative, les raisons évoquées sont les mêmes (voir tableau 2.4 en annexe). Il faut cependant noter que dans la région de N'Zérékoré, la pauvreté des parents constitue la seconde raison (21,9%) après les grossesses non désirées (26,2%).

1. 2.2 Avis sur la polygamie

Des questions de société telles que la polygamie ont été abordées au niveau de l'enquête, du fait de l'incidence probable que celles-ci pourraient avoir sur le niveau de la fécondité.

Graphique 2. 13 : Répartition (%) des personnes enquêtées selon leur avis sur la polygamie



Les résultats indiquent que plus d'un Guinéen sur deux (53,5%) est favorable à la polygamie. Ceux qui sont contre représentent 45,5% et 1% des individus interrogés est sans opinion.

Tableau 2. 4 : Répartition (%) des personnes enquêtées sur la polygamie, selon le milieu de résidence et la région administrative

	Pour	Contre	Sans opinion
Milieu de résidence			
Urbain	40,1	59,1	0,9
Rural	59,9	39,1	1,1
Région administrative			
Boké	56,1	42,4	1,5
Conakry	31,7	67,1	1,2
Faranah	61,8	36,7	1,6
Kankan	64,9	34,8	0,3
Kindia	52,6	46,0	1,4
Labé	77,6	22,0	0,5
Mamou	72,4	26,3	1,2
N'Zérékoré	31,8	67,4	0,8
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012			

Du point de vue du milieu de résidence, les avis divergent : en milieu rural, 60% des individus sont favorables à la polygamie tandis qu'en milieu urbain près de trois personnes sur deux (59,1%) sont contre la polygamie.

Au niveau régional, l'opinion exprimée au niveau de l'ensemble du pays est valable au niveau de toutes les régions à l'exception de Conakry et N'Zérékoré où la majorité des individus déclarent être contre la polygamie (67,1% et 67,4%, respectivement).

Du point de vue des caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées, les résultats suivants ont été obtenus (voir tableau 2.6 en annexe):

- Les hommes (59,4%) sont plus favorables à la polygamie. Au

niveau des femmes, les avis sont partagés : 50,1% des femmes sont opposés à la polygamie et près de 49% sont favorables;

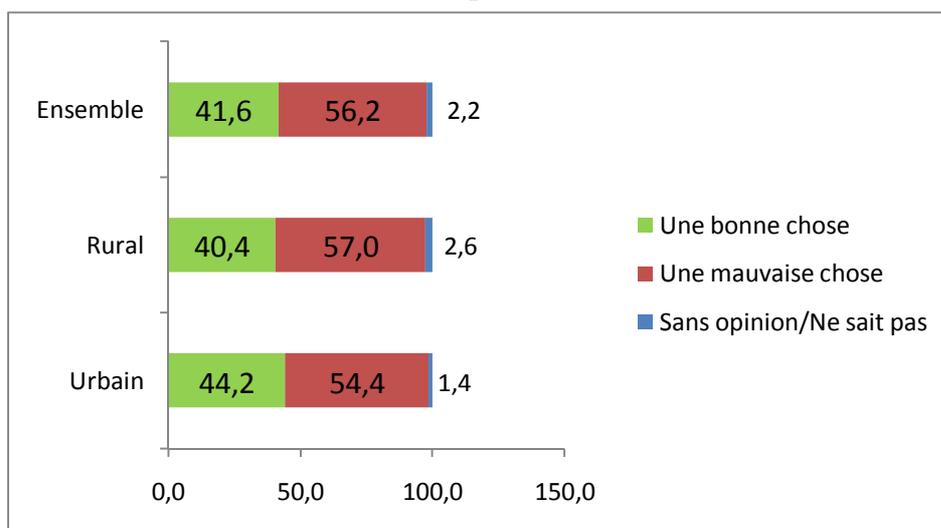
- Les jeunes de moins de 35 ans sont majoritairement défavorables à la polygamie (58,7%). A partir de 35 ans, les personnes interrogées sont favorables à la polygamie : 61,3% des individus âgés de 35-59 ans et 74,1% de ceux âgés de 60 ans et plus ;
- Selon l'état matrimonial, seuls les mariés polygames sont favorables à la polygamie (71,7%). Les autres groupes : les individus en union libre (89,4%), les célibataires (72,1%) et les divorcés/séparés (64,8%), monogames (51,5%) sont, dans leur grande majorité, opposés à la polygamie. Les avis des veufs/veuves sont partagés : 49,7% pour et 49,6% contre ;
- Les individus sans aucun niveau d'instruction (61,2%) sont favorables à la polygamie. A partir du niveau d'instruction secondaire, les individus sont opposés à la polygamie. Ceux de niveau primaire ont des avis partagés : 50,2% sont pour la polygamie et 49,2% sont contre cette forme d'union.

1.2.3 Utilisation de méthodes contraceptives

Des questions ont été posées aux enquêtés concernant leur point de vue sur l'utilisation des méthodes de contraception (traditionnelles ou modernes) pour espacer l'intervalle entre deux naissances.

Dans l'ensemble, plus d'un individu sur deux (56,2%) a déclaré que l'utilisation des méthodes contraceptives (modernes ou traditionnelles) est une mauvaise chose contre 41,6% d'avis contraire (voir graphique 2.14, ci-dessous).

Graphique 2. 14 : Répartition (%) des personnes enquêtées sur leurs avis concernant l'utilisation de méthodes contraceptives selon le milieu de résidence



Selon le milieu de résidence, les opinions déclarées sont les mêmes que celles exprimées au niveau de l'ensemble de la population : quel que soit le milieu, les individus (davantage ceux du milieu rural) sont défavorables à l'utilisation de méthodes contraceptives.

Tableau 2. 5 : Répartition (%) des personnes enquêtées sur leur avis concernant l'utilisation de méthodes contraceptives selon la région administrative

	Une bonne chose (%)	Une mauvaise chose (%)	Sans opinion/Ne sait pas (%)
Boké	23,1	73,9	3,0
Conakry	42,2	57,7	0,1
Faranah	45,4	51,5	3,0
Kankan	50,2	48,9	0,8
Kindia	31,6	67,1	1,3
Labé	39,6	55,5	4,9
Mamou	41,8	51,3	6,9
N'Zérékoré	54,7	44,2	1,1

Au niveau régional, de façon générale, au niveau de la plupart des régions, les individus considèrent que l'utilisation de méthodes contraceptives est une mauvaise chose, à l'exception de la région de N'Zérékoré où 54,7% des individus sont favorables à l'utilisation de méthodes contraceptives.

A Kankan, les avis sont partagés : 50,2% considèrent que la contraception est une bonne chose et 49% ont un avis contraire.

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Tableau 2. 6 : Répartition (%) des personnes enquêtées sur leurs avis concernant l'utilisation de méthodes contraceptives selon les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Sans opinion/ Ne sait pas
Sexe			
Masculin	45,7	52,7	1,6
Féminin	38,2	59,0	2,7
Age			
18 - 34 ans	47,2	50,7	2,0
35 - 59 ans	39,2	58,9	1,9
60 ans ou plus	30,4	65,9	3,7
Etat matrimonial			
Célibataire	60,2	37,7	2,1
Marié(e) monogame	42,8	55,6	1,5
Marié(e) polygame	34,0	63,2	2,8
Divorcé(e)/Séparé(e)	47,0	50,4	2,7
Veuf/Veuve	28,1	69,2	2,7
Union libre	68,5	20,9	10,6
Niveau Instruction			
Aucun	33,1	63,9	3,0
Primaire	54,3	45,2	0,6
Secondaire	58,5	40,7	0,8
Technique/professionnel	62,5	36,3	1,2
Universitaire/Postuniversitaire	72,0	28,0	0,0
Religion			
Musulmane	38,6	58,9	2,5
Chrétienne/catholique/protestante	63,9	35,7	0,4
Animiste	38,1	61,9	0,0
Autre religion	0,0	100,0	0,0
Sans religion	66,7	33,3	0,0
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012			

Par rapport au sexe de la personne enquêtée, les avis sont concordants : les hommes (52,7%) et les femmes (59%) indiquent que l'utilisation de la contraception est une « mauvaise chose ».

Par rapport à l'âge, la tendance qui se dégage est que l'usage de méthodes contraceptives est une mauvaise chose : 50,7% chez les jeunes et 66% chez les individus âgés de 60 ans ou plus.

L'usage de méthodes contraceptives trouve un écho plus favorable auprès des jeunes (47,2%) qu'auprès des vieilles personnes (30,4%).

Au regard de l'état matrimonial, les individus mariés monogames ou polygames et les veufs

considèrent que la contraception est une mauvaise chose.

A l'opposé, les individus en union libre (68,5%) et les célibataires (60,2%) ont dans leur majorité indiqué que l'usage de méthodes contraceptives est « une bonne chose ». Au niveau des individus divorcés, les avis sont partagés : 50,4% sont contre l'usage de méthodes contraceptives et 47% sont contre.

L'opinion sur l'utilisation des méthodes de contraception est fortement liée au niveau d'éducation des individus : 64% des individus sans aucun niveau d'instruction ont déclaré que cette pratique est mauvaise. A partir du niveau primaire, les individus sont favorables à l'utilisation de méthodes contraceptives : 54,3% pour les individus ayant un niveau

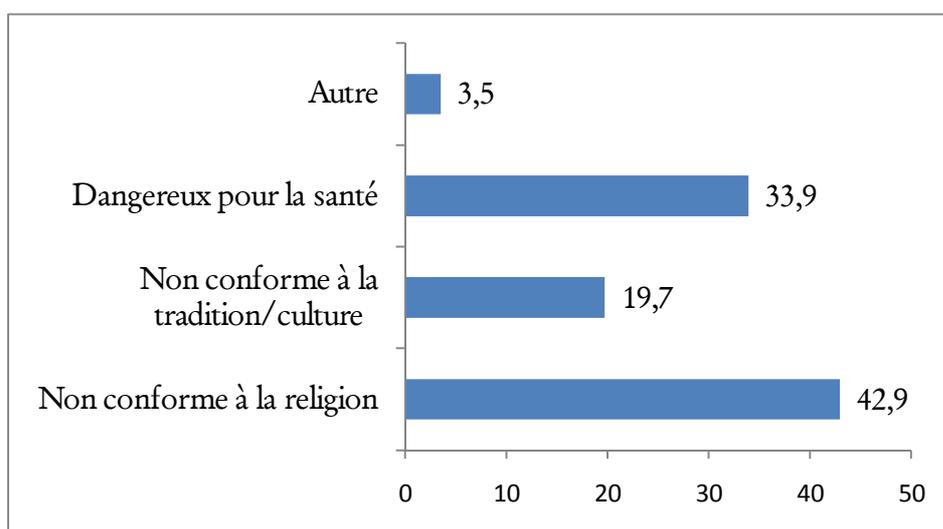
d'instruction du primaire, 58,5% pour ceux ayant le niveau du secondaire, 62,5% pour ceux du technique professionnel et 72% pour les individus ayant le niveau universitaire ou plus.

Examinés sous l'angle de la religion, les résultats montrent que les animistes (62%) et les individus de religion musulmane (59%) sont majoritairement contre l'utilisation de contraceptifs. A l'opposé, la majorité des sans religion (66,7%) et des chrétiens (64%) affirment que l'utilisation de la contraception est une « bonne chose ».

Pour les individus ayant déclaré que l'utilisation de la contraception est une « mauvaise chose », une question supplémentaire relative aux raisons de cet avis a été posée.

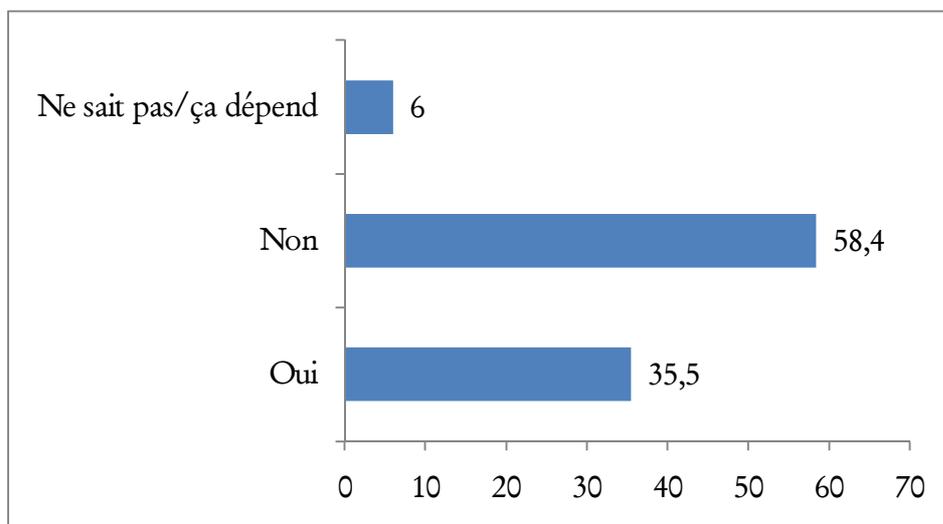
Les principales raisons évoquées pour justifier que l'utilisation de la contraception est une « mauvaise chose » (voir graphique 2.15, ci-dessous) sont : la non-conformité à la religion (42,9% des cas de réponse), le danger pour la santé (33,9% des cas de réponse) et la non-conformité à la tradition/culture (19,7% des cas de réponse).

Graphique 2. 15 : Répartition (%) des cas de réponses des personnes enquêtées sur les raisons qui justifient que l'utilisation de la contraception est une mauvaise chose



Concernant les perspectives d'utilisation de méthodes contraceptives, dans un avenir proche ou lointain, pour retarder ou éviter une grossesse, plus d'une personne sur deux (58,4%) a déclaré qu'elle ne l'envisageait pas. Seulement 35,5% des individus projettent une utilisation future de méthodes contraceptives.

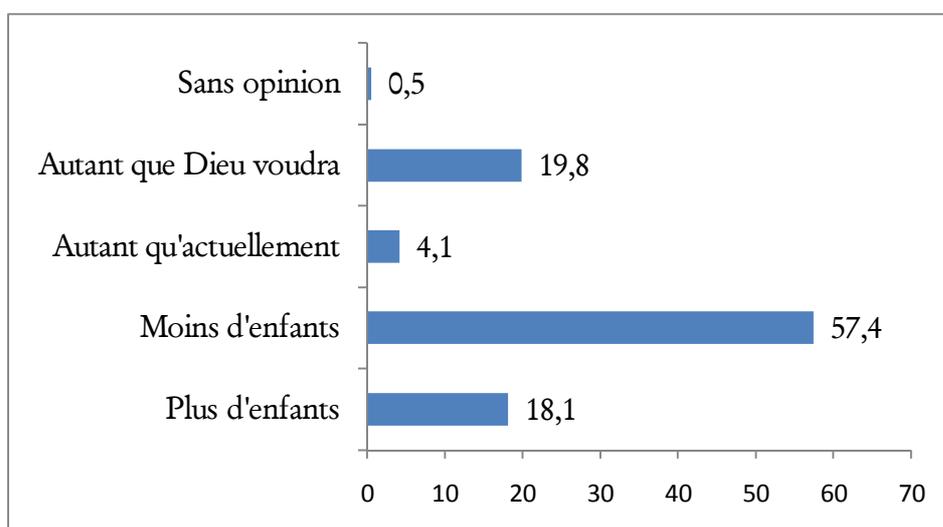
Graphique 2. 16 : Répartition (%) des personnes enquêtées sur les perspectives d'utilisation de méthodes contraceptives



L'ENAPGUI s'est également intéressée au nombre d'enfants désirés par les individus.

Les résultats révèlent que plus d'un Guinéen sur deux (57,4%) souhaite, compte tenu de la situation économique actuelle, avoir moins d'enfants. Seulement 18,1% des individus interrogés souhaitent avoir plus d'enfants. Ceux qui ont déclaré « autant que Dieu le veut » représentent près de 20% et seulement 4,1% désirent avoir « autant d'enfants qu'actuellement ».

Graphique 2. 17: Répartition (%) des avis des personnes enquêtées sur leur désir d'enfants



Le nombre d'enfants désiré (voir tableau 2.9, ci-dessous) est de 7 enfants en moyenne (la valeur médiane est de 6 enfants). Le nombre moyen d'enfants passe à 12 dans la région de Kankan et 8 à Faranah et Mamou. A Conakry, le nombre moyen d'enfants désiré est de 5 enfants (la valeur médiane est 4 enfants).

Tableau 2. 7 : Répartition du nombre d'enfants désiré selon la région administrative

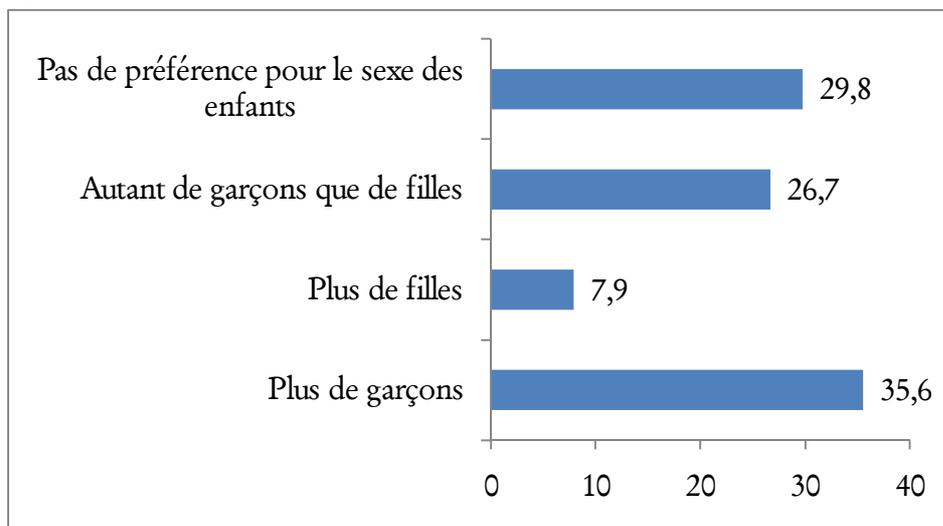
	Moyenne	Médiane
Boké	7	6

Conakry	5	4
Faranah	8	6
Kankan	12	10
Kindia	6	6
Labé	8	6
Mamou	8	6
N'Zérékoré	6	5
Ensemble	7	6

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

L'enquête révèle que 35,6% des individus souhaitent avoir des garçons, près de 30% n'ont pas de préférence pour le sexe de l'enfant, 26,7% désirent autant de garçons que de fille et seulement 8% plus de filles (voir graphique 2.18, ci-dessous).

Graphique 2. 18 : Répartition (%) des personnes enquêtées selon leur préférence par rapport au sexe de l'enfant

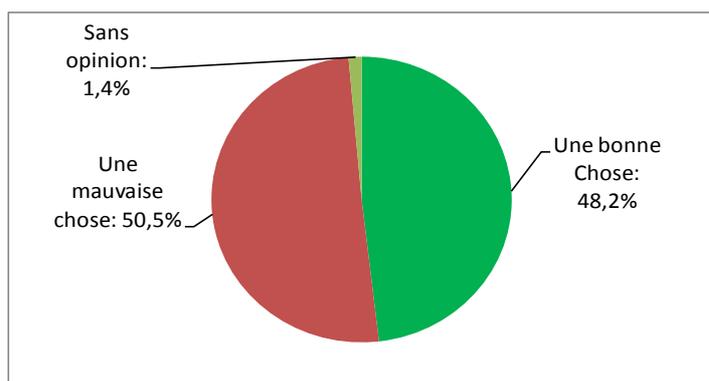


1.3 Mouvements migratoires

Les mouvements migratoires (internes et externes) constituent un des éléments de la dynamique d'une population. L'ENAPGUI a cerné l'opinion des personnes sur ces mouvements migratoires et externes ainsi que les raisons qui motivent ces mouvements.

1.3.1 Migration interne

Graphique 2. 19: Répartition (%) des personnes enquêtées sur leurs avis concernant la migration interne



A la question de savoir si la migration interne temporaire ou définitive est une bonne chose ou non, les personnes enquêtées ont des avis partagés (voir graphique 2.19) : un Guinéen sur deux (50,5%) estime que la migration d'une préfecture à une autre est une bonne chose. Celles qui ont un avis contraire représentent 48,2%. Un peu plus d'un individu sur cent (1,4%) est sans opinion.

Tableau 2. 8 : Répartition (%) des personnes enquêtées selon leurs avis concernant la migration interne selon la région

	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Sans opinion
Boké	48,7	48,2	3,2
Conakry	53,2	46,4	0,4
Faranah	52,1	47,4	0,5
Kankan	41,9	57,8	0,3
Kindia	28,4	70,5	1,1
Labé	61,9	34,5	3,6
Mamou	53,3	43,2	3,5
N'Zérékoré	51,7	48,1	0,2

Source : MP/INS/ENAPGUI

Examiné sous l'angle régional, les régions de Labé (62%), Mamou (53,3%), Conakry (53,2%), Faranah (52,1%) et N'Zérékoré (51,7) sont favorables à la migration temporaire ou définitive, d'une préfecture à une autre..

A l'opposé, les régions de Kindia (70,5%) et Kankan (57,8%) considèrent que la migration interne est une « mauvaise chose ».

Tableau 2. 9 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur la migration interne selon le milieu de résidence

	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Sans opinion
--	-----------------	--------------------	--------------

		chose	
Urbain	52,2	46,6	1,3
Rural	46,3	52,3	1,4
Source : MP/INS/ENAPGUI			

Du point de vue du milieu de résidence, les opinions des populations divergent : en milieu urbain, plus d'une personne sur deux (52,2%) estime que la migration interne est une « bonne chose ». En

milieu rural, 52,3% des individus ont indiqué que ce phénomène est une « mauvaise chose ».

Les opinions sur la migration interne ont été examinées sous l'angle des caractéristiques sociodémographiques des personnes enquêtées (sexe, âge, état matrimonial, niveau d'instruction et religion).

Tableau 2. 10 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur la migration interne selon les caractéristiques sociodémographiques

	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Sans opinion
Sexe			
Masculin	49,6	49,4	1,0
Féminin	47,0	51,4	1,7
Age			
18 - 34 ans	49,1	49,8	1,1
35 – 59 ans	48,3	50,1	1,6
60 ans ou plus	44,6	53,9	1,4
Etat matrimonial			
Célibataire	56,2	42,9	0,9
Marié(e) monogame	49,1	49,9	1,0
Marié(e) polygame	44,2	54,2	1,6
Divorcé(e)/Séparé(e)	55,4	39,6	4,9
Veuf/Veuve	46,7	51,2	2,1
Union libre	73,7	26,3	0,0
Niveau d'instruction			
Aucun	45,9	52,4	1,8
Primaire	52,3	47,5	0,3
Secondaire	57,0	42,5	0,6
Technique/professionnel	56,0	43,1	0,9
Universitaire/Postuniversitaire	45,6	53,7	0,7
Religion			
Musulmane	48,3	50,2	1,5
Chrétienne/catholique/protestante	47,6	52,2	0,3
Animiste	63,8	35,6	0,6
Autre religion	23,7	76,3	0,0
Sans religion	33,0	67,0	0,0
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012			

Par rapport au sexe, les avis sont partagés. Au niveau des hommes: 49,6% sont d'avis favorable contre 49,4% d'avis défavorables. En ce qui concerne les femmes, plus d'une femme sur deux (51,4%) pense que la migration est une « mauvaise chose ».

L'examen des résultats selon l'âge montre que les jeunes de moins de 35 ans ont une opinion partagée sur la question : 49,8% sont d'avis favorable et 49,1% d'avis défavorables. Au niveau des autres groupes d'âges, plus d'un individu sur deux a déclaré que la migration interne est une « mauvaise chose » (50,1% chez les individus âgés de 35-59 ans et 54% au niveau de ceux âgés de 60 ans ou plus). Les individus ayant déclaré que la migration est une « bonne chose » se rencontrent davantage chez les jeunes (49,1%) et cette appréciation baisse au fur et à mesure que l'âge des individus augmente (44,6% chez les individus âgés de 60 ans et plus).

Du point de vue de l'état matrimonial des individus, ceux en union libre (73,7%), les célibataires (56,2%), les divorcés/séparés (55,4%) considèrent que la migration est une bonne chose. A l'opposé, les mariés polygames

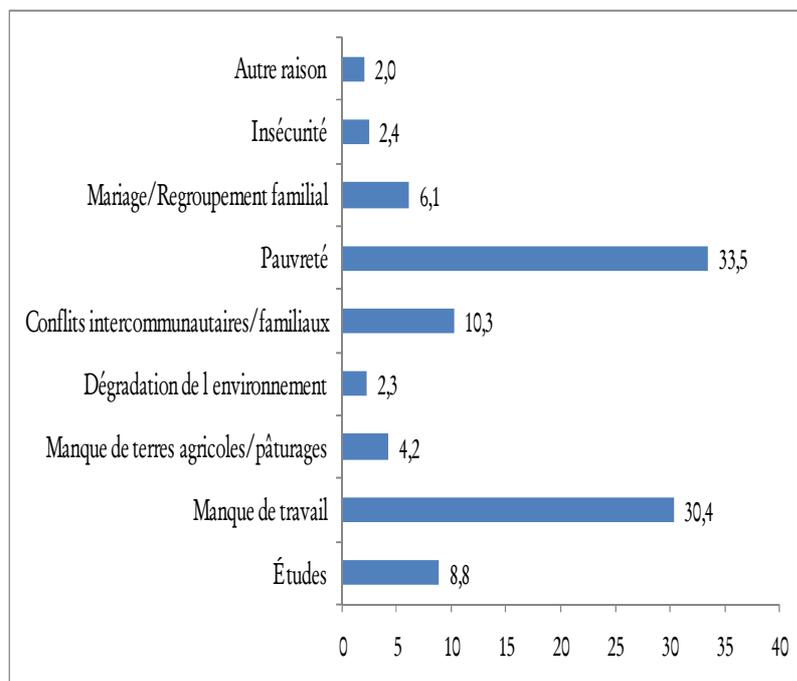
(54,2%), les veufs/veuves (51,2%) considèrent que la migration est une « mauvaise chose ». Au niveau des mariés monogames, les avis sont partagés : 50% l'apprécient la migration et 49% la désapprouve.

Par rapport au niveau d'instruction, les individus sans niveau (52,4%) et ceux de niveau universitaire ou plus (53,7%) ont une opinion négative sur la migration. Pour les autres niveaux : primaire (52,3%), secondaire (57%) et technique/professionnel (56%), leur appréciation sur la migration interne est plutôt positive.

Sous l'angle de la religion, les individus de religion autre que les religions monothéistes (76,3%), les sans religion (67%), ceux de religion chrétienne (52,2%) et musulmane ont des avis défavorables par rapport à la migration interne. Seuls les animistes (64%) ont émis des avis favorables par rapport à la migration interne.

L'enquête s'est intéressée aux principales raisons qui motivent les individus à migrer de façon temporaire ou définitive d'une préfecture à une autre.

Graphique 2. 20 : Répartition (%) des personnes enquêtées selon les motivations de la migration

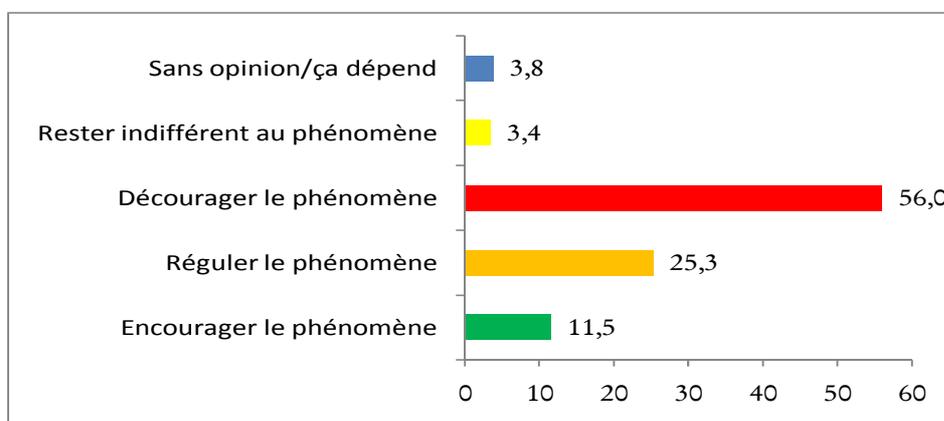


Les raisons évoquées sont essentiellement d'ordre économique. En effet, les individus ont indiqué comme principales raisons : la pauvreté (33,5% des cas de réponses) et le manque de travail (30,4% des cas de réponses). Les autres motivations sont : les conflits entre communautés ou familiaux (10,3% des cas de réponses), les études (8,8%), les mariages/regroupements familiaux (6,1%). Le manque de terres agricoles ou de pâturages n'est évoqué que dans 4,2% des cas de

réponses.

L'ENAPGUI s'est penchée sur l'attitude que le Gouvernement devrait prendre pour faire face au phénomène de migration interne.

Graphique 2. 21 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur l'attitude que devrait adopter le Gouvernement face à la migration

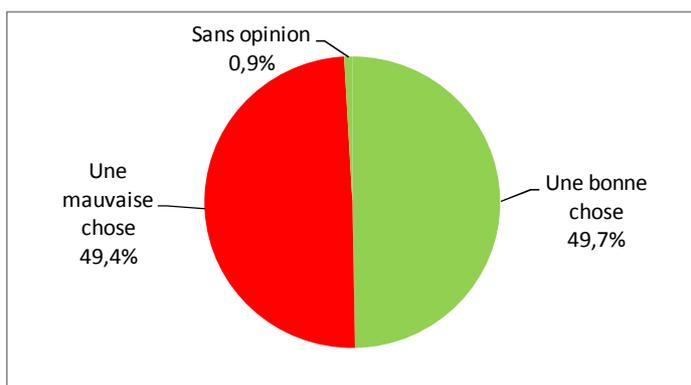


Plus de la moitié des individus (56%) estime que le Gouvernement devrait décourager les mouvements migratoires internes contre 11,5% qui souhaitent voir encouragés ces mouvements. Par ailleurs, un individu sur quatre (25,3%) souhaite que le Gouvernement régule les mouvements migratoires internes.

1.3.2 Migration externe

Les individus ont également exprimé leur point de vue sur la migration externe.

Graphique 2. 22 : Répartition (%) des avis des personnes enquêtées sur leur attitude vis à vis de la migration externe



Les avis des enquêtés sur la migration externe sont partagés : 49,7% des individus interrogés estiment que c'est une « bonne chose ». Ceux qui ont un avis défavorable représentent 49,4%.

Tableau 2. 11 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur la migration externe selon la région administrative

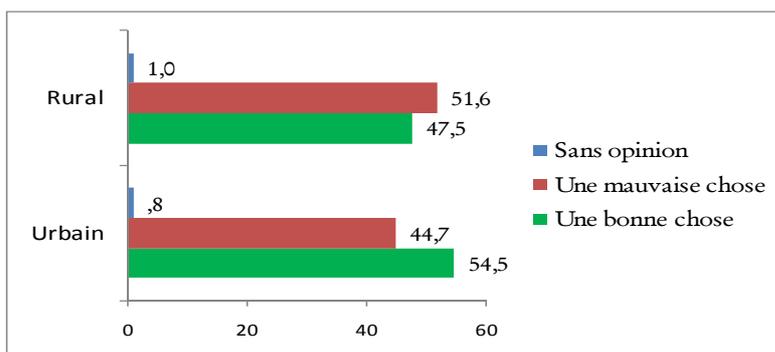
	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Sans opinion
Boké	50,3	48,2	1,5
Conakry	56,5	43,5	0,0
Faranah	51,8	47,5	0,8
Kankan	40,3	59,7	0,0
Kindia	37,9	61,7	0,4
Labé	65,2	32,8	2,0
Mamou	52,8	42,3	4,9
N'Zérékoré	48,7	51,2	0,1

Selon la région administrative, les individus résidant dans les régions de Labé (65,2%), Conakry (56,5%), Mamou (52,8%), Faranah (51,8%) et Boké (50,3%) sont majoritairement favorables à la migration externe. Par contre, ceux vivant dans les régions de Kindia (61,7%), Kankan (59,7%) et N'Zérékoré (51,2%) ont un avis contraire.

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

L'opinion des personnes vis-à-vis de la migration externe est plus nette quand on examine le phénomène par rapport au milieu de résidence.

Graphique 2. 23 : Répartition (%) des opinions sur la migration externe des personnes enquêtées selon le milieu de résidence



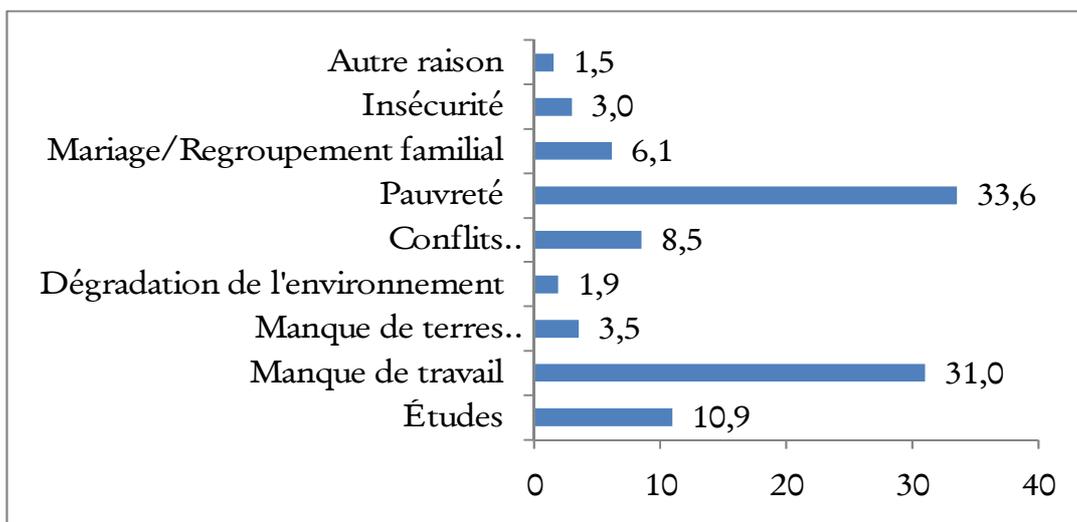
En milieu urbain, plus de 54% des individus sont favorables à la migration externe. En milieu rural, des opinions contraires sont exprimées: 51,6% de personnes ont déclaré que la migration externe est « une mauvaise chose ».

Du point de vue des caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, niveau d'instruction, état matrimonial) les constats suivants se dégagent (voir tableau 2.14 en annexe) :

- Selon le sexe, les opinions sur la migration externe sont partagées: près de 50% des hommes pensent que c'est une mauvaise chose et 49,5% déclarent le contraire. Au niveau des femmes, près de 50% ont déclaré que c'est une « bonne chose » et 49% le contraire ;
- La prise en compte de l'âge montre que les jeunes de moins de 35 ans sont plus favorables à la migration externe (53,5%). Pour les autres groupes d'âges, les opinions défavorables sont majoritaires : 51,2% des individus âgés de 35-59 ans et 56,2% des vieilles personnes (60 ans ou plus) ont déclaré que la migration externe est une « mauvaise chose » ;
- Par rapport au niveau d'instruction, les individus sans aucun niveau (51,3%), du niveau technique/professionnel (50,4%) et universitaire ou plus (51,4%) ont des opinions défavorables par rapport à la migration externe. Ceux de niveau primaire (57,1%) et secondaire (56,8%) ont des opinions contraires ;
- Sous l'angle de l'état matrimonial, la migration externe est approuvée par les célibataires (60,5%), les divorcés/séparés (53,6%) et les individus en union libre (73,7%). A l'opposé les mariés monogames (50,5%), polygames (52,2%) et les veufs/veuves (53,8%) sont opposés au phénomène ;
- Du point de vue de la religion des individus, les chrétiens (57%), les sans religion (67,1%) et les adeptes des religions autres que celles citées (76,3%) pensent que la migration externe est une « bonne chose ». Le contraire est exprimé par les musulmans (50,6%) et les animistes (68,6%).

L'enquête s'est penchée sur les raisons de la migration externe. Les raisons évoquées sont, comme dans le cas de la migration interne, essentiellement d'ordre économique : la pauvreté (33,6% des cas de réponses) et le manque de travail (31%). Les études sont citées dans 11% des cas de réponses.

Graphique 2. 24 : Répartition (%) des cas de réponses des raisons de la migration externe



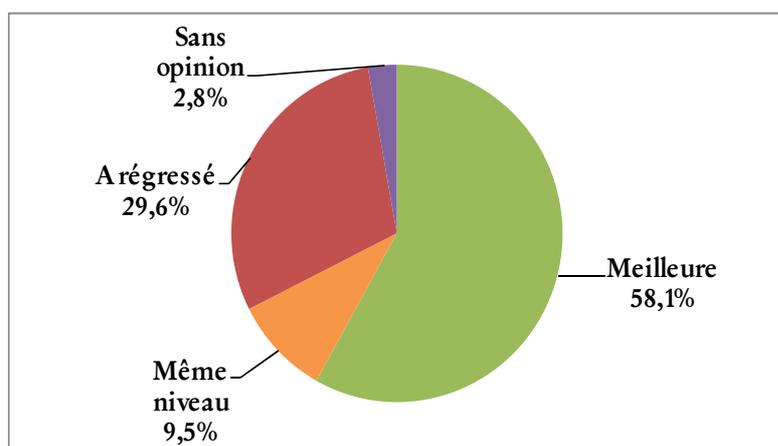
2 DOMAINE SOCIAL

2.1 EDUCATION

Les questions relatives aux ressources humaines constituent des enjeux majeurs pour la vision prospective « Guinée Vision 2035 ». A cet effet, des questions se rapportant à l'appréciation que les citoyens ont de l'école guinéenne actuelle par rapport au passé, les difficultés auxquelles l'école guinéenne est actuellement confrontée ont été abordées.

2.1.1 Appréciation de l'état actuel de l'école guinéenne par rapport au passé

Graphique 2. 25 : Répartition (%) des individus selon leur opinion sur la façon dont l'école guinéenne a évolué par rapport au passé



Dans l'ensemble, les résultats indiquent que plus de la moitié de la population (58,1%) estime que par rapport au passé, l'école guinéenne actuelle est meilleure. Ceux qui pensent que l'école guinéenne actuelle a régressé représentent 29,6% tandis que 9,5% des citoyens soutiennent l'idée selon laquelle l'école guinéenne a

gardé le même niveau.

L'analyse au niveau régional est conforme à la situation globale, à l'exception de Conakry où plus d'un individu sur deux (50,1%) estime que l'école guinéenne a régressé (voir tableau 2.15).

Tableau 2. 12 : Répartition (%) des individus selon leur opinion sur la façon dont l'école guinéenne a évolué par rapport au passé, par région administrative

	Meilleure	Même niveau	A régressé	Sans opinion
Boké	65,4	4,4	26,9	3,3
Conakry	40,2	8,5	50,1	1,3
Faranah	60,1	12,5	24	3,5
Kankan	64,2	13,2	22,4	0,3
Kindia	63,3	4,5	30,1	2,2
Labé	54,5	7,2	33,3	5
Mamou	58,3	10,5	24,4	6,9
N'Zérékoré	61,3	14,5	21,4	2,8

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Par rapport aux autres variables (milieu de résidence, sexe, âge), le constat est le même : les populations estiment dans leur majorité que l'école guinéenne actuelle est « meilleure ».

Cependant, par rapport au niveau d'instruction, l'appréciation baisse au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente et au niveau des individus ayant un niveau d'éducation de l'universitaire ou plus, l'appréciation est négative: plus d'un individu sur deux (52%) indique que le niveau a régressé. Pour ceux qui ont un niveau d'instruction du technique/professionnel, l'appréciation est mitigée : 48,7% ont indiqué que l'école actuelle est « meilleure » et 46% trouvent qu'elle a régressé.

Tableau 2. 13 : Répartition (%) des individus selon leur opinion sur la façon dont l'école guinéenne a évolué par rapport au passé, selon certaines caractéristiques

	Meilleure	Même niveau	A régressé	Sans opinion
Milieu de résidence				
Urbain	52,0	7,7	37,7	2,6
Rural	61,1	10,4	25,7	2,8
Sexe				
Masculin	57,4	7,0	34,4	1,2
Féminin	58,8	11,5	25,6	4,1
Age				
18 - 34 ans	61,3	9,8	26,3	2,6
35 - 59 ans	55,9	9,9	31,6	2,6
60 ans ou plus	54,6	7,4	34,2	3,7
Niveau d'instruction				
Aucun	58,3	10,9	27,0	3,8
Primaire	61,2	9,3	29,1	0,4
Secondaire	60,8	6,3	32,2	0,7
Technique/ professionnel	48,7	5,5	45,9	0,0

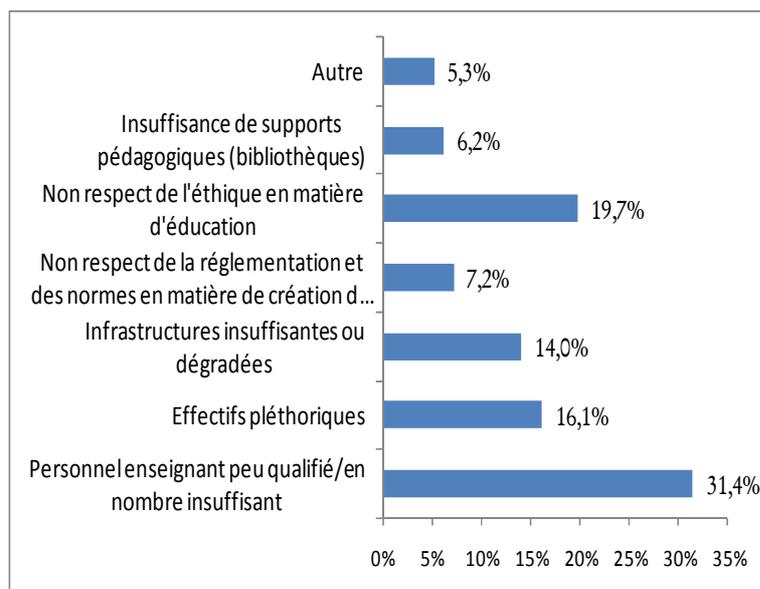
Universitaire/ Postuniversitaire	43,8	4,1	51,8	0,3
-------------------------------------	------	-----	------	-----

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

2.1.2 Raisons de la régression de l'école

Aux personnes qui estiment que l'école guinéenne a régressé, la question sur les raisons de cette régression a été posée.

Graphique 2. 26 : Répartition (%) des cas de réponses des raisons de la régression de l'école



Les principales raisons évoquées pour justifier la régression du niveau de l'école sont :

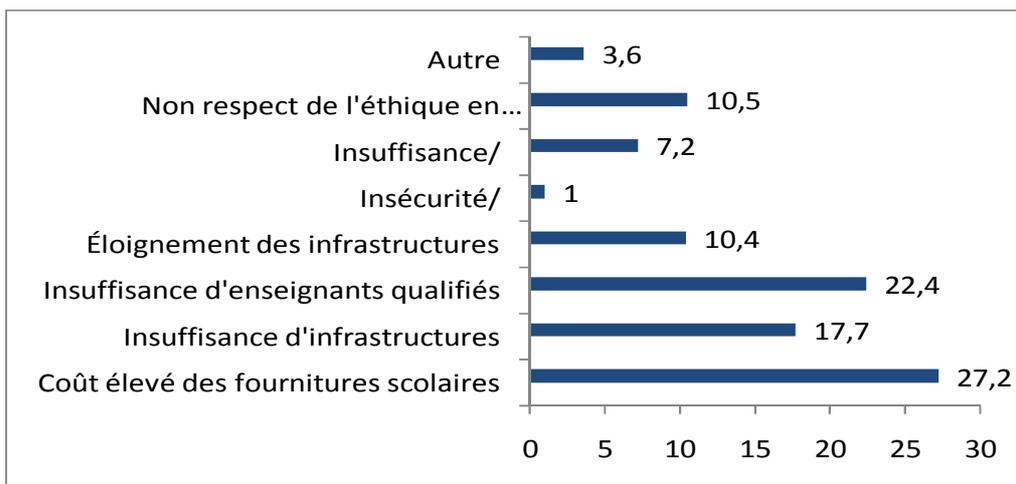
- La faible qualification du personnel enseignant (31,4%) ;
- Le non respect de l'éthique en matière d'éducation (19,7%) ;
- La pléthore des effectifs (16,1%) et ;
- L'insuffisance et/ou la dégradation des infrastructures (14 %).

2.1.3 Difficultés actuelles de l'école guinéenne

L'ENAPGUI s'est intéressée aux difficultés actuelles de l'école guinéenne. Les résultats indiquent que les principales difficultés actuelles auxquelles l'école guinéenne est actuellement confrontée sont :

- Le coût élevé des fournitures (27,2%) ;
- L'insuffisance d'enseignants qualifiés (22,4%) et ;
- L'insuffisance d'infrastructures (17,7%).

Graphique 2. 27 : Répartition (%) des cas de réponses des difficultés actuelles de l'école guinéenne



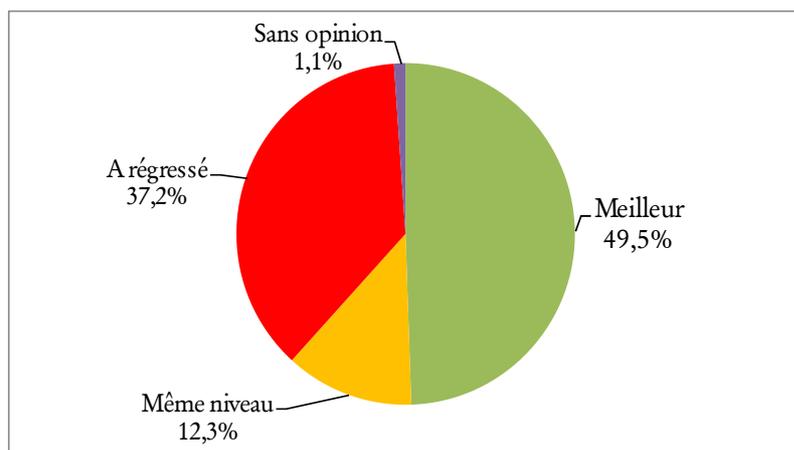
Ces résultats varient très peu selon le milieu de résidence, la région, l'âge et le niveau d'instruction (voir tableau 2.17, en annexe). On note toutefois que l'éloignement des infrastructures scolaires a été évoqué dans des proportions relativement importantes dans les régions de Mamou (15,9%), Labé (15,0%), Kankan (14,1%) et Faranah (13,9%).

2.2 SANTE

Des ressources humaines en bonne santé et des services de santé de qualité figurent parmi les enjeux de la prospective « Guinée Vision 2035 ». Dans ce cadre, l'ENAPGUI s'est intéressée à la perception des populations sur le système sanitaire actuel.

2.2.1 Appréciation de l'état actuel du système sanitaire

Graphique 2. 28 : Répartition (%) des individus selon leur opinion sur la façon dont le système sanitaire a évolué par rapport au passé



Les opinions sur le système actuel de santé par rapport au passé indiquent que pour près d'un guinéen sur deux (49,5%), le système de santé s'est amélioré (voir graphique 2.28).

Ceux qui estiment qu'il a régressé représentent 37,2% et 12,3% des citoyens ont indiqué le statuquo.

L'avis selon lequel le système sanitaire s'est amélioré est partagé au niveau de l'ensemble des régions à l'exception de Conakry où 68,7% des personnes ont déclaré que le système de santé actuel s'est détérioré par rapport au passé.

Du point de vue du milieu de résidence, les individus vivant en milieu urbain dans leur majorité (52,1%) ont indiqué que le système sanitaire s'est dégradé. Par contre, en milieu rural, 55,3% des personnes pensent que le système sanitaire s'est amélioré.

Tableau 2. 14 : Répartition (%) des individus selon leur opinion sur la façon dont le système sanitaire a évolué par rapport au passé, par région et par milieu de résidence

	Meilleur	Même niveau	A régressé	Sans opinion
Région Administrative				
Boké	55,7	7,8	35,7	0,7
Conakry	22,8	7,4	68,7	1,0
Faranah	49,9	23,0	25,9	1,3
Kankan	64,0	15,7	20,3	0,0
Kindia	48,6	8,5	42,8	0,1
Labé	52,3	7,8	36,9	3,0
Mamou	54,6	5,7	35,3	4,4
N'Zérékoré	52,9	20,2	26,8	0,1
Milieu de résidence				
Urbain	37,1	9,8	52,1	1,0
Rural	55,3	13,5	30,1	1,1

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Concernant les autres variables sociodémographiques (sexe et âge), les appréciations d'ensemble se confirment.

Par rapport au niveau d'instruction, les appréciations diffèrent selon le niveau d'instruction : les individus n'ayant aucun niveau (51%), ceux du primaire (50,5%) et à un degré moindre ceux du secondaire (47,2%) ont indiqué que le système sanitaire s'est amélioré. A partir du niveau de technique/professionnel, les appréciations sont négatives : technique/Professionnel (48,3%) et universitaire et plus (57,6%).

Tableau 2. 15 : Répartition (%) des individus selon leur opinion sur la façon dont le système sanitaire a évolué par rapport au passé, par sexe, âge et niveau d'instruction

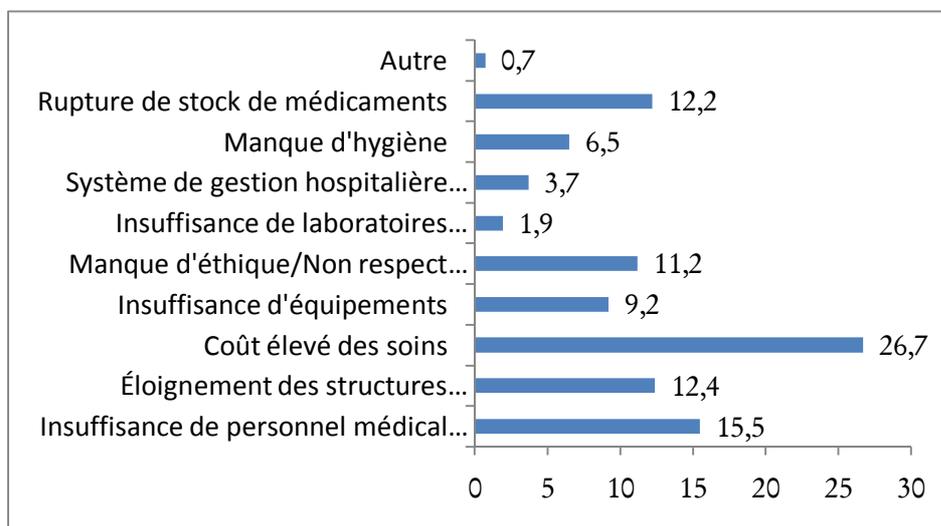
	Meilleur	Même niveau	A régressé	Sans opinion
Sexe				
Masculin	48,6	10,3	40,2	0,9
Féminin	50,2	14,0	34,7	1,2
Age				
18 - 34 ans	51,6	13,1	34,4	0,9
35 - 59 ans	47,2	12,2	39,5	1,1
60 ans ou plus	49,5	10,2	39,0	1,2
Niveau d'instruction				
Aucun	50,9	12,9	34,8	1,4
Primaire	50,5	14,9	34,1	0,6
Secondaire	47,2	10,3	42,0	0,4
Technique/professionnel	44,0	7,6	48,3	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	34,5	7,6	57,6	0,4

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

2.2.2 Raisons de la détérioration du système de santé

Aux personnes enquêtées qui pensent que le système de santé s'est détérioré, des questions sur les principales raisons de cette détérioration ont été posées.

Graphique 2. 29 : Répartition (%) des cas de réponses des raisons de la détérioration du système sanitaire



Les principales raisons évoquées sont :

- Le coût élevé des soins (26,7% des cas de réponses) ;
- L'insuffisance de personnel médical qualifié (15,5% des cas de réponses) ;
- L'éloignement des structures sanitaires (12,4% des cas de réponses) ; et
- La rupture de stock de médicaments (12,2% des cas de réponses).

Les autres raisons évoquées concernent :

- Le manque d'éthique/non respect du serment d'Hippocrate (11,2%) ;
- L'insuffisance d'équipements (6,5%).

Le tableau 2.16 présente la ventilation des raisons évoquées selon la région administrative, le milieu de résidence et les caractéristiques sociodémographiques des personnes enquêtées.

De façon générale, les résultats obtenus sont conformes à ceux obtenus au niveau de l'ensemble du pays. Cependant, la rupture de stock dans les régions de Kindia (17,6%), N'Zérékoré (17,4%), Boké (16%) et Kankan (15,7%) mérite une attention particulière ainsi que le manque d'hygiène à Conakry (14,5%) et l'éloignement des structures sanitaires dans les régions de Labé (21%), Mamou (21%), Faranah (20,1%) et Kankan (17,7%).

Tableau 2. 16 : Répartition (%) des personnes enquêtées ayant indiqué une détérioration du système de santé selon les raisons évoquées

	Insuffisance de personnel médical qualifié	Éloignement des structures sanitaires	Coût élevé des soins	Insuffisance d'équipements	Manque d'éthique / Non respect du serment d'Hippocrate	Insuffisance de laboratoires d'analyses biomédicales	Système de gestion hospitalière inopérant	Manque d'hygiène	Rupture de stock de médicaments	Autre
Région										
Boké	15,9	15,6	28,9	7,7	8,2	1,5	2,5	2,5	16,0	1,2
Conakry	15,8	4,6	23,1	9,6	16,3	2,6	7,5	14,5	5,6	0,3
Faranah	14,3	20,1	25,6	8,4	10,2	3,1	1,4	5,2	9,1	2,5
Kankan	18,6	17,7	26,0	7,8	5,9	0,2	2,2	6,1	15,7	0,0
Kindia	15,1	8,9	27,7	10,9	12,1	2,5	2,7	2,3	17,6	0,1
Labé	12,7	21,0	34,1	3,8	8,7	1,3	2,0	2,6	11,5	2,4
Mamou	17,8	21,0	32,5	4,1	6,0	,0	2,1	3,3	12,3	0,9
N'Zérékoré	13,6	14,9	24,8	15,8	8,6	1,5	1,3	1,9	17,4	0,3
Milieu de résidence										
Urbain	15,4	5,6	26,1	8,1	16,6	2,4	6,2	11,3	7,7	0,5
Rural	15,5	18,0	27,1	10,0	6,8	1,4	1,7	2,7	15,9	0,9
Sexe										
Masculin	15,9	13,0	25,5	9,9	10,9	1,8	3,8	6,0	12,6	0,7
Féminin	15,0	11,8	28,0	8,5	11,5	1,9	3,6	7,2	11,8	0,7
Age										
18 - 34 ans	16,2	11,6	26,2	9,6	11,2	1,5	4,0	8,4	11,0	0,2
35 – 59 ans	15,1	13,1	27,0	9,0	11,4	1,8	3,2	5,2	13,2	0,8
60 ans ou plus	14,3	12,7	27,1	8,5	10,3	2,9	4,7	5,5	12,3	1,7
Niveau d'instruction										
Aucun	15,2	14,9	28,3	8,5	9,9	1,5	2,3	4,8	13,7	0,9
Primaire	14,7	12,2	24,8	10,7	11,5	3,0	4,2	7,3	11,5	0,3
Secondaire	15,6	8,3	25,4	10,6	13,9	1,6	6,1	8,4	9,7	0,4
Technique/professionnel	17,1	5,9	23,4	6,6	16,3	3,5	8,0	7,9	10,8	0,5
Universitaire/Post universitaire	17,2	5,9	20,2	11,2	13,1	3,5	7,1	13,8	7,5	0,4

Source : MP/INS/ENPGUI-2012

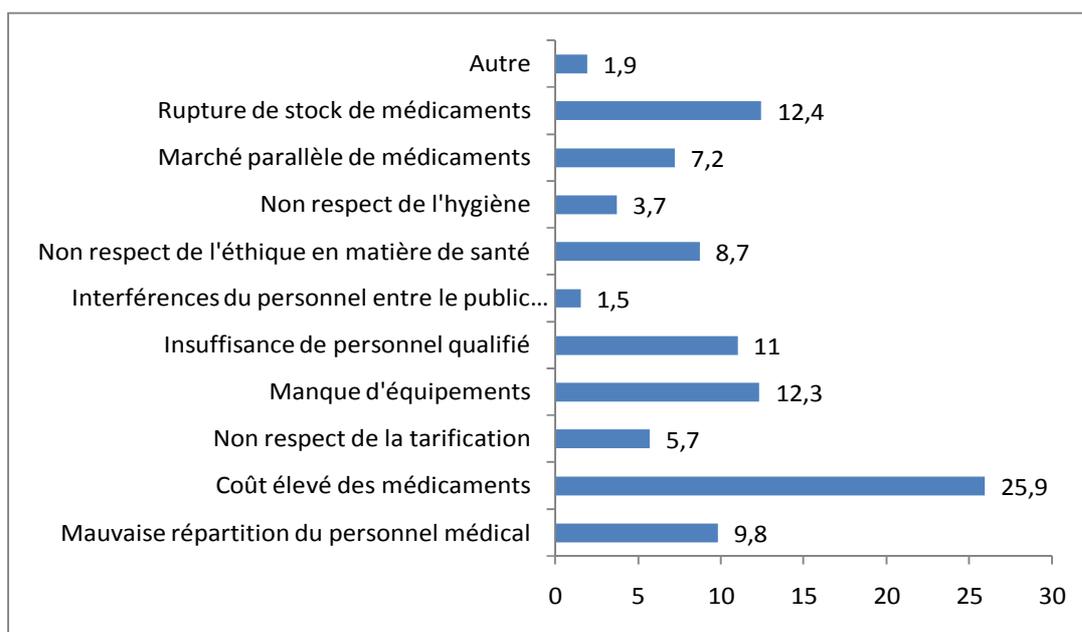
2.2.3 Difficultés actuelles du système de santé

Des questions relatives aux difficultés que traverse le système de santé actuel ont été également posées aux personnes enquêtées.

Les principales difficultés évoquées sont (voir graphique 2.29 bis):

- Le coût élevé des médicaments (26%) ;
- La rupture de stock de médicaments (12,4%) ;
- Le manque d'équipements (12,3%) ;
- L'insuffisance de personnel qualifié (11%)/

Graphique 2. 30 : Répartition (%) des cas de réponses des difficultés actuelles du système sanitaire



D'autres raisons ont également été citées. Il s'agit de : la mauvaise répartition du personnel médical (10%), le non-respect de l'éthique (8,7%) et le marché parallèle de médicaments (7,2%).

L'examen de la ventilation des raisons évoquées selon la région administrative, le milieu de résidence et les caractéristiques sociodémographiques fait ressortir le même constat que celui fait au niveau national.

2.3 EMPLOI ET CHOMAGE DES JEUNES

Les questions liées à l'emploi des jeunes constituent une préoccupation majeure des Gouvernements tant au niveau continental que régional et au niveau des pays. En Guinée, les jeunes représentent une frange importante de la population. Aussi la question de l'emploi de ces jeunes est-elle au cœur de toutes les politiques de développement et représente, de fait, un enjeu crucial pour la vision prospective « Guinée Vision 2035 ».

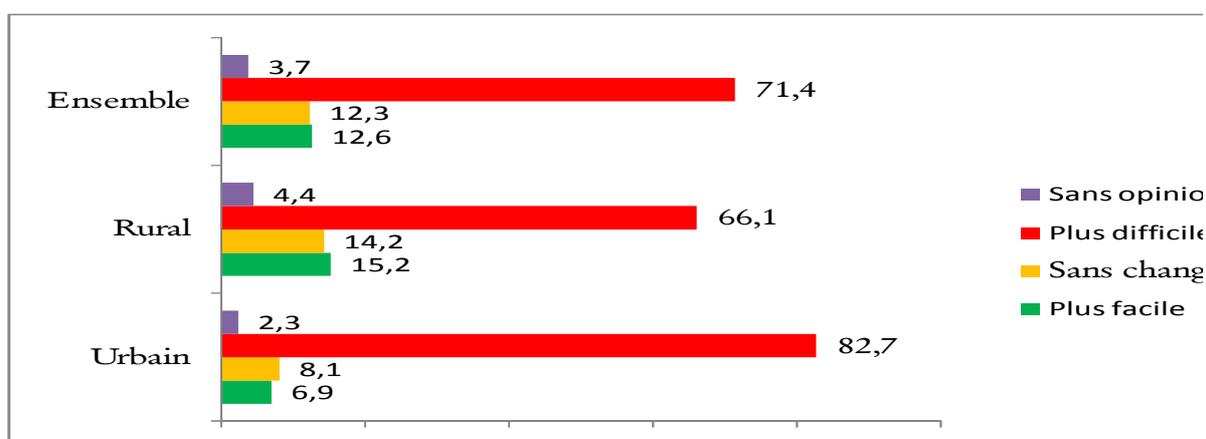
Dans ce cadre, des questions relatives à l'emploi et au chômage des jeunes ont été posées au cours de l'ENAPGUI. Ces questions ont porté essentiellement sur l'appréciation de la situation actuelle de l'accès à l'emploi par rapport au passé et les mesures à prendre pour qu'un plus grand nombre de jeunes aient accès à un emploi décent.

2.3.1 Situation de l'emploi et du chômage des jeunes par rapport au passé

Dans l'ensemble, plus de sept citoyens sur dix (71,4 %) pensent que, par rapport au passé, l'accès à l'emploi est devenu plus difficile (voir graphique 2.31, ci-dessous). Ceux qui estiment que l'accès à l'emploi est plus facile aujourd'hui ne représentent que 12,5 %.

Le même constat est observé selon le milieu de résidence. Toutefois, on note que les citoyens vivant en milieu urbain sont relativement beaucoup plus nombreux à déclarer que l'accès à l'emploi est difficile.

Graphique 2. 31: Répartition (%) des appréciations des citoyens sur l'accès à l'emploi selon le milieu de résidence



Au niveau régional, les opinions exprimées par rapport à l'accès à l'emploi sont conformes à celles observées dans l'ensemble du pays mais avec quelques particularités. Ainsi, Conakry (91%) et Kindia (80,1%) se distinguent par des proportions élevées de citoyens qui pensent que l'accès à l'emploi est plus difficile aujourd'hui que par le passé

Tableau 2. 17: Répartition (%) des personnes selon leur opinion sur la façon dont l'accès à l'emploi a évolué par rapport au passé, par région administrative

	Plus facile	Sans changement	Plus difficile	Sans opinion
Boké	14,8	8,3	71,5	5,3
Conakry	4,0	4,4	90,8	0,8
Faranah	13,8	18,3	64,1	3,7
Kankan	12,4	19,5	67,6	0,5
Kindia	9,3	10,4	80,1	0,2
Labé	23,6	7,4	52,7	16,3
Mamou	21,2	8,9	61,2	8,8
N'Zérékoré	9,8	18,7	70,9	0,6

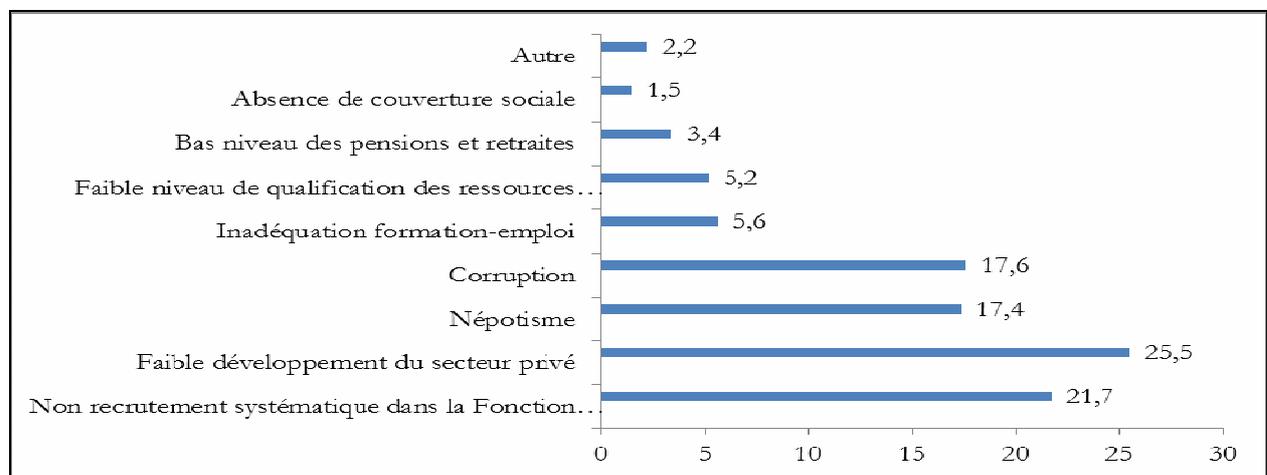
Source : MP/INS/ENPGUI-2012

2.3.2 Raisons des difficultés d'accès à l'emploi

Aux personnes qui ont répondu qu'il est plus difficile de trouver un emploi de nos jours, des questions ont été posées sur les raisons qui justifient leurs déclarations.

Les raisons pour lesquelles l'accès à l'emploi est actuellement difficile seraient essentiellement le faible développement du secteur privé (25,5%) et le non recrutement systématique dans la fonction publique (21,7%). Les autres raisons évoquées sont : la corruption (17,6%), le favoritisme (17,6%), le népotisme dans l'accès à l'emploi (17,4 %) et la faible qualification des ressources humaines et l'inadéquation de la formation à l'emploi.

Graphique 2. 32 : Répartition (%) des cas de réponses des raisons qui expliquent qu'il est plus difficile de trouver un emploi de nos jours



En milieu urbain comme en milieu rural, les raisons évoquées sont les mêmes que celles dans l'ensemble exprimées au niveau de l'ensemble du pays avec toutefois une légère différence dans l'ordre des modalités (voir tableau 2.18, ci-dessous).

Tableau 2. 18: Répartition (%) des cas de réponse sur les raisons liées aux difficultés d'accès à un l'emploi, selon la région administrative et le milieu de résidence

Région	Non recrutement systématique dans la Fonction Publique	Faible développement du secteur privé	Népotisme / Favoritisme dans l'accès à l'emploi	Corruption	Inadéquation formation-emploi	Faible niveau de qualification des ressources humaines locales	Bas niveau des pensions et retraites	Absence de couverture sociale	Autre
Boké	19,3	23,2	21,7	22,7	3,9	3,0	2,2	0,9	3,1
Conakry	12,8	24,8	22,1	21,7	5,3	5,5	5,1	1,4	1,4
Faranah	23,0	30,5	15,2	9,4	7,2	6,1	2,7	2,3	3,6
Kankan	29,7	24,4	8,8	21,7	3,7	7,2	3,0	1,2	,4
Kindia	21,2	21,5	21,6	19,3	4,9	4,2	4,0	1,8	1,5

Labé	27,5	30,4	9,8	17,1	3,7	3,2	,0	2,1	6,1
Mamou	27,4	28,7	7,5	17,2	4,2	10,0	1,2	0,2	3,5
N'Zérékoré	23,0	27,6	19,3	6,9	10,4	4,5	4,6	1,6	2,2
Milieu de résidence									
Urbain	18,2	24,0	19,3	19,9	5,5	4,9	4,5	1,8	1,9
Rural	23,9	26,4	16,2	16,2	5,6	5,4	2,7	1,3	2,4

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

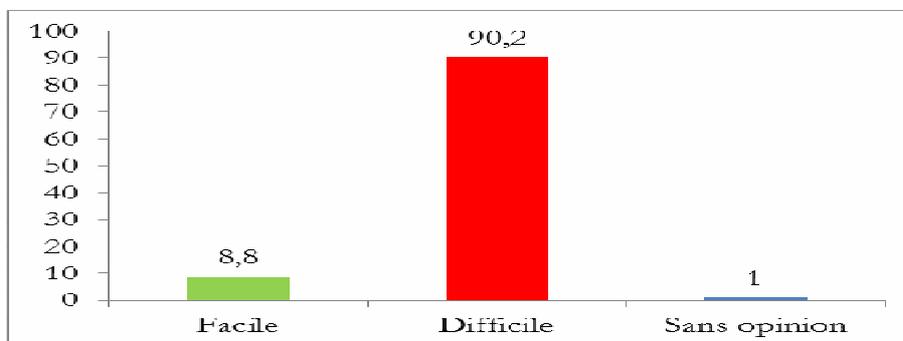
2.4 ACCES AU LOGEMENT

L'accès à un logement décent constitue un des éléments du cadre de vie de la population et de ce fait, un des enjeux de la prospective « Guinée Vision 2035 ». En effet, le logement détermine, pour une large part, les conditions de vie (hygiène, santé, confort, etc.) des populations. C'est pourquoi, l'ENAPGUI s'y est penchée à travers quelques questions relatives à l'accès à la propriété d'un logement.

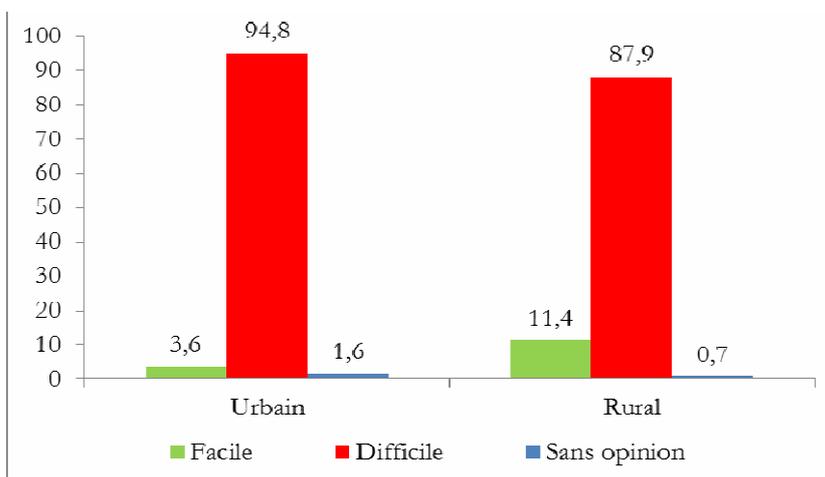
2.4.1 Perception sur la situation actuelle

Dans l'ensemble, les populations, dans leur grande majorité (90,2 %), estiment qu'en Guinée l'accès à la propriété d'un logement est difficile. Ceux qui estiment que l'accès à la propriété d'un logement est facile représentent seulement 8,8 %.

Graphique 2. 33 : Répartition (%) des personnes interrogées selon leur perception sur l'accès à la propriété d'un logement



Graphique 2. 34 : Répartition (%) des perceptions de la population sur l'accès à la propriété d'un logement, selon le milieu de résidence



L'accès à la propriété d'un logement est perçu de la même manière aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, les difficultés d'accès à la propriété d'un logement sont nettement plus grandes en milieu urbain qu'en milieu rural.

L'examen des résultats des perceptions sur l'accès à la propriété d'un logement par région administrative fait ressortir le même constat que celui de l'ensemble du pays. Par ailleurs, il apparaît clairement que, d'après les perceptions des citoyens, l'accès à la propriété d'un logement est beaucoup plus difficile à Conakry (97,5 %) et à Kindia (96,4 %) que dans les autres régions.

Tableau 2. 19 : Répartition (%) des perceptions des citoyens sur l'accès à la propriété d'un logement, selon la région administrative

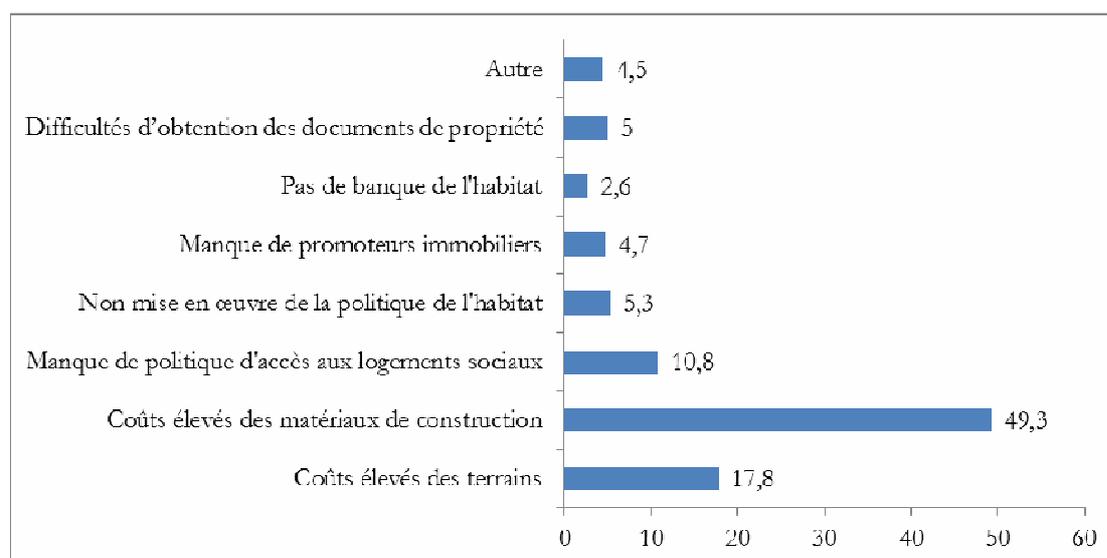
	Facile	Difficile	Sans opinion
Boké	8,4	90,8	0,8
Conakry	0,7	97,5	1,8
Faranah	12,8	86,0	1,2
Kankan	14,0	85,9	0,1
Kindia	3,4	96,4	0,2
Labé	9,0	89,6	1,4
Mamou	12,4	85,1	2,5
N'Zérékoré	12,8	86,6	0,6

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

2.4.2 Raisons des difficultés d'accès à la propriété d'un logement

Dans l'ensemble, les trois principales raisons évoquées par les citoyens pour justifier les difficultés liées à l'accès à la propriété d'un logement sont les suivantes : coûts élevés des matériaux de construction (49,3%), coûts élevés des terrains (17,8%) et manque de politiques d'accès aux logements sociaux (10,8%).

Graphique 2. 35 : Répartition (%) des cas de réponse sur les raisons des difficultés d'accès au logement



Le même constat est valable pour le milieu urbain et le milieu rural. Cependant, la répartition de ces raisons est très différente d'un milieu à l'autre. Ainsi, si les populations

du milieu rural se plaignent essentiellement du coût élevé des matériaux de construction (59,8%), celles du milieu urbain dénoncent, outre le coût élevé des matériaux de construction (33,9%), celui des terrains (29,5%).

Tableau 2. 20 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons des difficultés d'accès au logement, selon la région administrative et le milieu de résidence

	Coûts élevés des terrains	Coûts élevés des matériaux de construction	Manque de politique d'accès aux logements sociaux	Non mise en œuvre de la politique de l'habitat	Manque de promoteurs immobiliers	Pas de banque de l'habitat	Difficultés d'obtention des documents de propriété	Autre
Région administrative								
Boké	19,4	51,6	9,9	3,1	2,7	2,6	3,4	7,2
Conakry	31,6	23,5	22,1	7,4	4,3	4,2	5,6	1,2
Faranah	13,6	61,3	5,1	2,7	4,3	2,0	5,2	5,7
Kankan	16,9	57,1	8,2	4,3	5,5	1,8	5,2	1,1
Kindia	14,4	45,0	10,8	7,4	8,4	4,2	6,8	2,9
Labé	10,0	66,1	3,8	3,6	0,4	0,5	0,6	15,0
Mamou	20,6	57,7	6,1	2,9	1,0	1,8	3,5	6,4
N'Zérékoré	6,9	61,8	7,4	6,1	6,4	1,2	6,3	3,9
Milieu de résidence								
Urbain	29,5	33,9	14,6	6,1	4,1	3,3	6,2	2,2
Rural	9,9	59,8	8,2	4,7	5,1	2,1	4,2	6,0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Au niveau des régions, on note que le coût élevé des terrains (31,6%) et le manque de politique d'accès aux logements sociaux (22,1%) sont nettement plus préoccupants à Conakry que dans les autres régions alors que le coût des matériaux vient, de loin, en première position dans toutes les autres régions (tableau 2.20).

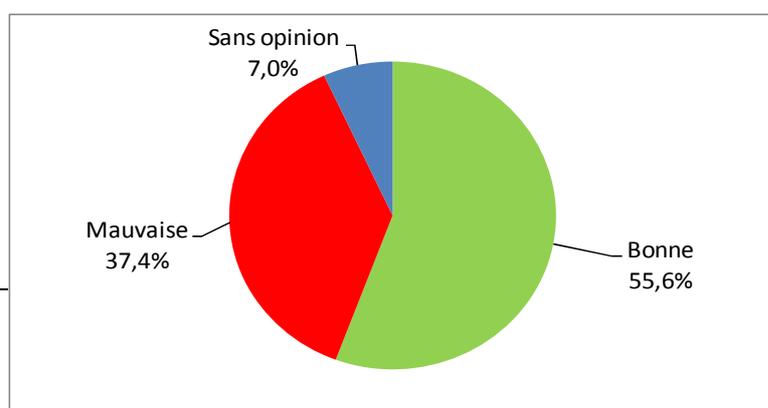
3 DOMAINE ECONOMIQUE

Les questions économiques constituent un enjeu majeur dans la vision prospective de développement. Elles déterminent, dans une large mesure, la transformation des conditions d'existence de la population. L'ENAPGUI s'est intéressée à la perception des populations sur la situation économique, les institutions financières, les questions monétaires et sur le secteur privé.

3.1 Situation économique

3.1.1 Opinion sur la situation économique actuelle

Graphique 2. 36 : Répartition (%) des opinions de la population sur la situation économique actuelle



Dans l'ensemble, plus d'un Guinéen sur deux (55,6%) apprécie positivement la situation actuelle de

l'économie et 37,4% trouvent qu'elle est mauvaise (voir graphique 2.36). Ceux qui sont sans opinion représentent 7% des personnes interrogées.

Par rapport au milieu de résidence, 61,5% des individus vivant en milieu rural estiment que la situation économique actuelle est bonne (voir tableau 2.21). A l'opposé, plus d'un individu sur deux vivant en milieu urbain (51,7%) estime que la situation économique est mauvaise.

Tableau 2. 21 : Répartition (%) des opinions sur la situation économique actuelle selon le milieu de résidence et la région administrative

	Bonne	Mauvaise	Sans opinion
Milieu de résidence			
Urbain	43,9	51,7	4,4
Rural	61,5	30,3	8,1
Région Administrative			
Boké	54,3	36,3	9,4
Conakry	28	69,1	2,9
Faranah	62,6	27,5	9,9
Kankan	74,3	22,1	3,6
Kindia	52,8	45,3	2,0
Labé	55,8	25,5	18,8
Mamou	54,7	30,1	15,2
N'Zérékoré	65,4	31,8	2,8

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Selon la région administrative, au niveau de l'ensemble des régions, à l'exception de Conakry, les individus interrogés dans leur majorité apprécient positivement la situation économique : Kankan (74,3%), N'Zérékoré (65,4%), Faranah (62,6%) et Labé (55,8%). Conakry se démarque avec plus de 69% d'individus ayant déclaré que la situation économique est mauvaise, suivie de Kindia (45,3%).

Par rapport aux caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées (sexe, âge et niveau d'instruction), les opinions exprimées confirment celles observées au niveau national à l'exception des individus de niveau d'instruction universitaire ou postuniversitaire qui ont déclaré dans leur majorité (58%) que la situation économique actuelle est mauvaise (voir tableau 2.22, ci-dessous). Les résultats indiquent que plus le niveau d'instruction est élevée, plus la perception sur la situation économique actuelle de l'économie est mauvaise : 34,1% pour les sans aucun niveau et 58% pour ceux de niveau universitaire ou plus.

Tableau 2. 22 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur la situation actuelle de l'économie guinéenne selon leurs caractéristiques sociodémographiques

	Bonne	Mauvaise	Sans opinion
Sexe			
Masculin	58,6	37,8	3,6
Féminin	53,5	36,7	9,8

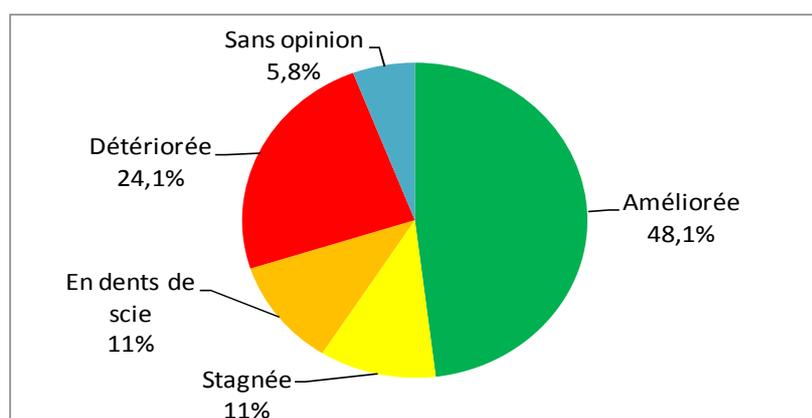
Age			
18 - 34 ans	55,0	39,0	5,9
35 – 59 ans	55,3	37,1	7,6
60 ans ou plus	60,2	31,6	8,3
Niveau instruction			
Aucun	56,6	34,1	9,4
Primaire	63,1	34,1	2,8
Secondaire	52,3	46,5	1,2
Technique/professionnel	53,5	46,5	0
Universitaire/Postuniversitaire	40,0	58,0	1,9

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

3.1.2 Opinion sur la situation économique par rapport au passé

L'ENAPGUI s'est également intéressée à l'appréciation de la population sur la situation économique actuelle par rapport au passé.

Graphique 2. 37: Répartition (%) des opinions de la population sur la situation économique actuelle par rapport au passé



Dans l'ensemble, un peu moins d'un Guinéen sur deux (48,1%) pense que la situation économique actuelle par rapport au passé s'est améliorée. Plus de 24% des individus interrogés estiment qu'elle s'est détériorée. Les

Guinéens qui ont déclaré qu'elle a évolué en dents de scie représentent 11% et près de 6% n'ont exprimé aucune opinion.

Par rapport au milieu de résidence, en milieu rural, l'opinion exprimée au niveau de l'ensemble du pays est confirmée : 53,4% des individus de ce milieu estiment que la situation économique par rapport au passé s'est améliorée. En milieu urbain, les opinions sont partagées : près de 37% des individus vivant en milieu urbain pensent que la situation s'est améliorée et 35,5% sont d'un avis contraire.

Tableau 2. 23 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur l'évolution de l'économie guinéenne selon le milieu de résidence et la région administrative

	Améliorée	Stagnée	En dents de scie	Détériorée	Sans opinion
Milieu de résidence					
Urbain	36,9	9,4	14,1	35,5	4,2
Rural	53,4	11,7	9,6	18,8	6,6
Région administrative					
Boké	56,5	6,8	6,3	24,1	6,2

Conakry	20,9	8,2	19,6	49,6	1,7
Faranah	49,5	12,0	11,8	17,0	9,7
Kankan	65,3	13,7	7,3	10,1	3,5
Kindia	49,8	8,7	11,9	28,7	1,0
Labé	53,8	6,5	5,2	17,7	16,7
Mamou	48,1	8,3	6,3	24,4	13,0
N'Zérékoré	45,1	19,9	14,7	17,5	2,8

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Selon la région administrative, au niveau de toutes les régions, les opinions exprimées indiquent que la situation économique s'est améliorée par rapport au passé, à l'exception de Conakry où majoritairement, les avis exprimés indiquent que la situation s'est détériorée (49,6%). En dehors de Conakry, Kindia renferme la plus forte proportion d'individus ayant déclaré que la situation économique est mauvaise (28,7%).

Tableau 2. 24 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur l'évolution de l'économie selon leurs caractéristiques sociodémographiques

	Améliorée	Stagnée	En dents de scie	Détériorée	Sans opinion
Niveau d'instruction					
Aucun	49,5	10,5	10,7	21,3	7,9
Primaire	50,3	12,8	9,4	24,7	2,8
Secondaire	44,1	10,6	12,8	31,7	0,8
Technique/professionnel	42,1	14,2	12,0	31,8	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	36,5	12,4	14,3	36,7	0,0
Age					
18 - 34 ans	47,3	11,8	10,4	25,2	5,3
35 - 59 ans	48,0	10,3	11,8	23,9	6,0
60 ans ou plus	50,8	10,1	10,8	21,2	7,0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Vu sous l'angle des caractéristiques sociodémographiques de la population, les avis exprimés au niveau de l'ensemble de la population se confirment au niveau de toutes les variables, excepté pour les individus de niveau universitaire ou plus, dont les opinions sont mitigées : 36,7% ont indiqué que la situation économique s'est détériorée et 36,5% ont déclaré le contraire (voir tableau 2.24).

3.1.3 Perception sur les principaux problèmes de l'économie

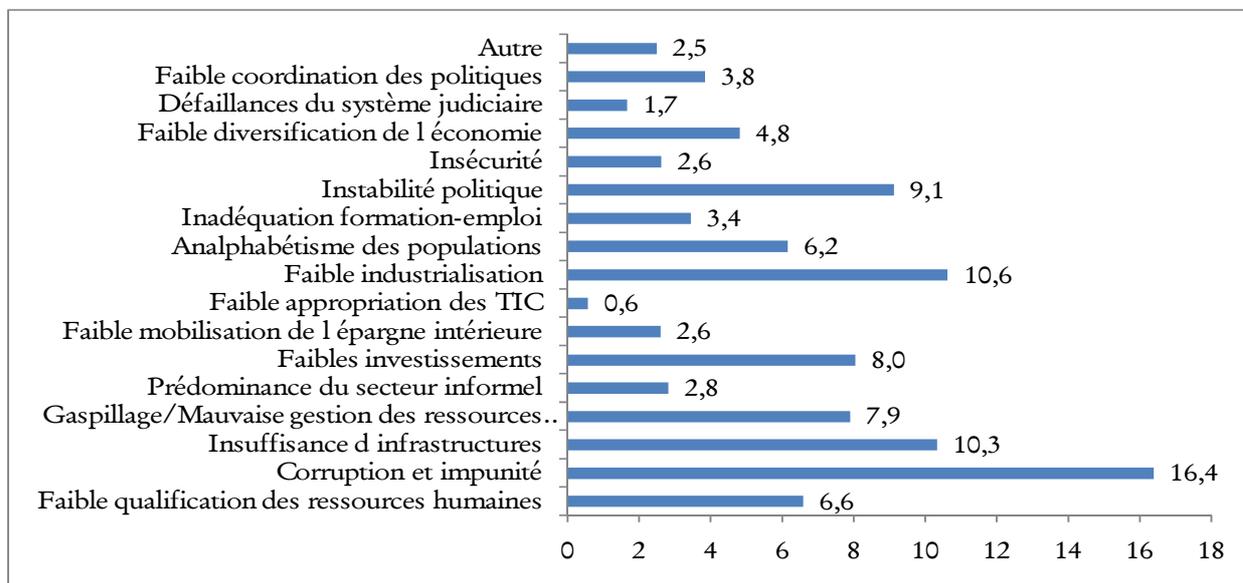
L'ENAPGUI s'est intéressée aux principaux problèmes qui entravent le développement de l'économie.

Les principaux problèmes qui entravent le développement économique sont :

- La corruption et l'impunité (16,4%) ;
- La faible industrialisation (10,6%) ;
- L'insuffisance des infrastructures (10,3%) et;
- L'instabilité politique (9,1%).

D'autres problèmes comme la faiblesse des investissements (8%), le gaspillage et la mauvaise gestion des ressources (8%), l'analphabétisme des populations (6,2%) ont également été cités par la population.

Graphique 2. 38: Répartition (%) des opinions des enquêtés selon les principaux problèmes qui entravent le développement économique



Les problèmes évoqués au niveau national sont valables dans la plupart des régions avec des particularités au niveau de certaines régions (voir tableau 2.25, ci-dessous).

Tableau 2. 25: Répartition des trois principaux problèmes qui entravent le développement économique selon la région administrative.

	1 ^{er} Problème	2 ^{ème} Problème	3 ^{ème} Problème
Boké	Corruption et impunité (18,5 %)	Faible industrialisation (13,3 %)	Insuffisance d'infrastructures (11,5%)
Conakry	Corruption et impunité (21,2 %)	Instabilité politique (13,7%)	Faible industrialisation (10,2%)
Faranah	Corruption et impunité (13,4 %)	Insuffisance d'infrastructures (13,2 %)	Faible industrialisation (10,8%)
Kankan	Corruption et impunité (19,2 %)	Faible qualification des ressources humaines (13,5%)	Mauvaise gestion des ressources humaines (12,8%)

Kindia	Corruption et impunité (16,3 %)	Faible industrialisation (15,7 %)	Insuffisance des infrastructures (10,2 %)
Labé	Insuffisance des infrastructures (16,9 %)	Corruption et impunité (14,6 %)	Faible investissement (11,7 %)
Mamou	Corruption et impunité (16,6 %)	Instabilité politique (11,9 %)	Insuffisance d'infrastructures (8,8 %)
N'Zérékoré	Insuffisance d'infrastructures (13,6 %)	Corruption et impunité (9,9 %)	Faibles investissements (9,2%)

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

3.2 Institutions financières

Des questions relatives aux institutions financières (banques, assurances et micro finances) ont été abordées.

3.2.1 Confiance aux institutions financières

Concernant la question relative à la confiance au système financier, plus d'un Guinéen sur deux (51,4%) a déclaré avoir confiance aux banques, 39,1% aux institutions de micro finances et 38,3% aux assurances (voir tableau 2.26, ci-dessous).

Au niveau régional, les avis exprimés au niveau de l'ensemble de la population sont confirmés. Cependant, à Mamou (32,7%) et Kindia (30,3%), les assurances occupent la seconde position en termes de confiance après les Banques.

Selon le milieu de résidence, quel que soit le domaine considéré, les individus vivant en milieu urbain font d'avantage confiance au système financier que ceux résidant en milieu rural.

Tableau 2. 26 : Proportion d'individus ayant confiance au système financier selon la région administrative et le milieu de résidence

	Banques	Assurances	Micro finances
Région administrative			
Boké	41,6	36,0	29,5
Conakry	45	34,4	39,2
Faranah	59	45,8	51,2
Kankan	72,6	53,7	57,8
Kindia	46,4	30,3	29,7
Labé	30,4	25,7	25,7
Mamou	34,5	32,7	26,7
N'Zérékoré	66,2	41,9	43,1
Milieu de résidence			
Urbain	52,9	40,5	42,3
Rural	50,7	37,2	37,6
Ensemble	51,4	38,3	39,1

	Banques	Assurances	Micro finances
--	---------	------------	----------------

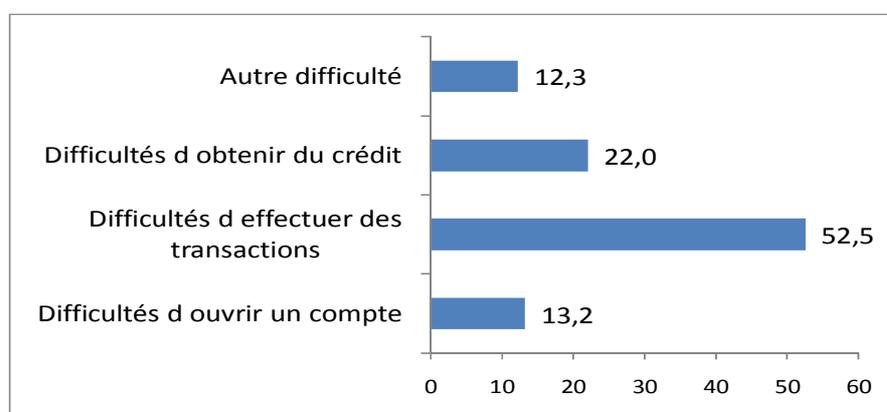
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

3.2.2 Raisons de non confiance au système financier

Pour tous les individus ayant répondu qu'ils n'ont pas confiance au système financier, des questions relatives aux raisons de cet avis leur ont été posées.

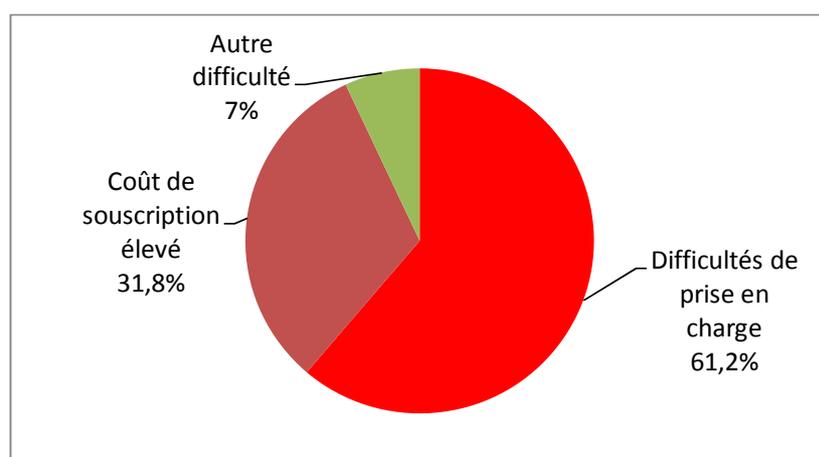
Concernant les banques, les principales raisons pour lesquelles la population n'a pas confiance sont relatives aux difficultés d'effectuer des transactions (52,5%), aux difficultés d'obtention de crédits (22%) et celles liées à l'ouverture d'un compte bancaire (13,2%).

Graphique 2. 39 : Répartition (%) des cas de réponses sur les raisons évoquées par les individus ayant déclaré n'avoir pas confiance au système bancaire selon la nature



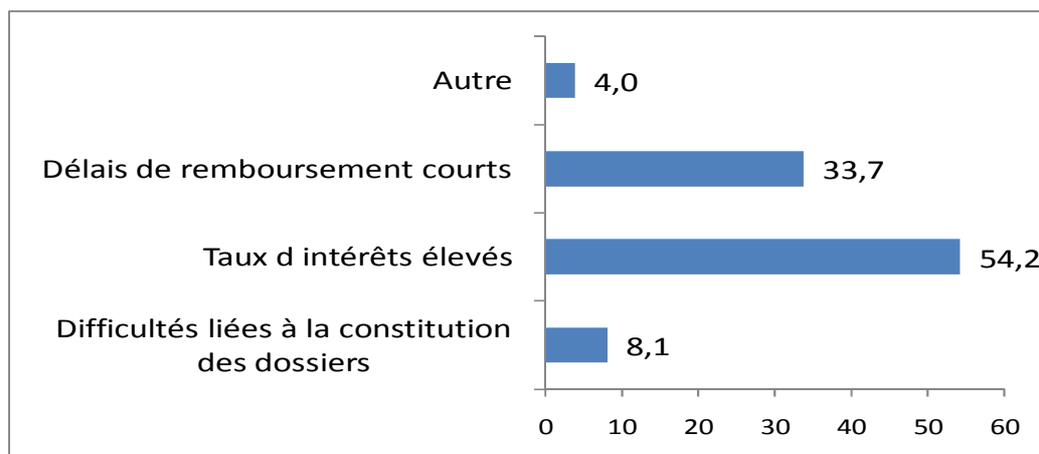
S'agissant des assurances, les raisons évoquées se rapportent aux difficultés liées à la prise en charge (61,2%) et aux coûts élevés de souscription (31,8%).

Graphique 2. 40 : Répartition (%) des cas de réponses sur les raisons évoquées par les individus ayant déclaré n'avoir pas confiance aux assurances selon la nature



En ce qui concerne les individus qui ont déclaré ne pas avoir confiance aux institutions de micro finances, ils justifient leur opinion, par les taux d'intérêts élevés (54,2%), les délais de remboursement courts (33,7 %) et les difficultés liées à la constitution des dossiers (8,1 %).

Graphique 2. 41: Répartition (%) des raisons évoquées par les individus ayant déclaré n'avoir pas confiance aux institutions de micro finances selon la nature



3.3 Monnaie

L'ENAPGUI s'est penchée sur les questions liées à la monnaie nationale (perception sur la création du Franc Guinéen et sur l'intégration monétaire).

A la question de savoir si la décision de créer une monnaie nationale le 1^{er} mars 1960 a été une décision judicieuse, plus de huit Guinéens sur dix (82,2%) ont estimé que la création de la monnaie nationale a été une décision judicieuse. Seulement 14,2% des personnes ont désapprouvé cette décision.

Tableau 2. 27 : Répartition (%) des individus selon leur appréciation sur la création de la monnaie le 1^{er} mars 1960

	Oui	Non	Sans opinion
Région administrative			
Boké	78,2	17,3	4,5
Conakry	74,6	19,4	6,0
Faranah	93,0	5,1	1,9
Kankan	95,4	4,3	0,3
Kindia	72,0	21,0	7,0
Labé	63,5	32,1	4,4
Mamou	75,7	18,6	5,7
N'Zérékoré	97,5	2,3	0,2
Milieu de résidence			
Urbain	78,1	17,5	4,4
Rural	84,1	12,7	3,2
Ensemble	82,2	14,2	3,6

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

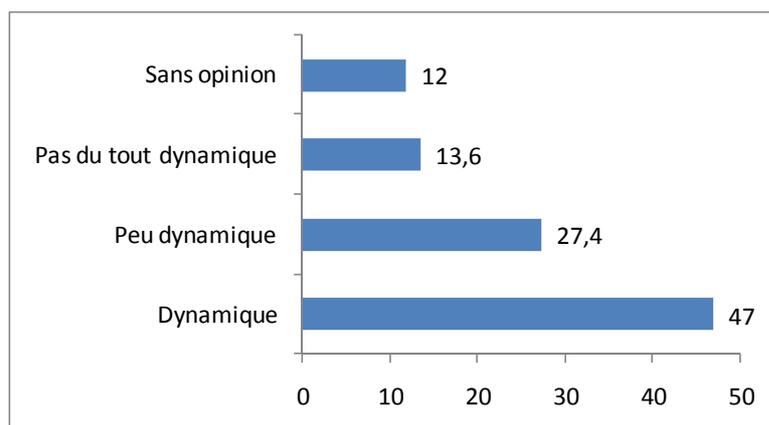
Cet avis est partagé par l'ensemble de la population guinéenne quelle que soit la région et quel que soit le milieu de résidence.

3.4 Dynamisme du secteur privé

L'ENAPGUI a aussi permis de recueillir l'opinion des citoyens sur le secteur privé guinéen (appréciation de son dynamisme, principaux problèmes et attentes des citoyens vis-à-vis du secteur pour les prochaines années).

3.4.1 Opinions sur le dynamisme du secteur privé

Graphique 2. 42 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur le dynamisme du secteur privé



Les résultats indiquent que les populations ont des avis partagés sur le dynamisme du secteur privé. En effet, si près de la moitié (47%) des citoyens pensent que le secteur privé guinéen est dynamique, un peu plus de 40 % estiment que ce secteur est peu ou pas du tout dynamique et 12% sont sans opinion.

Les opinions sur cette question varient peu selon le milieu de résidence. Si les avis exprimés au niveau de l'ensemble du pays sont confirmés en milieu rural, la majorité de la population urbaine (49%) a indiqué que le secteur privé est peu ou pas du tout dynamique contre 44,7% d'opinions favorables.

Au niveau régional, Conakry se démarque par des opinions défavorables au secteur privé : 57,8% des personnes enquêtées ont déclaré que le secteur privé est peu ou pas du tout dynamique contre 40,3% d'opinions favorables. A Faranah, les avis sont partagés : 42,4% d'opinions défavorables contre 40,4% d'individus favorables. En ce qui concerne les autres régions, les avis exprimés au niveau national sont confirmés.

Tableau 2. 28 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur le dynamisme du secteur privé selon le milieu de résidence et la région administrative

	Dynamique	Peu dynamique	Pas du tout dynamique	Sans opinion
Milieu de résidence				
Urbain	44,7	29,9	19,1	6,4
Rural	48,1	26,3	11	14,7
Régions administrative				
Boké	44,5	29,1	13,8	12,5
Conakry	40,3	32,3	25,5	1,9
Faranah	40,4	29,5	12,9	17,2
Kankan	51,3	30,4	15,2	3,1
Kindia	52,5	23,9	14,5	9
Labé	53	13,1	4,9	29,1

Mamou	40,3	22,7	9,2	27,8
N'Zérékoré	49,9	31,9	7,3	10,8

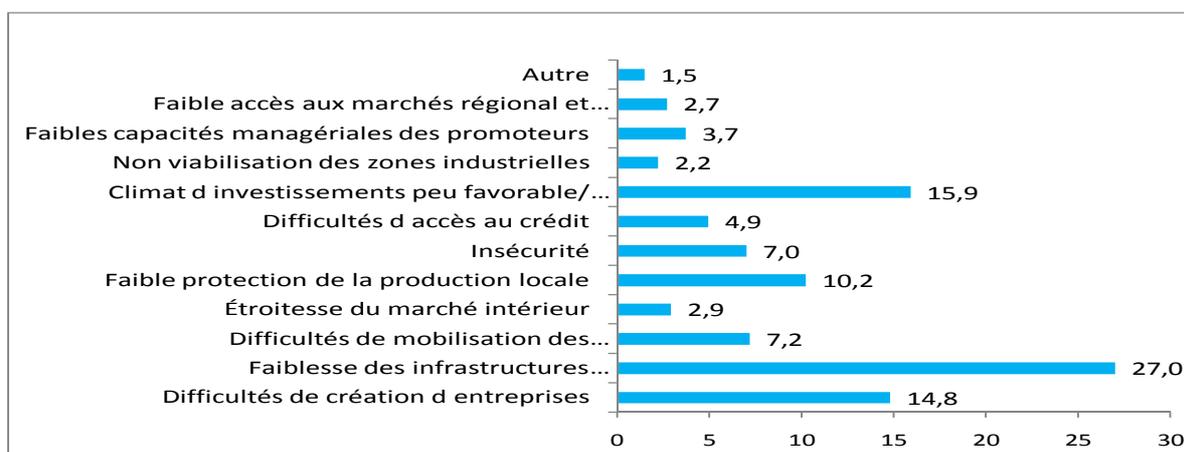
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

3.4.2 Problèmes du secteur privé

Aux individus ayant déclaré que le secteur privé est peu ou pas du tout dynamique, des questions ont été posées sur la nature des problèmes que connaît ce secteur.

Les principaux problèmes évoqués sont, entre autres : la faiblesse des infrastructures : eau, électricité et transports (27% des cas de réponses), le climat d'investissement peu favorable/tracasseries administratives et corruption (15,9% des cas de réponses) et les difficultés de création d'entreprises (14,8% des cas de réponses). Les autres raisons sont: la faible protection de la production locale (10,2% des cas de réponses) et l'insécurité (7% des cas de réponses).

Graphique 2. 43 : Répartition (%) des cas de réponses des enquêtés ayant déclaré le secteur privé peu ou pas du tout dynamique, selon les problèmes évoqués



Au niveau régional, les principaux problèmes cités confirment les avis déclarés au niveau national surtout en ce qui concerne le problème principal par importance : la faiblesse des infrastructures. Les second et troisième problèmes évoqués diffèrent d'une région à une autre et sont récapitulés dans le tableau ci-dessous:

Tableau 2. 29: Répartition (%) des cas de réponses des trois principaux problèmes évoqués par les enquêtés selon les régions

Région	1 ^{er} Problème	2 ^{ème} Problème	3 ^{ème} Problème
Boké	Faiblesse des infrastructures (eau, électricité, transport) (24,7%)	Difficulté de création des entreprises (19,2 %)	Climat d'investissement peu favorable/tracasserie administrative et corruption (18,9 %)
Conakry	Faiblesse des infrastructures (eau, électricité, transport) (25%)	Climat d'investissement peu favorable/tracasserie administrative et corruption (21,6 %)	Difficulté de création des entreprises (11,1 %)
Faranah	Faiblesse des infrastructures (eau,	Difficulté de création des entreprises (16,2 %)	Faible protection de la production locale (14,9 %)

Région	1 ^{er} Problème	2 ^{ème} Problème	3 ^{ème} Problème
	électricité, transport) (22,6 %)		
Kankan	Faiblesse des infrastructures (eau, électricité, transport) (37,5 %)	Difficulté de création des entreprises (18,4 %)	Climat d'investissement peu favorable/tracasserie administrative et corruption (10,6 %)
Kindia	Faiblesse des infrastructures (eau, électricité, transport) (26,9 %)	Climat d'investissement peu favorable/tracasserie administrative et corruption (24 %)	Difficulté de création des entreprises (15 %)
Labé	Faiblesse des infrastructures (eau, électricité, transport) (25,5 %)	Difficulté de création des entreprises (21,4 %)	Climat d'investissement peu favorable/tracasserie administrative et corruption (18 %)
Mamou	Faiblesse des infrastructures (eau, électricité, transport) (23,3 %)	Difficulté de création des entreprises (19,5 %)	Insécurité (14,6 %)
N'Zérékoré	Faiblesse des infrastructures (eau, électricité, transport) (27,2 %)	Faible protection de la production locale (16,8%)	Climat d'investissement peu favorable/ tracasserie administrative et corruption (9,8 %)

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

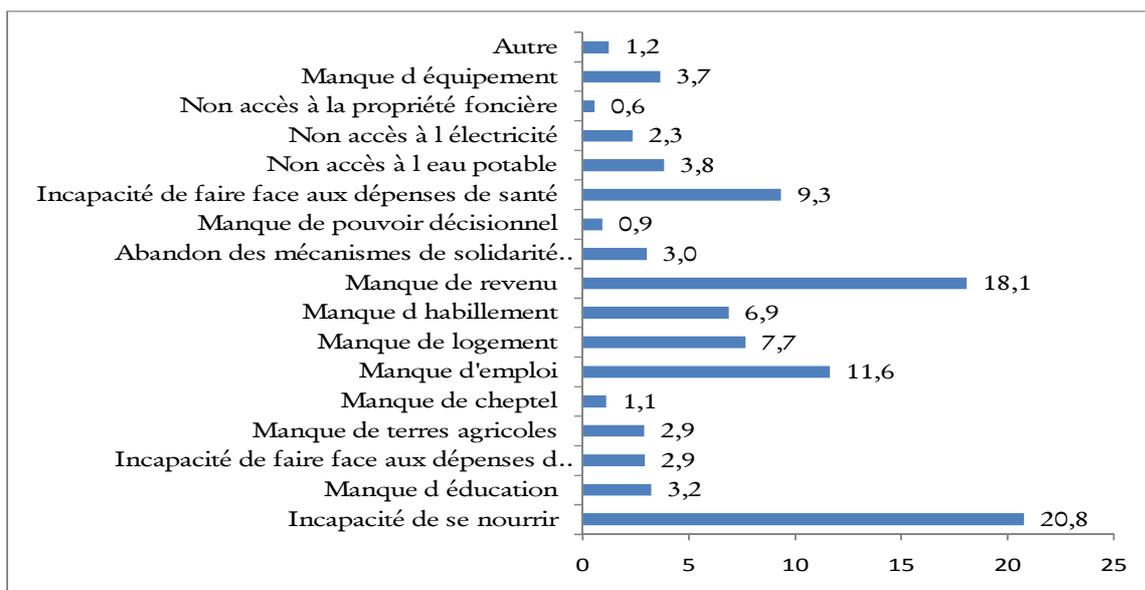
4 DOMAINE DE LA PAUVRETE

La lutte contre la pauvreté constitue un axe prioritaire du Plan quinquennal de Développement (2011-2015). Aussi, un des défis de la vision prospective est-il de réduire de façon significative la pauvreté d'ici 2035.

4.1 Perception de la pauvreté

Des questions ont été posées aux enquêtés sur leur perception de la pauvreté. Selon les personnes interviewées, le concept de pauvreté est perçu essentiellement comme une incapacité de se nourrir (20,8% des cas de réponses), un manque de revenu (18,1% des cas de réponses) et un manque d'emploi (11,6% des cas de réponses). Le fait d'être dans l'incapacité de satisfaire ses besoins élémentaires est également perçu comme un état de pauvreté : incapacité de faire face aux dépenses de santé (9,3% des cas de réponses), manque de logement (7,7% des cas de réponses).

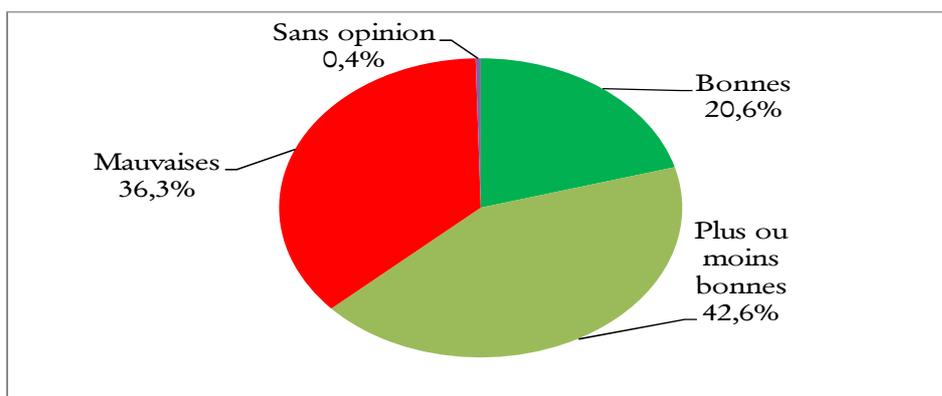
Graphique 2. 44 : Répartition (%) des cas de réponses sur la perception des enquêtés sur la pauvreté



4.2 Opinions sur les conditions de vie

L'ENAPGUI s'est intéressée aux conditions de vie actuelles des populations.

Graphique 2. 45 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées selon leurs appréciations des conditions de vie actuelles



Dans l'ensemble, 63,2% des personnes interrogées apprécient positivement leurs conditions de vie actuelles : 20,6% pensent qu'elles sont bonnes et 42,6% ont déclaré qu'elles sont plus ou moins bonnes. Plus de 36% de la population estiment que leurs conditions de vie actuelles sont mauvaises.

Du point de vue du milieu de résidence et de la région administrative, les mêmes appréciations sont déclarées à l'exception de Conakry où 61,5% des personnes interrogées ont déclaré que leurs conditions de vie actuelles sont mauvaises contre seulement 38% qui ont estimé le contraire (voir tableau 2.30).

Tableau 2. 30 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur les conditions de vie selon le milieu de résidence et la région administrative

	Bonnes	Plus ou moins bonnes	Mauvaises	Sans opinion
Milieu de résidence				

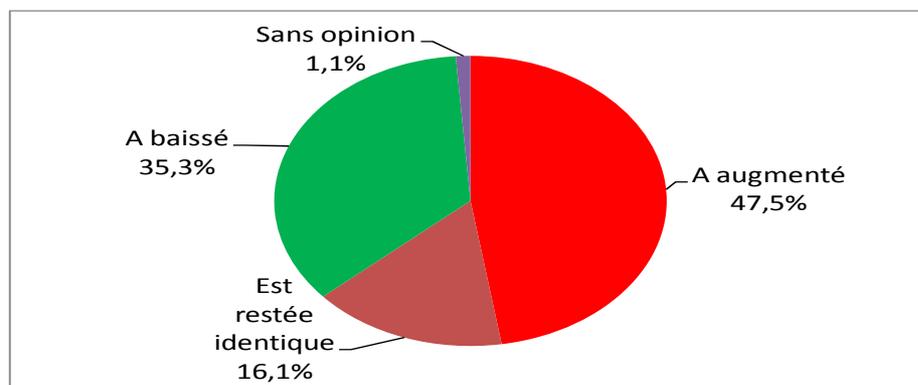
Urbain	14,4	37,4	47,9	0,3
Rural	23,6	45,0	30,9	0,5
Région Administrative				
Boké	19,9	44,0	35,8	0,3
Conakry	6,9	31,1	61,5	0,5
Faranah	27,6	46,5	25,1	0,7
Kankan	38,8	40,1	21,1	0,0
Kindia	23,4	53,0	23,3	0,3
Labé	20,5	42,7	36,7	0,0
Mamou	18,5	42,2	36,7	2,6
N'Zérékoré	11,0	43,9	44,9	0,2

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

4.3 Opinions sur l'évolution de la pauvreté

L'ENAPGUI a recueilli les opinions de la population sur l'évolution de la pauvreté. Dans l'ensemble, un peu moins d'un Guinéen sur deux (47,5%) estime que la pauvreté a augmenté. A l'opposé 35,3% des personnes interrogées ont déclaré qu'elle a baissé. Pour 16,1% des individus, la pauvreté est demeurée stable.

Graphique 2. 46 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur l'évolution de la pauvreté



Selon le milieu de résidence, la majorité des individus interrogés (66,7%) en milieu urbain estime que la pauvreté a augmenté. En milieu rural, les avis sont partagés : près de 42% ont déclaré que la pauvreté s'est aggravée contre 38,4% qui estiment le contraire.

Au niveau régional, des disparités apparaissent. Un premier lot de régions se dégage où les résidents pensent que la pauvreté s'est aggravée : Conakry (84,1%) et N'Zérékoré (64%). Un second groupe de régions où les individus interrogés ont déclaré que la pauvreté a baissé : Labé (53,6%), Kankan (50,5%), Kindia (49,2%) et Boké (47,3%). Enfin, un troisième lot de régions où les avis sont partagés : Faranah (37,6% estiment que la pauvreté a augmenté contre 36% de baisse) et Mamou (45% pensent que la pauvreté a augmenté contre 41% de baisse).

Tableau 2. 31 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur l'évolution de la pauvreté selon le milieu de résidence et la région administrative

	A augmenté	Est restée identique	A baissé	Sans opinion
Milieu				
Urbain	66,7	11,5	21,2	0,6
Rural	38,4	18,3	41,9	1,4
Région				
Boké	33,9	18,0	47,3	0,9
Conakry	84,1	6,5	8,5	0,9
Faranah	37,6	24,9	35,8	1,7
Kankan	35,5	13,6	50,5	0,4
Kindia	32,9	17,6	49,2	0,3
Labé	32,1	12,0	53,6	2,3
Mamou	44,9	9,9	40,8	4,4
N'Zérékoré	63,9	25,5	10,1	0,5

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

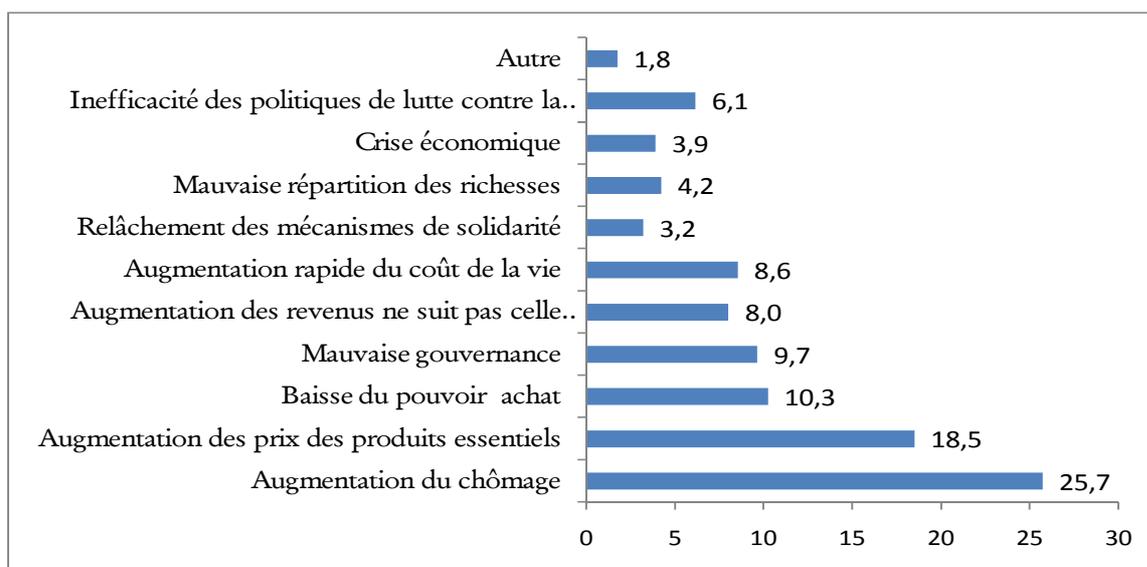
4.4 Principales causes de l'augmentation de la pauvreté

Aux individus qui ont déclaré que la pauvreté a augmenté, l'ENAPGUI s'est intéressée aux principales causes de l'aggravation de la pauvreté.

Les principales raisons évoquées par les populations sont : l'augmentation du chômage (25,7% des cas de réponses) et l'augmentation des prix des produits essentiels (18,5% des cas de réponses).

Les autres raisons citées concernent la mauvaise gouvernance (9,7%), l'augmentation rapide du coût de la vie (8,6%), l'augmentation des revenus inférieure à celle du coût de la vie (8%) et l'inefficacité des politiques de lutte contre la pauvreté (6,1%).

Graphique 2. 47 : Répartition (%) des cas de réponses des personnes enquêtées ayant déclaré que la pauvreté a augmenté selon les raisons évoquées



Le tableau 2.36 en annexe, fournit la ventilation des raisons évoquées selon le milieu de résidence et la région administrative.

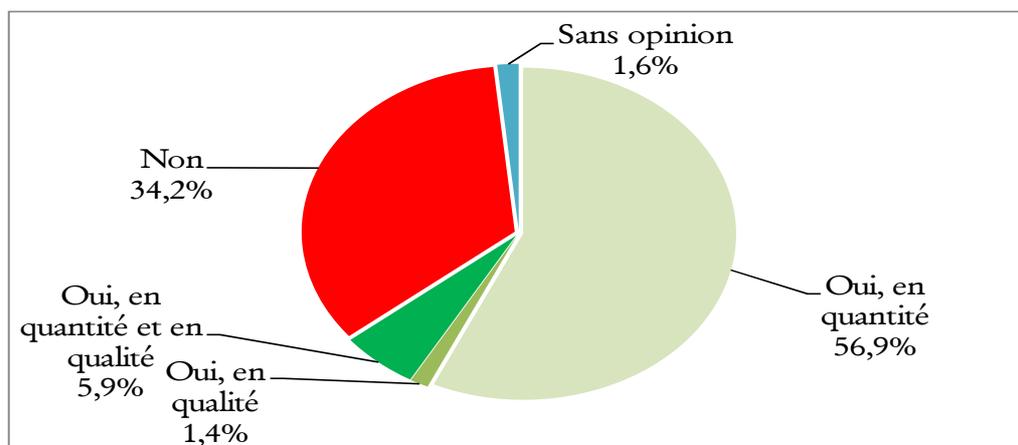
5 DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

5.1. Opinions des populations sur la capacité de se nourrir

L'ENAPGUI s'est intéressée à savoir si les Guinéens mangent en quantité et en qualité.

Dans l'ensemble, plus d'un Guinéen sur deux (56,9%) a déclaré manger en quantité, c'est-à-dire manger à sa faim (voir graphique 2.48). Ceux qui prennent habituellement des repas de qualité ne représentent que 1,4%. Près de 6% des Guinéens mangent en quantité et en qualité. Plus de 34% des Guinéens ne mangent ni en quantité ni en qualité.

Graphique 2. 48 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur leur capacité de se nourrir



Par rapport au milieu de résidence, les ruraux ont déclaré majoritairement manger en quantité (60%). En milieu urbain, les avis sont partagés : 40% estiment manger en quantité et 40,3% affirment ne manger ni en quantité ni en qualité.

Examinés sous l'angle régional, les avis déclarés sont confirmés au niveau de l'ensemble des régions à l'exception de Conakry où 48,7% des enquêtés ont déclaré ne manger ni en quantité ni en qualité. Seulement 42% des individus de la capitale ont déclaré manger en quantité.

Tableau 2. 32 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur leur capacité de se nourrir selon le milieu de résidence et la région administrative

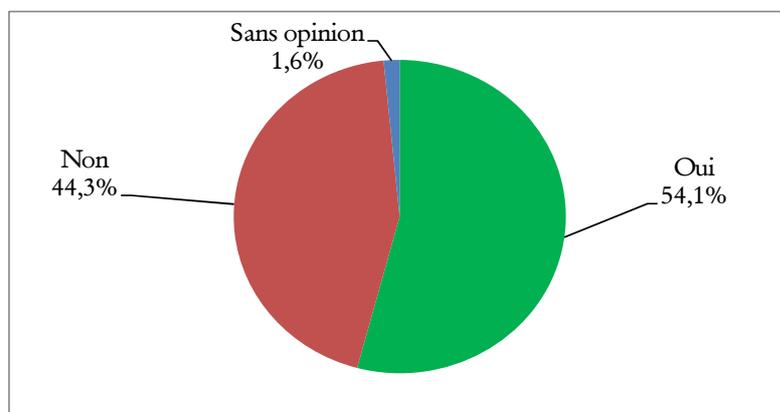
	Oui, en quantité	Oui, en qualité	Oui, en quantité et en qualité	Non	Sans opinion
Milieu de résidence					
Urbain	49,5	1	6,2	40,3	3
Rural	60,4	1,5	5,8	31,3	1
Région administrative					
Boké	53,2	0,3	5	39	2,5
Conakry	42	1,5	3,4	48,7	4,4
Faranah	58,3	1,5	10,8	28,8	0,6
Kankan	58,1	3,7	9	28,6	0,6
Kindia	59,2	0,4	7,1	31,4	2
Labé	64,5	1	2,8	31,5	0,1
Mamou	60,7	1,3	5,9	29,5	2,6
N'Zérékoré	63,9	0,8	4	31,2	0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

5.2 Opinions sur l'amélioration de la sécurité alimentaire

Dans l'ensemble, plus d'un Guinéen sur deux (54,1%) a estimé que la sécurité alimentaire s'est améliorée et plus de 44% ont déclaré le contraire.

Graphique 2. 49 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur l'amélioration de la sécurité alimentaire



Examinées sous l'angle régional, les opinions exprimées au niveau national sont confirmées à l'exception de Conakry où l'évolution de la situation alimentaire est préoccupante : 73% des individus interrogés ont déclaré que la situation alimentaire s'est dégradée. A Mamou, les avis sont partagés : près de 50% ont déclaré que la situation s'est améliorée et 46% ont exprimé l'avis contraire.

Tableau 2. 33 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur l'évolution de la situation alimentaire selon région administrative et le milieu de résidence

	Oui	Non	Sans opinion
Région administrative			
Boké	57,2	41,3	1,5
Conakry	23,6	72,8	3,6
Faranah	61,6	37,2	1,2
Kankan	65,7	33,9	0,3
Kindia	64,4	34,3	1,3
Labé	51,1	47,9	1,0
Mamou	49,9	45,7	4,3
N'Zérékoré	61,5	38,3	0,2
Milieu de résidence			
Urbain	40,5	56,9	2,6
Rural	60,6	38,3	1,1

Source : MP/INS/ENPGUI-2012

6 DOMAINE DE LA GOUVERNANCE

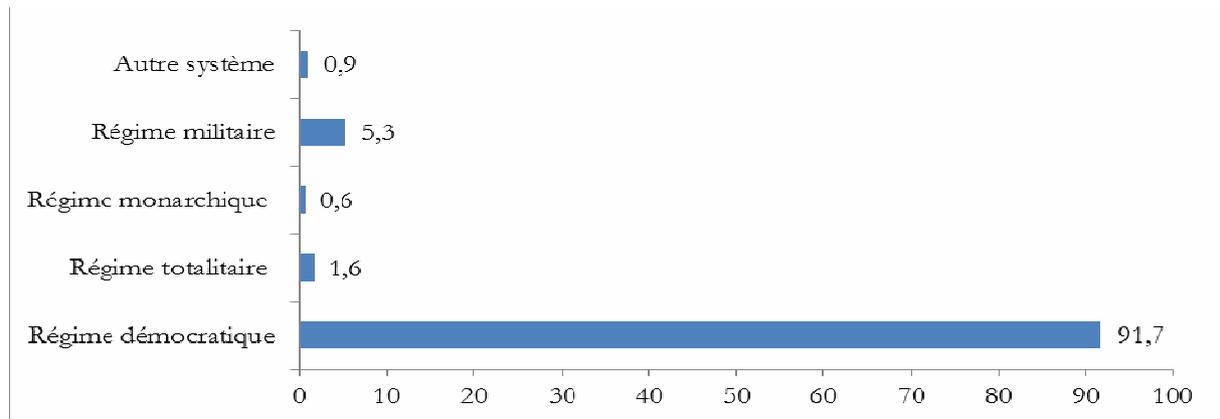
Lors de l'ENAPGUI, les citoyens ont été interrogés sur les perceptions qu'ils ont sur des aspects liés à la gouvernance. Les questions abordées concernent la gouvernance politique, la corruption, la décentralisation et la justice.

6.1 Gouvernance politique

6.1.1 Régime politique préféré

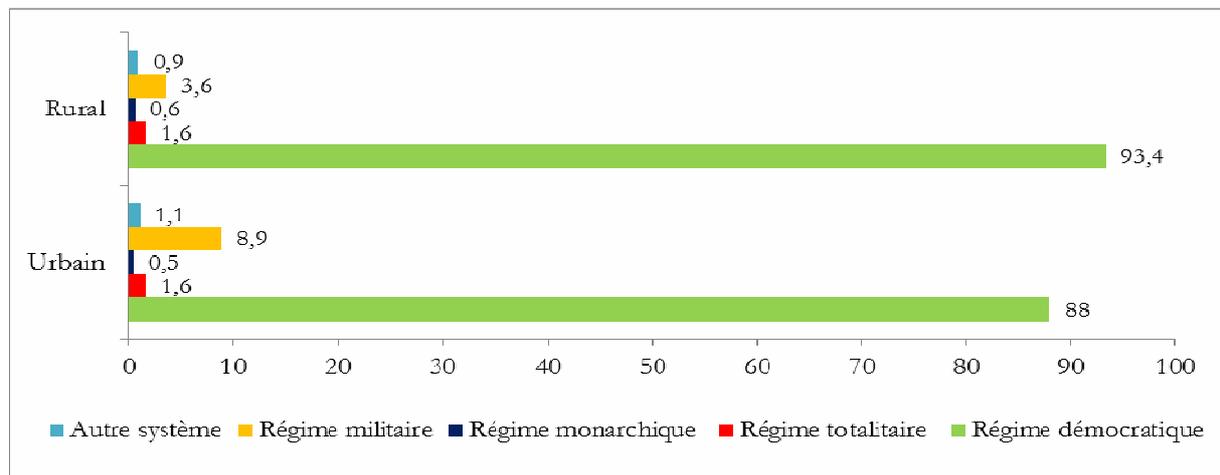
Dans l'ensemble, la quasi-totalité des citoyens, dans toutes les régions et dans tous les milieux, préfèrent le régime démocratique pour la Guinée. Après le régime démocratique, les citoyens (5,3 %) ont une nette préférence pour le régime militaire.

Graphique 2. 50 : Répartition (%) des citoyens selon leur régime politique préféré



Ce constat est le même en milieu urbain et en milieu rural.

Graphique 2. 51 : Répartition (%) des citoyens selon leur régime politique préféré, par milieu de résidence



Au niveau des régions administratives, la même tendance est observée avec une préférence pour le régime militaire particulièrement marquée à Conakry (14,6 %) et à N'Zérékoré (11,6 %).

Tableau 2. 34 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur le régime politique préféré selon la région administrative

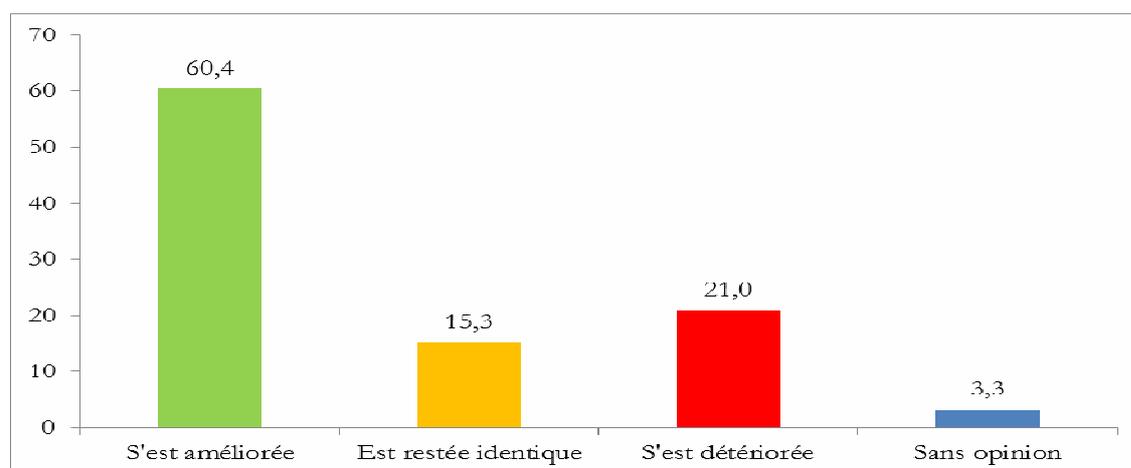
Region administrative	Régime démocratique	Régime totalitaire	Régime monarchique	Régime militaire	Autre système
Boké	93,9	2,7	0,6	2,0	0,8
Conakry	83,1	1,2	0,1	14,6	0,9
Faranah	92,5	3,3	0,5	2,8	0,8
Kankan	98,0	1,2	0,0	0,8	0,0
Kindia	93,8	3,0	0,2	1,3	1,7
Labé	95,3	0,6	1,0	1,5	1,5
Mamou	94,6	0,0	0,6	3,0	1,8
N'Zérékoré	85,9	0,5	1,5	11,6	0,5

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.1.2 Appréciation de l'évolution du processus électoral

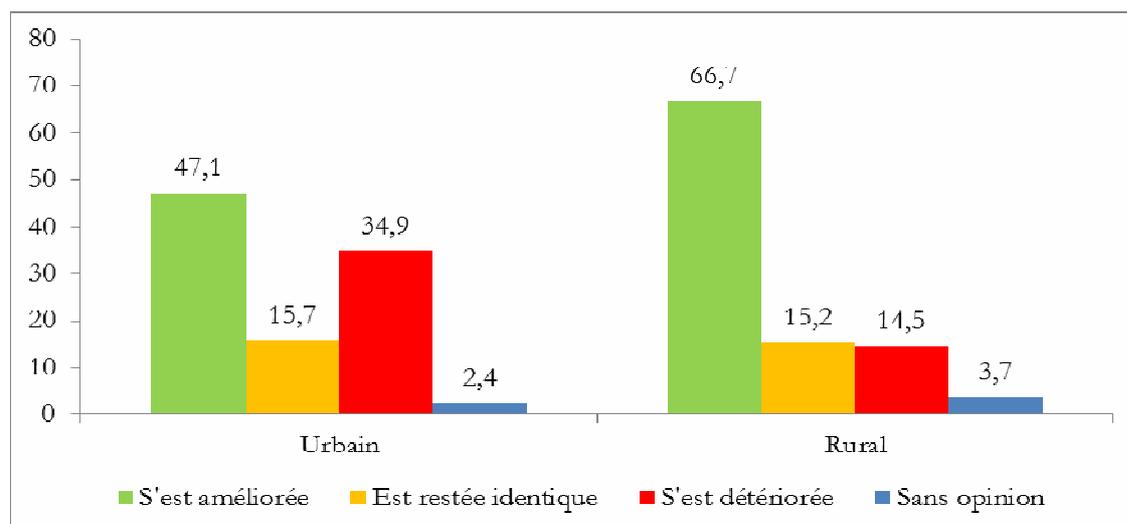
Dans l'ensemble du pays, plus de trois citoyens sur cinq (60,4%) estiment que de l'accès de la Guinée à l'indépendance à nos jours, le processus électoral s'est amélioré et 21% des citoyens pensent qu'il s'est plutôt détérioré.

Graphique 2. 52 : Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation de l'évolution du processus électoral



Selon le milieu de résidence, les résultats montrent les mêmes tendances aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Toutefois, en milieu urbain, les opinions des citoyens sont beaucoup plus partagées. En effet, moins de la moitié des personnes vivant en milieu urbain (47%) estiment que le processus électoral s'est amélioré et 35 % soutiennent le contraire.

Graphique 2. 53 : Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation de l'évolution du processus électoral, par milieu de résidence



L'analyse des résultats par région administrative conduit à peu près à la même conclusion. En effet, ceux qui estiment que le processus électoral s'est amélioré sont majoritaires dans toutes les régions avec des écarts d'une région à une autre sauf à Conakry où plus d'un individu sur deux (56,3%) pense le contraire.

Selon le niveau d'instruction, les résultats montrent que les personnes de niveau universitaire ou plus sont relativement plus nombreuses (44,8%) à penser que le processus électoral s'est détérioré.

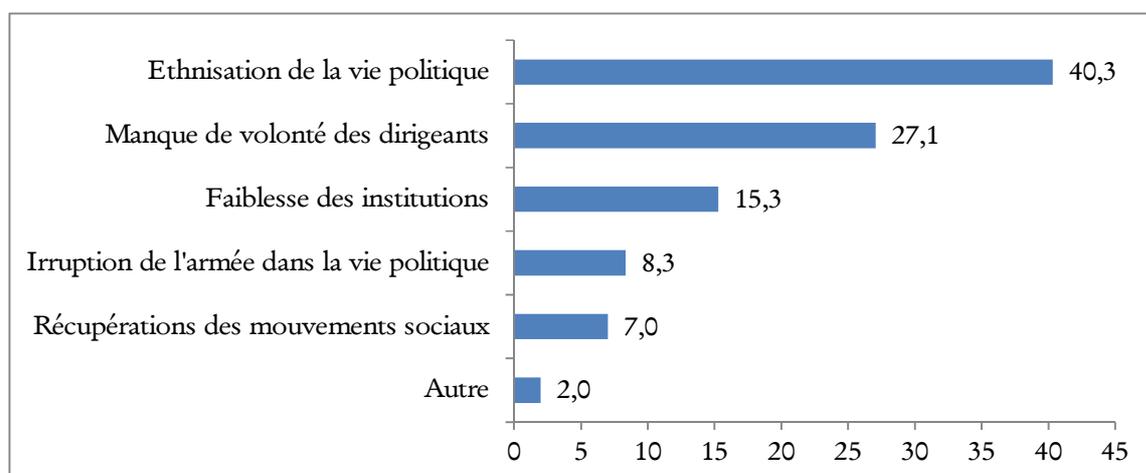
Tableau 2. 35 : Répartition(%) des opinions des citoyens sur leur appréciation de l'évolution du processus électoral selon la région administrative et le niveau d'instruction

	Amélioration	Constant	Deterioration	Sans opinion
Région administrative				
Boké	60,9	22,7	11,0	5,3
Conakry	28,1	14,5	56,3	1,1
Faranah	80,0	6,8	12,1	1,2
Kankan	74,1	11,1	14,3	0,5
Kindia	63,4	23,8	11,7	1,1
Labé	46,1	25,1	18,4	10,4
Mamou	51,9	11,0	26,7	10,4
N'Zérékoré	76,9	8,4	13,1	1,6
Niveau d'instruction				
Aucun	63,0	15,8	16,9	4,2
Primaire	61,3	14,3	22,7	1,8
Secondaire	54,8	13,9	30,1	1,2
Technique/professionnel	57,3	15,9	26,2	0,6
Universitaire/Postuniversitaire	39,3	15,5	44,8	0,4

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

D'après les citoyens qui estiment que le processus électoral s'est détérioré, les trois principales raisons qui expliquent cette détérioration sont : l'ethnisation de la vie politique (40,3%), le manque de volonté des dirigeants (27,1%) et la faiblesse des institutions (15,3%).

Graphique 2. 54 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons de la détérioration du processus électoral



Ce constat est valable tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Au niveau des régions, à part Faranah, l'ethnisation de la vie politique et le manque de volonté des dirigeants sont, d'après les citoyens, les deux principales raisons de la détérioration du processus électoral. La troisième raison évoquée est, quelle que soit la région, soit la faiblesse des institutions, soit l'irruption de l'armée dans la vie politique.

Tableau 2. 36 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons de la détérioration du processus électoral selon la région administrative et le milieu de résidence

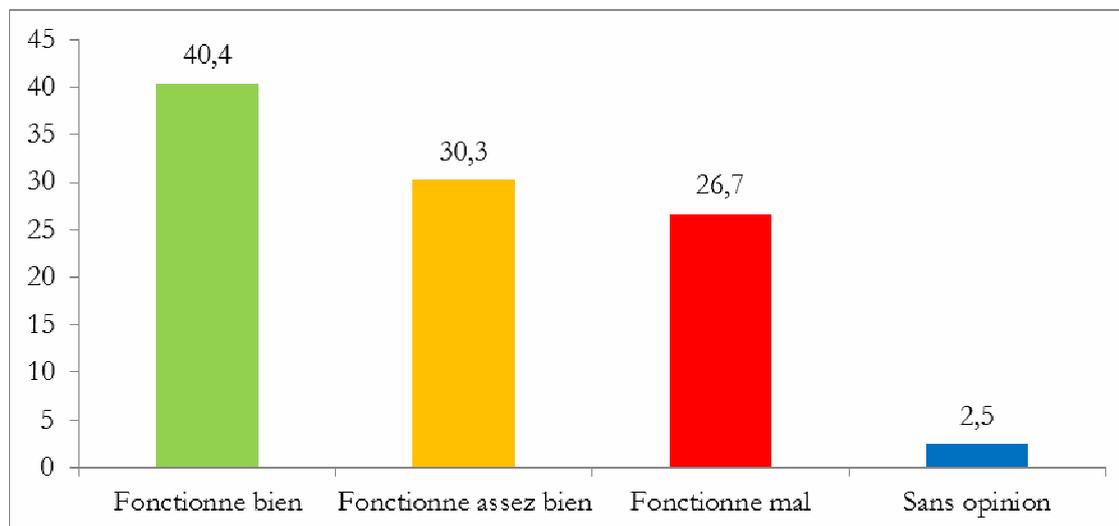
	Ethnisation de la vie politique	Irruption de l'armée dans la vie politique	Faiblesse des institutions	Manque de volonté des dirigeants	Récupérations des mouvements sociaux	Autre
Région administrative						
Boké	48,6	14,4	8,6	14,8	5,1	8,6
Conakry	38,5	4,2	17,7	29,0	9,6	1,0
Faranah	41,3	19,9	14,0	16,5	6,0	2,2
Kankan	32,4	19,1	14,9	27,0	6,6	0,0
Kindia	44,6	2,2	16,5	24,2	6,0	6,5
Labé	48,1	6,4	8,6	32,5	2,9	1,4
Mamou	45,3	12,2	3,2	35,0	3,9	0,3
N'Zérékoré	37,4	3,8	24,6	25,2	6,5	2,5
Milieu de résidence						
Urbain	38,7	5,0	16,8	29,3	8,9	1,3
Rural	42,0	11,7	13,7	24,8	5,1	2,7

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.1.3 Appréciation du fonctionnement actuel de la démocratie

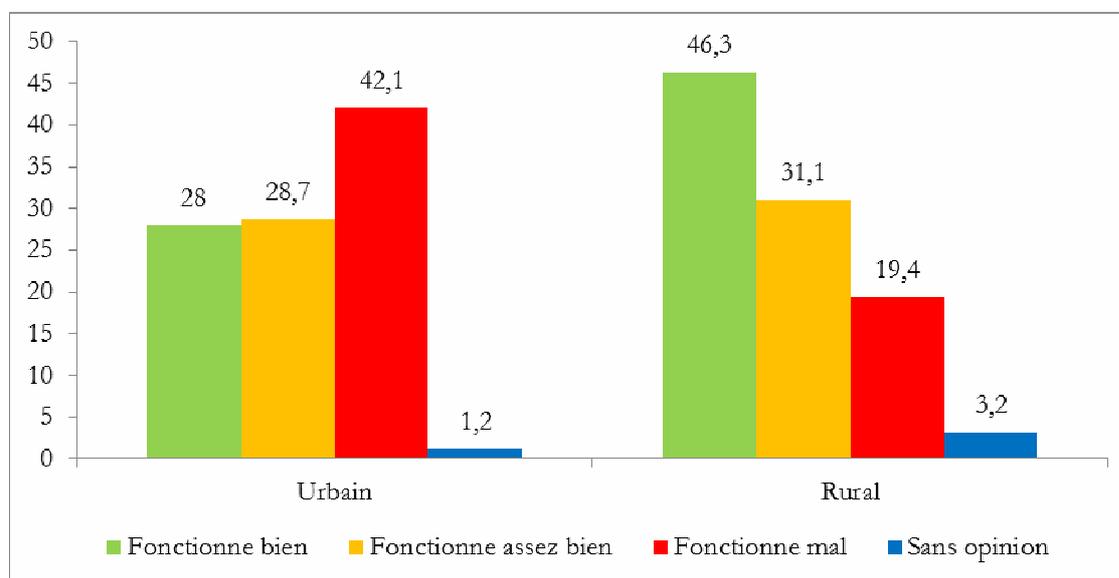
Dans l'ensemble, une grande majorité (70%) des Guinéens pense que, actuellement, la démocratie fonctionne bien ou assez bien contre 27% qui estiment qu'elle fonctionne mal.

Graphique 2. 55 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur le fonctionnement actuel de la démocratie



Par rapport au milieu de résidence, les résultats montrent les mêmes tendances mais dans des proportions très variables. En effet, les citoyens vivant en milieu urbain (56,7%) sont relativement beaucoup moins nombreux à penser que la démocratie fonctionne bien ou assez bien, que leurs homologues du milieu rural (77,4%).

Graphique 2. 56 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur le fonctionnement actuel de la démocratie selon le milieu de résidence



L'analyse par région administrative de l'appréciation du fonctionnement actuel de la démocratie en Guinée fait apparaître la même tendance que celle observée au niveau national. Conakry est la seule région qui fait exception avec 62,3% de citoyens qui estiment que la démocratie fonctionne mal dans le pays.

L'examen des résultats sous l'angle du niveau d'instruction, montre la même que celle observée au niveau national, même si les personnes du niveau universitaire ou plus sont

beaucoup plus critiques sur le fonctionnement actuel de la démocratie. En effet, la moitié d'entre elles estiment, que la démocratie fonctionne mal actuellement.

Tableau 2. 37 : Répartition(%) des opinions sur l'appréciation du fonctionnement actuel de la démocratie selon la région administrative et le niveau d'instruction

	Fonctionne bien	Fonctionne assez bien	Fonctionne mal	Sans opinion
Région administrative				
Boké	37,2	37,3	19,7	5,8
Conakry	12,7	24,1	62,3	0,9
Faranah	60,9	21,0	16,3	1,9
Kankan	51,9	34,2	13,9	0,0
Kindia	36,4	39,8	22,1	1,7
Labé	33,3	29,2	31,5	6,0
Mamou	31,2	30,8	30,1	7,9
N'Zérékoré	58,7	25,7	15,2	0,4
Niveau d'instruction				
Aucun	42,2	31,5	22,8	3,5
Primaire	43,7	26,8	27,9	1,6
Secondaire	36,2	28,3	35,1	0,4
Technique/professionnel	33,1	33,3	33,6	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	23,4	26,3	50,3	0,0

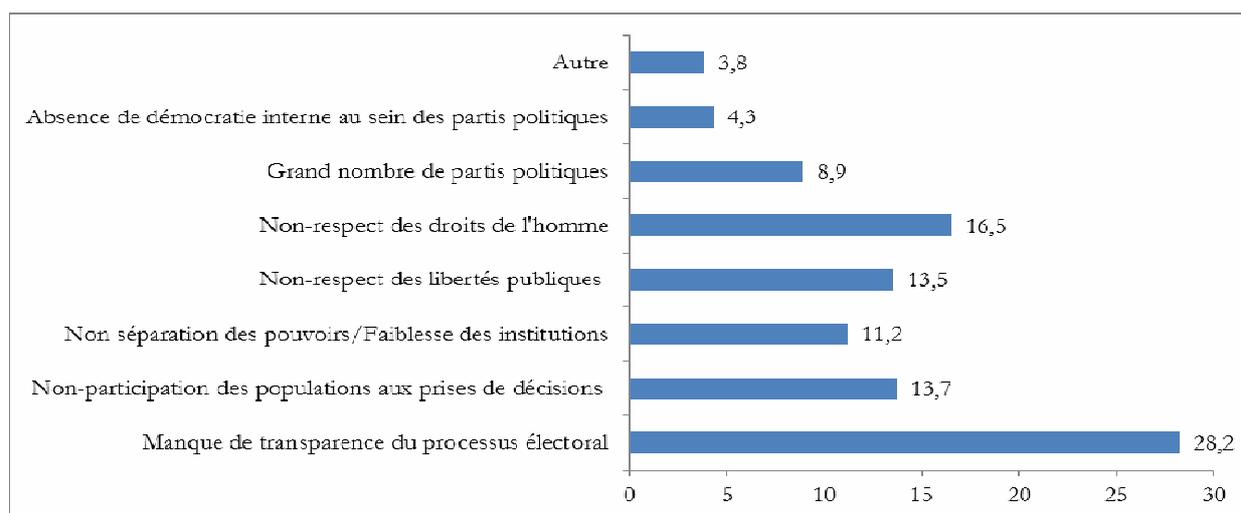
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.1.4 Raisons du mauvais fonctionnement actuel de la démocratie

Pour ceux qui soutiennent que la démocratie fonctionne mal, les principales raisons qui justifient le mauvais fonctionnement actuel de la démocratie sont:

- Le manque de transparence du processus électoral (28,2% des cas de réponses) ;
- Le non-respect des droits de l'homme (16,5% des cas de réponses) ;
- La non-participation des populations aux prises de décisions (13,7% des cas de réponses) ;
- Le non-respect des libertés publiques (13,5% des cas de réponses).

Graphique 2. 57 : Répartition (%) des cas de réponses sur les raisons du mauvais fonctionnement actuel de la démocratie



En milieu rural comme en milieu urbain, les citoyens sont unanimes que les deux principales raisons pour lesquelles la démocratie fonctionne mal actuellement sont le manque de transparence du processus électoral et le non-respect des droits de l'homme.

Le tableau 2.43, ci-dessous présente, pour chaque région, les trois principales raisons justifiant le mauvais fonctionnement actuel de la démocratie.

Tableau 2. 38 : Répartition des cas de réponses sur les trois principales raisons du mauvais fonctionnement actuel de la démocratie selon la région administrative

Région	1 ^{ère} raison	2 ^{ème} raison	3 ^{ème} raison
Boké	Manque de transparence du processus électoral	Non-respect des droits de l'homme	Non-respect des libertés publiques
Conakry	Manque de transparence du processus	Non-respect des droits de l'homme	Non-participation des populations aux prises de décisions
Faranah	Manque de transparence du processus électoral	Non-participation des populations aux prises de décisions	Grand nombre de partis politiques
Kankan	Manque de transparence du processus électoral	Non-participation des populations aux prises de décisions	Grand nombre de partis politiques
Kindia	Manque de transparence du processus électoral	Non-respect des droits de l'homme	Non-respect des libertés publiques
Labé	Manque de transparence du processus électoral	Non-participation des populations aux prises de décisions	Non-respect des libertés publiques et Non-respect des droits de l'homme
Mamou	Manque de transparence du processus électoral	Non-respect des libertés publiques	Non-participation des populations aux prises de décisions
N'Zérékoré	Non-respect des droits de l'homme	Manque de transparence du	Grand nombre de partis politiques

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.2 Indice de confiance des institutions, organisations et services publics

L'ENAPGUI s'est aussi intéressée à la confiance que les citoyens guinéens accordent à l'administration générale et à certains services publics et institutions de la République : Impôts, Justice, Douane, Presse publique et privée, Conseil National de la Transition (CNT), partis politiques et syndicats.

L'analyse est faite sur la base de l'indice de confiance de chacune de ces entités. L'indice de confiance est défini ici comme le capital de confiance que les populations ont pour une structure donnée, et est mesuré par la proportion de la population ayant déclaré avoir entièrement confiance à cette structure.

Dans l'ensemble du pays, la presse (publique et privée) demeure l'institution la plus crédible aux yeux des citoyens guinéens. Cette presse est, en plus, la seule à faire l'unanimité chez presque toutes les sous-populations. Le deuxième groupe d'institutions, du point de vue indice de confiance, est constitué de l'Administration générale (57,1%) et des Syndicats (61,6%). Les autres institutions viennent en dernière position.

Tableau 2. 39 : Indice de confiance (%) par institution selon le milieu de résidence, la région administrative et le niveau d'instruction

	Administration générale	Impôts	Douane	CNT	Justice	Presse Publique	Presse Privée	Syndicats	Partis Politiques
Ensemble	! 57,1	✗ 44,1	✗ 44,8	✗ 49,0	✗ 38,9	✓ 69,6	✓ 73,9	! 61,6	✗ 49,2
Milieu de résidence									
Urbain	✗ 41,1	✗ 34,4	✗ 34,3	✗ 37,1	✗ 26,9	! 58,4	✓ 74,9	! 51,6	✗ 37,4
Rural	! 64,7	✗ 48,7	✗ 49,8	! 54,7	✗ 44,6	✓ 75,0	✓ 73,4	✓ 66,4	! 54,8
Région administrative									
Boké	! 53,6	✗ 38,6	✗ 36,7	! 51,2	✗ 30,8	✓ 65,8	✓ 80,8	! 57,3	✗ 43,4
Conakry	✗ 23,7	✗ 22,4	✗ 23,8	✗ 24,2	✗ 16,9	! 47,8	✓ 73,1	! 38,1	✗ 22,1
Faranah	✓ 79,9	✗ 57,8	✗ 59,3	✗ 50,9	✗ 57,2	✓ 84,5	! 62,9	! 71,2	✗ 61,4
Kankan	✓ 76,8	✗ 57,2	✗ 57,9	! 70,6	✗ 48,0	✓ 86,0	✓ 90,4	✓ 80,7	✗ 60,0
Kindia	! 49,9	✗ 29,9	✗ 33,7	! 54,7	✗ 17,4	! 63,3	✓ 86,8	! 54,2	✗ 40,3
Labé	✗ 47,9	✗ 43,0	✗ 39,6	✗ 48,6	✗ 40,7	! 50,5	✓ 71,4	✓ 65,0	✓ 61,0
Mamou	! 51,0	✗ 44,9	✗ 40,4	! 53,4	✗ 39,6	! 58,3	✓ 73,0	! 61,0	! 51,1
N'Zérékoré	! 74,2	! 60,9	! 64,8	✗ 43,0	! 63,4	✓ 92,5	✗ 50,7	! 68,0	! 61,3
Niveau d'instruction									
Aucun	! 59,7	✗ 44,7	✗ 45,9	! 52,6	✗ 40,3	✓ 71,4	✓ 73,8	! 62,5	! 52,2
Primaire	! 57,3	✗ 44,3	✗ 44,0	✗ 41,8	✗ 44,3	✓ 72,2	✓ 74,1	✓ 64,7	! 54,4
Secondaire	! 53,3	✗ 45,4	✗ 44,8	✗ 42,0	✗ 35,6	✓ 68,3	✓ 72,1	✓ 60,1	✗ 42,4
Technique/professionnel	! 53,1	✗ 39,5	✗ 39,9	! 44,9	✗ 27,9	! 57,6	✓ 76,0	! 51,7	✗ 36,1
Universitaire/Postuniversitaire	✗ 35,0	✗ 31,7	✗ 30,8	✗ 35,1	✗ 24,6	! 49,6	✓ 77,0	! 51,7	✗ 26,1

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

L'analyse des résultats par milieu de résidence et par région administrative montre que:

- les Impôts, la Douane, le CNT, la Justice et les Partis Politiques sont partout très décriés ;

- la Presse (notamment celle privée) est l'institution la plus crédible dans tous les milieux et dans toutes les régions ;
- Pour toutes les institutions, l'indice de confiance est nettement plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural.
- L'Administration générale fait mauvaise presse dans la région administrative de Labé (47,9%), en milieu urbain (41,1%) en général et à Conakry (23,7%) en particulier ainsi qu'auprès des personnes de niveau d'instruction universitaire ou plus (35%). Cette institution bénéficie néanmoins d'un indice de confiance très élevé dans les régions de Faranah 79,9% et Kankan (76,8%).
- Labé (61%) est la seule région où les Partis politiques apparaissent crédibles aux yeux des citoyens.

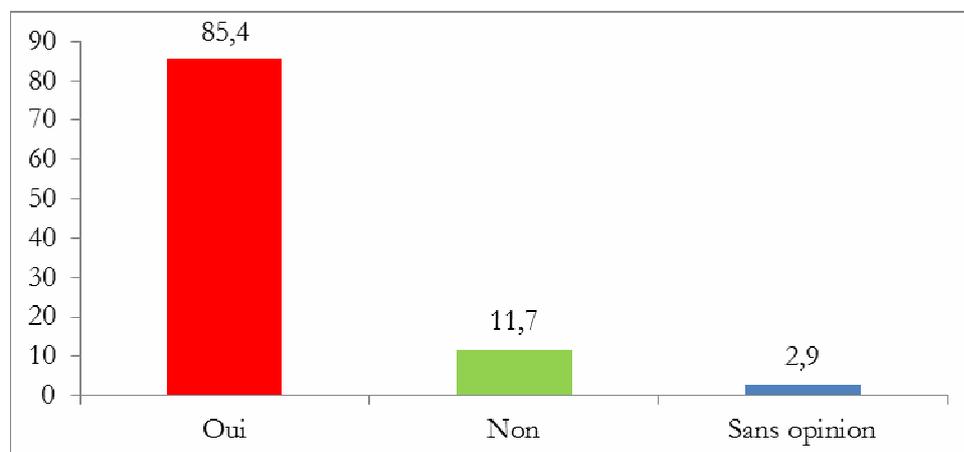
6.3 Corruption

Au cours de l'ENAPGUI, des questions ont été posées aux citoyens sur la corruption. Ces questions ont porté sur les opinions et les perceptions des citoyens sur la corruption (perception sur le phénomène, paiements indus faits à des fonctionnaires et principaux services incriminés).

6.3.1 Opinions sur la corruption

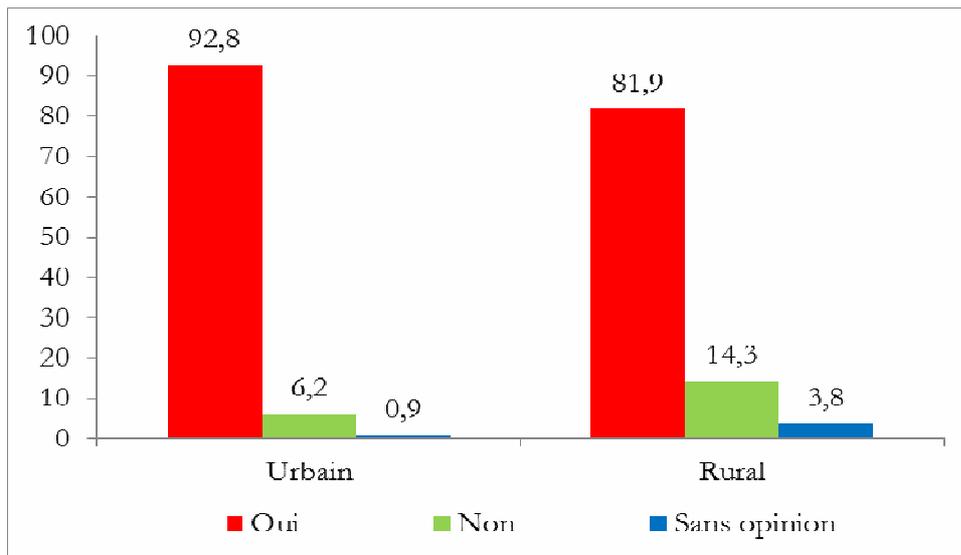
À la question de savoir si la corruption constitue un problème majeur pour la Guinée, l'écrasante majorité (85,4%) des citoyens répond positivement. Ce résultat est très proche de celui fourni par l'ELEP-2012 (82%).

Graphique 2. 58 : Répartition (%) des citoyens selon les opinions exprimées sur le fait que la corruption constitue ou pas un problème majeur en Guinée



Quel que soit le milieu de résidence, les résultats sont les mêmes que ceux obtenus au niveau national. Par contre, en milieu urbain, la corruption est davantage perçue comme un problème majeur (93%) qu'en milieu rural (79%).

Graphique 2. 59 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur le fait que la corruption constitue ou pas un problème majeur, selon le milieu de résidence



L'analyse par région administrative aboutit au même constat : la corruption est perçue par la majorité des citoyens comme un problème majeur.

Quel que soit leur niveau d'instruction, la quasi-totalité des citoyens ont indiqué que la corruption constitue un problème majeur pour le pays.

Tableau 2. 40 : Répartition (%) des citoyens selon les opinions exprimées sur le fait que la corruption constitue ou pas un problème majeur en Guinée, selon la région administrative et le niveau d'instruction

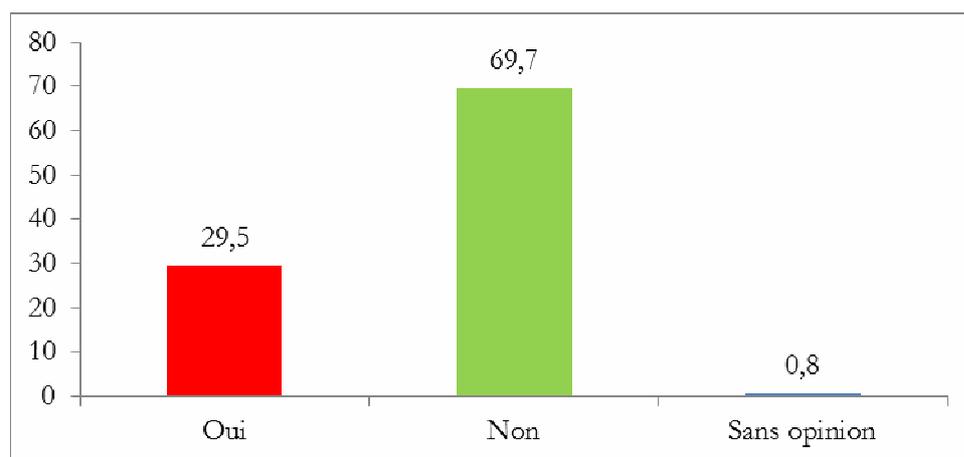
La corruption constitue-t-elle un problème majeur en Guinée ?			
	Oui	Non	Sans opinion
Région administrative			
Boké	95,1	0,5	4,4
Conakry	97,4	2,2	0,4
Faranah	68,4	27,4	4,2
Kankan	82,6	15,4	2,0
Kindia	95,6	1,5	2,9
Labé	90,4	5,2	4,4
Mamou	77,3	15,1	7,5
N'Zérékoré	71,4	27,8	0,8
Niveau d'instruction			
Aucun	83,8	12,3	3,9
Primaire	83,7	14,1	2,2
Secondaire	90,6	9,4	0,0
Technique/professionnel	95,8	4,2	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	95,0	4,6	0,4

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.3.2 Paiement de montants indus à un fonctionnaire pour un service

Dans l'ensemble du pays, la majorité des citoyens (69,7%) ont déclaré n'avoir pas payé un montant indu à un fonctionnaire pour un service. A l'opposé, 29,5% des citoyens ont déclaré le contraire.

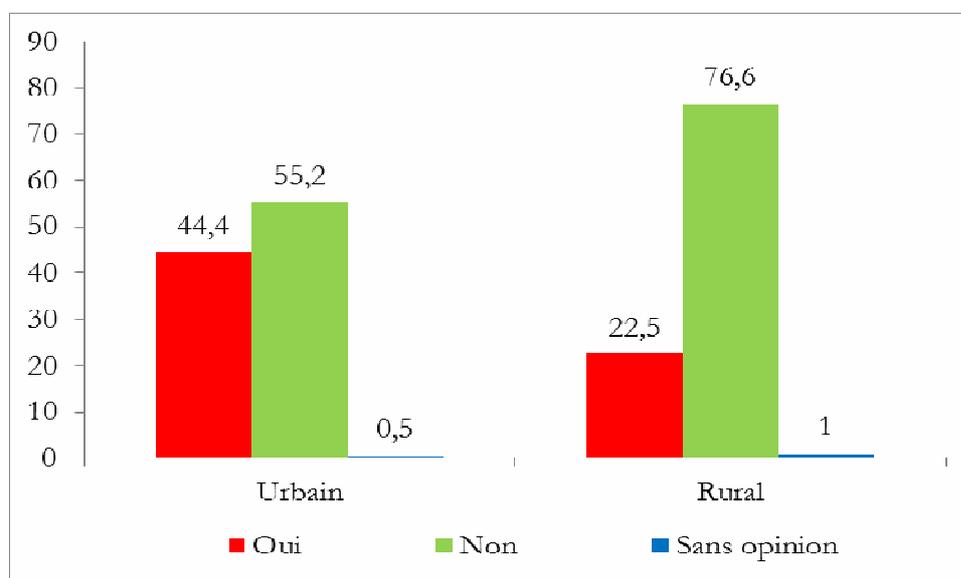
Graphique 2. 60 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur l'éventualité de paiement un montant indu à un fonctionnaire pour un service



Ce constat est valable quel que soit le milieu de résidence. Cependant, le paiement de montant indu à un fonctionnaire pour un service est beaucoup plus répandu en milieu urbain (44,4%) qu'en milieu rural (22,5%).

L'analyse par région administrative montre la même tendance sauf que le phénomène touche nettement plus Conakry et Kindia, où respectivement 60,7% et 44% des citoyens affirment avoir eu à payer un montant indu à un fonctionnaire pour un service.

Graphique 2. 61: Répartition (%) des opinions des citoyens sur l'éventualité de paiement d'un montant indu à un fonctionnaire pour un service, par milieu de résidence



Les résultats montrent également que le niveau d'instruction influence le phénomène de paiement de montants indus à des fonctionnaires pour un service. En effet, les personnes de niveau technique/professionnel (57,5%) et celles de niveau universitaire ou plus (58,5%) sont relativement plus nombreuses à avoir été victimes du phénomène.

Tableau 2. 41 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur l'éventualité de paiement d'un montant indu à un fonctionnaire pour un service, selon la région administrative et le niveau d'instruction

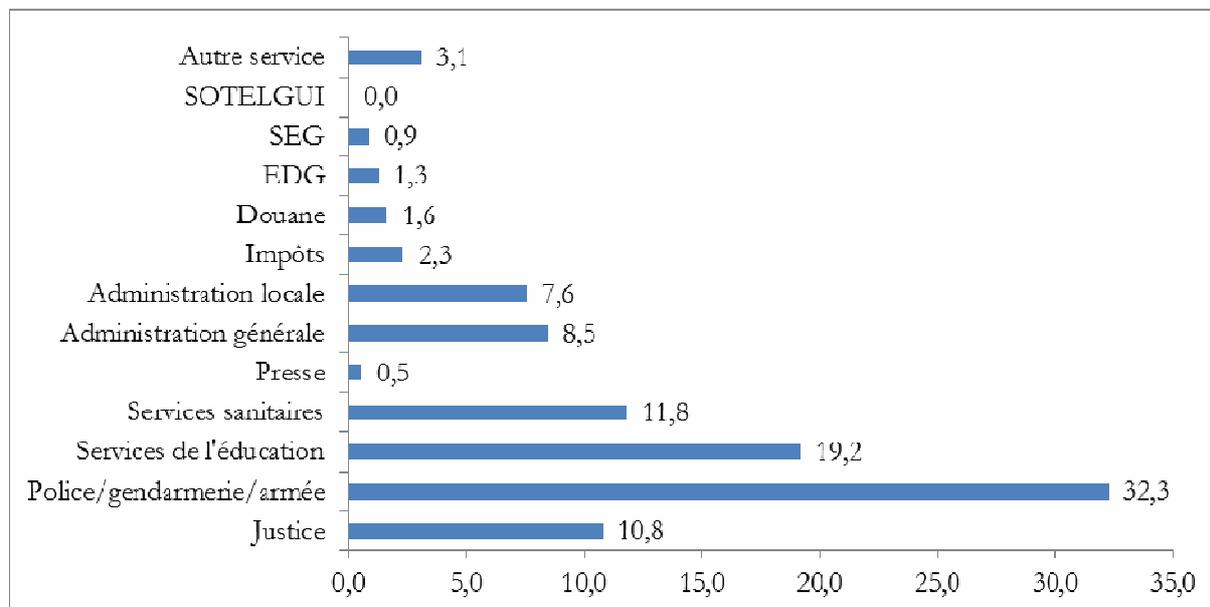
	Oui	Non	Sans opinion
Région Administrative			
Boké	30,7	68,1	1,2
Conakry	60,7	39,1	0,3
Faranah	16,7	83,1	0,2
Kankan	26,8	72,6	0,6
Kindia	44,0	54,8	1,2
Labé	14,8	84,3	0,9
Mamou	13,8	82,7	3,4
N'Zérékoré	12,9	87,1	0,0
Niveau d'instruction			
Aucun	23,1	75,9	1,0
Primaire	31,4	68,0	0,7
Secondaire	43,3	56,0	0,7
Technique/professionnel	57,5	42,5	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	58,5	41,5	0,0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.3.4 Services dans lesquels les montants indus ont été payés

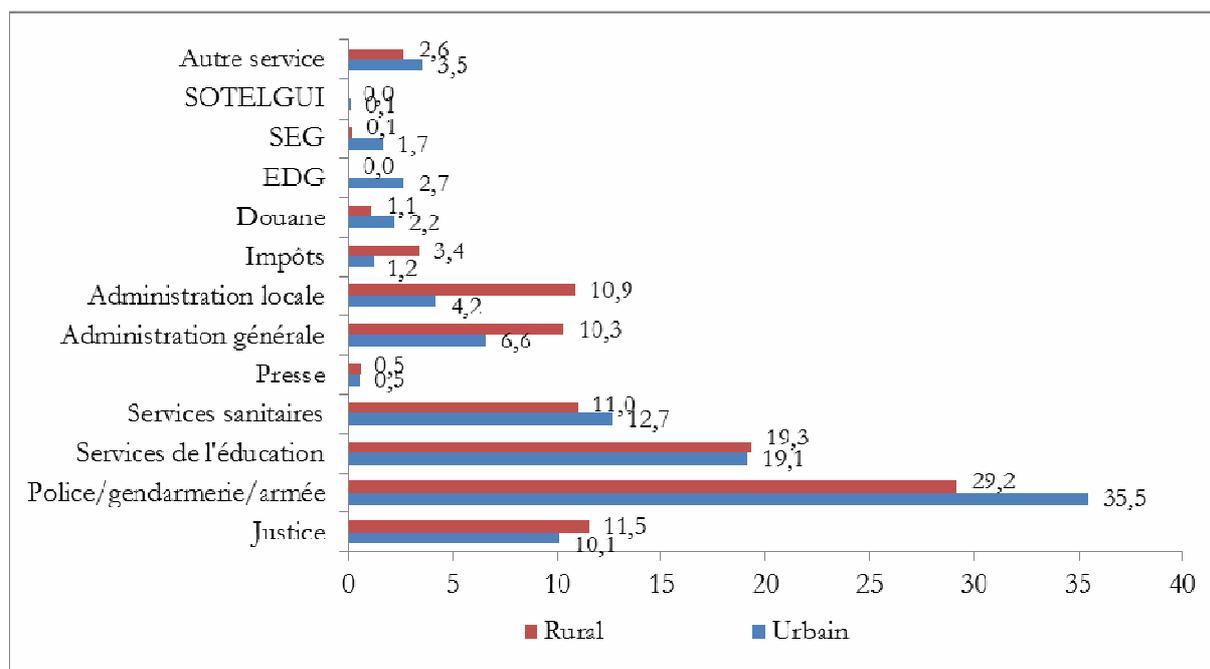
Les principaux services au niveau desquels des montants indus ont été payés sont : la Sécurité (32,3%), l'Éducation (19%), la Santé (11,8%) et la Justice (10,8%).

Graphique 2. 62 : Répartition (%) des cas de réponses sur les services au niveau desquels un montant indu a été payé



En milieu rural, en plus des services cités ci-dessus, s'ajoutent l'administration locale (10,9%) et l'administration générale (10,3%).

Graphique 2. 63 : Répartition (%) des cas de réponses des services dans lesquels un montant indu a été payé, selon le milieu de résidence



Au niveau des régions, les services de sécurité (police, gendarmerie et armée) viennent en tête des services incriminés dans toutes les régions à l'exception de Faranah (25,4 %) et de N'Zérékoré (45,9 %) où les services d'éducation occupent la première place.

Tableau 2. 42 : Répartition des trois principaux services pour lesquels un montant indu a été payé selon la région administrative

Régions	1 ^{er} service	2 ^{ème} service	3 ^{ème} service
Boké	Police/gendarmerie/armée	Services de l'éducation	Justice
Conakry	Police/gendarmerie/armée	Services de l'éducation	Services sanitaires
Faranah	Services de l'éducation	Police/gendarmerie/armée	Services sanitaires
Kankan	Police/gendarmerie/armée	Administration générale	Services de l'éducation
Kindia	Police/gendarmerie/armée	Justice	Administration locale
Labé	Police/gendarmerie/armée	Services de l'éducation	Justice
Mamou	Police/gendarmerie/armée	Services de l'éducation	Services sanitaires
N'Zérékoré	Services de l'éducation	Services sanitaires	Police/gendarmerie/armée

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

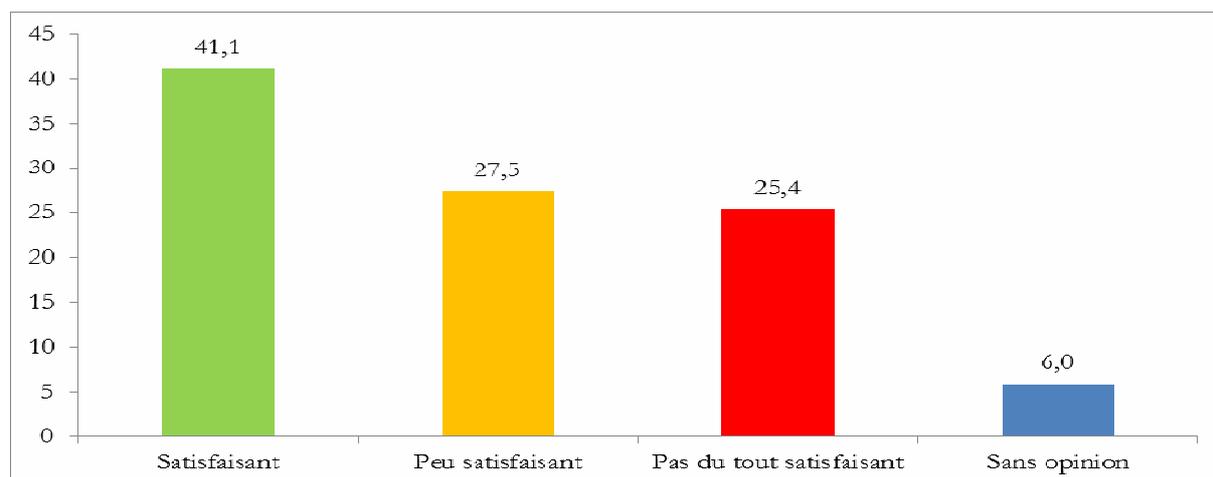
6.4 Décentralisation

6.4.1 Appréciation des résultats de la politique de décentralisation

La Guinée met en œuvre une politique de décentralisation qui permet aux populations de chaque collectivité d'assurer leur développement. Lors de l'ENAPGUI, il a été demandé aux citoyens comment ils jugent les résultats de la mise en œuvre de cette politique.

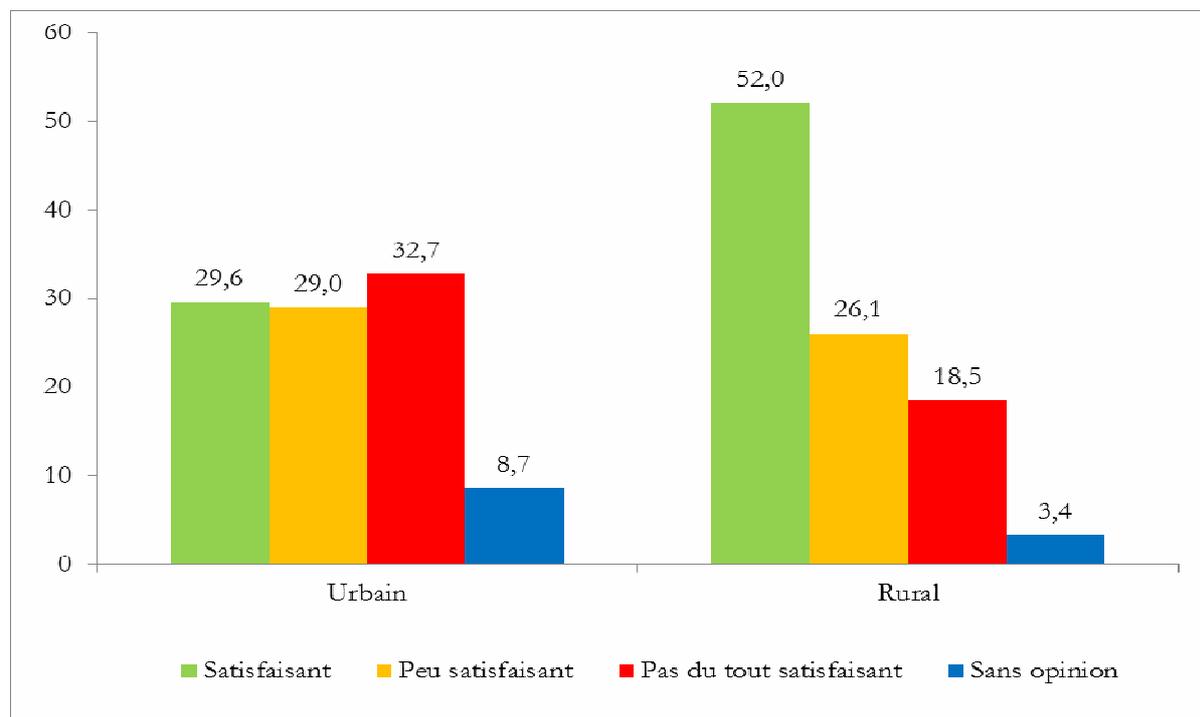
Dans l'ensemble, plus de la moitié des citoyens (53%) jugent non satisfaisants (peu ou pas satisfaisants) les résultats de la mise en œuvre de cette politique.

Graphique 2. 64 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur leur niveau de satisfaction des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation



L'analyse par milieu de résidence fait ressortir de fortes disparités entre milieu urbain et milieu rural. En effet, 61,7% des individus du milieu urbain sont insatisfaits de la mise en œuvre de la politique de décentralisation contre 44,6% en milieu rural.

Graphique 2. 65 : Répartition (%) des citoyens selon leur niveau de satisfaction des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation, par milieu de résidence



Au niveau des régions, les tendances observées sont les mêmes à l'exception de Faranah (62,3%) et Kankan (75,5%) où la majorité des individus interrogés sont satisfaits des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation.

Tableau 2. 43 : Répartition (%) des opinions des citoyens selon leur niveau de satisfaction des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation, selon la région administrative

Région Administrative	Satisfaisants	Peu satisfaisants	Pas du tout satisfaisants	Sans opinion
Boké	41,2	27,3	27,9	3,6
Conakry	21,5	28,4	38,5	11,6
Faranah	62,3	24,2	11,9	1,6
Kankan	75,5	18,7	4,8	1,0
Kindia	44,3	23,0	29,4	3,3
Labé	38,7	38,9	9,5	12,9
Mamou	44,1	31,2	18,7	6,0
N'Zérékoré	36,6	47,1	16,3	0,0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

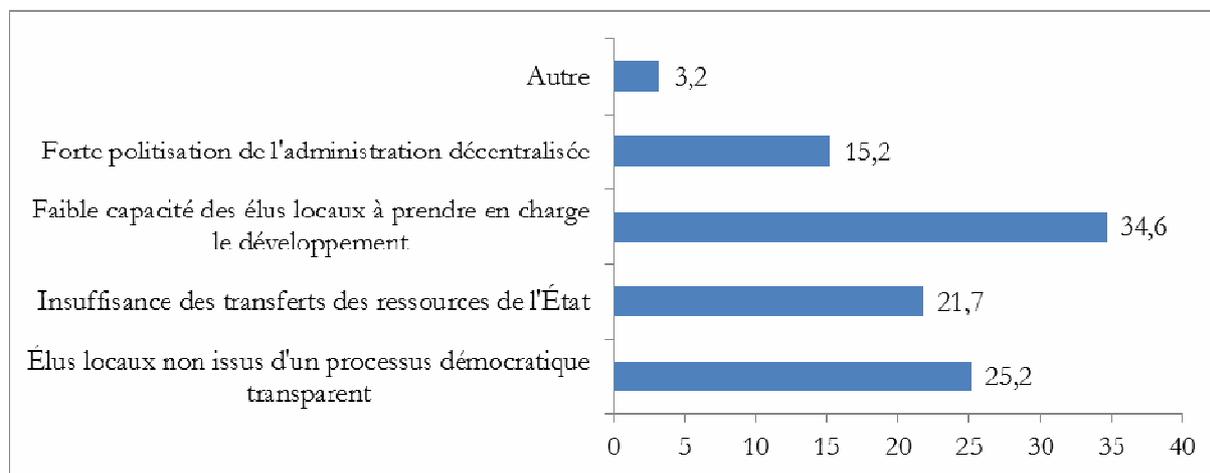
6.4.2 Raisons de non satisfaction

Les principales raisons d'insatisfaction évoquées par les personnes insatisfaites des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation sont les suivantes :

- Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement (34,6% des cas de réponses) ;
- Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent (25,2%) ;

- Insuffisance des transferts des ressources de l'État (21,7%) ;
- Forte politisation de l'administration décentralisée (15,2%).

Graphique 2. 66 : Répartition (%) des cas de réponses sur les principales raisons évoquées par les citoyens insatisfaits des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation



Le milieu de résidence n'a pas d'influence significative sur les opinions des citoyens quant aux raisons d'insatisfaction vis-à-vis des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation.

Tableau 2. 44 : Répartition (%) des cas de réponse sur les principales raisons évoquées par les citoyens insatisfaits des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation selon le milieu de résidence et le niveau d'instruction des enquêtés

	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent	Insuffisance des transferts des ressources de l'État	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Forte politisation de l'administration décentralisée	Autre
Milieu de résidence					
Urbain	25,3	21,6	31,2	19,7	2,2
Rural	25,1	21,8	37,2	12,0	4,0
Niveau d'instruction					
Aucun	26,0	20,9	36,2	13,3	3,6
Primaire	24,0	25,6	33,7	13,6	3,1
Secondaire	24,2	21,6	32,1	19,2	2,9
Technique/professionnel	25,0	20,9	31,7	18,2	4,2
Universitaire/Postuniversitaire	22,6	24,2	33,8	17,7	1,8

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Au niveau régional, la synthèse des trois principales raisons évoquées par les citoyens pour justifier leur insatisfaction des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation est présentée dans le tableau ci-dessous, par région.

Tableau 2. 45 : Répartition des trois principales raisons évoquées par les citoyens insatisfaits des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation selon la région administrative

Régions	1 ^{ère} raison	2 ^{ème} raison	3 ^{ème} raison
Boké	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent	Insuffisance des transferts des ressources de l'État
Conakry	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent	Forte politisation de l'administration décentralisée
Faranah	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent	Insuffisance des transferts des ressources de l'État
Kankan	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Insuffisance des transferts des ressources de l'État
Kindia	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent	Insuffisance des transferts des ressources de l'État
Labé	Insuffisance des transferts des ressources de l'État	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent
Mamou	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Insuffisance des transferts des ressources de l'État	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent
N'Zérékoré	Faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement	Insuffisance des transferts des ressources de l'État	Élus locaux non issus d'un processus démocratique transparent

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.5 Justice

Dans cette partie sont analysées les opinions des citoyens sur le fonctionnement de la Justice et les raisons éventuelles de leur insatisfaction sur le fonctionnement de cette Justice.

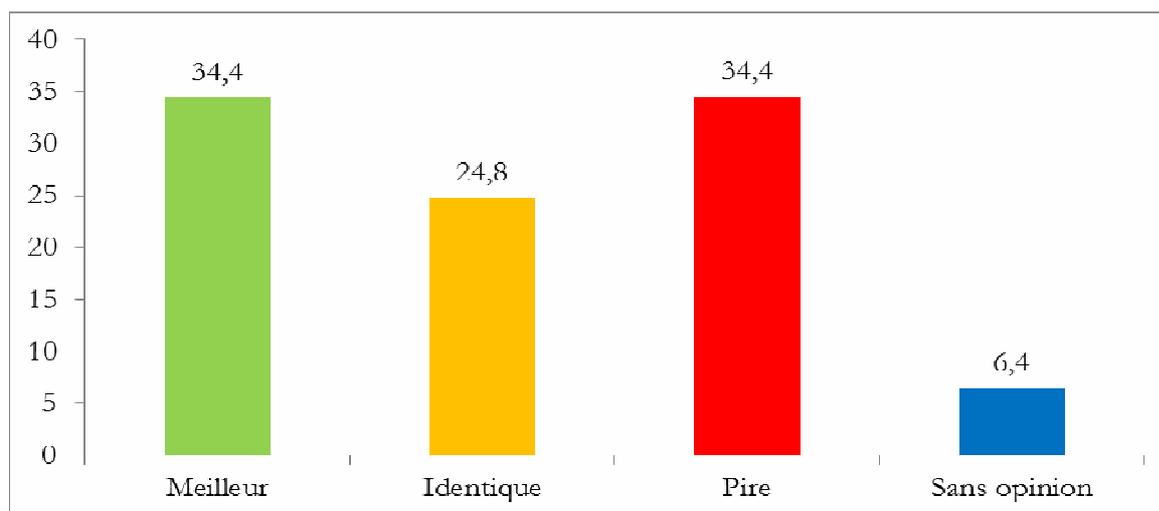
6.5.1 Évolution du fonctionnement de la justice

Dans l'ensemble, les citoyens ont des opinions très partagées sur la façon dont le fonctionnement de la Justice a évolué.

Au niveau national, les avis sont partagés : un peu plus d'un citoyen sur trois (34,4%) estime que le fonctionnement actuel de la justice est meilleur par rapport au passé. Ceux

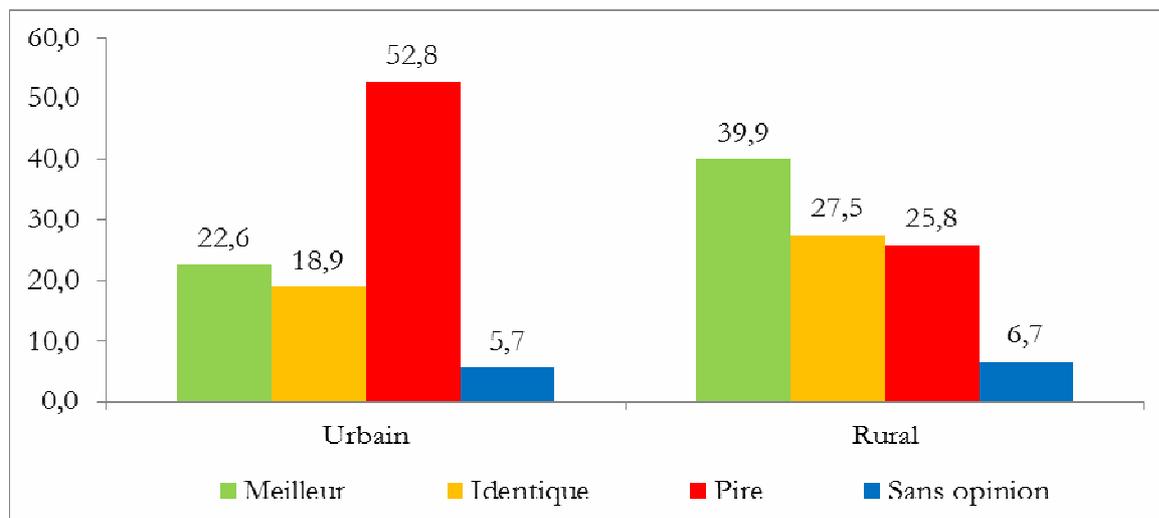
qui sont d'un avis contraire représentent également 34,4% des individus interrogés. Près d'un individu sur quatre (25%) estime que le fonctionnement actuel de la Justice est identique à celui du passé.

Graphique 2. 67 : Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont le fonctionnement de la justice a évolué par rapport au passé



La répartition des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont le fonctionnement de la Justice a évolué par rapport au passé varie assez nettement selon le milieu de résidence. En effet, les résultats montrent qu'en milieu urbain, plus de la moitié (52,8%) des citoyens estiment que le fonctionnement actuel de la Justice est pire que par le passé, contre seulement 25,8% en milieu rural.

Graphique 2. 68 : Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur le fonctionnement de la justice, par milieu de résidence



L'analyse des résultats par région montre que les opinions des citoyens sur la façon dont le fonctionnement de la justice a évolué par rapport au passé sont divergentes d'une région à une autre (voir tableau 2.46). Ainsi, à Faranah (51,6%) et à N'Zérékoré (56,4%), la majorité des citoyens estiment que le fonctionnement actuel de la Justice est meilleur que par le passé alors qu'à Conakry, 72% des individus ont affirmé le contraire.

Du point de vue du niveau d'instruction, les tendances sont globalement celles observées au niveau national même si les individus de niveaux universitaire ou plus (53%) et technique/professionnel (50%) ont indiqué majoritairement que le fonctionnement actuel de la Justice est pire que par le passé.

Tableau 2. 46 : Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont le fonctionnement de la justice a évolué par rapport au passé, par région administrative et niveau d'instruction

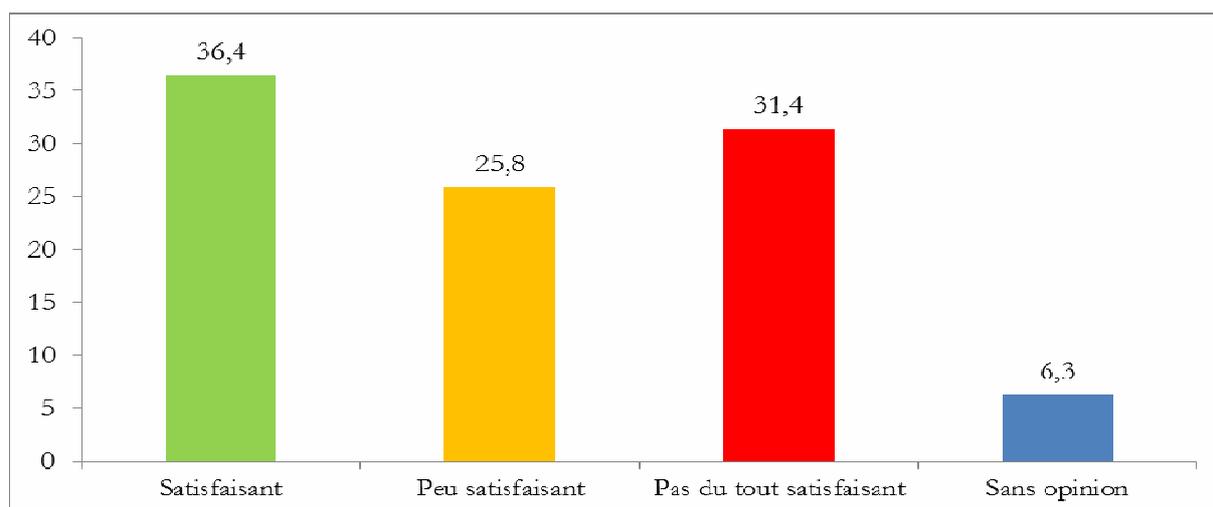
	Meilleur	Identique	Pire	Sans opinion
Région administrative				
Boké	26,4	34,3	31,4	7,9
Conakry	13,0	12,2	72,0	2,8
Faranah	51,6	27,0	16,5	4,9
Kankan	41,6	29,6	27,8	0,9
Kindia	22,8	31,3	41,4	4,5
Labé	29,0	17,5	32,9	20,6
Mamou	35,6	21,8	25,2	17,4
N'Zérékoré	56,4	24,3	17,2	2,1
Niveau d'instruction				
Aucun	34,8	26,8	29,8	8,5
Primaire	41,0	20,2	35,4	3,4
Secondaire	32,0	20,2	46,4	1,4
Technique/professionnel	30,5	16,3	50,0	3,2
Universitaire/Postuniversitaire	23,7	22,3	52,7	1,3

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.5.2 Appréciation du fonctionnement actuel de la justice

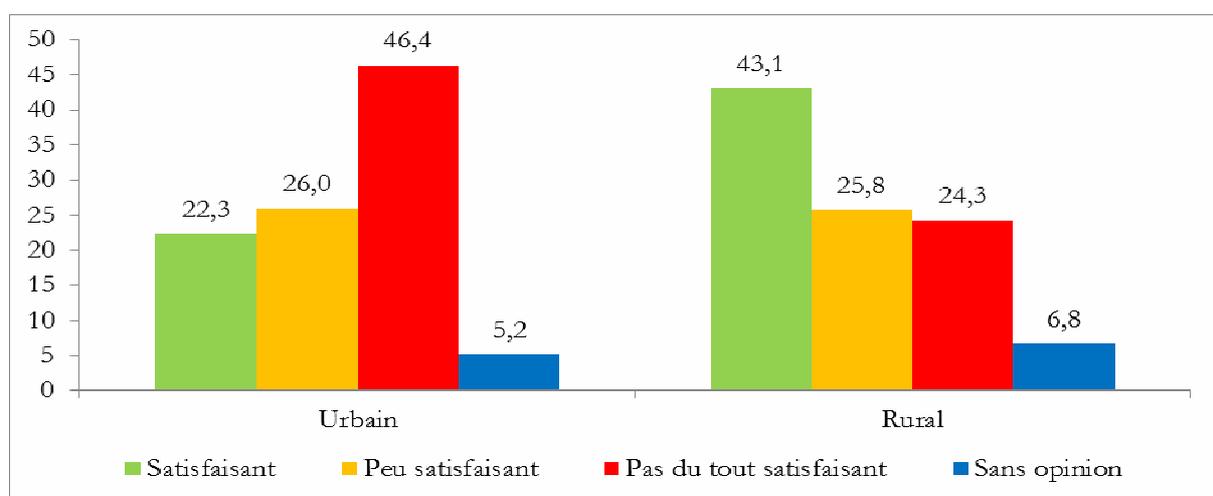
Dans l'ensemble, plus de la moitié (57,2%) des citoyens jugent le fonctionnement actuel de la Justice guinéenne non satisfaisant (peu ou pas du tout satisfaisant).

Graphique 2. 69: Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation du fonctionnement actuel de la justice guinéenne



Le même constat se dégage quel que soit le milieu de résidence. Toutefois, la proportion de citoyens qui estiment que le fonctionnement actuel de la justice guinéenne n'est pas satisfaisant (peu ou pas du tout satisfaisant) est nettement plus élevée en milieu urbain (72,4%) qu'en milieu rural (50,1%).

Graphique 2. 70 : Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation du fonctionnement actuel de la Justice guinéenne, par milieu de résidence



Au niveau régional, les tendances observées sont globalement les mêmes que celles obtenues au niveau de l'ensemble du pays (voir tableau 2.47). Toutefois, quelques spécificités méritent d'être soulignées. Alors que la majorité des citoyens vivant dans la région de Faranah (55,4%) se disent satisfaits du fonctionnement actuel de la Justice, la majorité (63,9%) de ceux de Conakry ont déclaré le contraire.

Du point de vue du niveau d'instruction, les résultats montrent que les individus de niveaux universitaire ou postuniversitaire (51,5%) et technique/professionnel (44,6%) sont relativement plus nombreux à penser que le fonctionnement actuel de la justice n'est pas du tout satisfaisant (voir tableau 2.52).

Tableau 2. 47 : Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation du fonctionnement actuel de la justice guinéenne, par région administrative et niveau d'instruction

	Satisfaisant	Peu satisfaisant	Pas du tout satisfaisant	Sans opinion
Région Administrative				
Boké	23,8	39,1	29,0	8,1
Conakry	10,5	22,0	63,9	3,6
Faranah	55,4	21,9	18,3	4,4
Kankan	45,6	26,4	26,5	1,4
Kindia	22,2	38,1	34,9	4,9
Labé	31,1	20,3	30,2	18,4
Mamou	36,0	23,7	24,7	15,7
N'Zérékoré	67,1	15,3	15,0	2,6
Niveau d'instruction				
Aucun	38,4	25,5	27,9	8,1
Primaire	42,2	25,3	28,8	3,6
Secondaire	32,0	25,0	40,6	2,4
Technique/professionnel	25,1	27,8	44,6	2,5
Universitaire/Postuniversitaire	18,4	28,4	51,5	1,7

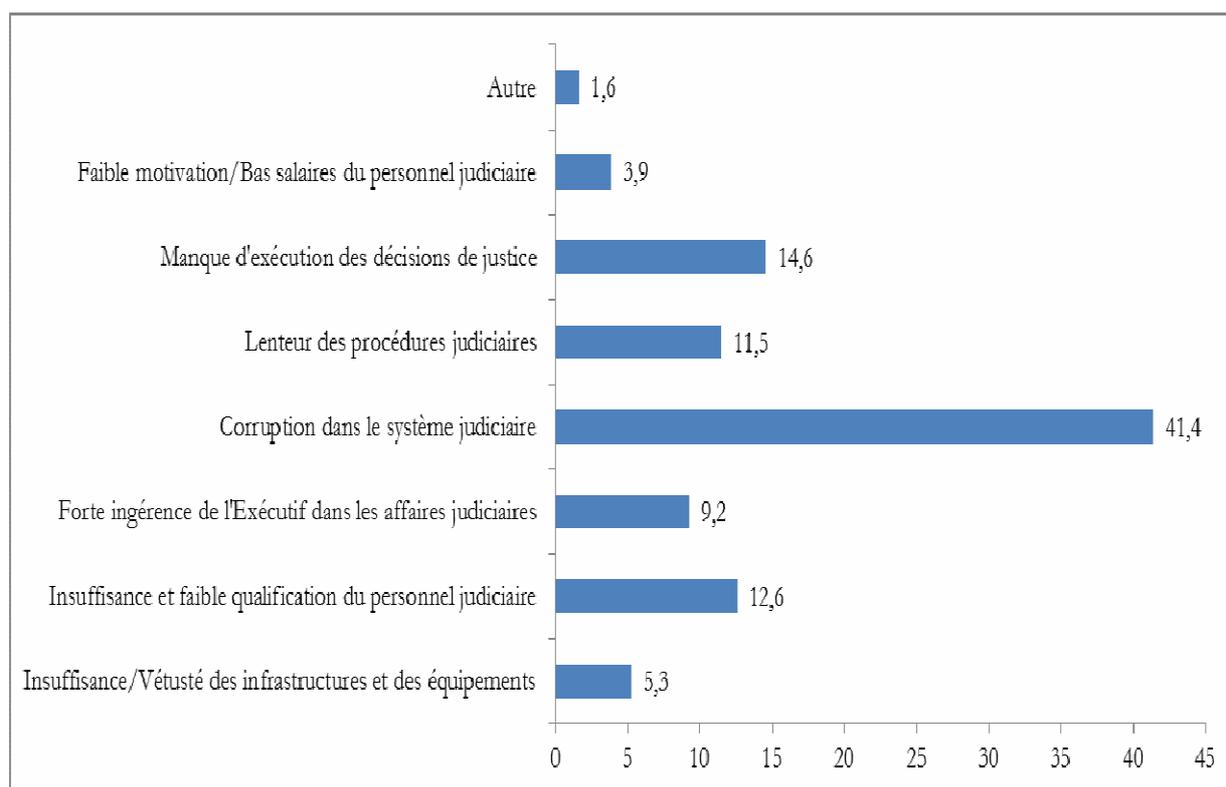
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

6.5.3 Raisons d'insatisfaction

Les citoyens qui estiment que le fonctionnement actuel de la Justice n'est pas satisfaisant justifient cette situation principalement par la corruption dans le système judiciaire (41,4% des cas de réponses), le manque d'exécution des décisions de justice (14,6%), l'insuffisance et la faible qualification du personnel judiciaire (12,6%) et la lenteur des procédures judiciaires (11,5%).

Les raisons évoquées par les citoyens pour justifier leur insatisfaction du fonctionnement actuel de la Justice guinéenne sont les mêmes aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, avec quelques différences dans l'ordre dans lequel ces raisons ont été citées. Ainsi, quel que soit le milieu considéré, la corruption dans le système judiciaire est la première raison citée. La deuxième raison n'est toutefois pas la même dans les deux milieux. En milieu urbain, c'est l'insuffisance et la faible qualification du personnel judiciaire alors qu'en milieu rural c'est plutôt le manque d'exécution des décisions de justice.

Graphique 2. 71 : Répartition (%) des cas de réponses des principales raisons d'insatisfaction du fonctionnement actuel de la Justice



Le tableau 2.48 ci-dessous fournit pour chaque région, les trois principales raisons évoquées par les citoyens non satisfaits du fonctionnement actuel de la Justice. Il est important de noter que dans toutes les régions la première raison citée est la corruption dans le système judiciaire.

Tableau 2. 48 : Répartition des trois principales raisons évoquées par les personnes insatisfaites du fonctionnement actuel de la Justice, par région administrative

Régions	1 ^{ère} raison	2 ^{ème} raison	3 ^{ème} raison
Boké	Corruption dans le système judiciaire	Manque d'exécution des décisions de justice	Insuffisance et faible qualification du personnel judiciaire
Conakry	Corruption dans le système judiciaire	Insuffisance et faible qualification du personnel judiciaire	Longueur des procédures judiciaires
Faranah	Corruption dans le système judiciaire	Lenteur des procédures judiciaires	Manque d'exécution des décisions de justice

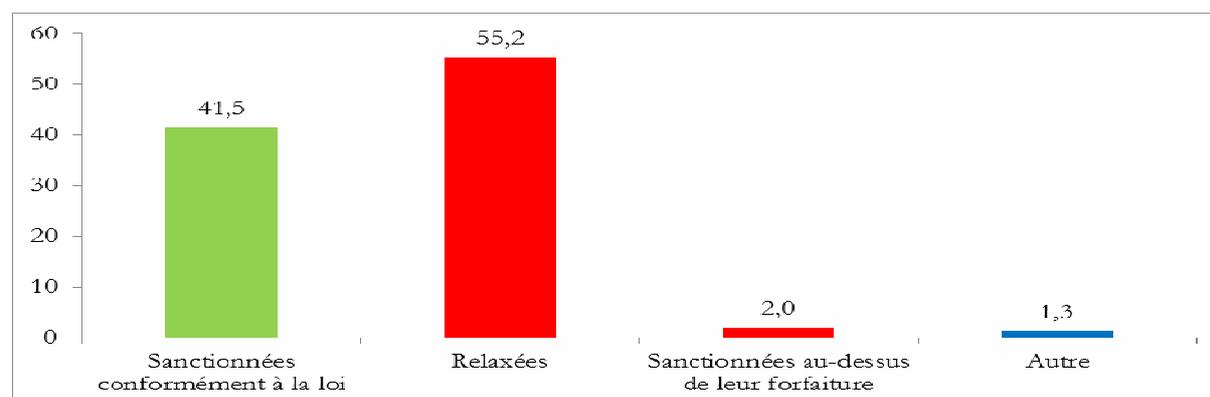
Régions	1 ^{ère} raison	2 ^{ème} raison	3 ^{ème} raison
Kankan	Corruption dans le système judiciaire	Insuffisance et faible qualification du personnel judiciaire	Lenteur des procédures judiciaires
Kindia	Corruption dans le système judiciaire	Manque d'exécution des décisions de justice	Forte ingérence de l'Exécutif dans les affaires judiciaires
Labé	Corruption dans le système judiciaire	Manque ' exécution des décisions de justice	Forte ingérence de l'Exécutif dans les affaires judiciaires
Mamou	Corruption dans le système judiciaire	Manque d'exécution des décisions de justice	Insuffisance et faible qualification du personnel judiciaire
N'Zérékoré	Corruption dans le système judiciaire	Manque d'exécution des décisions de justice	Lenteur des procédures judiciaires
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012			

6.5.4 Traitement par la justice des personnes arrêtées et mises à sa disposition

« Certaines personnes font des actes interdits par la loi (vols, viols, agression, etc.). Comment sont traitées habituellement de telles personnes une fois arrêtées et mises à la disposition des autorités ? »

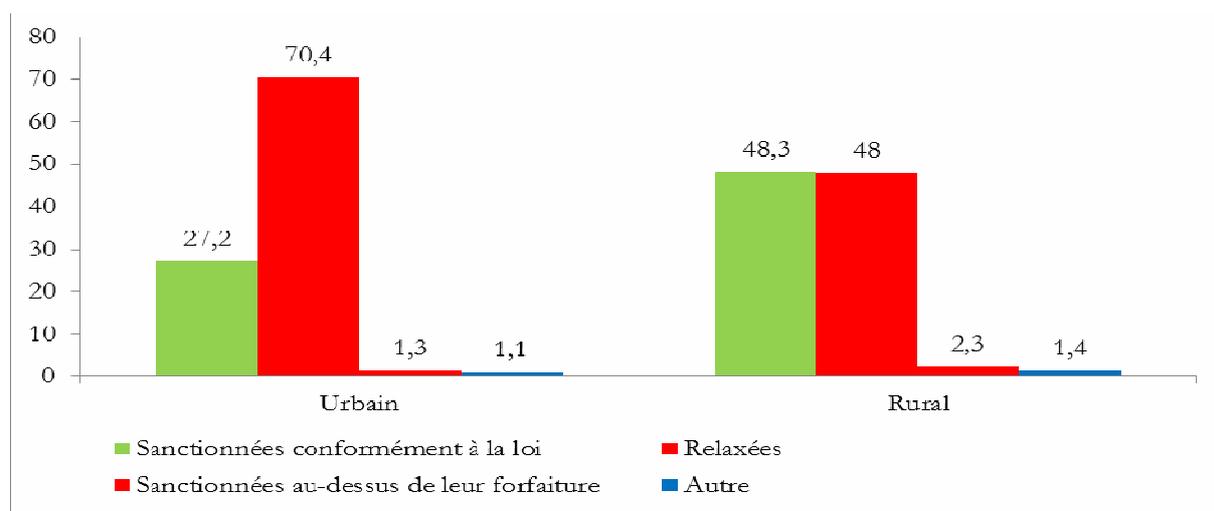
En réponse à cette question, plus de la moitié des personnes (55,2%) soutiennent que les personnes arrêtées et mises à la disposition des autorités judiciaires sont relaxées. Seulement 41,5% des citoyens estiment que ces personnes sont sanctionnées conformément à la loi.

Graphique 2. 72 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur la façon dont sont traitées les personnes arrêtées et mises à sa disposition de la justice



La tendance observée au niveau national cache des disparités frappantes entre le milieu urbain et le milieu rural. En effet, en milieu rural, s'il y a un équilibre entre ceux qui estiment que les personnes mises à la disposition de la Justice sont sanctionnées conformément à la loi et ceux qui soutiennent que ces personnes sont relaxées, les résultats montrent que, en milieu urbain, ce dernier groupe est largement majoritaire : sept citoyens sur dix (70,2 %) estiment que ces personnes indélicates sont purement et simplement relaxées.

Graphique 2. 73: Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont sont traitées les personnes arrêtées et mises à sa disposition de la Justice, par milieu de résidence



Au niveau régional, la tendance observée au niveau national est beaucoup plus nuancée (voir tableau 2.49). En effet, les citoyens qui estiment que les personnes indélicates arrêtées et mises à la disposition de la Justice sont relaxées ne sont majoritaires que dans une région sur deux (Boké, Conakry, Kankan et Kindia). Dans les autres régions (Faranah, Labé, Mamou et N'Zérékoré), ce sont plutôt ceux qui pensent que ces personnes indélicates sont sanctionnées conformément à la loi qui sont majoritaires.

L'analyse des résultats par niveau d'instruction conduit à la même conclusion que celle au niveau de l'ensemble du pays : les citoyens, quel que soit leur niveau d'instruction, estiment dans leur grande majorité que les personnes arrêtées et mises à la disposition de la Justice sont relaxées.

Tableau 2. 49 : Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont sont traitées les personnes arrêtées et mises à sa disposition de la justice, par région administrative et niveau d'instruction

	Sanctionnées conformément à la loi	Relaxées	Sanctionnées au-dessus de leur forfaiture	Autre
Région Administrative				
Boké	40,6	55,2	2,4	1,8
Conakry	14,5	84,0	1,0	0,5
Faranah	63,2	35,9	0,2	0,7
Kankan	45,3	54,1	0,7	0,0
Kindia	15,6	79,6	2,1	2,8
Labé	48,8	40,5	7,5	3,2
Mamou	50,9	42,3	4,5	2,3
N'Zérékoré	64,5	34,8	0,1	0,6
Niveau d'instruction				
Aucun	44,2	52,0	2,0	1,7
Primaire	46,7	50,8	1,9	0,6
Secondaire	34,3	63,1	2,0	0,6
Technique/professionnel	28,2	67,4	4,4	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	20,9	77,2	0,7	1,2

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

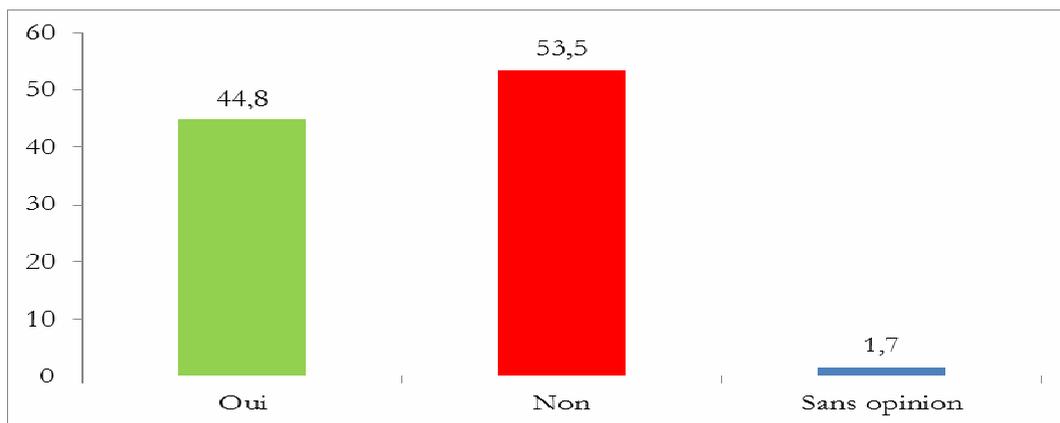
7 DOMAINE DE LA RECONCILIATION NATIONALE

L'ENAPGUI a recueilli les perceptions des citoyens sur des questions en relation avec l'unité nationale : progrès réalisés vers l'unité nationale depuis l'indépendance du pays, faits éventuels qui montrent qu'on a progressé vers l'unité nationale ainsi que les mesures à prendre dans les prochaines années pour consolider l'unité nationale.

7.1 Opinion sur les progrès réalisés vers l'unité nationale

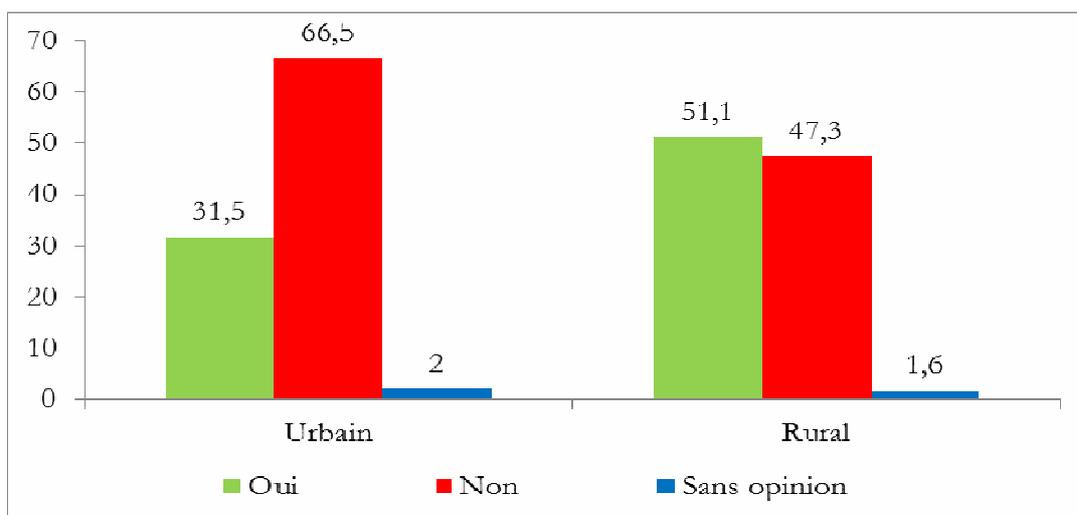
À la question : « À votre avis, a-t-on progressé vers l'unité nationale depuis l'indépendance ? », plus de la moitié (53,5%) des citoyens ont répondu par non contre 45% des citoyens ayant répondu par l'affirmative.

Graphique 2. 74 : Répartition (%) des citoyens selon leurs perceptions sur le fait que la Guinée a progressé ou non vers l'unité nationale depuis l'indépendance



L'analyse des résultats par milieu de résidence montre de fortes disparités entre milieu urbain et milieu rural. En effet, si en milieu rural les citoyens qui estiment que le pays a progressé vers l'unité nationale sont majoritaires (51,1 %), c'est exactement la situation inverse en milieu urbain où 66,5% des citoyens estiment qu'il n'y a pas eu de progrès vers l'unité nationale depuis l'indépendance.

Graphique 2. 75 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur les éventuels progrès réalisés vers l'unité nationale depuis l'indépendance, selon le milieu de résidence



Au niveau régional, les tendances observées sont les mêmes que celles obtenues au niveau national: la majorité des citoyens de chaque région estime que la Guinée n'a pas enregistré des progrès vers l'unité nationale depuis l'indépendance, à l'exception des régions de Faranah (60,9%), Kankan (58,7%) et N'Zérékoré (66,5%) où la majorité des personnes soutiennent le contraire (voir tableau 2.50).

Par rapport au niveau d'instruction, la tendance observée est la même que celle au niveau de l'ensemble du pays : quel que soit leur niveau d'instruction (à part le niveau primaire), les citoyens, en majorité, pensent que la Guinée n'a pas progressé vers l'unité nationale (voir tableau 2.50). Un fait intéressant à souligner est que, globalement, plus le niveau d'instruction des individus est élevé, plus ils sont relativement plus nombreux à soutenir l'idée selon laquelle depuis l'indépendance il n'y a pas eu de progrès vers l'unité nationale.

Du point de vue de la religion (voir tableau 2.50), les résultats montrent que les musulmans et les adeptes des autres religions ont des opinions divergentes sur cette question. En effet, l'idée selon laquelle depuis l'indépendance il n'y a pas eu de progrès vers l'unité nationale est soutenue par la majorité (56,3 %) des musulmans. Les adeptes des autres religions, quant à eux, soutiennent le contraire.

Tableau 2. 50 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur les éventuels progrès réalisés vers l'unité nationale depuis l'indépendance, selon le milieu la région administrative, le niveau d'instruction et la religion

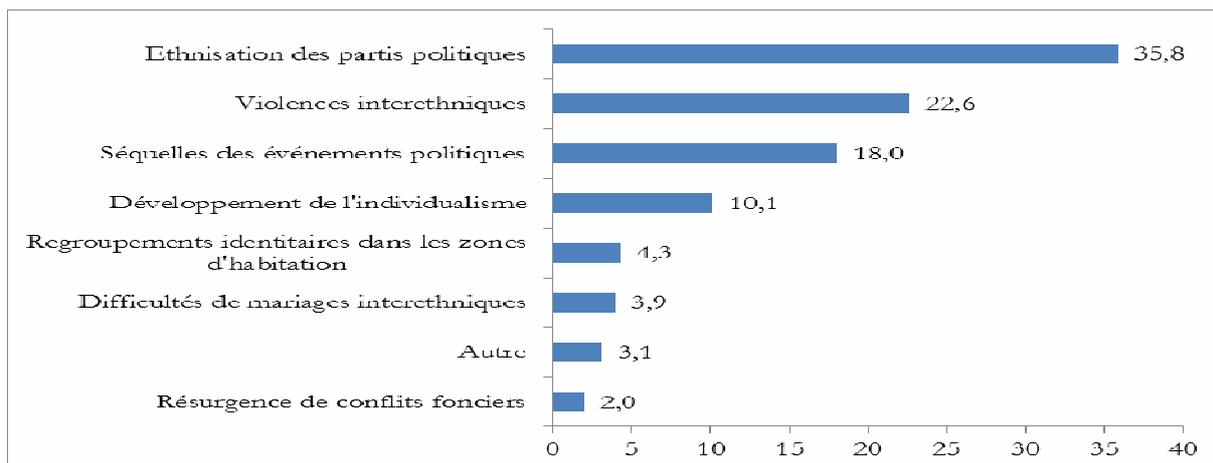
	Oui	Non	Sans opinion
Région administrative			
Boké	37,5	60,9	1,6
Conakry	19,5	79,2	1,3
Faranah	60,9	36,5	2,6
Kankan	58,7	41,1	0,3
Kindia	35,0	63,8	1,2
Labé	37,6	59,1	3,2
Mamou	41,1	52,5	6,4
N'Zérékoré	66,5	33,2	0,3
Niveau d'instruction			
Aucun	46,3	51,8	1,9
Primaire	52,4	46,1	1,5
Secondaire	40,9	58,1	1,0
Technique/professionnel	31,7	66,3	2,0
Universitaire/Postuniversitaire	28,2	70,6	1,2
Réligion			
Musulmane	41,8	56,3	1,9
Chrétienne/catholique/protestante	59,4	39,4	1,1
Animiste	61,6	38,4	0,0
Sans religion	72,3	27,7	0,0

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

7.2 Faits qui montrent qu'il n'y a pas eu de progrès vers l'unité nationale

Les faits marquants qui montrent que depuis l'indépendance la Guinée n'a pas progressé vers l'unité nationale sont, d'après les citoyens : l'ethnisation des partis politiques (35,8% des cas de réponses), les violences interethniques (22,6%), les séquelles des événements politiques (18%) et le développement de l'individualisme (10,1%).

Graphique 2. 76 : Répartition (%) des cas de réponse des faits qui montrent qu'il n'y a pas eu de progrès vers l'unité nationale depuis l'indépendance



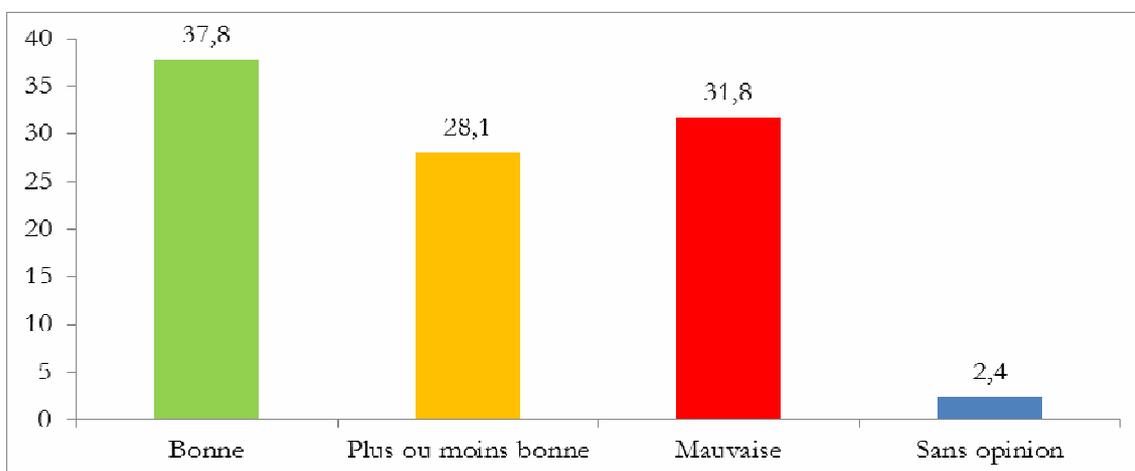
8 DEFENSE ET SECURITE

Les questions posées dans le domaine de la défense et de la sécurité ont porté sur l'appréciation de la situation sécuritaire actuelle, l'appréciation de son évolution par rapport au passé et les raisons éventuelles de la détérioration de la situation sécuritaire.

8.1 Appréciation de la situation sécuritaire actuelle de la Guinée

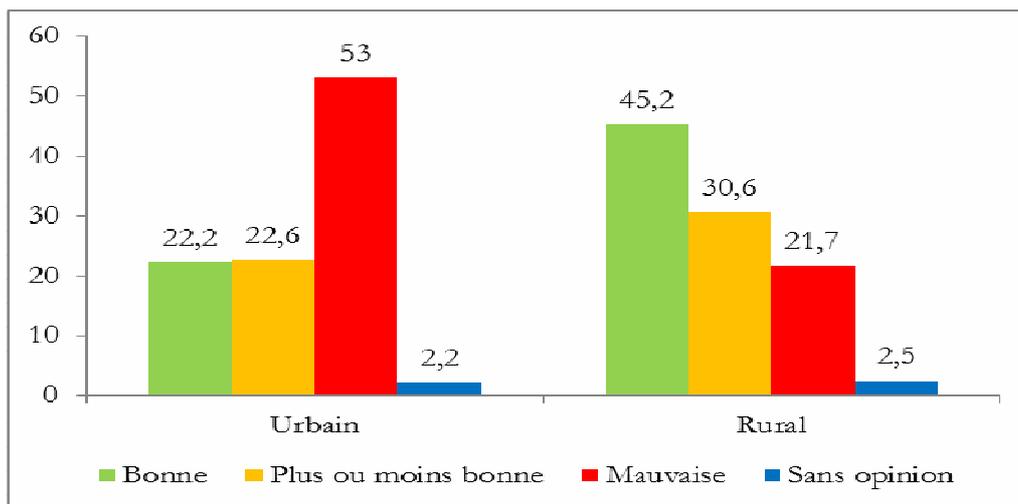
Dans l'ensemble, les citoyens ont des opinions assez partagées sur la situation sécuritaire actuelle de la Guinée. En effet, un peu plus d'un citoyen sur trois estime que la situation sécuritaire actuelle de la Guinée est bonne (37,8%) ou plus ou moins bonne (28,1%). A l'opposé, près de 32% des personnes pensent que celle-ci est mauvaise.

Graphique 2. 77 : Répartition (%) des citoyens selon leur opinion sur la situation sécuritaire actuelle



Cette situation d'ensemble cache néanmoins des fortes disparités entre les régions administratives d'une part, et entre le milieu urbain et le milieu rural d'autre part.

Graphique 2. 78 : Répartition (%) des citoyens selon leur opinion sur la situation sécuritaire actuelle de la Guinée, par milieu de résidence



En effet, en milieu urbain, plus d'un individu sur deux (53%) pense que la situation sécuritaire actuelle du pays est mauvaise alors qu'en milieu rural, c'est le contraire : 45,2% des ruraux ont indiqué que la situation sécuritaire est bonne et seulement 21,7% ont déclaré qu'elle est mauvaise.

Au niveau régional, les résultats montrent que Conakry se présente comme un cas très atypique. En effet, 73,1% des citoyens de la capitale ont indiqué que la situation sécuritaire actuelle est mauvaise. A l'opposé, les populations de Faranah (56,3%), Kankan (44,8%) et N'Zérékoré (57,4%) apprécient positivement la situation sécuritaire actuelle.

Tableau 2. 51: Répartition (%) des citoyens selon leur opinion sur la situation sécuritaire actuelle, par région administrative et niveau d'instruction

	Bonne	Plus ou moins bonne	Mauvaise	Sans opinion
Région Administrative				
Boké	38,6	31,0	28,5	1,9
Conakry	10,8	15,1	73,1	1,0
Faranah	56,3	27,1	14,2	2,4
Kankan	44,8	40,5	14,7	0,0
Kindia	29,9	32,2	37,4	0,5
Labé	37,1	18,9	33,7	10,2
Mamou	27,7	33,6	31,7	7,0
N'Zérékoré	57,4	27,0	15,0	0,6
Niveau d'instruction				
Aucun	41,2	30,2	25,5	3,1
Primaire	46,9	25,2	26,4	1,5
Secondaire	31,3	23,9	44,2	0,5
Technique/professionnel	14,0	26,1	59,9	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	10,9	15,6	73,5	0,0

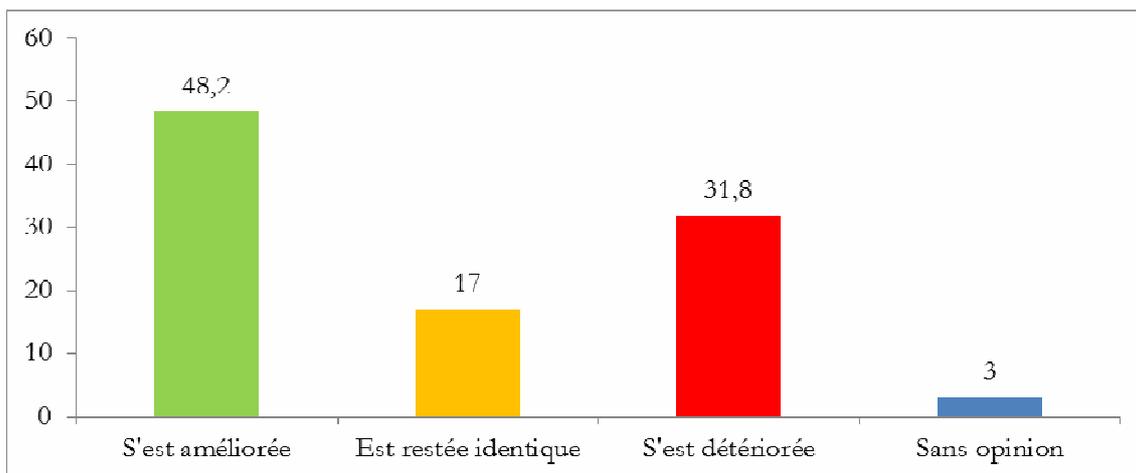
Source : Ministère du Plan/INS/ENAPGUI-2012

Les opinions sur la situation sécuritaire actuelle varient significativement suivant le niveau d'instruction des personnes. En effet, les personnes de niveau d'instruction secondaire ou plus sont relativement plus nombreuses à penser que la situation sécuritaire actuelle est mauvaise.

8.2 Appréciation de l'évolution de la situation sécuritaire

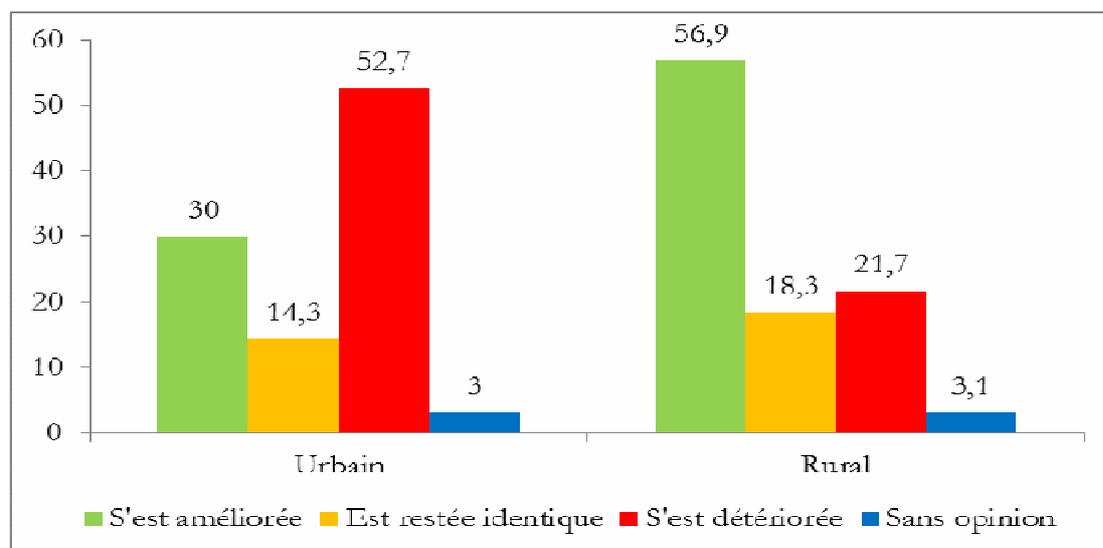
Dans l'ensemble, un peu moins d'un citoyen sur deux (48,2%) estime que la situation sécuritaire du pays s'est améliorée contre 31,8% des personnes ayant un avis contraire.

Graphique 2. 79 : Répartition (%) des citoyens selon leurs perceptions sur l'évolution de la situation sécuritaire en Guinée



Les perceptions des citoyens sur l'évolution de la situation sécuritaire en Guinée sont très différentes selon le milieu de résidence. En effet, en milieu rural, la majorité (57%) des citoyens pensent que la situation sécuritaire s'est améliorée alors que, en milieu urbain, la majorité (52,7%) des citoyens pensent qu'elle s'est détériorée.

Graphique 2. 80 : Répartition (%) des citoyens selon leurs perceptions sur l'évolution de la situation sécuritaire en Guinée, selon le milieu de résidence



L'analyse des résultats par région montre la même tendance que celle observée au niveau national : les citoyens qui estiment que la situation sécuritaire s'est améliorée sont

majoritaires dans toutes les régions à l'exception de Conakry où trois citoyens sur quatre (75%) pensent qu'elle s'est détériorée.

Tableau 2. 52 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur l'évolution de la situation sécuritaire en Guinée, selon la région administrative et le niveau d'instruction

Caractéristiques	S'est améliorée	Est restée identique	S'est détériorée	Sans opinion
Région Administrative				
Boké	52,9	17,5	25,7	3,9
Conakry	13,5	10,3	74,9	1,2
Faranah	59,2	24,2	14,4	2,2
Kankan	72,0	13,0	14,7	0,3
Kindia	44,1	19,8	35,4	0,6
Labé	38,2	14,6	34,5	12,7
Mamou	43,1	16,4	31,5	8,9
N'Zérékoré	61,6	22,3	15,8	0,3
Sexe				
Masculin	47,4	14,9	36,1	1,5
Féminin	48,9	18,8	28,0	4,3
Niveau d'instruction				
Aucun	52,6	17,7	25,5	4,2
Primaire	55,3	18,4	25,6	0,7
Secondaire	39,5	14,4	45,1	0,9
Technique/professionnel	31,0	11,6	57,4	0,0
Universitaire/Postuniversitaire	17,1	10,7	72,3	0,0

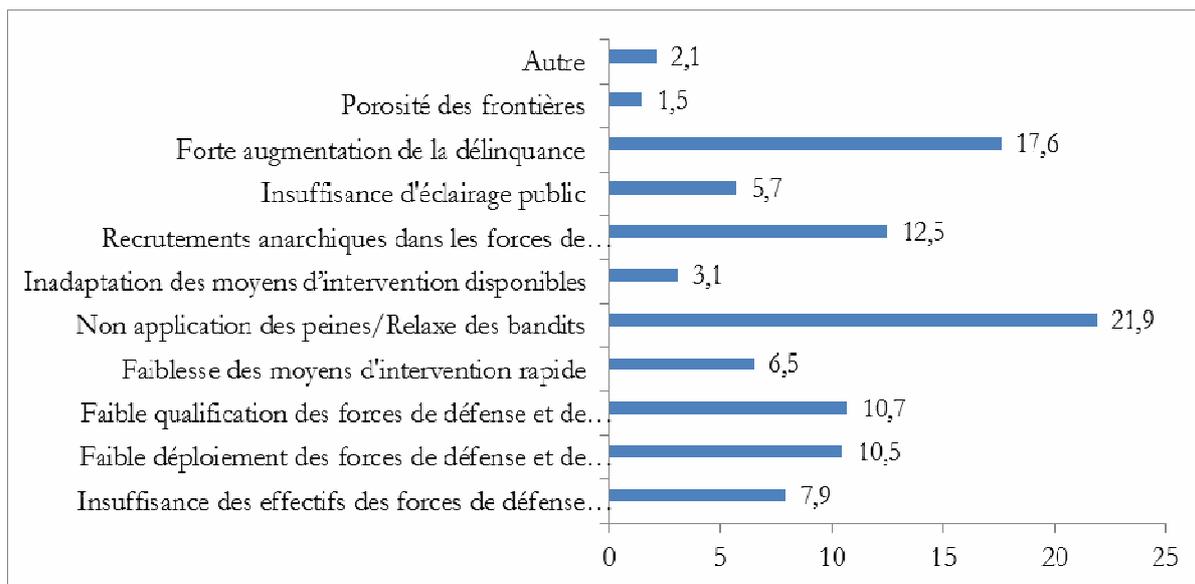
Source : Ministère du Plan/INS/ENAPGUI-2012

Quel que soit le sexe, les personnes interrogées ont indiqué que la situation sécuritaire s'est améliorée : 49% pour le sexe féminin et 47,2% pour le sexe masculin (voir tableau 2.52). En ce qui concerne le niveau d'instruction, les individus n'ayant aucun niveau d'instruction (52,6%) et ceux du niveau primaire (55,3%) ont indiqué majoritairement que la situation sécuritaire s'est améliorée. A l'opposé, ceux du secondaire (45,1%), du technique/professionnel (57,4%) et de l'universitaire ou plus (72,3%) soutiennent majoritairement que la situation sécuritaire s'est détériorée.

8.3 Raisons de la détérioration de la situation sécuritaire

Pour les personnes qui ont indiqué que la situation sécuritaire s'est détériorée, l'ENAPGUI s'est intéressée aux raisons de cette détérioration. Les résultats montrent que, dans l'ensemble, la non application des peines/relaxe des bandits (21,9% des cas de réponses), la forte augmentation de la délinquance (17,6%), les recrutements anarchiques dans les forces de défense et de sécurité (12,5%), la faible qualification des forces de défense et de sécurité (10,7%) et le faible déploiement des forces de défense et de sécurité dans les quartiers (10,5%) sont les principales raisons de la détérioration de la situation sécuritaire.

Graphique 2. 81 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons de la détérioration de la situation sécuritaire



Aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, les citoyens sont unanimes que les trois principales raisons de la détérioration de la situation sécuritaire sont la non application des peines/relaxe des bandits, la forte augmentation de la délinquance et les recrutements anarchiques dans les forces de défense et de sécurité.

Au niveau régional, la non application des peines/relaxe des bandits et la forte augmentation de la délinquance sont citées partout (sauf Kankan) comme les deux principales raisons de la détérioration de la situation sécuritaire en Guinée.

Le tableau 2.53 ci-dessous fournit, pour chaque région, les trois principales raisons de la détérioration de la situation sécuritaire en Guinée, d'après les opinions exprimées par les citoyens.

Tableau 2. 53 : Répartition des trois principales raisons de la détérioration de la situation sécuritaire selon la région administrative

Région administrative	1 ^{ère} raison	2 ^{ème} raison	3 ^{ème} raison
Boké	Non application des peines/ Relaxe des bandits (25,3%)	Forte augmentation de la délinquance (20%)	Faible qualification des forces de défense et de sécurité (12,1%)
Conakry	Non application des peines/ Relaxe des bandits (19,1%)	Forte augmentation de la délinquance (16,2%)	Faible qualification des forces de défense et de sécurité (11,6%)
Faranah	Forte augmentation de la délinquance (23%)	Recrutements anarchiques dans les forces de défense et de sécurité (14, 3 %)	Insuffisance des effectifs des forces de défense et de sécurité (14,1%)

Kankan	Insuffisance des effectifs des forces de défense et de sécurité (17,5%)	Faible déploiement des forces de défense et de sécurité dans les quartiers (14,0 %)	Recrutements anarchiques dans les forces de défense et de sécurité (13,4%)
Kindia	Non application des peines/ Relaxe des bandits (26,8%)	Forte augmentation de la délinquance (17,5 %)	Recrutements anarchiques dans les forces de défense et de sécurité (15,2%)
Labé	Non application des peines/ Relaxe des bandits (34,7 %)	Forte augmentation de la délinquance (14,4 %)	Recrutements anarchiques dans les forces de défense et de sécurité (11,6%)
Mamou	Non application des peines/ Relaxe des bandits (26,1%)	Forte augmentation de la délinquance (19,6%)	Insuffisance des effectifs des forces de défense et de sécurité (16%)
N'Zérékoré	Forte augmentation de la délinquance (24,7%)	Non application des peines/ Relaxe des bandits (19,6%)	Recrutements anarchiques dans les forces de défense et de sécurité (19,3%)
Source : Ministère du Plan/INS/ENAPGUI-2012			

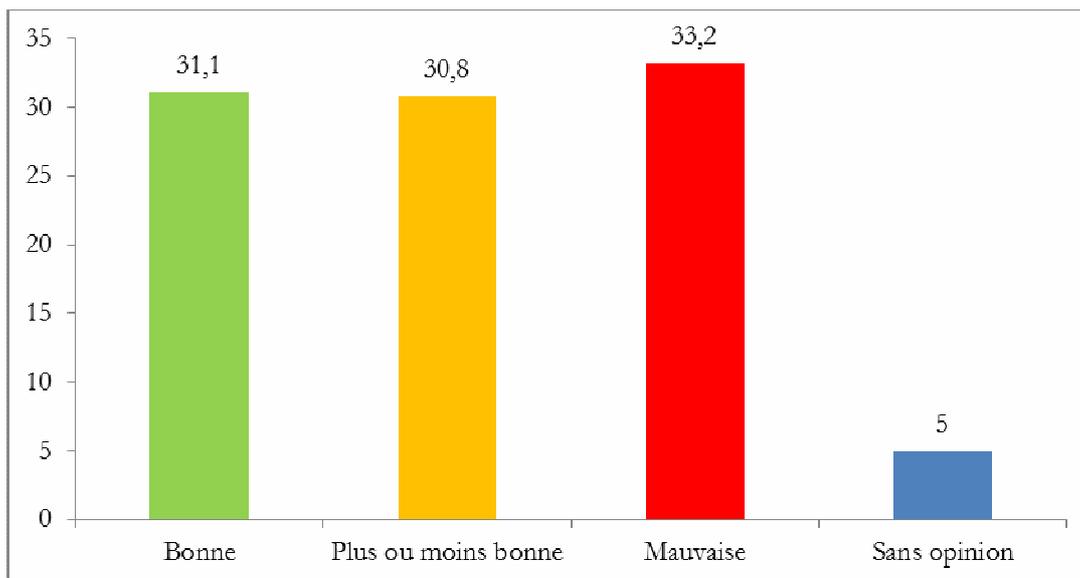
9 DOMAINE DE LA CULTURE

L'ENAPGUI s'est intéressée aux opinions des citoyens sur la culture guinéenne : situation actuelle et passée, évolution et raisons éventuelles de détérioration.

9.1 Situation actuelle de la culture

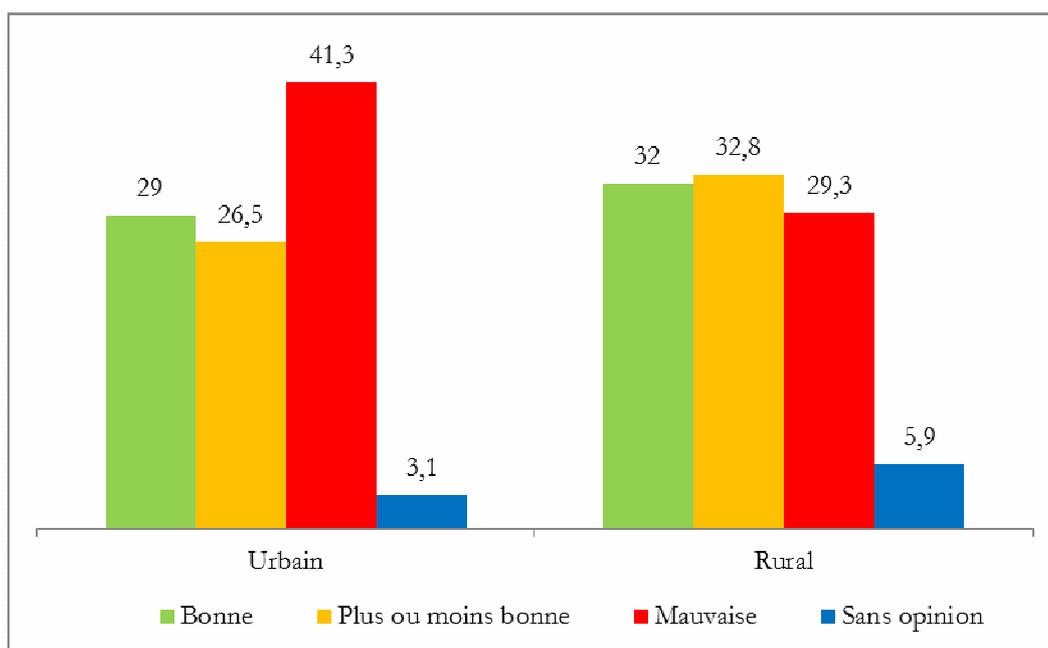
Dans l'ensemble, les résultats montrent que la majorité des citoyens (62%) pense que la situation actuelle de la culture guinéenne est bonne : 31,1% des enquêtés pensent qu'elle est bonne et 30,8% qu'elle est plus ou moins bonne. Un peu plus de 33% des citoyens estime que la situation actuelle de la culture est mauvaise.

Graphique 2. 82 : Répartition (%) des opinions de la population sur la situation culturelle actuelle



Cette perception est largement partagée, en milieu urbain comme en milieu rural : 65% des ruraux estiment que la situation culturelle est bonne contre 55,5% en milieu urbain (voir graphique 2.83).

Graphique 2. 83 : Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation de la situation culturelle actuelle et la Guinée, par milieu de résidence



Du point de vue de la région administrative, la tendance observée au niveau national est largement partagée à l'exception de Conakry où plus d'un citoyen sur deux (51,1%) a indiqué que la situation actuelle de la culture est mauvaise (voir tableau 2.54 ci-dessous).

Tableau 2. 54 : Répartition (%) des opinions de la population sur la situation actuelle de la culture selon la région administrative

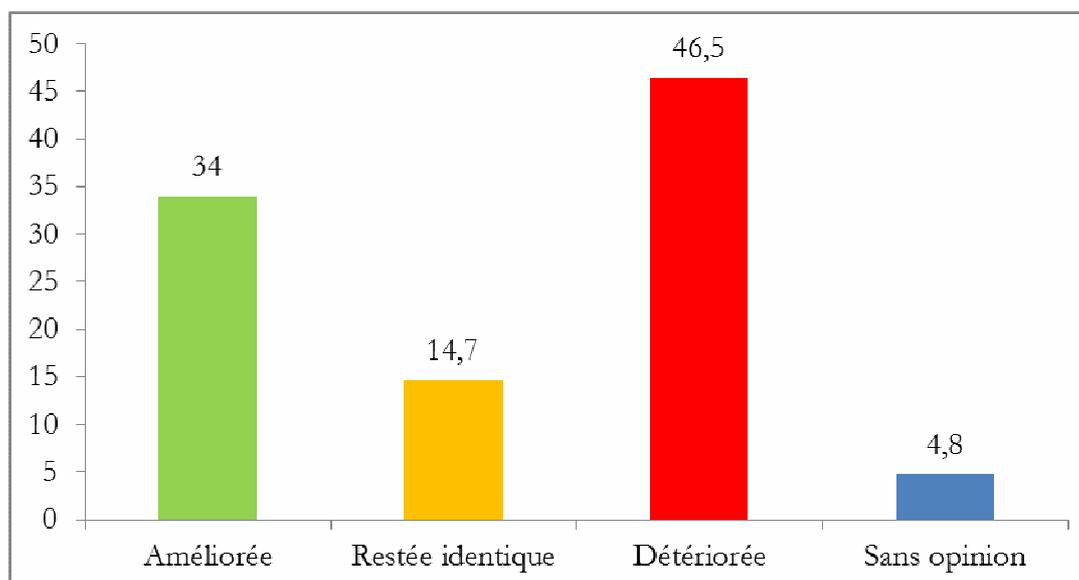
Région administrative	Bonne	Plus ou moins bonne	Mauvaise	Sans opinion
Boké	21	32,3	41,9	4,9
Conakry	26,6	22	51,1	0,4
Faranah	35,8	31,2	29,2	3,7
Kankan	33,4	34,8	23,6	8,2
Kindia	20,7	35,6	43,6	0,1
Labé	40,6	29,8	12,4	17,1
Mamou	34,2	33,6	19,7	12,4
N'Zérékoré	39,1	29,2	31,6	0,1

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

9.2 Évolution de la situation culturelle de la Guinée

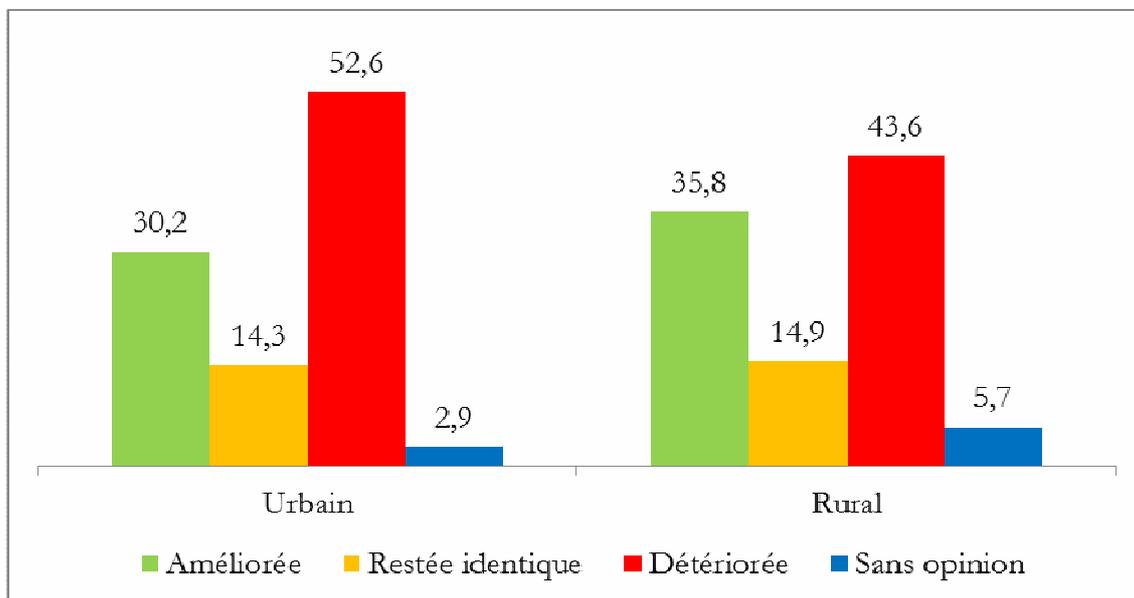
Dans l'ensemble, la majorité (46,5%) des Guinéens estime que la situation culturelle du pays s'est détériorée par rapport au passé. Seulement 34% pensent qu'elle s'est améliorée et près de 15% déclarent qu'elle est restée identique.

Graphique 2. 84 : Répartition (%) des citoyens selon leur perception de l'évolution de la situation culturelle de la Guinée



La même tendance est observée en milieu urbain et en milieu rural : plus de la moitié des urbains (52,6%) pensent que la situation de la culture par rapport au passé s'est dégradée contre 43,6% des ruraux.

Graphique 2. 85 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur l'évolution de la culture par rapport au passé, par milieu de résidence



L'analyse par région montre que le sentiment de détérioration de la situation culturelle est beaucoup plus perceptible au niveau des populations vivant dans les régions de Kindia (66,3%), Boké (60,9%) et Conakry (58,1%). A l'inverse, à Kankan (41,3%), Labé (49,9%) et Mamou (41,5%), les populations sont relativement plus nombreuses à penser que la situation culturelle du pays s'est plutôt améliorée.

Tableau 2. 55 : Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation de l'évolution de la culture par rapport au passé, par région administrative

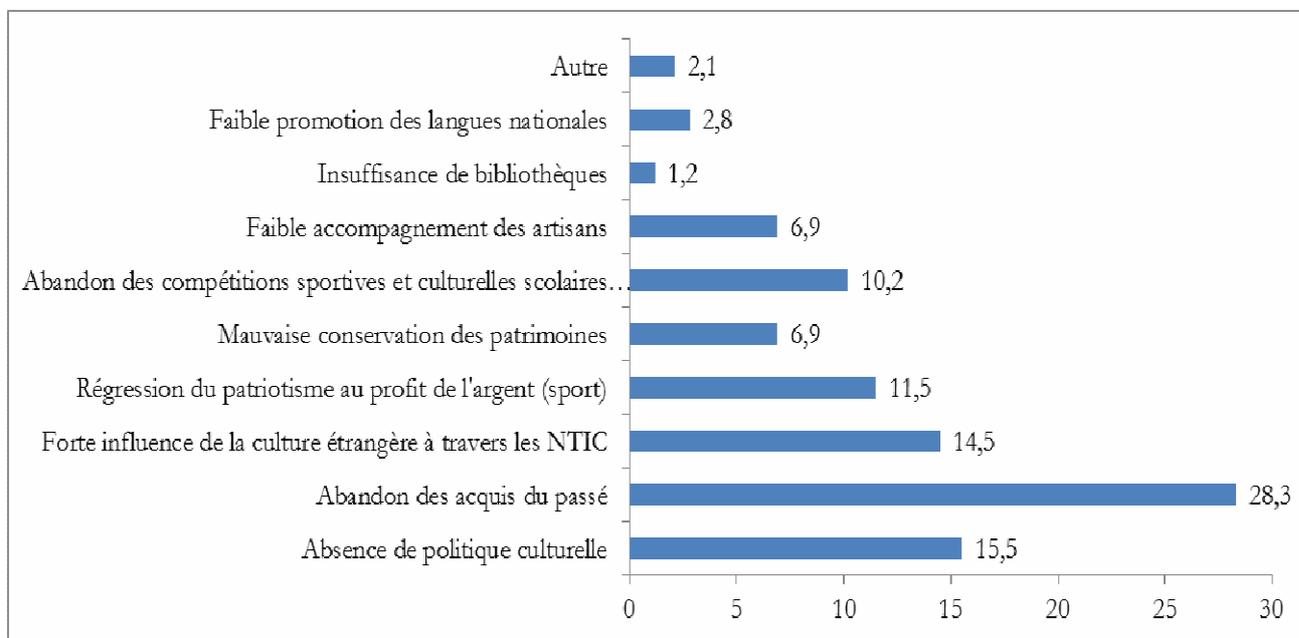
Région	Améliorée	Restée identique	Détériorée	Sans opinion	Total
Boké	25	8,3	60,9	5,7	100
Conakry	24,4	17,1	58,1	0,4	100
Faranah	34,7	15,1	46,3	3,9	100
Kankan	41,3	20,6	31,7	6,4	100
Kindia	22,9	10,2	66,3	0,6	100
Labé	49,9	8,4	26,9	14,8	100
Mamou	41,5	13,2	33,9	11,3	100
N'Zérékoré	38,6	20	40	1,4	100

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

9.3 Raisons de la détérioration de la situation culturelle

D'après les citoyens qui estiment que la situation culturelle s'est détériorée, les principales raisons de cette détérioration sont : l'abandon des acquis du passé (28,3% des cas de réponses), la forte influence de la culture étrangère à travers les TIC (14,5%), l'absence d'une politique culturelle (15,5%), l'abandon du patriotisme au profit de l'argent (11,5%) et l'abandon des compétitions sportives et culturelles scolaires et universitaires (10,2%).

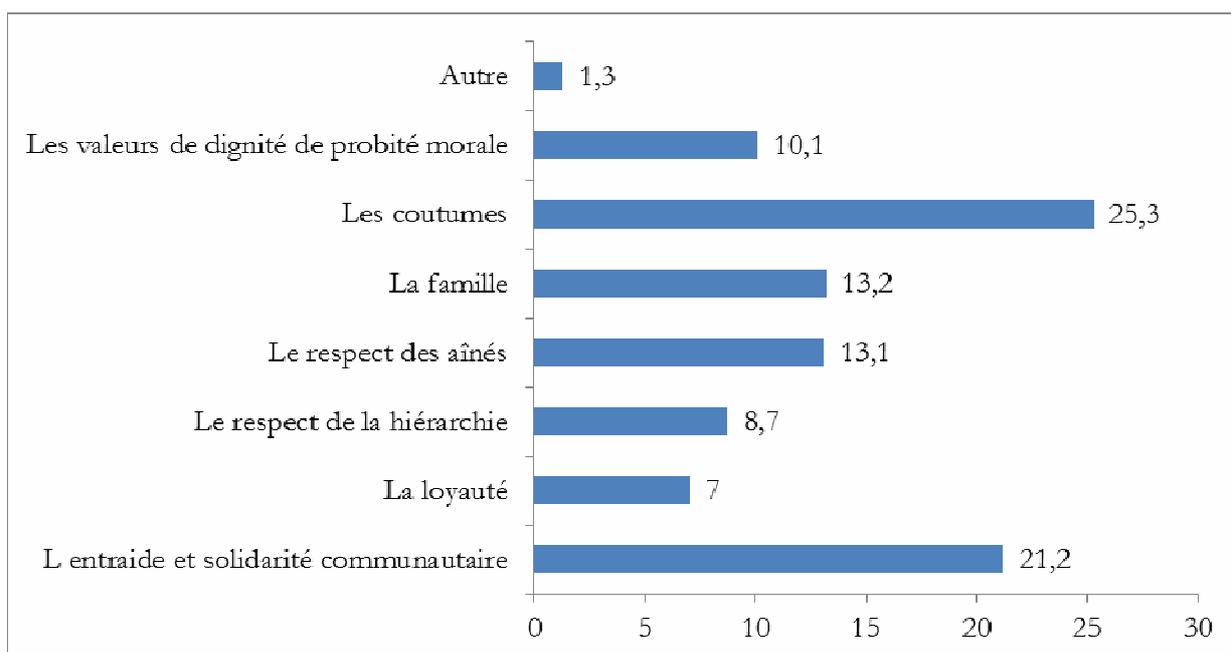
Graphique 2. 86 : Répartition (%) des cas de réponses des raisons de la détérioration de la situation culturelle par rapport au passé



9.4 Principales valeurs culturelles à sauvegarder

Pour les valeurs culturelles à sauvegarder, les citoyens guinéens citent principalement, par ordre d'importance décroissant : les coutumes (25,3%), l'entraide et la solidarité communautaire (21,2%), le respect des aînés (13,1%), la famille (13,2%) et les valeurs de dignité et de probité morale (10,1%).

Graphique 2. 87 : Répartition (%) des cas de réponses des valeurs culturelles à préserver



Au niveau régional, à part Kankan où l'entraide et la solidarité communautaire est en tête des valeurs culturelles à préserver (23,4%), les coutumes viennent en première position des valeurs culturelles à préserver dans toutes les autres régions.

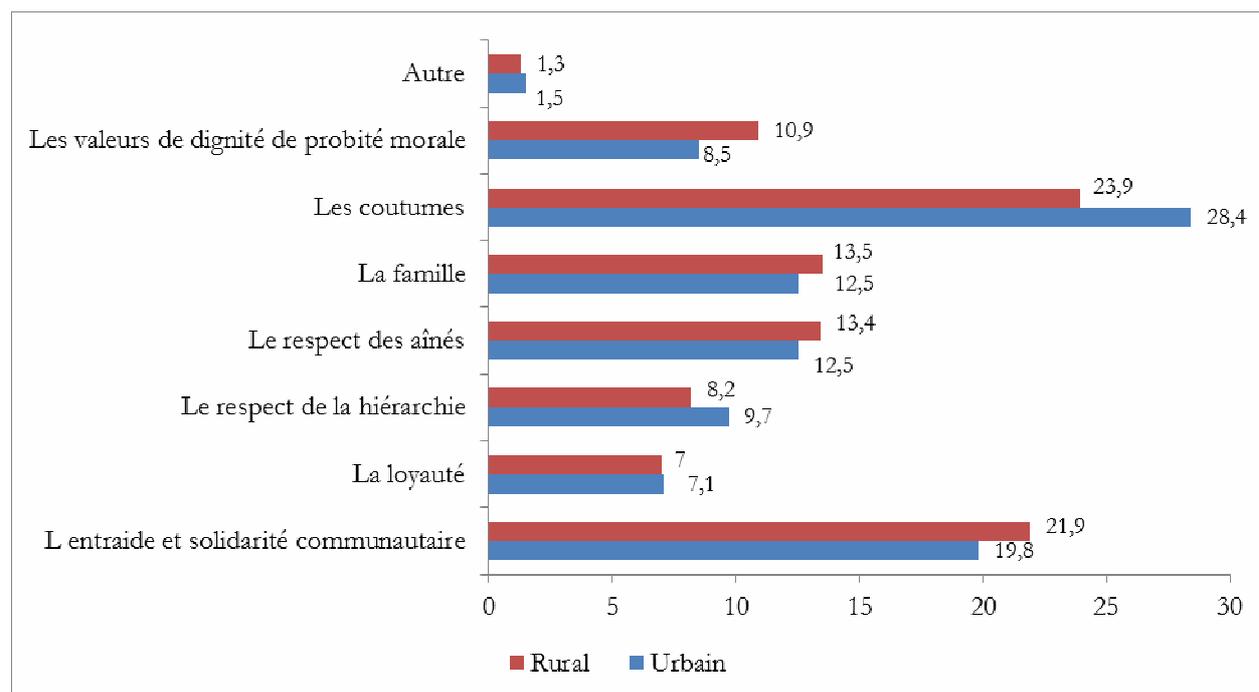
Tableau 2. 56 : Répartition (%) des cas de réponses des valeurs culturelles à préserver, par région administrative

Valeur culturelle	Boké	Conakry	Faranah	Kankan	Kindia	Labé	Mamou	N'Zérékoré
L'entraide et solidarité communautaire	20,2	18	21,2	23,4	21,8	22,1	19,3	22,6
La loyauté	7,8	7	6,4	9,5	7,7	6,3	7,5	4,1
Le respect de la hiérarchie	7	12,4	8,5	8,1	6,8	7,8	7,8	9,7
Le respect des aînés	11,7	11,5	12,7	9,9	13,1	17,3	14,7	15,6
La famille	16,9	12,2	18,3	9,7	16,7	3,9	11,9	15,8
Les coutumes	24,2	31,9	24,1	20,9	24	28,7	25,9	23,6
Les valeurs de dignité de probité morale	10,6	5,5	7,4	18,5	9,7	10,6	11,1	6,7
Autre	1,6	1,3	1,4	0,1	0,1	3,2	1,7	1,9

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Les résultats sur les valeurs culturelles à préserver en Guinée varient très peu selon le milieu de résidence. En effet, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, l'unanimité se dégage sur les coutumes et l'entraide communautaire comme les deux principales valeurs culturelles à sauvegarder en Guinée.

Graphique 2. 88 : Répartition (%) des cas de réponses de la population selon les valeurs culturelles à préserver par milieu de résidence



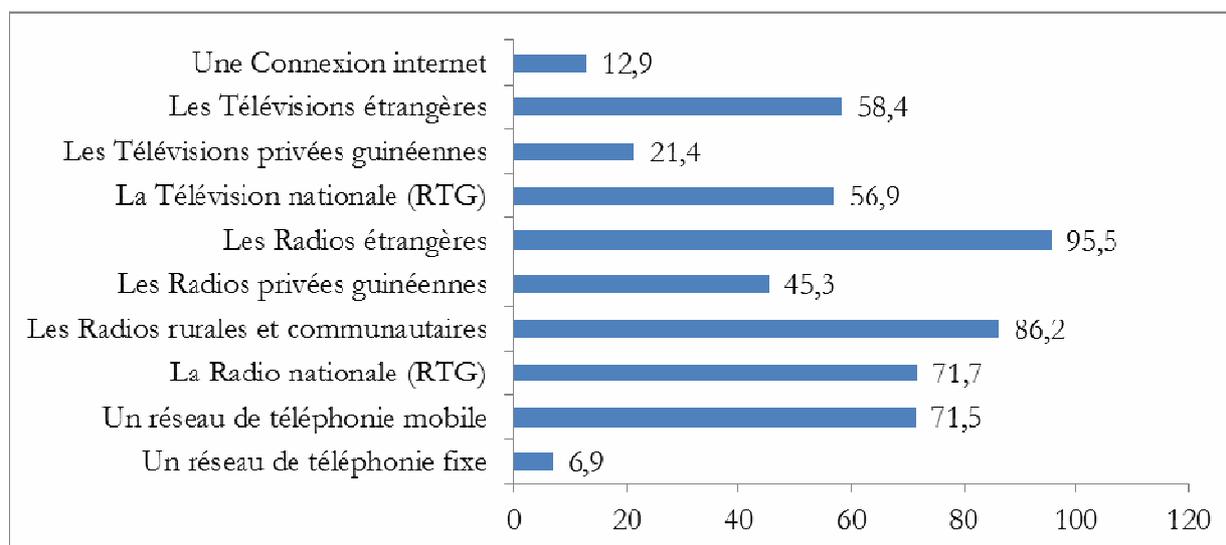
10 DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Lors de l'ENAPGUI, des questions relatives aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ont été posées aux citoyens. Ces questions concernent la couverture des localités par les TIC, l'appréciation de l'accès aux TIC par rapport au passé et, en termes d'amélioration, les TIC à prioriser dans le futur.

10.1 Opinion sur la couverture des localités par les TIC

D'après les opinions exprimées par les citoyens, les localités guinéennes sont, dans l'ensemble, assez largement couvertes par les TIC.

Graphique 2. 89 : Proportion de citoyens dont la localité est couverte par une TIC



Une analyse plus fine montre que, du point de vue de la couverture, les TIC se répartissent en trois groupes. Le premier est composé, par ordre d'importance décroissant, des radios étrangères, des radios rurales et communautaires, de la Radio Nationale (RTG), de la téléphonie mobile qui sont, de de loin, les TIC les plus répandues auprès des populations. Le deuxième groupe de TIC est composé des radios privées guinéennes, des télévisions étrangères et de la Télévision Nationale. Quant au troisième groupe, il est constitué des télévisions privées guinéennes, la téléphonie fixe et la connexion internet, qui forment le groupe de TIC les moins répandues dans l'ensemble du pays.

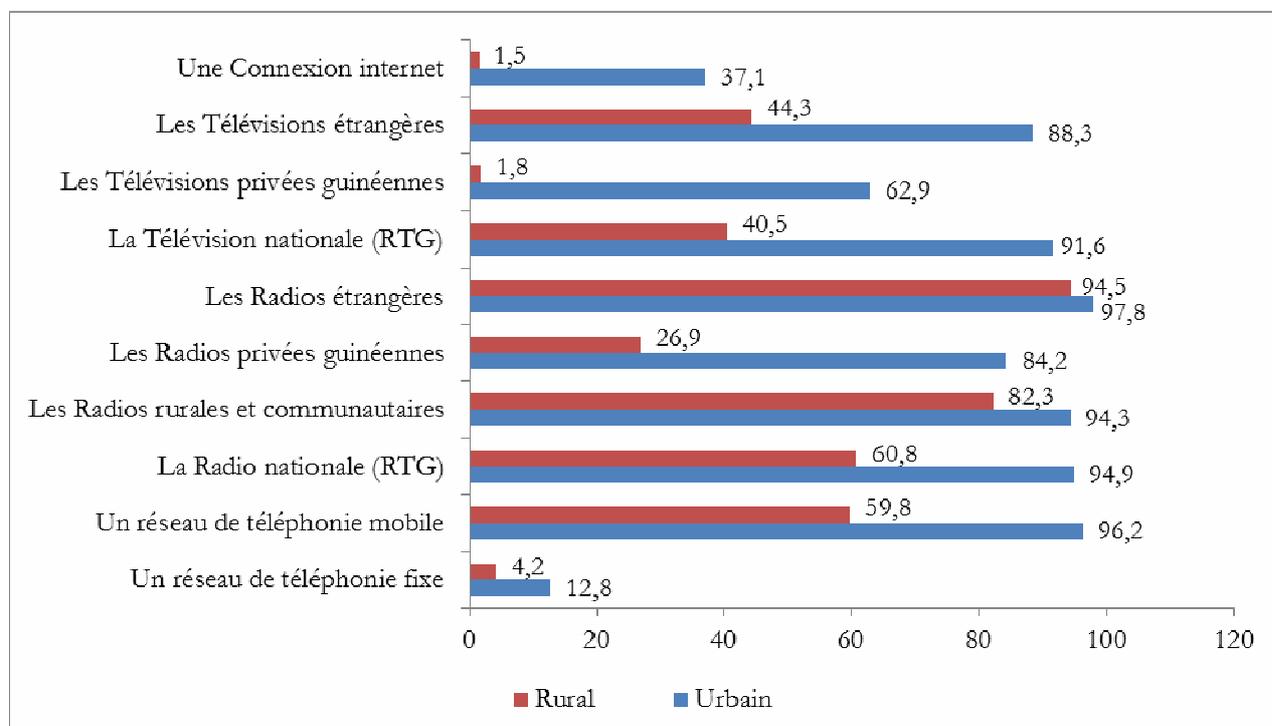
TIC	Couverture (%)
Radios étrangères	✓ 95,5
Radios rurales et communautaires	✓ 86,2
Radio Nationale	✓ 71,7
Radios privées guinéennes	! 45,3
Télévisions étrangères	! 58,4
Télévisions privées guinéennes	✗ 21,4
Télévision Nationale	! 56,9
Téléphonie mobile	✓ 71,5
Téléphonie fixe	✗ 6,9
Connexion internet	✗ 12,9

Tableau 2. 57 : Taux de couverture par TIC

L'examen des résultats par milieu de résidence montre des disparités importantes dans la couverture par les TIC. En effet, à part les radios étrangères qui couvrent de manière

quasi identique toutes les zones, quelle que soit la TIC considérée, la couverture est nettement plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural, et les écarts sont parfois considérables. À titre illustratif, moins de 2 % des citoyens vivant en milieu rural ont la possibilité de suivre une télévision privée guinéenne ou d'avoir une connexion internet.

Graphique 2. 90 : Proportion de citoyens dont la localité est couverte par une TIC, par milieu de résidence



L'analyse de la couverture des TIC par région administrative invite à deux remarques principales. La première est que les radios étrangères et les radios rurales et communautaires couvrent toutes les régions de manière presque égale. La deuxième remarque est que la couverture par les TIC est largement meilleure à Conakry que dans les autres régions. En particulier, Conakry se distingue par une proportion nettement plus élevée de personnes ayant accès à la connexion internet (42,3 %).

Tableau 2. 58 : Proportion de citoyens dont la localité est couverte par une TIC, par milieu de résidence

TIC	Boké	Conakry	Faranah	Kankan	Kindia	Labé	Mamou	N'Zérékoré
Un réseau de téléphonie fixe	🟡 8,7	🔴 5,1	🟡 7,5	🟢 19,1	🔴 0,8	🔴 3,7	🔴 3,9	🔴 3,7
Un réseau de téléphonie mobile	🔴 67	🟢 100	🔴 64,8	🔴 59,3	🔴 56,1	🔴 62	🔴 62,2	🟢 87,1
La Radio nationale (RTG)	🟡 74	🟢 98,3	🔴 59,4	🔴 50,7	🔴 48,6	🟢 84	🔴 48,2	🟢 95,3
Les Radios rurales et communautaires	🟢 88	🟢 92,3	🟡 86	🟢 88,6	🔴 64,7	🟢 89	🟡 75,7	🟢 97,7
Les Radios privées guinéennes	🟢 71	🟢 99,7	🔴 7,5	🔴 18,2	🟡 62,3	🟡 50	🔴 15,9	🔴 18,8
Les Radios étrangères	🟢 98	🟢 98,4	🔴 89,4	🟡 94,5	🟢 98,5	🟡 94	🔴 86,4	🟢 98,5
La Télévision nationale (RTG)	🟡 59	🟢 97,9	🟡 57,3	🔴 35,4	🔴 40,8	🔴 45	🔴 34,6	🟡 66,9
Les Télévisions privées guinéennes	🔴 11	🟢 98,3	🔴 5,1	🔴 2,1	🔴 17,4	🔴 8,6	🔴 4,4	🔴 1,4
Les Télévisions étrangères	🟡 66	🟢 95,9	🔴 48,2	🔴 37,8	🔴 36,2	🔴 44	🔴 35,5	🟢 81,6
Une Connexion internet	🔴 8,4	🟢 42,3	🔴 3,6	🔴 7,1	🔴 6,3	🔴 8	🔴 5	🔴 11,7

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

10.2 Opinions sur l'évolution de l'accès aux TIC dans les localités par rapport au passé

D'après les populations, l'accès aux différentes TIC a évolué de manière assez variable suivant la TIC considérée. En effet, les résultats montrent que la téléphonie mobile, les radios rurales et communautaires et les radios étrangères sont les trois TIC dont l'accès a connu les plus importants progrès par rapport au passé. Viennent ensuite la RTG (Radio et Télévision Nationales), les radios privées guinéennes et les télévisions étrangères. La téléphonie fixe, les télévisions privées guinéennes et la connexion internet sont les TIC dont l'accès a enregistré l'amélioration la plus faible.

Tableau 2. 59 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur la façon dont l'accès aux services de TIC dans leur localité a évolué par rapport au passé

TIC	Amélioré	Stagné	Détérioré	Non applicable	Sans opinion/Ne sait pas
Un réseau de téléphonie fixe	🔴 4,7	1,7	🟡 8,5	84,6	0,5
Un réseau de téléphonie mobile	🟢 55,2	9,4	🔴 9,7	25,7	0,0
La Radio nationale (RTG)	🟡 45,5	14,3	🔴 17,7	22,0	0,5
Les Radios rurales et communautaires	🟢 68,4	13,5	🟡 7,8	10,0	0,3
Les Radios privées guinéennes	🟡 39,6	5,1	🔴 1,9	53,2	0,2
Les Radios étrangères	🟢 79,2	13,2	🔴 0,9	4,4	2,3
La Télévision nationale (RTG)	🟡 38,8	10,5	🔴 11,2	38,7	0,8
Les Télévisions privées guinéennes	🔴 19,7	2,8	🔴 0,2	77,0	0,3
Les Télévisions étrangères	🟡 47,0	9,0	🔴 2,5	39,2	2,2
Une Connexion internet	🔴 9,0	3,7	🔴 0,7	83,0	3,6

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Par ailleurs, il apparaît clairement que la Radio Nationale et, dans une moindre mesure, la téléphonie mobile et la Télévision Nationale, ont enregistré, du point de vue de l'accès par rapport au passé, la détérioration la plus notable.

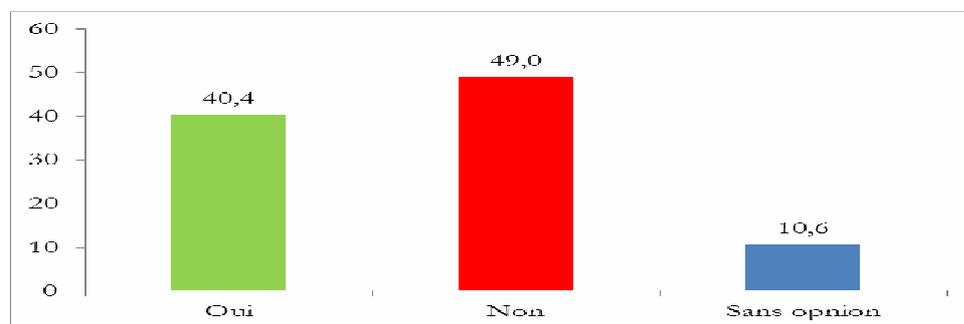
11 DOMAINE RELATIF AU GENRE

Les questions du genre sont d'actualité de nos jours. Et, pour cette raison, tous les programmes et projets de développement essaient d'en tenir compte. Aussi, lors de l'ENAPGUI, les perceptions des populations sur la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée ont-elles été recueillies.

11.1 Opinion sur la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée

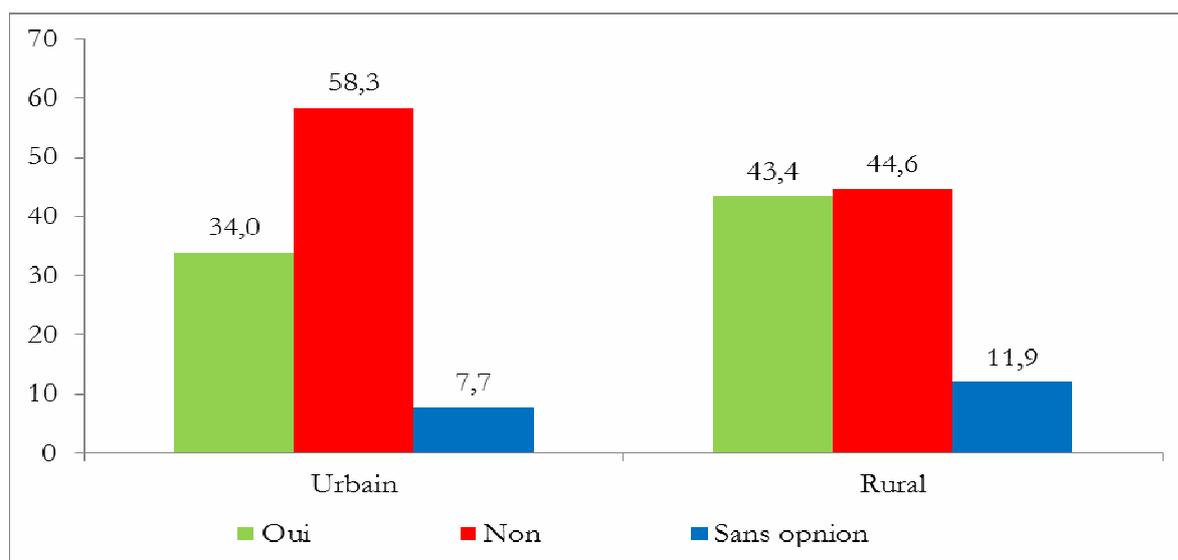
Au niveau national, les opinions des citoyens sont partagées sur la question de la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée, mais ceux qui estiment que le genre n'est pas suffisamment pris en compte sont majoritaires (49%).

Graphique 2. 91 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur le fait que le genre est suffisamment pris en compte ou non dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée



Les opinions des citoyens sur la prise en compte du genre suivent la même tendance que celle observée au niveau national aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Toutefois, l'écart est nettement plus tranché en milieu urbain où 58,3 % des citoyens estiment que le genre n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée.

Graphique 2. 92 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée, par milieu de résidence



Au niveau régional, les opinions des citoyens sont les mêmes que celles exprimées au niveau national, à l'exception de N'Zérékoré (83,2%) et de Faranah (57,2%) où ceux qui pensent que le genre est suffisamment pris en compte dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée sont majoritaires.

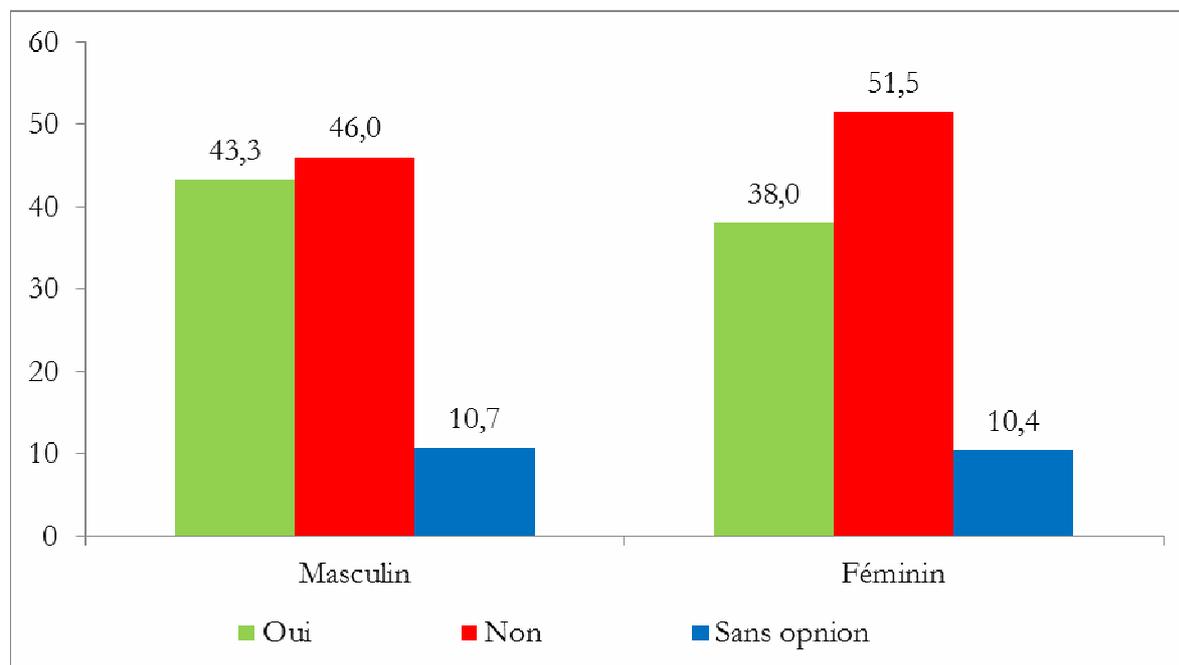
Tableau 2. 60 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée, par région administrative

Région administrative	Oui	Non	Sans opinion
Boké	35,9	57,4	6,7
Conakry	23,2	71,7	5,1
Faranah	57,2	31,2	11,6
Kankan	27,2	53,3	19,5
Kindia	32,5	66,2	1,3
Labé	29,1	48,8	22,1
Mamou	28,8	42,5	28,7
N'Zérékoré	83,2	15,5	1,3

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Du point de vue sexe, c'est le même constat mais les femmes (51,5 %) sont relativement plus nombreuses à penser que le genre n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée.

Graphique 2. 93 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée, selon le sexe



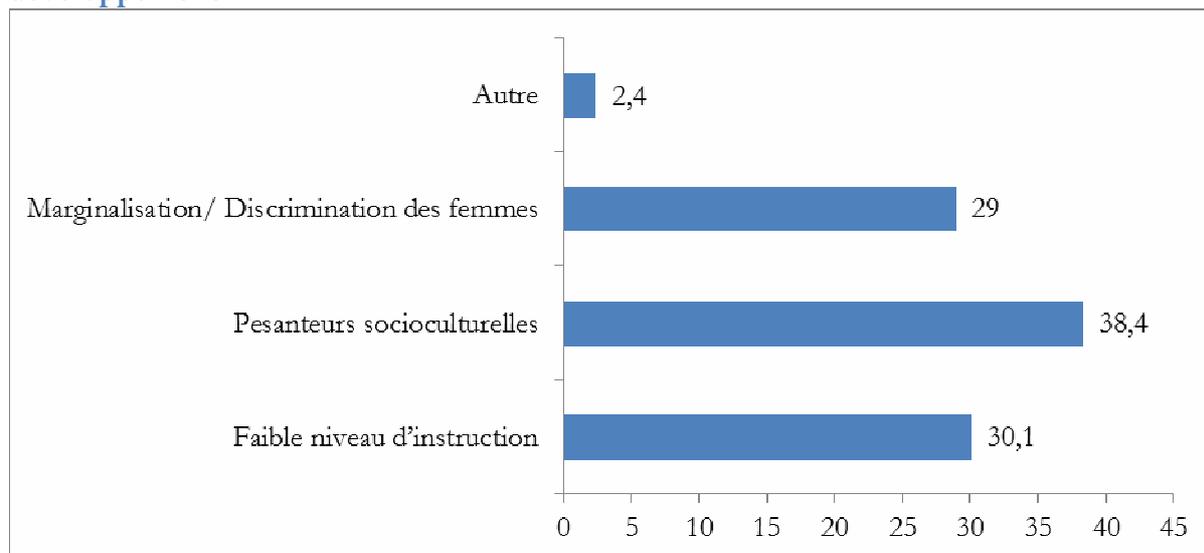
11.2 Raisons de la non prise en compte suffisante du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée

Dans l'ensemble, pour les citoyens qui estiment que le genre n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée, les principales raisons de cette situation sont : les pesanteurs socioculturelles (38,4%), le faible niveau d'instruction (30,1%) et la marginalisation/discrimination des femmes (29,%).

Ce constat est pratiquement le même dans toutes les régions.

Graphique 2. 94 : Répartition (%) des cas de réponses des raisons pour lesquelles le genre n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques, programmes et projets

développement



12 DOMAINE RELATIF A L'ENVIRONNEMENT

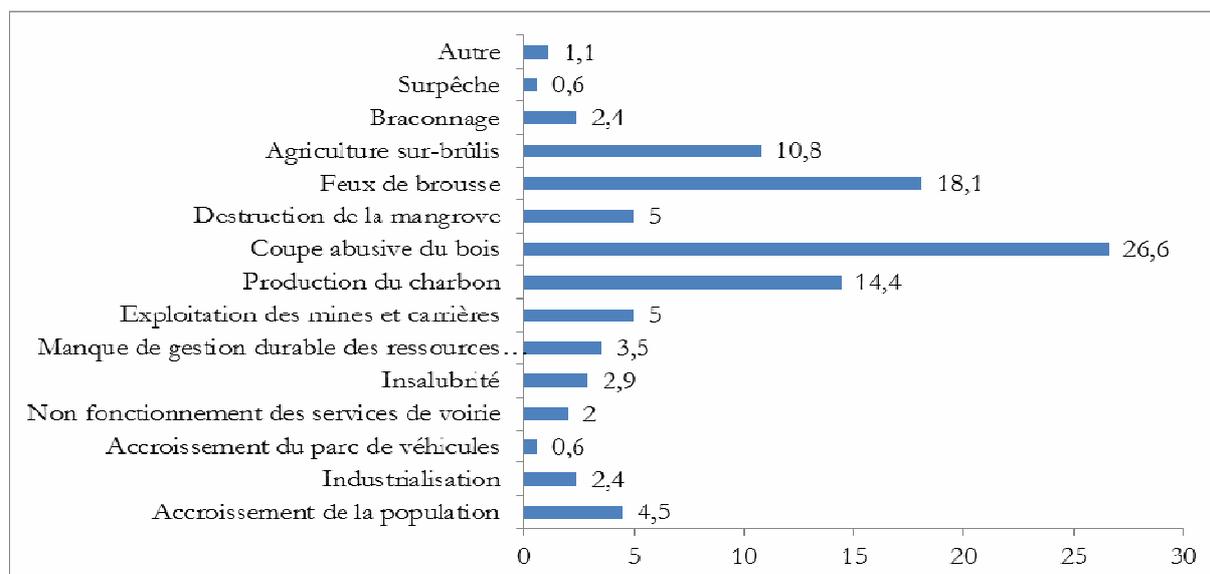
L'ENAPGUI s'est intéressée aux principales causes de la dégradation de l'environnement d'après les citoyens.

12.1 Causes de la dégradation de l'environnement

Pour les citoyens guinéens, les principales causes de la dégradation de l'environnement sont : la coupe abusive du bois (26,6% des cas de réponses), les feux de brousse (18,1%), l'agriculture sur-brûlis (10,8%) et la production du charbon (14,4%).

Ces raisons ont été, en grande partie, citées dans toutes les régions administratives y compris Conakry. A cela, s'ajoute l'exploitation des mines et des carrières (10,5%) qui a été évoquée dans la région de Kankan.

Graphique 2. 95 : Répartition (%) des cas de réponses des causes de la dégradation de l'environnement



Les mêmes raisons sont revenues en milieu urbain comme en milieu rural.

13 DOMAINE RELATIF A L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER

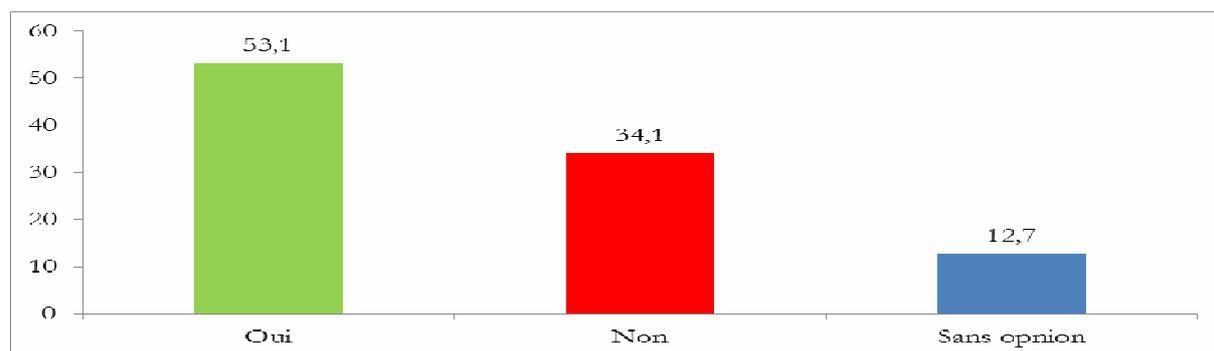
La Guinée a-t-elle actuellement une bonne réputation à l'étranger ? Comment l'image de la Guinée à l'étranger a-t-elle évolué ? Si cette image s'est détériorée, quelles en les raisons ? Que faut-il faire pour améliorer la réputation de la Guinée à l'étranger ?

Les réponses des citoyens à ces différentes questions sont analysées dans cette section.

13.1 Perceptions des citoyens sur l'image de la Guinée à l'étranger

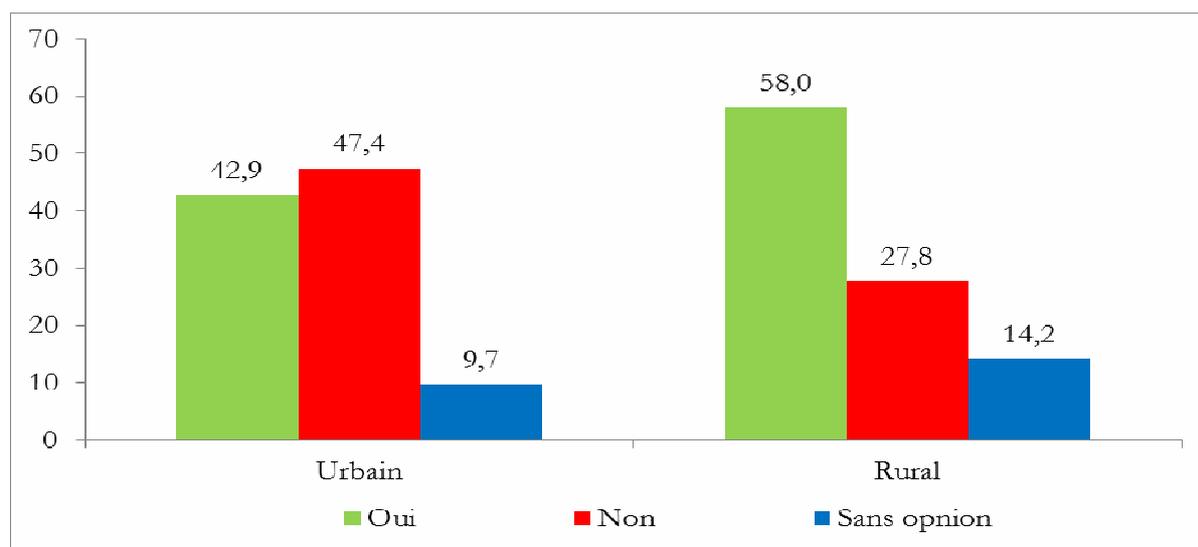
Dans l'ensemble, plus de la moitié des citoyens (53,1%) pense que la Guinée a actuellement une bonne réputation à l'étranger.

Graphique 2. 96: Répartition (%) des opinions des citoyens selon qu'ils pensent que la Guinée a ou non, une bonne réputation à l'étranger



La proportion de personnes estimant que la Guinée a actuellement une bonne réputation à l'étranger varie significativement selon le milieu de résidence. En effet, ceux qui pensent que le pays a une bonne réputation à l'étranger ne sont majoritaires (58%) qu'en milieu rural. En milieu urbain, ce sont les citoyens qui pensent le contraire qui sont majoritaires (47,4%).

Graphique 2. 97 : Répartition (%) des citoyens selon qu'ils pensent que la Guinée a, oui ou non, une bonne réputation à l'étranger, par milieu de résidence



Au niveau régional, les résultats montrent que le constat fait au niveau de l'ensemble du pays reste valable pour les régions à l'exception de Conakry (64,8%), Labé (46,7%) et Mamou (43,8 %) où les citoyens qui pensent que la Guinée n'a pas une bonne réputation à l'étranger sont majoritaires. Les résultats font également apparaître une proportion élevée

de citoyens sans opinion sur la question de la réputation de la Guinée à l'étranger, dans certaines régions.

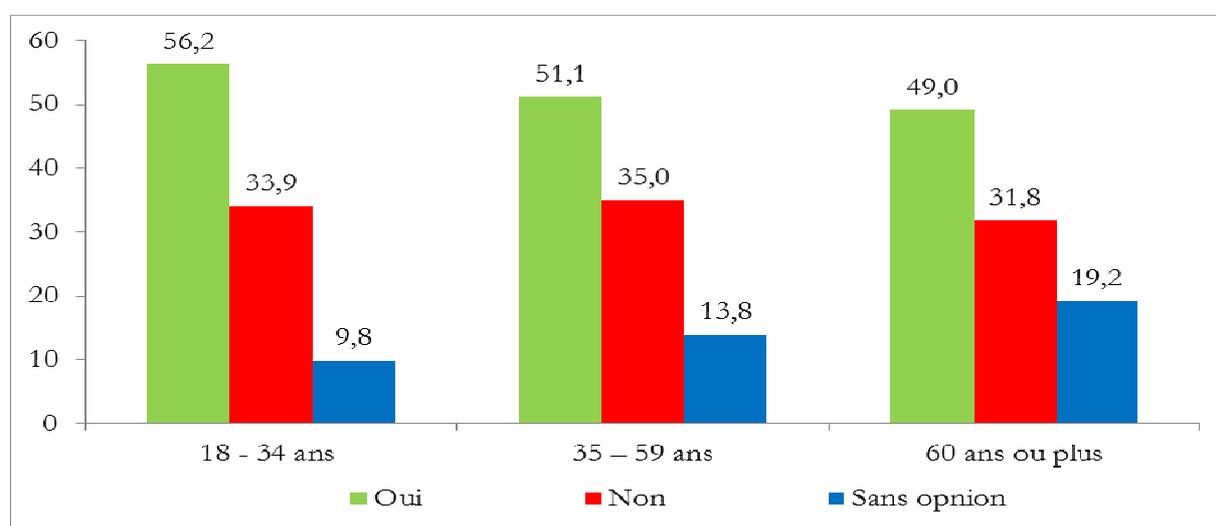
Tableau 2. 61 : Répartition (%) des citoyens selon qu'ils pensent que la Guinée a, oui ou non, une bonne réputation à l'étranger, par région administrative

Région administrative	Oui	Non	Sans opinion
Boké	44,0	35,8	20,2
Conakry	26,4	64,8	8,8
Faranah	69,9	17,1	13,0
Kankan	78,8	17,9	3,3
Kindia	50,0	30,9	19,1
Labé	33,1	46,7	20,2
Mamou	30,8	43,8	25,5
N'Zérékoré	77,3	19,0	3,6

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Par rapport à l'âge, il ressort des résultats que la tendance observée au niveau national (une majorité de citoyens qui pensent que la Guinée a une bonne réputation à l'étranger) est la même quel que soit le groupe d'âge considéré, mais dans des proportions variables d'un groupe d'âge à un autre.

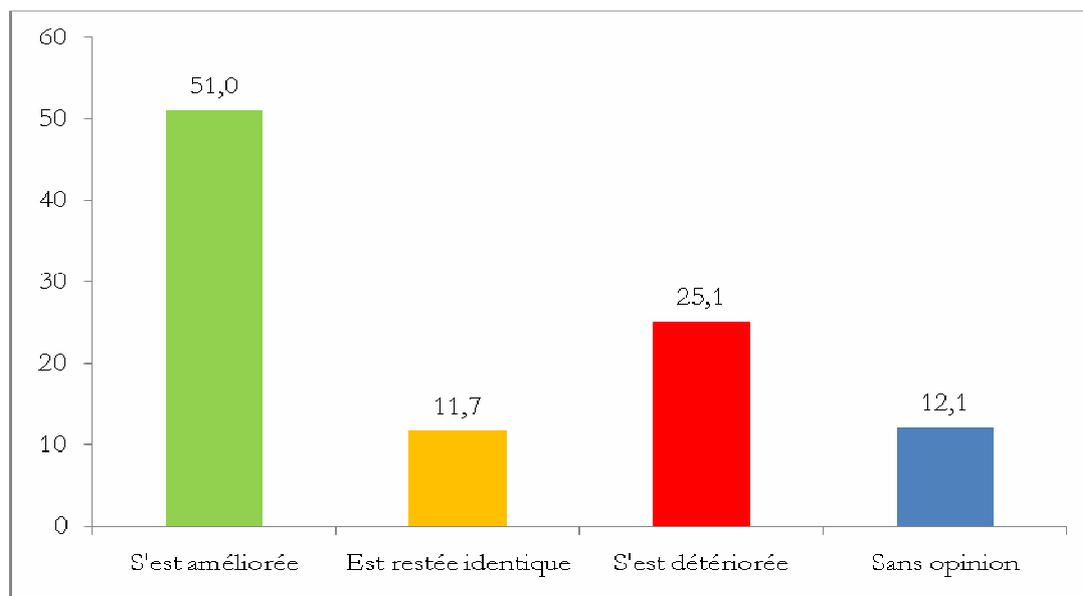
Graphique 2. 98 : Répartition (%) des citoyens selon qu'ils pensent que la Guinée a, oui ou non, une bonne réputation à l'étranger, par groupe d'âge



13.2 Perception sur l'évolution de l'image de la Guinée à l'étranger

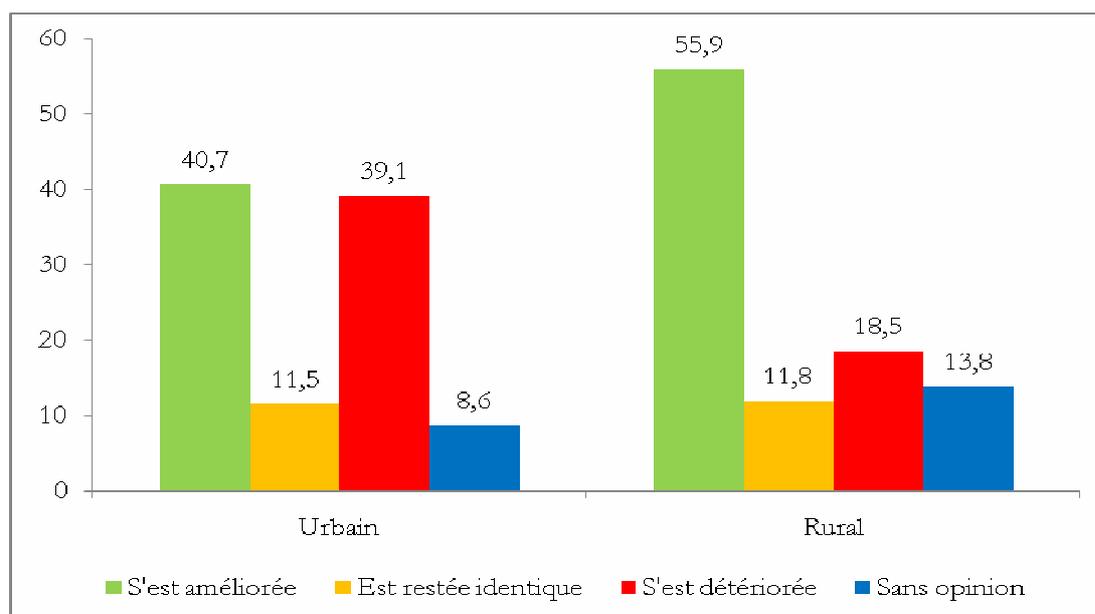
Concernant l'évolution de l'image du pays à l'étranger, la majorité (51%) des citoyens estime, dans l'ensemble, que celle-ci s'est améliorée contre 25,1% qui pensent qu'elle s'est détériorée.

Graphique 2. 99 : Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont a évolué l'image de la Guinée à l'étranger



Selon le milieu de résidence, les résultats montrent la même tendance en milieu rural et au niveau national : les citoyens qui pensent que l'image du pays s'est améliorée sont majoritaires. En milieu urbain, par contre, les avis sont beaucoup plus partagés. En effet, dans ce dernier milieu, 40,7% des citoyens estiment que l'image du pays s'est améliorée contre 39,1% qui ont un avis contraire.

Graphique 2. 100 : Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont a évolué l'image de la Guinée à l'étranger, selon le milieu de résidence



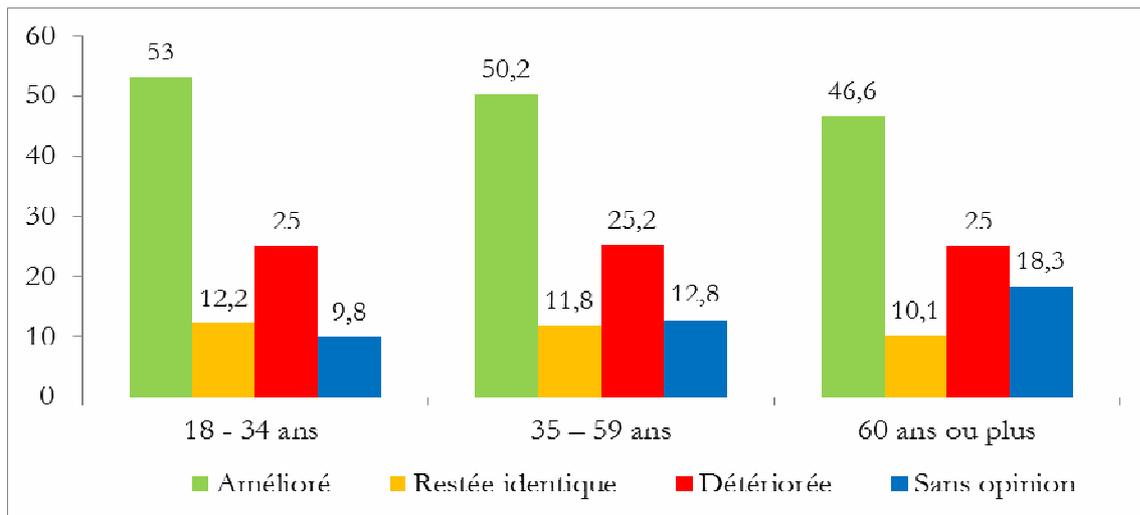
Au niveau régional, Kankan (77,2%), N'Zérékoré (69,7%) et Faranah (67,3%) affichent la même tendance que celle du niveau national, soit une majorité de citoyens qui pensent que l'image du pays à l'étranger s'est améliorée. Dans les autres régions, la majorité des citoyens estiment que cette image s'est détériorée.

Tableau 2. 62 : Répartition (%) des opinions des citoyens sur la façon dont a évolué l'image de la Guinée à l'étranger, par région administrative

Région administrative	Amélioré	Restée identique	Détériorée	Sans opinion
Boké	47,0	13,5	21,5	18,0
Conakry	22,6	12,0	57,8	7,6
Faranah	67,3	9,6	9,2	13,9
Kankan	77,2	9,1	10,3	3,3
Kindia	52,4	13,4	15,7	18,5
Labé	30,0	10,1	41,2	18,7
Mamou	28,6	11,9	35,2	24,4
N'Zérékoré	69,7	13,7	12,6	4,1
Age				
18 - 34 ans	53,0	12,2	25,0	9,8
35 - 59 ans	50,2	11,8	25,2	12,8
60 ans ou plus	46,6	10,1	25,0	18,3
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012				

Par rapport à l'âge, la conclusion faite au niveau de l'ensemble du pays reste valable : ceux qui pensent que l'image de la Guinée à l'étranger s'est améliorée sont majoritaires quel que soit le groupe d'âge.

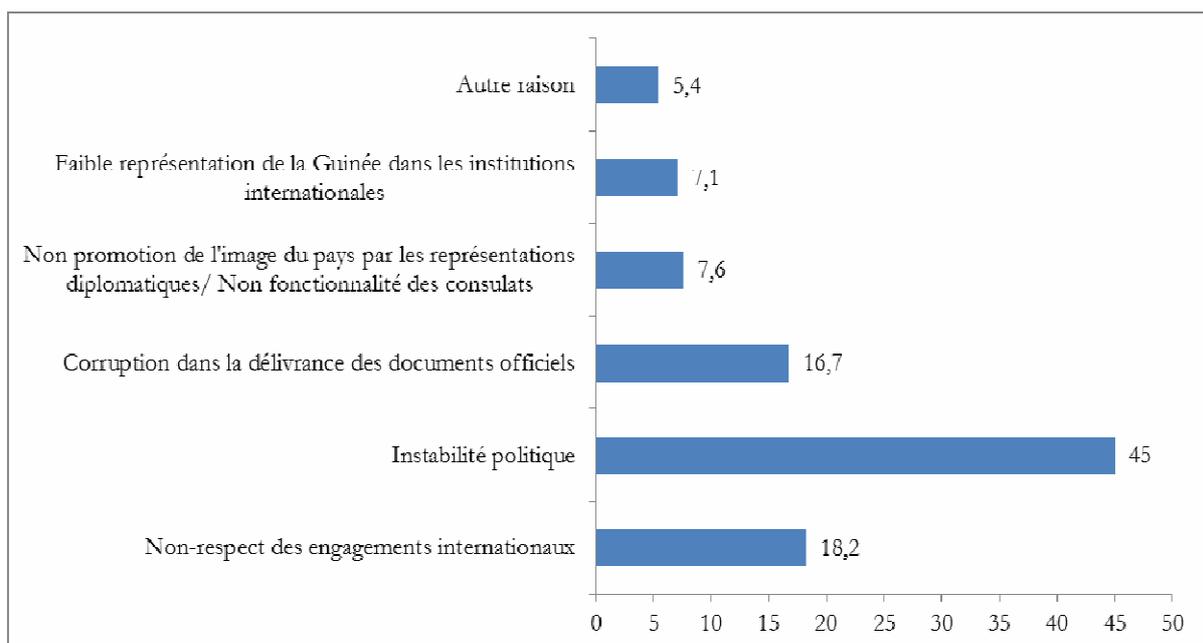
Graphique 2. 101 : Répartition (%) des citoyens selon leurs opinions sur la façon dont a évolué l'image de la Guinée à l'étranger, par groupe d'âge



13.3 Raisons de la détérioration de l'image de la Guinée à l'étranger

Dans l'ensemble et d'après les citoyens qui pensent que l'image du pays s'est détériorée, les principales raisons de la détérioration de cette image sont : l'instabilité politique (45%), le non-respect des engagements internationaux (18,2%) et la corruption dans la délivrance des documents officiels (16,7%).

Graphique 2. 102 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons de la détérioration de l'image de la Guinée à l'étranger



Au niveau régional, les résultats montrent que l'instabilité politique apparaît, dans toutes les régions, comme la première raison de la détérioration de l'image de la Guinée à l'étranger. Le non-respect des engagements internationaux et la corruption dans la délivrance des documents officiels viennent en deuxième ou en troisième position dans toutes les régions.

Tableau 2. 63 : Répartition (%) des cas de réponses des raisons de la détérioration de l'image de la Guinée à l'étranger, par région administrative

	Non-respect des engagements internationaux	Instabilité politique	Corruption dans la délivrance des documents officiels	Non promotion de l'image du pays par les représentations diplomatiques / Non fonctionnalité des consulats	Faible représentation de la Guinée dans les institutions internationales	Autre
Boké	18,5	45,5	17,5	4,4	5,7	8,4
Conakry	18,8	43,4	16,4	9,0	9,4	2,9
Faranah	22,3	34,1	16,0	7,0	9,5	11,1
Kankan	14,6	37,2	21,1	11,6	13,0	2,5
Kindia	26,9	28,7	28,5	8,0	4,7	3,2
Labé	15,2	62,8	7,0	3,9	0,7	10,4
Mamou	12,4	57,7	10,8	11,0	2,9	5,2
N'Zérékoré	16,7	40,8	21,9	3,7	9,1	7,8

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

C VISION DES POPULATIONS

L'ENAPGUI a recueilli des informations sur les aspirations des populations dans les domaines : social, économique, culturel et technologie de l'information et de la communication..

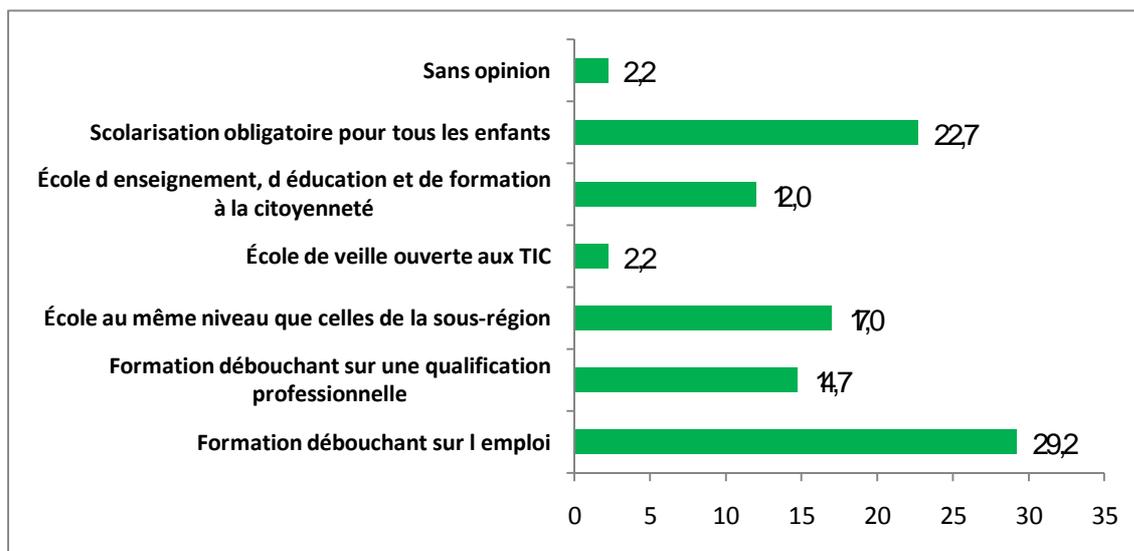
1 DOMAINE SOCIAL

Dans le domaine social, les populations aspirent globalement à une société disposant de ressources humaines bien éduquées et en bonne santé, favorisant l'intégration de toutes les couches de la société et l'accès à un emploi et à un logement décentes.

Les résultats obtenus ont permis d'approfondir la vision des populations dans certains domaines tels que l'éducation, la santé et l'emploi des jeunes.

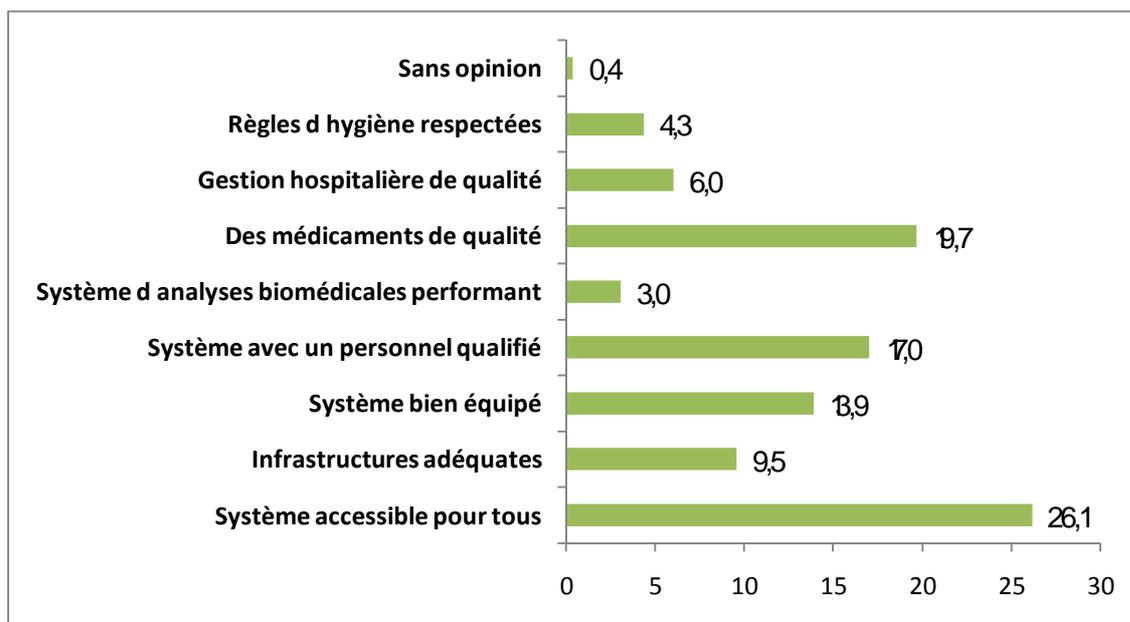
Dans le domaine de l'éducation, les populations aspirent au cours des prochaines années à une école dont la formation débouche sur un emploi (29,2% des cas de réponses), à une scolarisation obligatoire pour tous les enfants (22,7% des cas de réponses), à une école au même niveau que les écoles de la sous-région (17%), à un enseignement débouchant sur une qualification professionnelle (14,7%) et enfin à une école où les enseignements forment les enfants à la citoyenneté (12%).

Graphique 2. 103 : Répartition (%) des cas de réponses des aspirations des populations dans le domaine de l'éducation



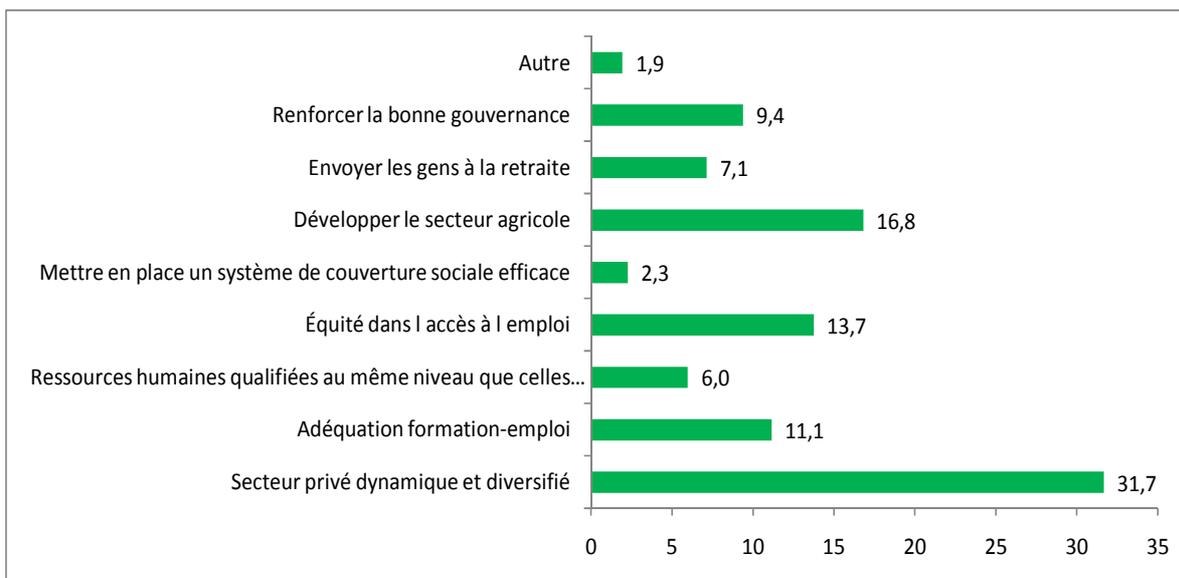
Dans le domaine de la santé, les populations souhaitent, au cours des prochaines années, avoir un système de santé accessible à tous (26,1% des cas de réponses), disposant en permanence de médicaments de qualité (19,7%), d'un personnel qualifié(17%), d'équipements de pointe (14%) et d'infrastructures adéquates (9,5%).

Graphique 2. 104 : Répartition(%) des cas de réponses des aspirations des populations dans le domaine de la santé



Dans le domaine de l'emploi des jeunes, les populations aspirent à un secteur privé dynamique et diversifié pourvoyeur d'emplois (31,7% des cas de réponses), au développement du secteur agricole (16,8%), à la promotion de l'équité dans l'accès à l'emploi (13,7%) et à l'adéquation de la formation à l'emploi (11,1%). Les autres aspirations concernent : le renforcement de la bonne gouvernance (7,1%), l'application correcte des textes relatifs à la mise à la retraite (7,1%) et le renforcement des capacités des ressources humaines conformément aux normes de la sous-région (6%).

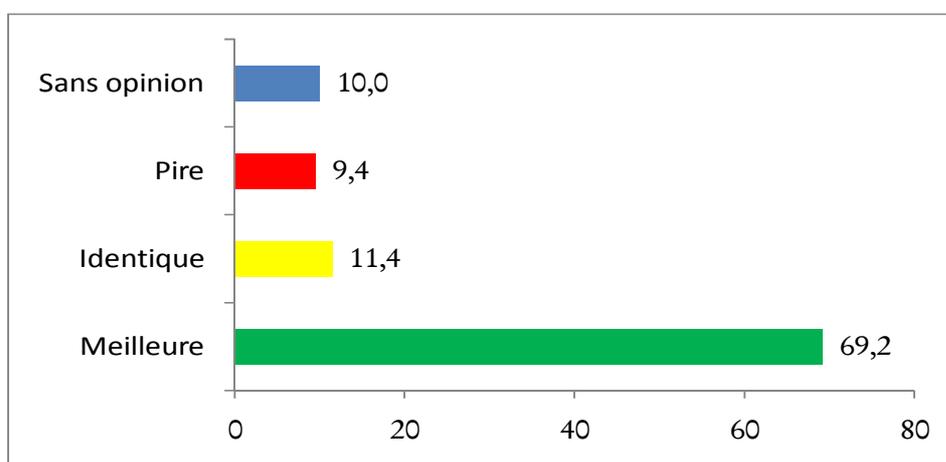
Graphique 2. 105 : Répartition(%) des cas de réponses des aspirations des populations dans le domaine de l'emploi jeune



2 DOMAINE ECONOMIQUE

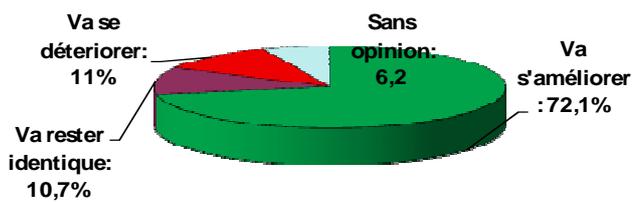
Dans l'ensemble, les Guinéens sont très optimistes sur l'avenir économique de leur pays, compte tenu certainement des immenses potentialités dont le pays dispose. En effet, près de sept Guinéens sur dix (69,2%) estiment que la situation économique guinéenne sera meilleure dans les prochaines années ; un peu plus d'un Guinéen sur dix (11,4%) pense qu'elle sera identique à celle actuelle et 9,4% de la population estiment qu'elle sera pire que celle actuelle.

Graphique 2. 106 : Répartition des personnes selon leur opinion sur la façon dont la situation économique va évoluer au cours des prochaines années



Egalement, les populations sont très optimistes sur l'atteinte de la sécurité alimentaire dans les années à venir. En effet, la majorité (72 %) a affirmé que la sécurité alimentaire va s'améliorer au cours des prochaines années. Seulement 11% ont déclaré le contraire.

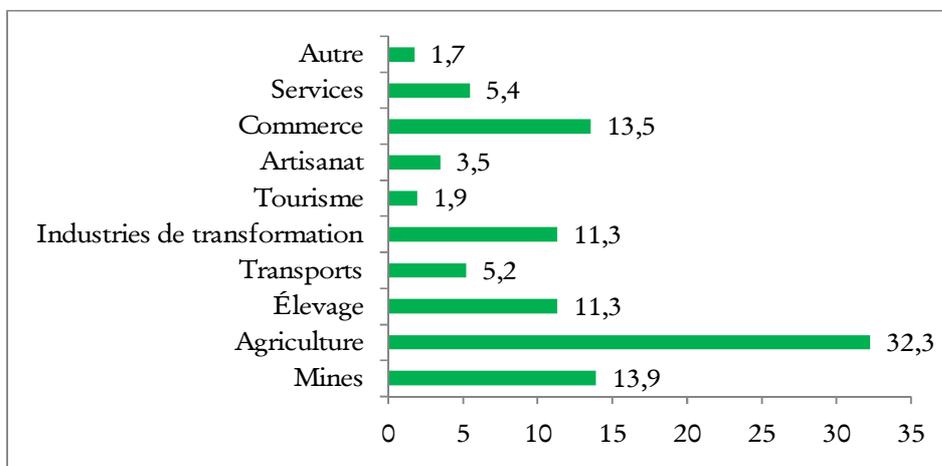
Graphique 2. 107 : Répartition (%) des personnes selon leur perception de la façon dont va évoluer la sécurité alimentaire au cours des prochaines années



L'espoir de perspectives meilleures pour l'économie guinéenne repose sur le développement de certains secteurs qu'ils considèrent comme les moteurs de la croissance économique.

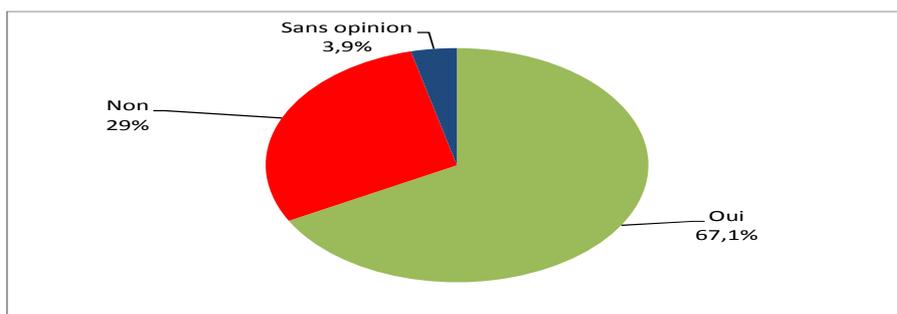
D'après les populations, les principaux secteurs porteurs de croissance sont : l'agriculture (32,3% des cas de réponses) ; les mines (14%), le commerce (13,5%) et l'élevage (11,3%). Malgré l'immensité et la diversité du potentiel touristique de la Guinée, ce secteur n'a été cité comme porteur de croissance que dans moins de 2% des cas de réponses.

Graphique 2. 108 : Répartition (%) des cas de réponse des populations sur les secteurs porteurs de croissance



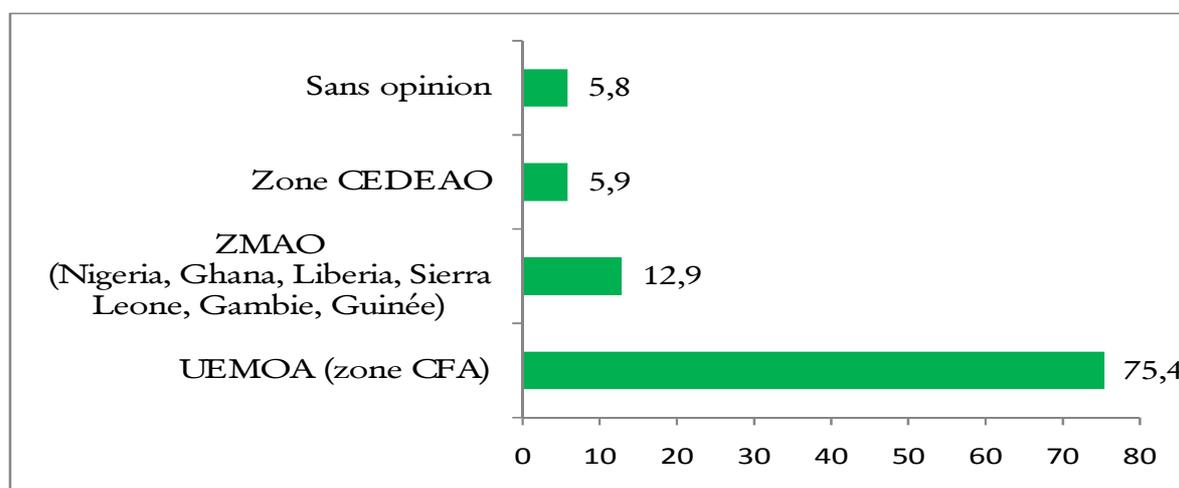
Concernant l'intégration monétaire au cours des prochaines années, plus de deux Guinéens sur trois (67%) sont favorables à ce que la Guinée intègre une zone monétaire dans le futur.

Graphique 2. 109 : Répartition (%) des personnes selon qu'elles sont favorables ou non à ce que la Guinée intègre une zone monétaire



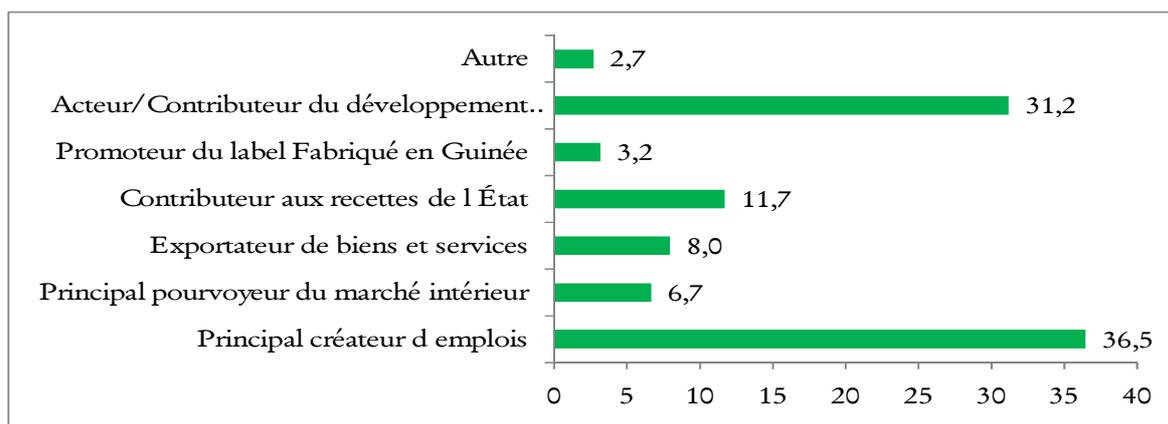
Les populations aspirent dans leur grande majorité (75,4%) à l'intégration à la zone CFA. Un peu plus d'un Guinéen sur dix (13%) a une préférence pour la ZMAO (13%) et seulement 6% pour la zone CEDEAO.

Graphique 2. 110 : Répartition (%) des personnes selon leur préférence de la zone monétaire que la Guinée devrait intégrer



S'agissant du rôle que le secteur privé devra jouer dans le futur, 36,5% des Guinéens aspirent à un secteur privé créateur d'emplois; acteur et contributeur au développement (31,2%) et principal pourvoyeur de recettes à l'Etat (11,7%). D'autres aspirations comme un secteur privé exportateur de biens et services (8%), principal pourvoyeur du marché intérieur (7%) et promoteur du label « Fabriqué en Guinée » (3%), ont été également évoquées.

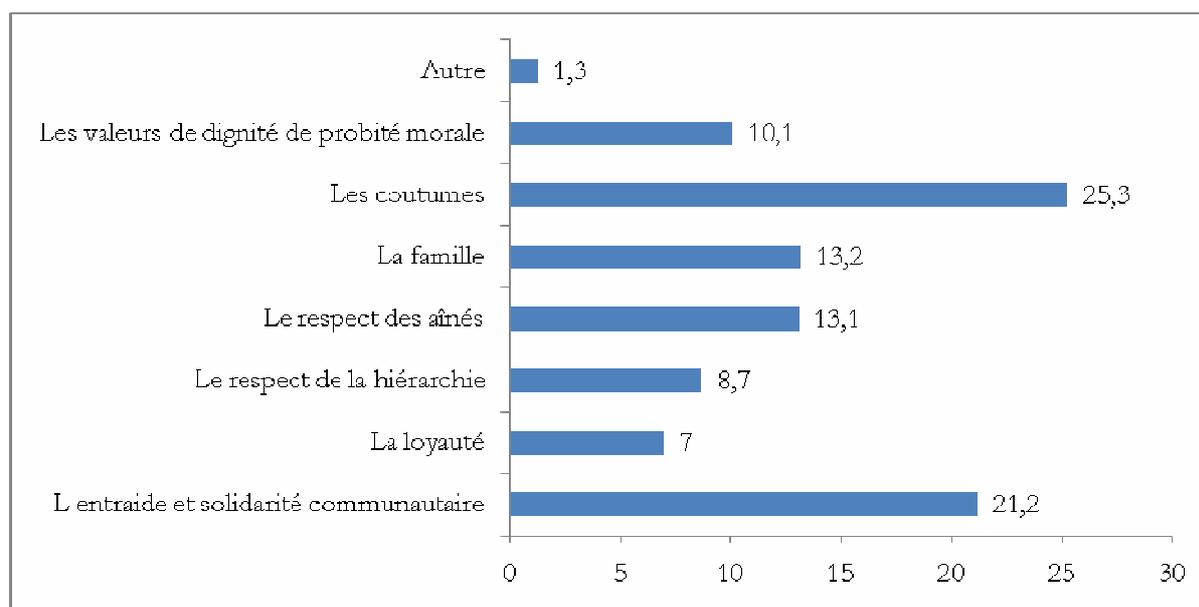
Graphique 2. 111 : Répartition (%) des cas de réponses des populations sur leurs attentes vis-à-vis du secteur privé



3 DOMAINE DE LA CULTURE

Les populations guinéennes sont attachées à la sauvegarde de leur patrimoine culturel. En ce qui concerne les valeurs culturelles à sauvegarder au cours des prochaines années, les citoyens guinéens citent principalement : les coutumes (25,3% des cas de réponses), l'entraide et la solidarité communautaire (21,2%), le respect des aînés (13,1%), la famille (13,2%) et les valeurs de dignité et de probité morale (10,1%).

Graphique 2. 112 : Répartition (%) des cas de réponses des valeurs culturelles à préserver



Cette vision est largement partagée au niveau de la plupart des régions à l'exception de Kankan où l'entraide et la solidarité communautaire sont proposées comme la première valeur culturelle à préserver (23,4 %).

Tableau 2. 64 : Répartition (%) des cas de réponses des populations sur les valeurs culturelles à préserver, selon la région administrative

Valeur culturelle	Boké	Conakry	Faranah	Kankan	Kindia	Labé	Mamou	N'Zérékoré
-------------------	------	---------	---------	--------	--------	------	-------	------------

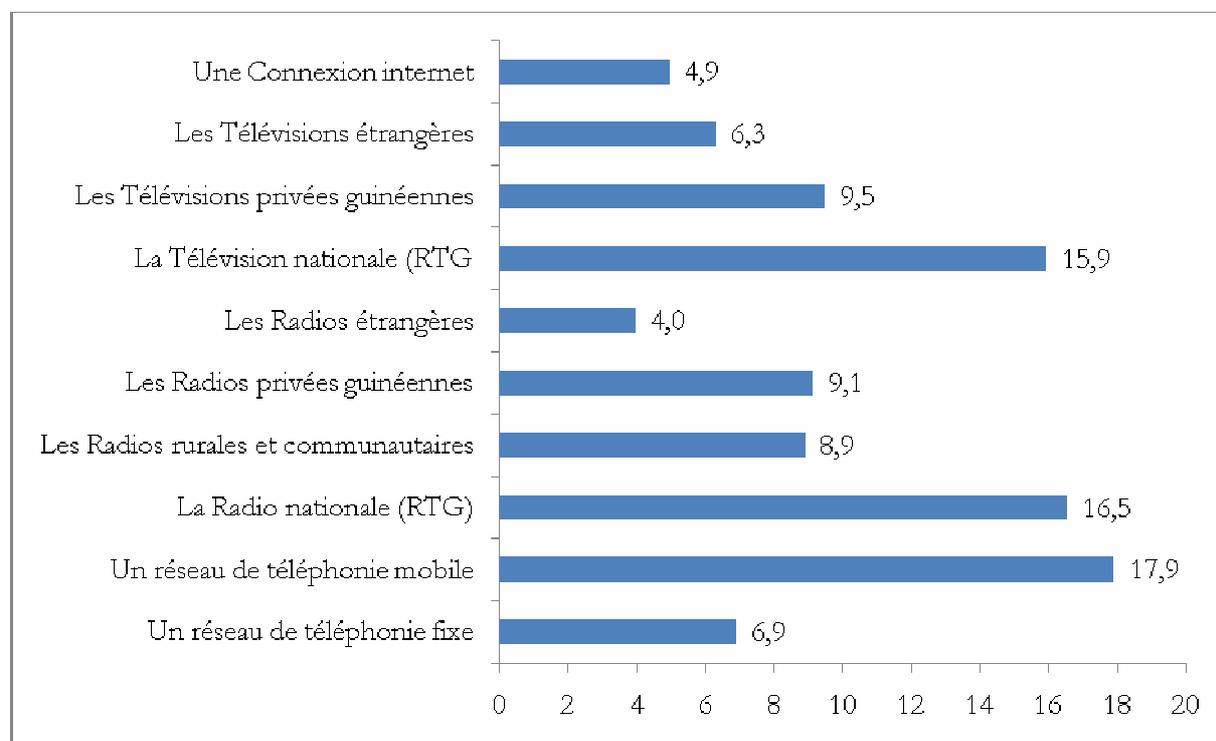
Valeur culturelle	Boké	Conakry	Faranah	Kankan	Kindia	Labé	Mamou	N'Zérékoré
L'entraide et solidarité communautaire	20,2	18	21,2	23,4	21,8	22,1	19,3	22,6
La loyauté	7,8	7	6,4	9,5	7,7	6,3	7,5	4,1
Le respect de la hiérarchie	7	12,4	8,5	8,1	6,8	7,8	7,8	9,7
Le respect des aînés	11,7	11,5	12,7	9,9	13,1	17,3	14,7	15,6
La famille	16,9	12,2	18,3	9,7	16,7	3,9	11,9	15,8
Les coutumes	24,2	31,9	24,1	20,9	24	28,7	25,9	23,6
Les valeurs de dignité de probité morale	10,6	5,5	7,4	18,5	9,7	10,6	11,1	6,7
Autre	1,6	1,3	1,4	0,1	0,1	3,2	1,7	1,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

4 DOMAINE DES TICS

Pour le futur, les populations souhaiteraient, en priorité, l'amélioration des services de la téléphonie mobile (17,9% des cas de réponses), des médias publics nationaux : radio nationale (16,5%) et télévision nationale (15,9%) et des services des médias privés nationaux : télévisions privées (9,5%), radios privées (9,1%) et radios rurales et communautaires (8,9%).

Graphique 2. 113 : Répartition (%) des cas de réponses des services pour lesquels les citoyens souhaiteraient une amélioration dans le futur



L'analyse des résultats par milieu de résidence montre que les tendances observées au niveau national restent valables aussi bien pour le milieu urbain que pour le milieu rural et les différentes régions administratives.

Le tableau ci-dessous présente, pour chaque région administrative, les trois premiers services pour lesquels les citoyens souhaiteraient une amélioration dans le futur.

Tableau 2. 65 : Répartition des trois premiers services pour lesquels les citoyens souhaiteraient une amélioration dans le futur

Région	1 ^{er} service	2 ^{ème} service	3 ^{ème} service
Boké	Réseau de téléphonie mobile	Télévision nationale	Radio nationale
Conakry	Réseau de téléphonie mobile	Radio nationale	Télévisions privées guinéennes
Faranah	Réseau de téléphonie mobile	Radio nationale	Télévision nationale
Kankan	Télévision nationale	Radio nationale	Réseau de téléphonie mobile
Kindia	Réseau de téléphonie mobile	Télévision nationale	Radio nationale
Labé	Réseau de téléphonie mobile	Radio nationale	Radios rurales et communautaire
Mamou	Radio nationale	Réseau de téléphonie mobile	Télévision nationale
N'Zérékoré	Réseau de téléphonie mobile	Radio nationale	Télévision nationale
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012			

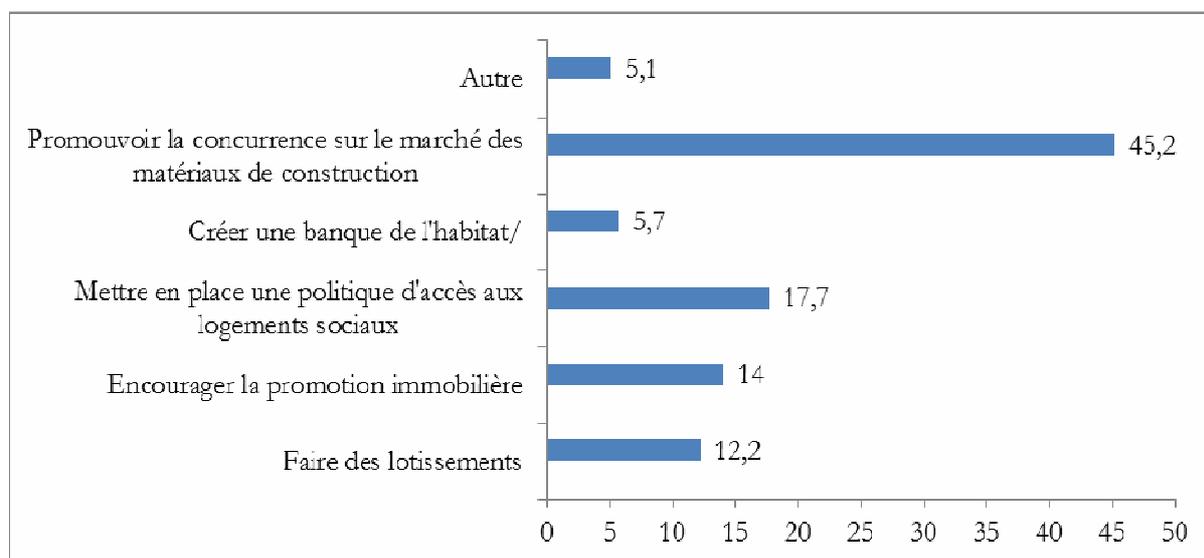
D PROPOSITIONS DE MESURES A METTRE EN OEUVRE

1. DOMAINE SOCIAL

Dans le domaine social, l'ENAPGUI a cerné les stratégies à entreprendre dans les domaines de l'accès au logement et de la prise en compte du genre dans les politiques, projets et programmes de développement.

En ce qui concerne l'accès au logement, les mesures proposées par le grand public sont : la promotion de la concurrence sur le marché des matériaux de construction (45,2%), la mise en place d'une politique d'accès aux logements sociaux (17,7%), l'encouragement de la promotion immobilière (14%) et la réalisation de lotissements (12,2%).

Graphique 2. 114 : Répartition (%) des cas de réponses des actions à mener par le Gouvernement pour faciliter l'accès au logement



Ces propositions semblent faire l'unanimité au niveau régional, à l'exception de Kankan, Labé et Mamou où la réalisation des lotissements est préférée à la mise en place d'une politique d'accès aux logements sociaux. Il est également important de souligner que Conakry se distingue par la priorité accordée à la mise en place d'une politique d'accès aux logements sociaux (37,3 %) contrairement aux autres régions où c'est plutôt la promotion de la concurrence sur le marché des matériaux de construction qui est privilégiée.

Tableau 2. 66 : Répartition des trois premières actions à mener proposées par les citoyens, pour faciliter l'accès à la propriété d'un logement, par région administrative

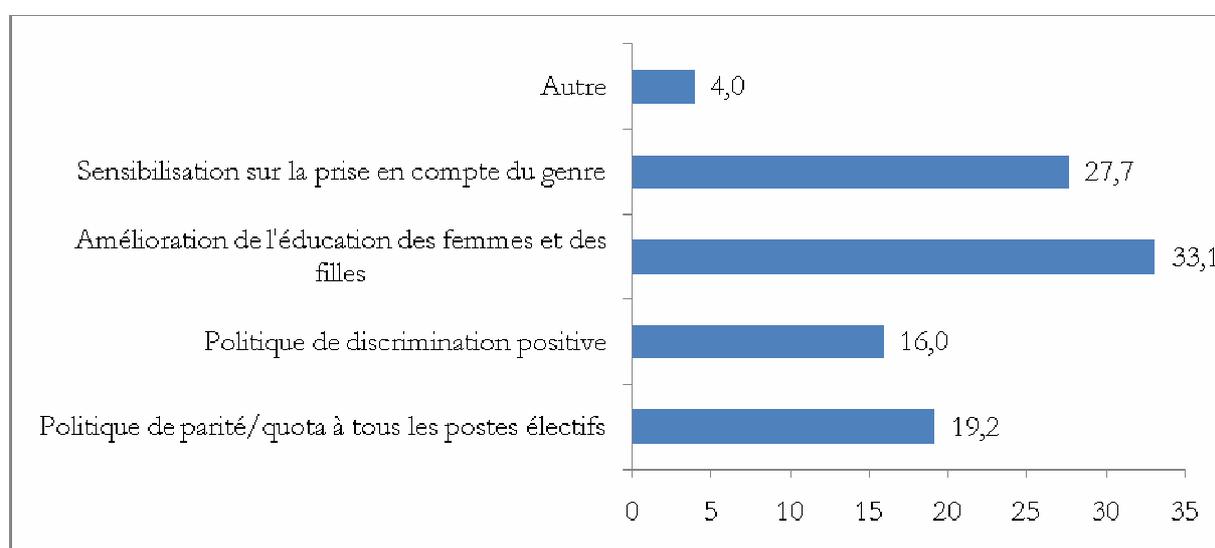
Région	1 ^{ère} action	2 ^{ème} action	3 ^{ème} action
Boké	Promouvoir la concurrence sur le marché des matériaux de construction	Mettre en place une politique d'accès aux logements sociaux	Encourager la promotion immobilière
Conakry	Mettre en place une politique d'accès aux logements sociaux	Encourager la promotion immobilière	Promouvoir la concurrence sur le marché des matériaux de construction
Faranah	Promouvoir la concurrence sur le marché des matériaux de construction	Mettre en place une politique d'accès aux logements sociaux	Encourager la promotion immobilière
Kankan	Promouvoir la concurrence sur le marché des matériaux de construction	Faire des lotissements	Encourager la promotion immobilière
Kindia	Promouvoir la concurrence sur le marché des matériaux de construction	Encourager la promotion immobilière	Mettre en place une politique d'accès aux logements sociaux
Labé	Promouvoir la concurrence sur le marché des matériaux de construction	Faire des lotissements	Autre
Mamou	Promouvoir la concurrence sur le marché des matériaux de construction	Mettre en place une politique d'accès aux logements sociaux	Faire des lotissements
N'Zérékoré	Promouvoir la concurrence	Encourager la promotion	Mettre en place une politique

Région	1 ^{ère} action	2 ^{ème} action	3 ^{ème} action
	sur le marché des matériaux de construction	immobilière	d'accès aux logements sociaux

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Dans le domaine de la prise en compte du genre dans les politiques, projets et programmes de développement, les mesures à mettre en œuvre au cours des prochaines années sont, d'après les citoyens : l'amélioration de l'éducation des filles et des femmes (33,1% des cas de réponses), la sensibilisation sur la prise en compte du genre (27,7%), la mise en œuvre de mesures basées sur la parité/le quota à tous les postes électifs (19,2%) et la politique de discrimination positive (16%).

Graphique 2. 115 : Répartition (%) des cas de réponses des mesures à prendre dans les prochaines années pour une prise en compte effective du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée



Le tableau ci-dessous fournit, par région, les mesures à prendre au cours des prochaines années pour une prise en compte effective du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée.

Tableau 2. 67 : Répartition (%) des cas de réponse des mesures à prendre dans les prochaines années pour une prise en compte effective du genre dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée

	Politique de parité/quota à tous les postes électifs	Politique de discrimination positive	Amélioration de l'éducation des femmes et des filles	Sensibilisation sur la prise en compte du genre	Autre
Région administrative					
Boké	28,5	19,9	29,1	18,9	3,6
Conakry	18,5	12,1	36,2	28,0	5,1
Farannah	16,1	15,5	31,6	33,3	3,6
Kankan	13,0	10,7	34,2	40,2	1,9
Kindia	25,1	20,9	38,9	13,6	1,5

	Politique de parité/quota à tous les postes électifs	Politique de discrimination positive	Amélioration de l'éducation des femmes et des filles	Sensibilisation sur la prise en compte du genre	Autre
Labé	19,5	13,0	36,4	22,4	8,7
Mamou	14,8	13,2	32,8	31,3	7,9
N'Zérékoré	17,1	21,4	25,7	32,6	3,2

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

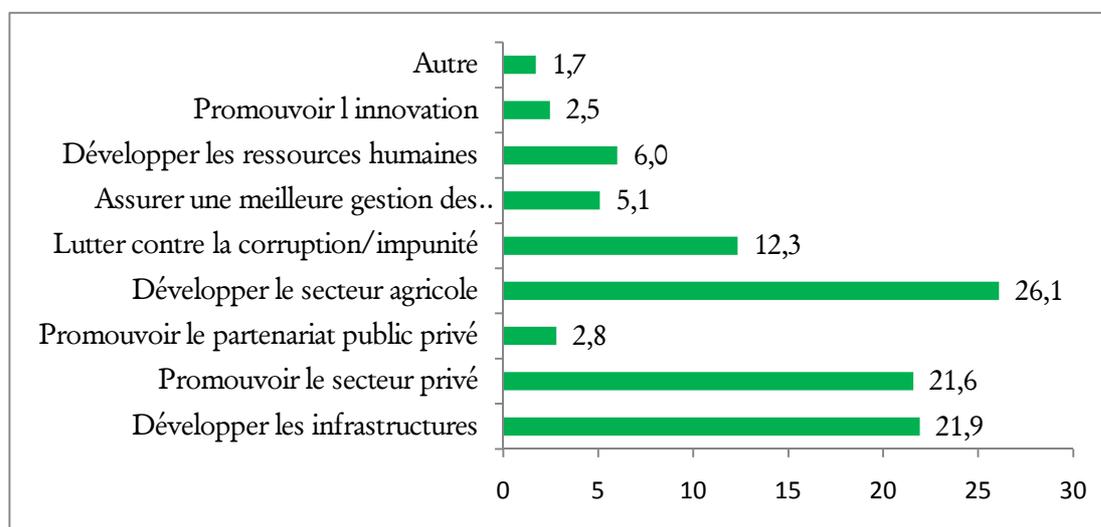
2 DOMAINE ECONOMIQUE

Les aspects abordés par l'ENAPGUI concernent les propositions de mesures à mettre en œuvre par le Gouvernement pour relancer la croissance, lutter contre la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire.

En ce qui concerne, la relance de la croissance, les propositions de stratégies formulées par les populations son :

- Développer le secteur agricole (26,1% des cas de réponses) ;
- Développer les infrastructures (22%) ;
- Promouvoir le secteur privé (21,6%) ;
- Lutter contre la corruption et l'impunité (12,3%).

Graphique 2. 116 : Répartition(%) des cas de réponses des actions à mener pour relancer la croissance économique



Le tableau 2.68 fournit la ventilation des mesures prendre, par région.

Tableau 2. 68 : Répartition (%) des cas de réponses sur les mesures à prendre pour relancer la croissance économique, par région administrative.

	Dévelop per les infrastruct ures	Pro mou voir le secteur privé	Promou voir le partena riat public	Dévelop per le secteur agricole	Lutter contre la corrup tion/	Assurer une meilleure gestion des	Dévelop per les ressour ces	Promou voir l'innova tion	Autre

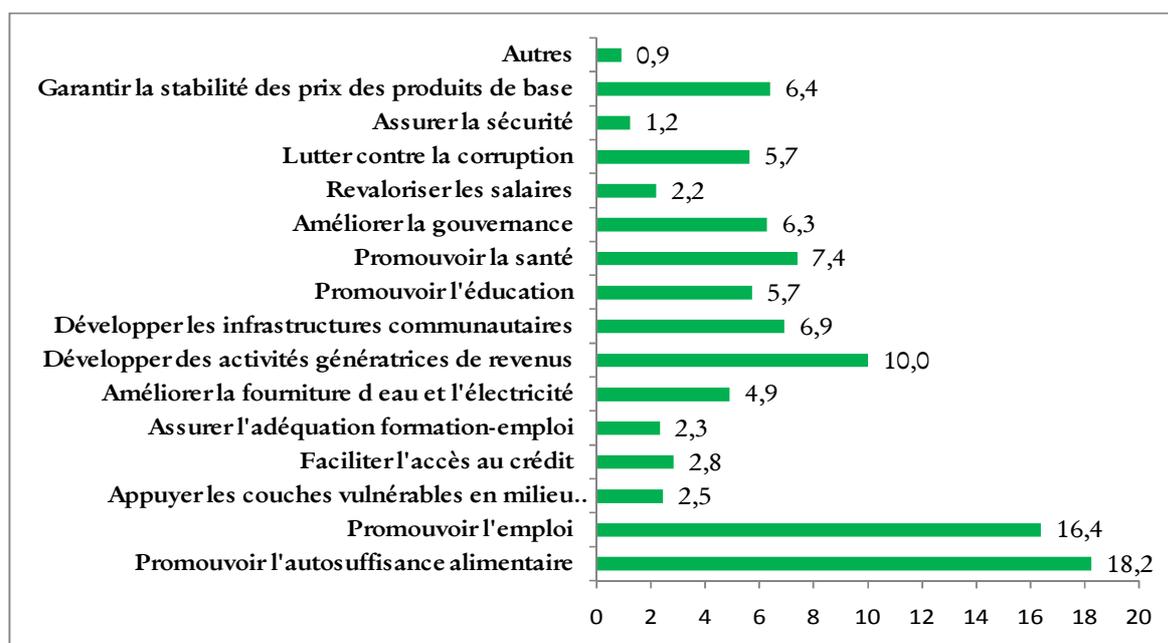
			privé		impunité	ressour ces naturel les	humaines		
Boké	21,4	20,8	4,5	25,8	15,0	4,8	4,0	1,1	2,4
Conakry	11,8	31,0	4,7	19,0	17,3	4,1	6,7	4,5	0,8
Faranah	23,7	21,3	3,2	26,0	9,0	6,0	6,2	3,1	1,6
Kankan	26,3	16,3	2,2	32,0	12,2	1,1	9,2	0,2	0,5
Kindia	19,0	23,6	2,5	24,4	15,8	6,2	5,4	2,6	0,4
Labé	28,3	12,7	0,8	32,4	11,1	1,8	5,6	1,0	6,3
Mamou	24,7	16,2	2,4	29,0	10,1	3,2	8,6	1,8	3,8
N'Zérékoré	24,9	23,3	1,5	24,6	6,1	10,9	3,7	4,1	0,9

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, les mesures proposées par les populations pour lutter contre la pauvreté sont les suivantes :

- Promouvoir l'autosuffisance alimentaire (18,2% des cas de réponses);
- Promouvoir l'emploi (16,4%) ;
- Développer des activités génératrices de revenus (10%),
- Promouvoir la santé (7,4%),
- Développer les infrastructures communautaires (7%),
- Garantir la stabilité des prix des produits alimentaires de base (6,4%),
- Améliorer la gouvernance (6,3%) ;
- Lutter contre la corruption (5,7%) ;
- Améliorer la fourniture d'eau et d'électricité (5%)

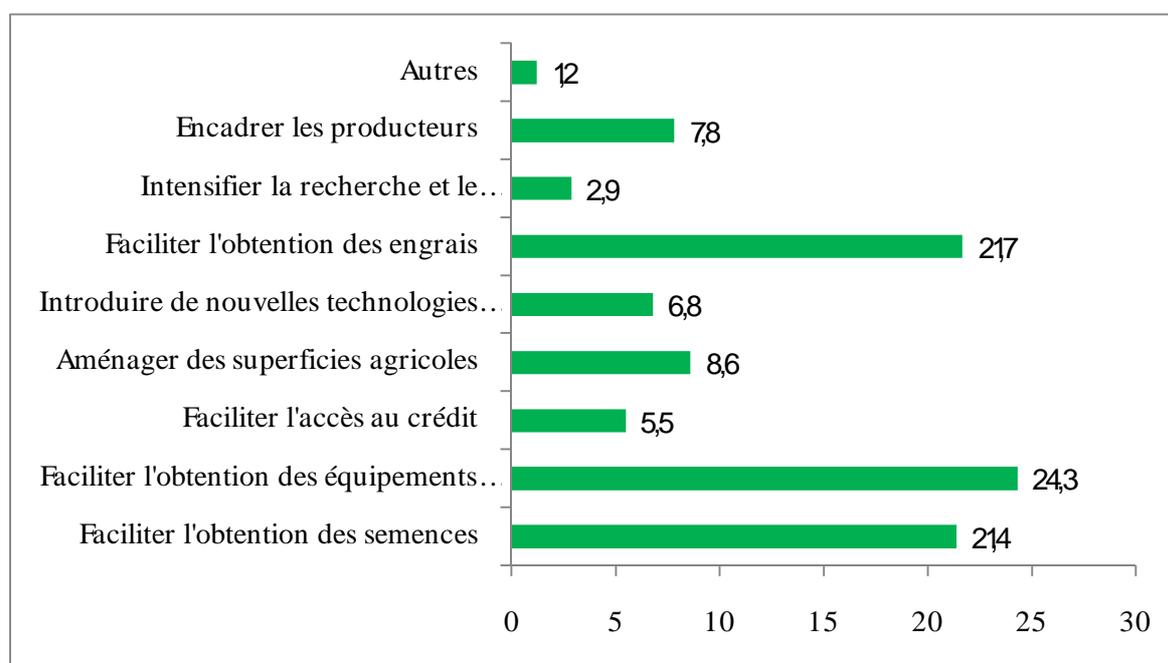
Graphique 2. 117 : Répartition (%) des cas de réponses sur les mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté



En ce qui concerne la sécurité alimentaire, les mesures à mettre en œuvre, proposées par les populations, s'expriment en termes de disponibilité et d'accessibilité.

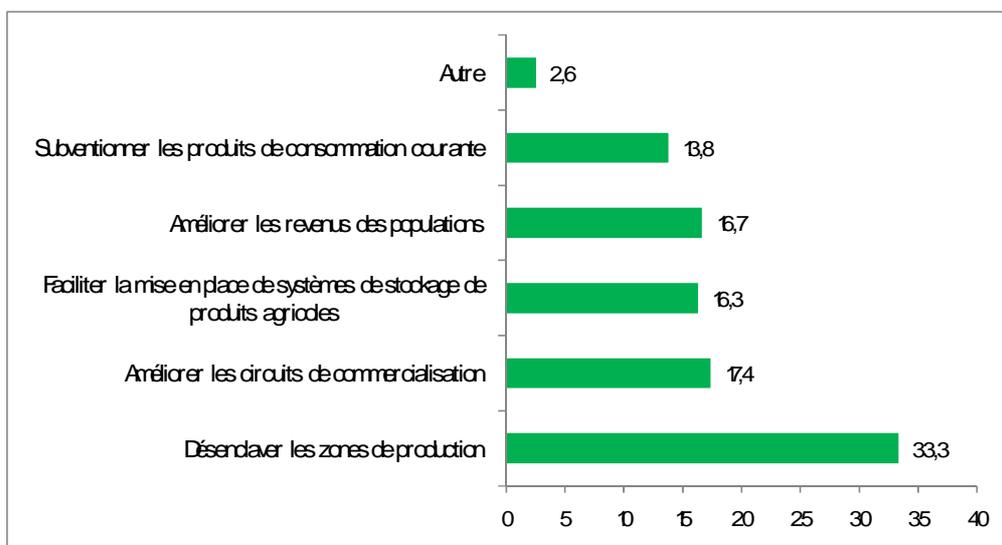
En termes de disponibilité, les stratégies proposées concernent tout d'abord la facilitation pour l'obtention d'intrants agricoles : équipements (24,3% des cas de réponses), engrais (21,7%), semences (21,4%). Viennent ensuite l'aménagement de superficies agricoles (8,6%), l'encadrement des producteurs (7,8%) et l'innovation technologique (7%).

Graphique 2. 118 : Répartition (%) des cas de réponse des stratégies proposées, en termes de disponibilité, pour l'atteinte de la sécurité alimentaire



En termes d'accessibilité, les stratégies proposées par les populations visent le désenclavement des zones de production (33,3% des cas de réponses), l'amélioration des circuits de commercialisation (17,4%), l'amélioration des revenus des paysans (16,7%), la mise en place de système de stockage des produits agricoles (16,3%) et l'octroi de subventions pour les produits de consommation courante (13,8%).

Graphique 2. 119 : Répartition (%) des cas de réponse des stratégies proposées, en termes d'accessibilité, pour l'atteinte de la sécurité alimentaire

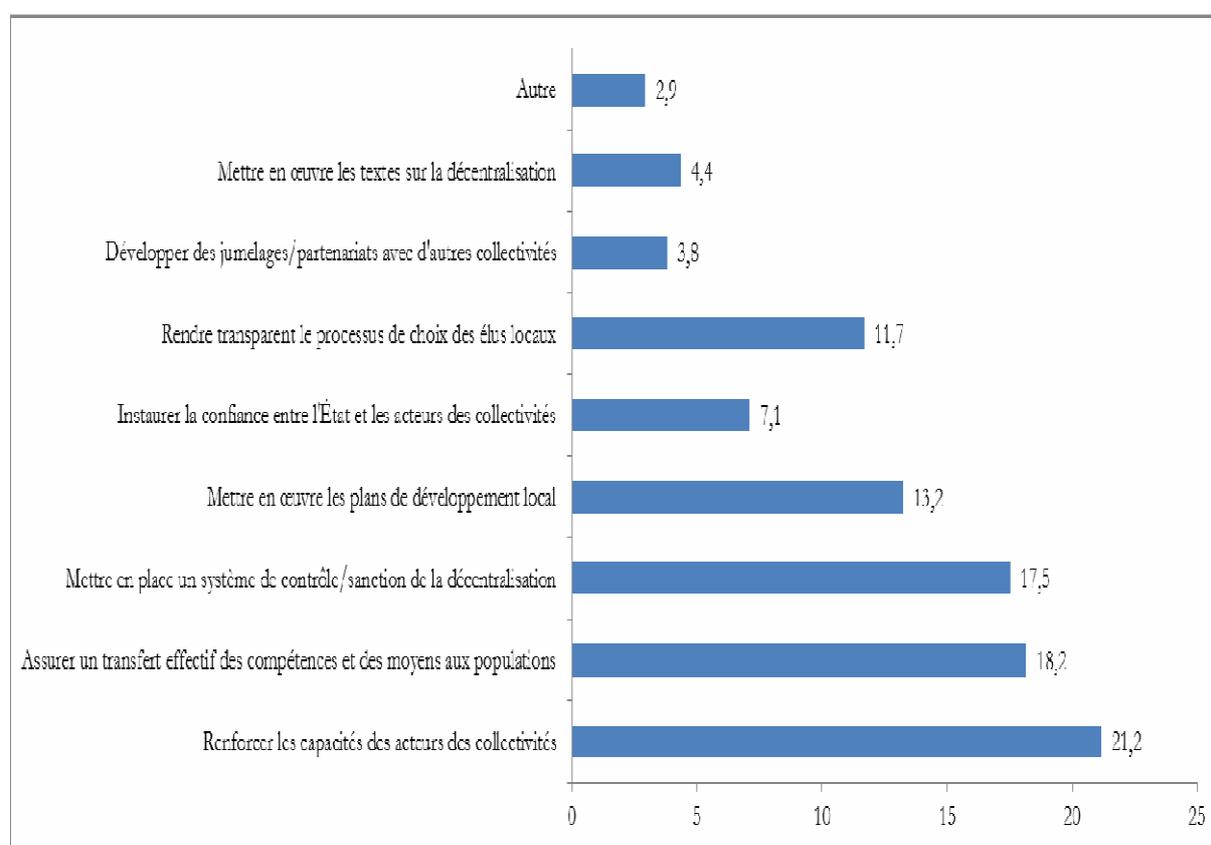


3. DOMAINE DE LA GOUVERNANCE

Dans le domaine de la gouvernance, les questions traitées sont relatives à la décentralisation, à la justice et à la gouvernance politique (réconciliation nationale).

En ce qui concerne l'amélioration de la décentralisation au cours des prochaines années, les mesures à prendre par le Gouvernement visent le renforcement des capacités des acteurs des collectivités (21,2% des cas de réponses), le transfert effectif des compétences et des moyens aux collectivités (18,2%), la mise en place d'un système de contrôle/sanction de la décentralisation (17,5%), la mise en œuvre des plans de développement local (13,2%) et la transparence dans le processus de choix des élus locaux (11,7%).

Graphique 2. 120 : Répartition (%) des cas de réponses des mesures préconisées par les citoyens pour l'amélioration de la décentralisation dans les prochaines années en Guinée



Le tableau 2.69 ci-dessous fournit, pour chaque région, les trois premières mesures préconisées par les populations pour améliorer la décentralisation au cours des prochaines années.

Tableau 2. 69 : Répartition des trois premières mesures préconisées par les citoyens pour l'amélioration de la décentralisation au cours des prochaines années en Guinée, par région administrative

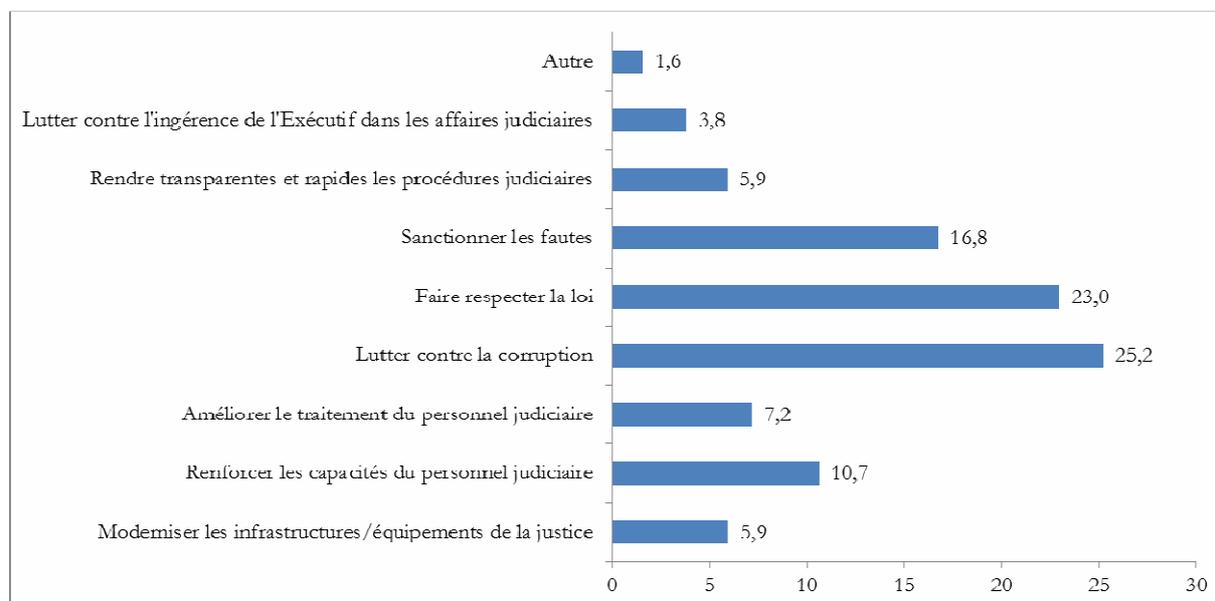
Région	1 ^{ère} mesure	2 ^{ème} mesure	3 ^{ème} mesure
Boké	Mettre en place un système de contrôle/sanction de la décentralisation	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux populations
Conakry	Mettre en place un système de contrôle/sanction de la décentralisation	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Mettre en œuvre les plans de développement local
Faranah	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux populations	Mettre en œuvre les plans de développement local
Kankan	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Rendre transparent le processus de choix des élus locaux	Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux populations
Kindia	Mettre en place un système de contrôle/sanction de la décentralisation	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux populations
Labé	Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux populations	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Mettre en place un système de contrôle/sanction de la décentralisation
Mamou	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux populations	Mettre en place un système de contrôle/sanction de la décentralisation
N'Zérékoré	Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux populations	Renforcer les capacités des acteurs des collectivités	Mettre en place un système de contrôle/sanction de la décentralisation

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Dans le domaine de la Justice, les mesures à mettre en œuvre, au cours des prochaines années, sont les suivantes :

- Lutter contre la corruption (25,2% des cas de réponses) ;
- Appliquer et faire respecter la loi (23 %) ;
- Sanctionner les fautes (16, 8 %) ;
- Renforcer les capacités du personnel judiciaire (10,7 %).

Graphique 2. 121 : Répartition (%) des cas de réponse des actions à mener par l'État pour rendre plus efficace le système judiciaire guinéen



Le tableau ci-dessous fournit, par région, les trois premières mesures à mettre en œuvre, d'après les populations, pour rendre efficace le système judiciaire.

Tableau 2. 70 : Répartition des trois premières mesures préconisées par les populations pour rendre efficace le système judiciaire guinéen dans les prochaines années, selon la région administrative

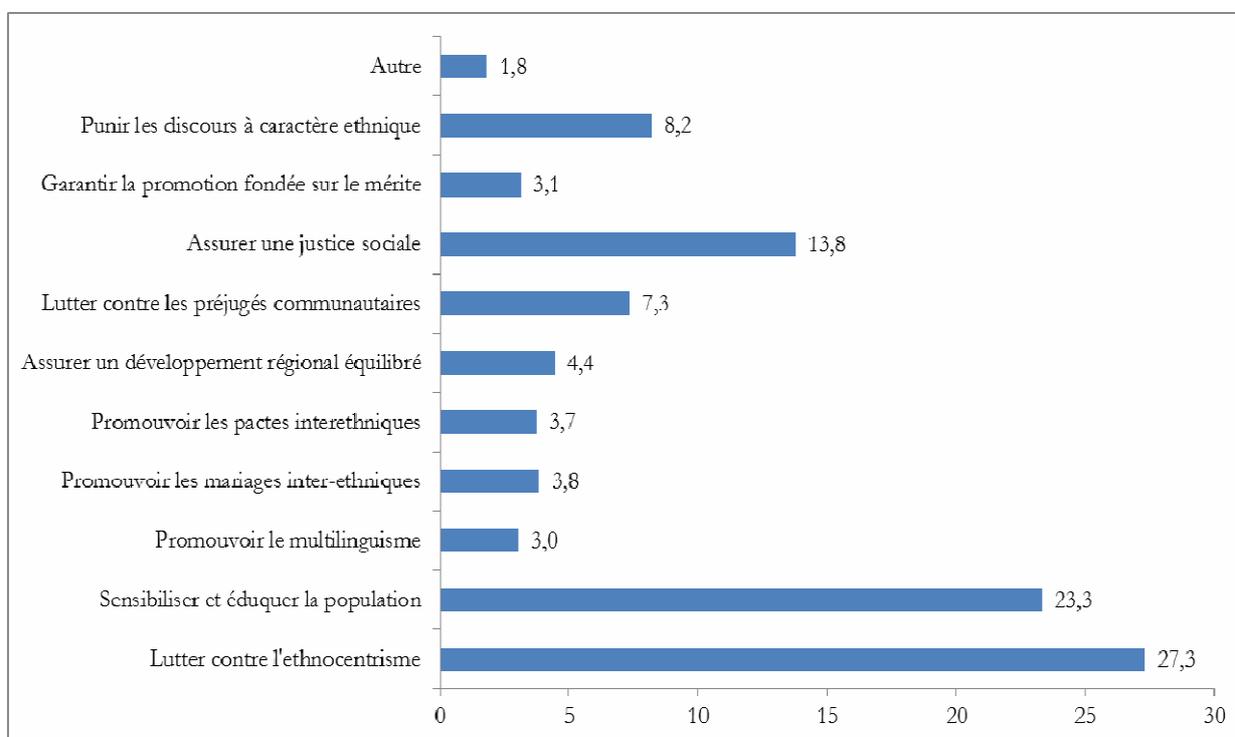
Région	1 ^{ère} mesure	2 ^{ème} mesure	3 ^{ème} mesure
Boké	Lutter contre la corruption	Faire respecter la loi	Sanctionner les fautes
Conakry	Lutter contre la corruption	Faire respecter la loi	Sanctionner les fautes
Farannah	Faire respecter la loi	Lutter contre la corruption	Sanctionner les fautes
Kankan	Lutter contre la corruption	Faire respecter la loi	Sanctionner les fautes
Kindia	Lutter contre la corruption	Sanctionner les fautes	Faire respecter la loi
Labé	Faire respecter la loi	Lutter contre la corruption	Sanctionner les fautes
Mamou	Faire respecter la loi	Lutter contre la corruption	Sanctionner les fautes
N'Zérékoré	Faire respecter la loi	Lutter contre la corruption	Renforcer les capacités du personnel judiciaire

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Dans le domaine de la consolidation de l'unité nationale, les principales mesures à prendre pour renforcer l'unité nationale sont :

- Lutter contre l'ethnocentrisme (27,3% des cas de réponses) ;
- Sensibiliser et éduquer la population (23,3%) ;
- Assurer une justice sociale (13,8%) ;
- Punir les discours à caractère ethnique (8,2%) ;
- Lutter contre les préjugés communautaires (7,3%).

Graphique 2. 122 : Répartition (%) des cas de réponses des mesures à prendre pour consolider l'unité nationale en Guinée dans les prochaines années



Le tableau 2.71 ci-dessous fournit, par région, les trois premières mesures à prendre pour consolider l'unité nationale, d'après les populations.

Tableau 2. 71 : Répartition des trois premières mesures à prendre pour consolider l'unité nationale en Guinée dans les prochaines années, par région

Région	1 ^{ère} mesure	2 ^{ème} mesure	3 ^{ème} mesure
Boké	Lutter contre l'ethnocentrisme	Sensibiliser et éduquer la population	Assurer une justice sociale
Conakry	Lutter contre l'ethnocentrisme	Sensibiliser et éduquer la population	Punir les discours à caractère ethnique
Faranah	Lutter contre l'ethnocentrisme	Sensibiliser et éduquer la population	Assurer une justice sociale
Kankan	Lutter contre	Sensibiliser et éduquer la	Assurer une justice

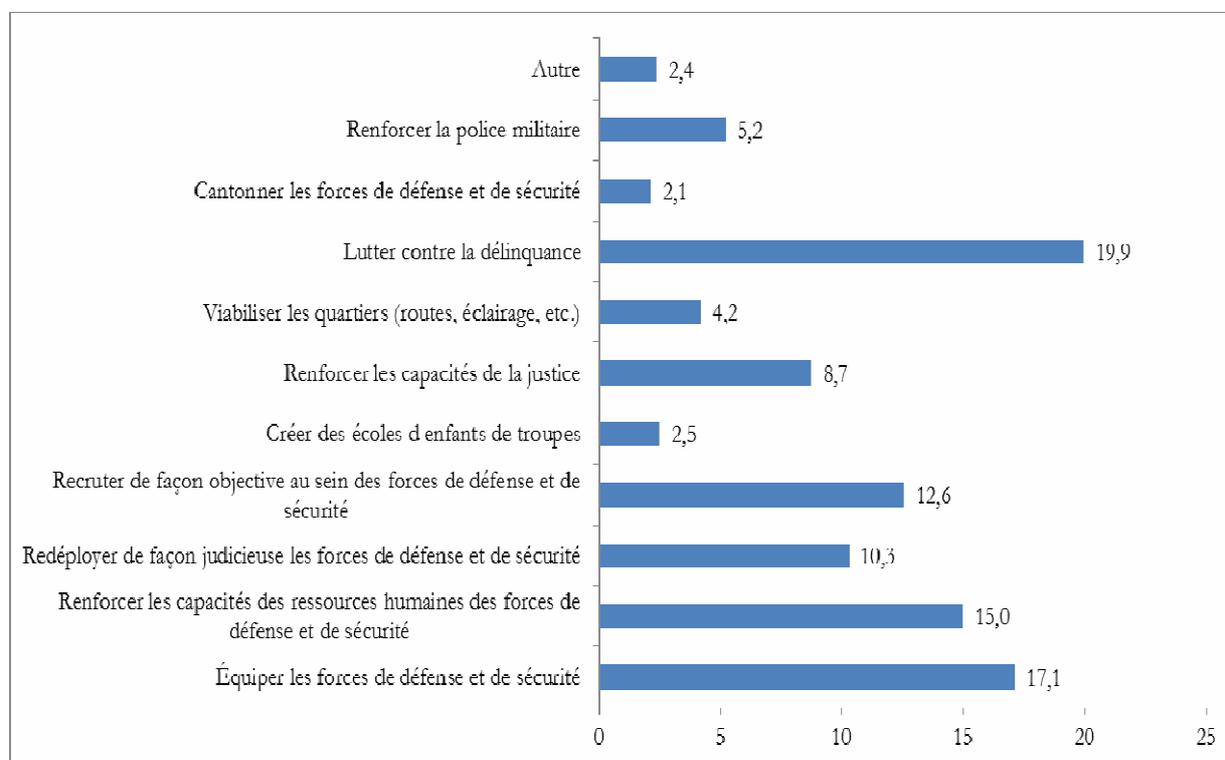
Région	1 ^{ère} mesure	2 ^{ème} mesure	3 ^{ème} mesure
	l'ethnocentrisme	population	sociale
Kindia	Lutter contre l'ethnocentrisme	Sensibiliser et éduquer la population	Assurer une justice sociale
Labé	Lutter contre l'ethnocentrisme	Assurer une justice sociale	Sensibiliser et éduquer la population
Mamou	Lutter contre l'ethnocentrisme	Sensibiliser et éduquer la population	Assurer une justice sociale
N'Zérékoré	Sensibiliser et éduquer la population	Lutter contre l'ethnocentrisme	Punir les discours à caractère ethnique

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

En ce qui concerne l'amélioration de la situation sécuritaire dans les prochaines années, les mesures proposées par les populations sont les suivantes :

- Lutter contre la délinquance (20% des cas de réponses);
- Renforcer en équipements les forces de défense et de sécurité (17,1%) ;
- Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité (15%) ;
- Recruter objectivement le personnel des forces de défense et de sécurité (12,6%) ;
- Redéployer de façon judicieuse les forces de défense et de sécurité (10,3%) ;
- Renforcer les capacités de la Justice (8,7%).

Graphique 2. 123 : Répartition (%) des cas de réponses des mesures à prendre pour améliorer la situation sécuritaire en Guinée dans les prochaines années



Le tableau 2.72 ci-dessous, fournit pour chaque région administrative, les trois premières mesures proposées par les citoyens en vue de l'amélioration de la situation sécuritaire au cours des prochaines années.

Tableau 2. 72 : Répartition des trois premières mesures à entreprendre pour améliorer la situation sécuritaire en Guinée dans les prochaines années, par région

Région	1 ^{ère} mesure	2 ^{ème} mesure	3 ^{ème} mesure
Boké	Lutter contre la délinquance	Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité	Équiper les forces de défense et de sécurité
Conakry	Équiper les forces de défense et de sécurité ²	Lutter contre la délinquance	Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité
Faranah	Équiper les forces de défense et de sécurité	Lutter contre la délinquance	Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité
Kankan	Lutter contre la délinquance	Équiper les forces de défense et de sécurité	Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité
Kindia	Redéployer de façon judicieuse les forces de défense et de sécurité	Lutter contre la délinquance	Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité
Labé	Lutter contre la délinquance	Renforcer les capacités de la justice	Renforcer les capacités des ressources humaines

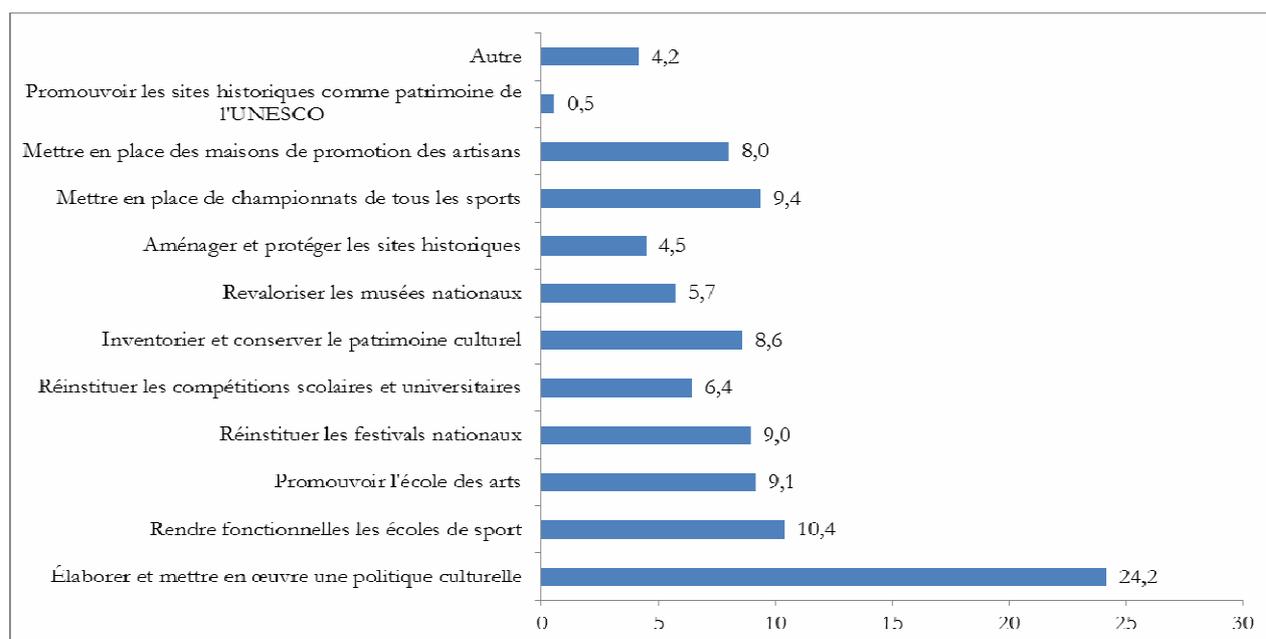
Région	1 ^{ère} mesure	2 ^{ème} mesure	3 ^{ème} mesure
			des forces de défense et de sécurité
Mamou	Équiper les forces de défense et de sécurité ²	Lutter contre la délinquance	Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité
N'Zérékoré	Équiper les forces de défense et de sécurité ²	Lutter contre la délinquance	Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

4. DOMAINE DE LA CULTURE

Dans le cadre de la promotion de la culture, les mesures à entreprendre concernent l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique culturelle (24,2% des cas de réponses), la mise en état de fonctionnement des écoles de sport (10,4%), la mise en place de championnats au niveau de toutes les disciplines sportives (9,4%), la promotion de l'école des arts (9,1%) et la ré institution des festivals nationaux (9%).

Graphique 2. 124 : Répartition (%) des cas de réponses des actions à envisager pour promouvoir la culture guinéenne dans les prochaines années



Le tableau 2.73 ci-dessous fournit, pour chaque région, les trois premières actions à mettre en œuvre pour promouvoir la culture au cours des prochaines années.

Tableau 2. 73 : Répartition des trois premières actions à envisager d'après les citoyens pour promouvoir la culture guinéenne dans les prochaines années, par région

Région	1 ^{ère} action	2 ^{ème} action	3 ^{ème} action
Boké	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Ré instituer les festivals nationaux	Inventorier et conserver le patrimoine culturel
Conakry	Rendre fonctionnelles les écoles de sport	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Mettre en place de championnats de tous les sports
Faranah	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Ré instituer les festivals nationaux	Mettre en place de championnats de tous les sports
Kankan	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Promouvoir l'école des arts	Ré instituer les festivals nationaux
Kindia	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Inventorier et conserver le patrimoine culturel	Ré instituer les festivals nationaux
Labé	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Rendre fonctionnelles les écoles de sport	Mettre en place des maisons de promotion des artisans
Mamou	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Promouvoir l'école des arts	Rendre fonctionnelles les écoles de sport
N'Zérékoré	Élaborer et mettre en œuvre une politique culturelle	Mettre en place de championnats de tous les sports	Inventorier et conserver le patrimoine culturel

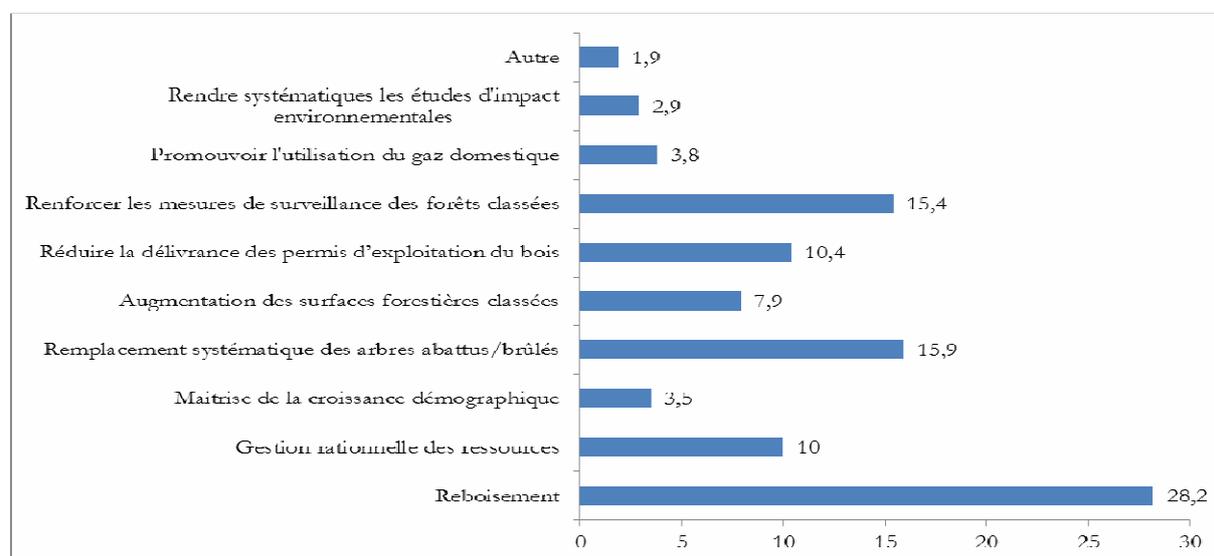
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

5 DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, les populations préconisent les solutions suivantes : le reboisement (28,2% des cas de réponses), le remplacement systématique des arbres abattus/brûlés (15,9%), le renforcement des mesures de surveillance des forêts classées (15,4%), la gestion rationnelle des ressources (10%) et l'augmentation des surfaces forestières classées (7,9%).

Au niveau des régions administratives, les mêmes solutions sont proposées. Mais, à Boké (11,7%), Kindia (13,2%) et à N'Zérékoré (11,7%), Labé (10%), Conakry (9,7%), Kankan (9,2%) et Faranah (9,1%), les populations proposent aussi la limitation de la délivrance des permis d'exploitation du bois. C'est seulement à Conakry que, dans 9,7% des cas de réponses, l'utilisation du gaz domestique est proposée.

Graphique 2. 125 : Répartition (%) des cas de réponse des solutions préconisées par les citoyens pour la lutte contre la dégradation de l'environnement



TROISIEME PARTIE: SYNTHESE DES INTERVIEWS DES PERSONNALITES, LEADERS D'OPINIONS, EXPERTS ET ACTEURS NON ETATIQUES

INTRODUCTION

Cette troisième partie du rapport de l'ENAPGUI est consacrée à la présentation des résultats de l'enquête qualitative, donc aux interviews des personnalités politiques, leaders d'opinions, experts et acteurs non étatiques.

La particularité de l'enquête auprès des experts est qu'elle comporte un volet quantitatif et un volet qualitatif. En plus des interviews, un questionnaire a été donc soumis aux experts et a fait l'objet d'une exploitation informatique. Sur les 72 experts ciblés par l'enquête, seulement 48 ont accepté de remplir le questionnaire et le retourner aux consultants. La synthèse des résultats de l'enquête auprès des experts combinera donc des analyses aussi bien quantitatives que qualitatives.

Le guide des interviews des personnalités, des leaders d'opinions, experts et acteurs non étatiques (associations) porte sur dix rubriques qui sont :

- La perception sur la situation actuelle de la Guinée;
- Les causes historiques de cette situation ;
- Les atouts majeurs pour le développement de la Guinée ;
- Les obstacles qui pourraient entraver le développement de la Guinée ;
- Les opportunités/chances de développement de la Guinée ;
- Les faits ou événements porteurs de changement pour l'avenir de la Guinée ;
- Les menaces (internes, sous-régionales et internationales) susceptibles de compromettre le développement de la Guinée ;
- Les facteurs susceptibles de compromettre la paix, le développement et la démocratie en Guinée ;
- Les images de la Guinée en 2035 ;
- Les stratégies à mettre en œuvre pour réaliser ce futur désiré.

Chaque rubrique fournira la synthèse des interviews des acteurs rencontrés à savoir les leaders d'opinions, les experts et les acteurs non étatiques (associations). Au niveau de certains domaines, des analyses plus approfondies seront apportées par les experts à partir des résultats de l'enquête quantitative aussi bien au niveau de la perception que des aspirations et des stratégies.

A) PERCEPTION SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSE

A.1 SYNTHESE DE LA PERCEPTION DES PERSONNALITES ET LEADERS D'OPINION SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSEE

Cette partie est consacrée à la présentation de la synthèse des interviews des personnalités politiques et administratives (membres du Gouvernement, Présidents d'Institutions de la République, Gouverneurs de Régions et Préfets, Maires de Communes Urbaines et Rurales) et des leaders d'opinions (Présidents de Partis Politiques, Chefs Religieux, Représentants des Chambres consulaires) sur la situation actuelle de la Guinée.

1 DOMAINE SOCIAL

Les sujets abordés dans le domaine social sont relatifs à l'éducation, la santé, l'emploi et le chômage des jeunes et l'accès à un logement décent.

1.1 Education

Au niveau de l'éducation, les répondants ont une perception négative du système éducatif actuel. Selon eux, l'éducation en Guinée a fortement régressé. Pour justifier cette perception négative, les répondants avancent plusieurs raisons. D'abord, « *la faible appropriation par les enseignants des apports pédagogiques initiés à travers les différents projets et programmes sectoriels de l'éducation,* ». Ensuite « *le système éducatif guinéen a subi plusieurs réformes pendant la seconde République. La diversité de méthodologies d'enseignement expérimentées a plutôt contribué à la désarticulation du système éducatif guinéen* ». Une autre raison avancée concerne les ressources humaines. En effet, les répondants sont unanimes qu' « *il y a un manque criard d'enseignants de qualité dans les établissements scolaires du pays. C'est ce qui explique le recours aux contractuels pour palier ce manque* ». Une dernière raison avancée par les personnes interviewées, concerne l'insuffisance d'infrastructures scolaires, qui expliquerait les effectifs pléthoriques dans les salles de classe. Malgré les efforts déployés par l'Etat à travers les Programmes d'Appui au Secteur de l'Education (PSE), les infrastructures existantes sont loin de couvrir les besoins : « *Malgré tous les efforts de l'Etat et des partenaires au développement, on a toujours un déficit d'infrastructural aussi bien au primaire qu'au secondaire. Mais la situation est encore plus préoccupante au secondaire où on a des ratios de 180 élèves par salle de classe. Il est clair qu'avec un tel ratio, la qualité de l'enseignement peut prendre un sérieux coup* ».

Par ailleurs, les écoles publiques manquent d'équipements (bibliothèques et manuels pédagogiques), soulignent les répondants. Toutefois, ces derniers saluent les efforts du Gouvernement visant à doter les écoles publiques guinéennes de manuels scolaires qui, selon eux, permettront d'améliorer la qualité des enseignements. A ce propos, un responsable du secteur note que « *La qualité de l'enseignement ne va pas sans supports pédagogiques. Heureusement que l'Etat a investi à travers le programme sectoriel pour au moins 6 millions de livres et manuels scolaires* ».

A titre illustratif, un répondant affirme : « *Au niveau du secondaire, de la 7^{me} année à la Terminale, les élèves suivent des cours théoriques sans rentrer dans un laboratoire. Or, il y a des profils sciences expérimentales et mathématiques où les élèves doivent faire des expériences en physique, chimie et biologie, mais il n'y a malheureusement pas de laboratoire ni de bibliothèques* »

Un autre aspect souligné par les répondants, est la pratique de la corruption en milieu scolaire due en partie au faible traitement salarial des enseignants.

Aussi, les personnes interviewées ont évoqué des cas d'abandon des classes par les enseignants. « *Il y a un phénomène d'abandon de l'enseignement par les enseignants au profit des emplois offerts par les sociétés minières* » déplorent les responsables des service de l'éducation.

A la lumière des entretiens réalisés, il ressort aussi une déception des répondants du faible investissement de l'Etat dans la promotion de la formation technique et professionnelle.

Pour les répondants, « *le manque de collèges et lycées techniques explique les difficultés d'adaptation des étudiants orientés dans les filières techniques dans les universités du pays* ». Selon eux, « *l'université ne doit pas être la seule alternative pour les bacheliers* ». Ils pensent que « *les orientations devraient tenir compte des besoins réels du pays en termes de ressources humaines qualifiées* ».

Concernant le domaine de la recherche, les interviews révèlent la faiblesse de l'investissement dans ce domaine. Pour les répondants, cette réalité constitue aujourd'hui « *un retard important de la Guinée par rapport à certains pays de la sous-région* ».

1.2 Santé

Au niveau du secteur de la santé et sur la foi des informations recueillies, les personnalités et les leaders d'opinions reconnaissent que le secteur présente des tares importantes aujourd'hui. A ce niveau aussi, la faiblesse des ressources humaines en quantité et qualité a été signalée par les répondants. Sur ce plan, un leader d'opinion souligne que « *les structures de santé notamment celles de l'intérieur du pays manquent de personnel suffisant et qualifié. La qualité des prestations des agents techniques de santé (ATS) et l'utilisation excessive des stagiaires dans les structures est une mauvaise chose. Les autorités sanitaires exposent les populations à tous les dangers liés à la faible compétence de ces agents* ».

Par ailleurs, les acteurs interviewés dénoncent une insuffisance d'infrastructures sanitaires publiques notamment à l'intérieur du pays: « *les investissements dans le secteur n'ont pas suivi la forte croissance démographique observée ces dernières décennies. Les structures de santé sont plus concentrées dans les centres urbains qu'en milieu rural* ».

Un autre aspect de la réalité de ce secteur dépeint par les acteurs interviewés est le faible niveau d'équipement des structures de santé existantes: « *l'insuffisance de plateaux techniques, de laboratoires et le manque de moyens logistiques pour les références de certains cas, constituent aujourd'hui des goulots d'étranglement dans ce secteur. A cela s'ajoutent les ruptures fréquentes de médicaments dans les structures sanitaires*», soulignent les responsables de ce secteur. « *Les conséquences directes de cette situation sont entre autres, l'incapacité des structures de santé d'appliquer réellement certaines décisions politiques notamment celles relatives à la gratuité des césariennes* ». Pour les personnes rencontrées, « *les mesures d'accompagnement (disponibilité des kits notamment) n'ont pas suivi la décision d'assurer la gratuité effective des césariennes* ». Par contre, cette assertion est contestée par une grande partie des répondants. Pour eux, « *c'est un refus de la part du personnel de santé d'assurer la gratuité effective des césariennes conformément à la décision du chef de l'Etat. A cet effet, les pratiques de corruption et de surfacturation* » sont dénoncées par la quasi-totalité des personnes interrogées.

En plus des dysfonctionnements constatés dans les structures de santé, les interviews révèlent d'autres préoccupations telles que « *la prolifération des cliniques privées qui ne remplissent pas les critères requis et la vente illicite de produits pharmaceutiques par des non professionnels* ». A ce propos, ils reconnaissent que : « *ce n'est pas mauvais d'être commerçant mais il faut faire le commerce de ce que qu'on connaît. Que les pharmacies soient laissées aux pharmaciens. Que l'Etat prenne des mesures draconiennes pour éradiquer les pharmacies par terre* ».

Pour un leader d'opinion rencontré, « *le manque de pharmacies publiques dans certaines localités du pays et la pauvreté des populations expliquent le recours aux produits contrefaits* ».

1.3 Emploi et chômage des jeunes

Les questions de l'emploi et du chômage des jeunes ont été largement abordées par les personnalités et les leaders d'opinions. Pour bon nombre de répondants, « *le chômage grandissant de jeunes diplômés résulte du faible niveau de l'enseignement et de l'inadéquation de la formation à l'emploi* ». Pour eux, les jeunes privilégient les filières universitaires que celles professionnelles et techniques.

Tous les acteurs rencontrés reconnaissent que la jeunesse doit être une priorité du Gouvernement. A cet effet, un leader d'opinions met en garde les autorités: « *La jeunesse devrait être un atout, mais si on ne fait pas attention, c'est une bombe à retardement. On a eu l'avant goût en 2007. A l'époque, j'avais dis à mes collègues : attention ! Occupons-nous de la jeunesse sans quoi elle va s'occuper de nous. Vous avez vu c'est la jeunesse qui a cassé tous les symboles de l'Etat dans toute la Guinée en 2007* ».

Sur la question de l'implication des jeunes dans les activités politiques, les répondants dénoncent leur utilisation voire leur manipulation par les acteurs politiques et administratifs. Certains répondants soutiennent cependant, que cette réalité s'explique par le désœuvrement de cette couche lié au manque d'emploi.

1.4 Accès à un logement

Tous les acteurs interviewés reconnaissent que l'accès à un logement a un impact sur les conditions de vie des populations. Pour un leader d'opinion rencontré : « *les populations guinéennes sont en avance sur l'Etat, le Ministère attend que les populations aient fini de s'installer anarchiquement pour parler de routes d'accès et autres. Au Sénégal tout près, les populations s'installent sur des parcelles préalablement assainies, chez nous à part Kaloum, tout est à refaire, et je ne sais pas comment. Est ce qu'il faut détruire toutes les maisons, comment indemniser les gens, où les recaser. C'est grave* ».

Pailleurs, il poursuit en disant que « *Il y avait un schéma directeur d'urbanisation qui n'est pas mis en œuvre. Le manque de politique de logements sociaux et de banque d'habitat constituent de véritables problèmes pour accéder à un logement décent* ».

2 DOMAINE ECONOMIQUE

2.1 Situation économique actuelle

La situation économique actuelle de la Guinée est perçue par tous les acteurs interrogés comme « *une conséquence des différents choix de gouvernance politique et économique, menés par les Gouvernements qui se sont succédés depuis l'avènement de notre pays à l'indépendance* ».

En effet, selon les acteurs interviewés, la libéralisation des initiatives privées au début de la deuxième République a été sanctionnée par un certain désengagement de l'Etat au niveau de certains secteurs d'activités, notamment l'agriculture et l'industrie : « *Pendant la première République, l'Etat appuyait massivement le secteur agricole à travers la mise en place des structures agricoles et leur dotation en matériels et intrants agricoles. Sur le plan industriel, l'Etat avait créé plusieurs unités industrielles dans les différentes régions du pays en fonction des spécificités de production agricole de ces régions* », a affirmé une personnalité d'une Institution de la République.

Pour les acteurs interviewés, les acquis du premier régime n'ont pas été préservés par les autorités de la deuxième République : « *A un moment donné, les autorités guinéennes ont manqué de vision. Pendant la première République, il y'avait les plans quinquennaux et*

septennaux qui permettaient au gouvernement de savoir où il allait. A la mort du premier président, on a jeté le bébé et l'eau du bain. On a fait une grosse erreur d'avoir rejeté tous les acquis du premier régime »

Pour bon nombre de personnes rencontrées, les autorités de la troisième République ont hérité d'une « *situation économique difficile avec des indicateurs macroéconomiques au rouge. Les infrastructures de base pour assurer un meilleur cadre de vie aux populations sont insuffisantes voire inexistantes* ».

Par ailleurs, tous les acteurs interrogés saluent les mesures prises par les nouvelles autorités pour stabiliser le cadre macroéconomique de l'économie guinéenne et atteindre le point d'achèvement de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), ce qui a permis de « *réduire des deux tiers le stock de la dette* » a affirmé un des responsables du secteur économique. Ils apprécient les performances réalisées dans la gestion de la politique monétaire, notamment la stabilisation du Franc guinéen par rapport aux devises étrangères.

2.2 Infrastructures

Concernant les infrastructures, les répondants soulignent les faibles investissements dans les domaines des routes et la persistance des problèmes récurrents du secteur énergétique malgré les montants non négligeables investis. Tous les acteurs interviewés ont stigmatisé les difficultés énergétiques de la Guinée, qui constituent un handicap sérieux pour le développement industriel du pays.

Une personnalité dira que « *le premier régime a commis des erreurs ; il n'a pas développé le potentiel énergétique, seuls des micros barrages ont été construits. Pendant la période coloniale, toute la Guinée a été couverte par des recherches géologiques et énergétiques, les études sur le FOMI ont été menées avant l'indépendance, entre 1945 et 1946, les études du Konkouré étaient bouclées en 1957, la compagnie des bauxites du Midi fonctionnait avant l'indépendance. La non réalisation de ces projets a contribué négativement au développement de la Guinée* ».

Toutefois, les répondants saluent le démarrage de la construction du barrage hydroélectrique de Kaléta qui permettra en partie de combler le déficit énergétique du pays.

Ils soulignent la forte dégradation de la plupart des axes routiers et le manque d'entretien. Toutefois, les travaux de bitumage des voiries urbaines en cours dans certaines capitales régionales suscitent une certaine satisfaction chez les populations. Concernant le transport urbain, les répondants apprécient la création d'une société de transport urbain à Conakry. Cependant, ils pensent que les tarifs interurbains actuellement en vigueur sont élevés.

2.3 Agriculture

Sur le plan agricole, l'appui massif du gouvernement à ce secteur, a été apprécié diversement par tous les acteurs interviewés. Cette mesure a suscité beaucoup de commentaires chez les personnes interviewées. Pour certains répondants, « *les résultats de la campagne agricole de 2012 sont encourageants. L'appui apporté par l'Etat au secteur agricole en matériels et autres intrants a permis aux producteurs de faire un rendement supérieur par rapport aux campagnes agricoles précédentes. Du coup, les populations ont observé une baisse du prix du riz sur le marché* ».

Pour d'autres, « *l'Etat ne doit pas se substituer aux opérateurs de ce secteur, il doit plutôt mettre en œuvre des politiques favorisant l'émergence d'entrepreneurs locaux pouvant produire et commercialiser des intrants et des outillages agricoles* ». Cependant, même si ces mesures sont

favorablement accueillies par les répondants, ceux-ci déplorent la qualité du matériel agricole importé.

Un autre aspect de la politique agricole soulevé par les responsables des chambres d'agriculture rencontrés, c'est le manque de structures permanentes de mise en œuvre de cette politique aux niveaux régional et préfectoral. Les chambres d'agriculture qui devraient, selon les répondants jouer le rôle d'interface entre l'Etat et les exploitants agricoles ne disposent pas suffisamment de moyens de gestion et de contrôle.

Toujours sur le plan agricole, les leaders d'opinion se sont appesantis sur le faible accès des petits exploitants agricoles aux crédits. Selon eux, la majorité des institutions de micro-finances sont concentrées dans la capitale et ils soulignent aussi le manque de banques de développement. Toutefois, ils saluent l'appui de certaines ONG internationales qui évoluent dans le secteur.

Quant à l'encadrement des exploitants agricoles, les acteurs interviewés rappellent que le pays dispose d'un nombre important d'ingénieurs agronomes formés pendant la première République et qui sont aujourd'hui, sous-exploités.

2.4 Commerce et artisanat

Au plan commercial, les responsables rencontrés estiment que : le secteur du commerce est en forte expansion en Guinée. Cependant, ils dénoncent la non-réglementation des prix sur le marché par l'Etat. Selon eux, les populations sont exposées à toutes les difficultés pour subvenir à leurs besoins. Pour cet autre répondant : *« le problème de l'économie guinéenne réside dans le fait que la plupart des opérateurs économiques sont analphabètes, ce qui n'est pas porteur de progrès. De plus, ils ont du mal à respecter les règles de jeux ; ils paient rarement les taxes et impôts et sont difficiles à identifier comme de vrais opérateurs économiques ».*

Concernant, le secteur de l'artisanat, ce secteur n'a pas suscité assez de débats auprès des personnes interrogées. Cependant, l'essentiel de leurs perceptions se résumait à un manque d'appui à ce secteur

3 DOMAINE DE LA GOUVERNANCE

3.1 Domaine politique

De l'avis des personnalités et des leaders d'opinions rencontrés, la situation politique actuelle de la Guinée est très préoccupante et fragile. Les élections législatives qui étaient prévues six mois après la présidentielle ne sont toujours pas organisées. Pour les personnes interviewées, les tensions ethniques avivées par la présidentielle demeure encore et s'amplifient de plus en plus.

A ce propos, un leader d'opinion souligne que: *« La Guinée est toujours en transition, le seul élu est le Président de la République. Les autres institutions de la République ne sont pas encore mises en place »*

La situation politique est cependant diversement appréciée par les répondants. Deux positions divergentes se dégagent des entretiens réalisés avec les personnalités (Gouvernement, Institutions et responsables au niveau déconcentré) et les leaders d'opinions.

Un premier groupe composé des membres du Gouvernements et d'administrateurs territoriaux à tous les niveaux soutient qu' *« il y a une avancée significative avec l'élection*

d'un président civil et apprécient l'orientation politique actuelle ». Pour eux, un pas a été franchi vers la démocratie avec l'élection d'un président civil en lieu et place d'une Autorité militaire. C'est ce qui se traduit, selon eux, par la reprise de la coopération avec les partenaires au développement qui s'engagent à soutenir le développement de la Guinée.

Un second groupe, constitué majoritairement de leaders d'opinions (responsables politiques, religieux et acteurs non étatiques) estime qu' « *il y a un blocage suite au retard accusé dans l'organisation des élections législatives. La situation politique actuelle de la Guinée est fortement crispée du fait de la rupture du dialogue entre les acteurs politiques* ». Ce groupe recommande la reprise du dialogue politique pour sortir le pays de cette transition « *qui n'a que trop duré* ». Dans le même ordre d'idées, certains leaders d'opinions ont surtout axé leur argumentaire sur les conséquences socioéconomiques de cette situation. A ce propos, un sage rencontré dira : « *Le blocage politique actuel a des conséquences négatives sur les conditions de vie des populations. Actuellement les populations ont du mal à subvenir à leurs besoins les plus essentiels* ». Les conséquences sociales semblent être plus préoccupantes pour les personnes rencontrées. Le tissu social est aujourd'hui très fragilisé et l'unité nationale compromise à terme. Un leader d'opinion souligne : « *Avant, un peul, un soussou, un malinké ou un forestier était partout chez lui en Guinée sans aucune inquiétude et sans aucune discrimination. Mais aujourd'hui, du fait des agissements politiques, chaque ethnie voit en l'autre un ennemi juré à abattre* ».

Toutefois, la nécessité de vivre ensemble et de renforcer la cohésion sociale sont fortement exprimés par les personnalités politiques, les responsables administratifs à tous les niveaux et les leaders d'opinions : « *Si les communautés guinéennes marchent ensemble dans un sens de canalisation des énergies et de l'interdépendance des différentes forces sociales, la Guinée connaîtra le progrès. Mais quand l'un va à droite et l'autre va à gauche, nous resterons dans cette situation* ».

3.2 Administration publique

Sur la foi des informations recueillies auprès des personnalités, responsables administratifs à tous les niveaux, Présidents d'Institutions de la République, acteurs non étatiques et leaders d'opinions, tous reconnaissent que l'administration publique ne fonctionne pas bien et qu'elle souffre de dysfonctionnement qui résultent de faiblesses à la fois d'ordres institutionnel, managériale et de gestion.

Les acteurs interviewés relèvent dans les détails ces faiblesses dont entres autres :: la caducité et/ou la mauvaise application des textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de structures, normes et procédures; la désarticulation des structures; le chevauchements d'attributions et les conflits de compétences, aussi bien entre structures qu'entre postes; la lourdeur et l'opacité des procédures; l'absence d'une véritable gestion documentaire ; la mauvaise tenue des archives, l'absence d'une « mémoire institutionnelle»; la faiblesse des organes de contrôle de l'action administrative ; la faible informatisation des structures de l'administration, l'insuffisance des ressources humaines qualifiées, le vieillissement des effectifs de la Fonction Publique, l'absence de plans de carrière, de gestion axée sur les résultats, l'insuffisance des ressources matérielles, financières pour l'exécution correcte des missions dévolues aux structures.

En plus de ces disfonctionnements constatés au niveau de l'administration, les leaders d'opinions et les acteurs non étatiques déplorent « *la politisation de plus en plus poussée de l'administration et les nominations fantaisistes à des postes de responsabilités* ».

Ils dénoncent la persistance de la corruption généralisée et la culture de l'impunité, avec comme corollaires la perte de crédibilité des structures et des institutions : « *la corruption et les détournements sont essentiellement les maux dont souffre l'administration publique guinéenne* ».

Ils renchérissent : « *ces pratiques sont la résultante du faible traitement salarial des fonctionnaires* » et pour un second t « *r l'impunité favorise la perpétuation de la mal gouvernance en Guinée* ».

Concernant la déconcentration administrative, tous les acteurs interviewés reconnaissent qu'elle est effectivement une réalité de l'organisation administrative de la Guinée. Cependant, à l'instar de l'administration générale, elle souffre d'une insuffisance de ressources humaines, matérielles, d'infrastructures de souveraineté et de ressources financières. Un administrateur territorial souligne : « *Les structures qui sont à l'intérieur du pays sont vraiment défavorisées. On peut incriminer les services déconcentrés de l'Etat, mais quelque part, quand on observe bien, on se rend compte que ces services n'ont pas assez de moyens pour représenter l'Etat à l'intérieur comme il se devait* ».

Un leader d'opinion dénonce la politisation de l'administration déconcentrée et stigmatise les comportements de certains administrateurs territoriaux: *le manque de confiance perceptible entre l'Etat et les populations est la conséquence des agissements de certains acteurs publics notamment, des préfets, des agents de sécurité et le personnel de la justice* ».

3.3 Domaine relatif à la justice

Sur la foi des informations recueillies, la situation de la justice actuelle est perçue comme un véritable de gouvernance en Guinée. Pour les personnes interviewées, l'institution judiciaire guinéenne actuelle ne répond pas aux différentes demandes d'équité et de droits des citoyens. Les maux dont souffre la justice guinéenne sont entre autres : la corruption, la faible qualification des ressources humaines, la faiblesse des infrastructures, l'implication de l'exécutif dans les affaires judiciaires et le retard dans l'exécution des arrêts de justice.

Un professionnel du secteur témoigne : « *le manque de budget de fonctionnement et de moyens logistiques pour assurer le transport judiciaire constitue des entraves pour le bon fonctionnement des services judiciaires* ».

Sur le plan des ressources humaines, il y a un sous-effectif de certains corps de justice (greffiers et autres auxiliaires de justice notamment). Ce sous-effectif est surtout observé dans les juridictions à l'intérieur du pays, soulignent les responsables du secteur. Concernant la qualification des ressources humaines disponibles, l'unanimité se dégage sur une « *qualification insuffisante des magistrats due à un manque de programme de formation continue, de remise à niveau ; le vieillissement des magistrats et la non application des statuts particuliers de la justice* »

Sur le plan des infrastructures judiciaires, le constat est alarmant. Un responsable du secteur dresse le bilan suivant : « *le secteur de la justice est celui qui a le plus payé les frais des manifestations sociales de janvier et février 2007. Aujourd'hui, les tribunaux et palais de justice sont dans un état de délabrement avancé. Quant aux établissements pénitentiaires existants, ils ne répondent plus aux normes et certaines préfectures n'en disposent pas* ».

En plus des difficultés d'ordre structurel dont souffre l'appareil judiciaire et qui sont présentées par les responsables du secteur, la quasi-totalité des répondants dénoncent surtout les pratiques de la justice qu'ils qualifient « d'impropres ».

La corruption des juges et auxiliaires de justice gangrène, selon les répondants, l'appareil judiciaire guinéen. Pour les personnes interrogées, la justice a tendance à brimer les droits des pauvres et protéger les riches. Les pratiques dénoncées par les personnes interrogées se résument à celles-ci : « détentions arbitraires, violations des droits des citoyens, retard dans le traitement des dossiers, non application des décisions de justice,... ». Ils notent qu'un jugement rendu rapidement peut contribuer à combattre la criminalité par des sanctions dissuasives. C'est pourquoi un des répondants a expliqué : « *La justice c'est pour les gens qui ont de l'argent. Les décisions de justice dépendent de tes relations avec les hommes haut placés. Et malheureusement cette situation n'a pas trop changé depuis longtemps* ».

La justice est, aux dires de certains, pris dans l'engrenage de l'administration publique et côtoie le privé dans des pratiques qui alimentent le doute sur la sincérité des actes de justice. En guise d'illustration, ils avancent « *qu'elle aménage des espaces privilégiés pour le personnel haut placé de l'administration et lui accorderait le droit de se dérober à des obligations qui lui incomberaient dans l'instruction des dossiers. Ce personnel saisit la justice pour des motifs qui ne méritent pas l'ouverture d'un dossier. Non seulement le dossier est ouvert mais en plus le jugement est rendu en faveur du plaignant malgré l'insuffisance des éléments à charge* ».

La justice selon les interviewés entretient des relations qui laissent plus d'une interrogation dans la tête des citoyens guinéens. A titre de preuve, ils soutiennent que la sécurité ou les forces de sécurité (gendarmerie et police) se comportent en ignorant les principes du respect des droits des prévenus ou en violation flagrante du principe de la présomption d'innocence.

La sécurité est, pour les répondants, pourtant au service de la justice et toutes les deux doivent travailler, dans le respect des compétences de chacune, à créer la confiance de la population dans ses institutions.

« *Quand tu vas à la gendarmerie ou à la police, et tu es impliquée dans une affaire d'Etat, tu te rends compte que tu ne peux pas appeler ton avocat et même quand ce dernier arrive, il ne peut pas te garantir une liberté automatique parce l'ordre de l'institution est au dessus de ton droit pourtant que tu tiens de la Constitution* ».

La presse privée est, à cet effet, selon certains, particulièrement virulente contre la justice pour son laxisme et sa grande complicité avec les sphères de l'administration. Ainsi il est reproché à la justice de galvauder l'image du pays en agissant au profit d'intérêts obscurs. La presse accuse la justice de ne pas jouer son rôle d'arbitre sérieux pour permettre aux étrangers de faire davantage confiance à la destination Guinée. Les répondants expliquent cette démarche de la justice par son souci de voir les investisseurs affluer en Guinée et y améliorer le climat des affaires. Cette amélioration du climat des affaires a un impact sur le degré de sollicitation de leurs canaux à des fins de publicité.

« *A la radio ou dans les journaux, dès qu'il y a une affaire manquée au tribunal ou une injustice flagrante, les journalistes ne ratent pas les avocats ou juges qui agissent pour le compte de leurs maîtres c'est-à-dire l'Etat. Ce qui est dénoncé, c'est le canon de la justice sur les autres sauf sur l'Etat* ».

Il faut reconnaître cependant, selon les personnes interrogées que le personnel de la justice est abandonnée et ne profite pas de formations encadrées par un plan de carrière du Département. Cette situation favorise une fuite en avant dans la recherche d'opportunités de formations. « *Chacun y va de son mieux pour décrocher une formation lui permettant de se*

hisser au dessus des autres. Alors qu'en créant des situations où les chances sont égales pour tous, on aboutirait certainement à trouver la crème d'une justice plus équilibrée et respectueuse des efforts chacun ».

Concernant l'indépendance de la justice, les répondants pensent que c'est une justice qui subit de fortes pressions extérieures (politiques et administratives). Pour eux, l'indépendance de la justice n'est pas effective.

Par ailleurs, certains répondants dénoncent les obstructions et les empiètements de certaines autorités locales dans les affaires judiciaires. Ils soulignent que certains administrateurs locaux se substituent aux juges en prononçant des jugements. Cependant, la majeure partie des répondants fonde un grand espoir sur les recommandations des états généraux de la justice tenus en 2012

3.4 Décentralisation

Sur ce plan, tous les acteurs interviewés, notamment les élus locaux reconnaissent les avancées dans ce domaine, notamment l'élaboration et l'adoption du Code des Collectivités Locales bien que son Décret d'Application ne soit pas encore signé ainsi que la création de l'association des maires de Guinée. L'implication des communautés dans la gestion de leurs collectivités *« est perçue positivement par les populations »* reconnaît un élu local.

De façon générale, tous les élus locaux rencontrés sont unanimes que la mise en œuvre de la politique de décentralisation souffre d'énormes difficultés, notamment l'insuffisance de ressources humaines qualifiées, de moyens matériels et financiers. Un élu local renchérit : *« La décentralisation en Guinée, c'est un bon document, de beaux discours mais aucun moyen n'est mis à la disposition des collectivités pour la mise en œuvre effective de la politique de décentralisation, pas de mobilier de bureau, des moyens de locomotion dérisoires ».*

En plus un autre élu bien avisé déclare *« En plus du Décret d'application du Code des Collectivités Locales, nous attendons, l'adoption et la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation »*

A propos des ressources humaines, un élu local témoigne : *« Notre commune ne recèle pas de compétences appropriées pour mener à bien certaines activités, notamment celle liées à la fiscalité. Nous sommes donc obligés de recourir aux agents de la préfecture avec toutes les conséquences que cela peut engendrer. Nous dépendons toujours du Préfet ».* Par ailleurs, *« l'analphabétisme de certains élus locaux constitue un obstacle dans la mise en œuvre efficace de la politique de décentralisation ».*

En ce qui concerne les ressources financières, les acteurs interviewés reconnaissent que la situation financière de certaines collectivités ne permettent pas à celles-ci d'engager des actions de développement : *« Les collectivités qui enregistrent des résultats positifs sont celles qui bénéficient non seulement de l'appui de certains partenaires au développement à travers des projets et programmes mais aussi de celles situées dans les zones minières avec les retombées des exploitations ».* Les difficultés soulevées par les personnes rencontrées ne sont pas que d'ordres humain ou financier mais aussi de légalité institutionnelle. Pour les personnalités notamment politiques rencontrées, le mandat actuel des élus locaux est caduc. *« la légitimité des élus locaux est remise en cause du fait de la non-teneur des élections communales et communautaires pour leur renouvellement ».*

Dans le même ordre d'idées, certaines personnalités rencontrées s'interrogent sur le bien fondé de la décision de remplacer certains élus communaux et communautaires par des

délégations spéciales : le « *mandat des délégations spéciales ne devrait pas excéder quatre mois* » a déclaré un leader d'opinion. A ce niveau les points de vue divergent en fonction des appartenances politiques des personnalités interviewées,

Ce cri de cœur d'un élu local semble résumer la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Code des Collectivités Locales et la Politique de Décentralisation « *les gens doivent comprendre que le développement de la Guinée ne se fera pas à Conakry mais c'est à la base avec la décentralisation* ».

Sur le plan culturel, les personnes interviewées sont unanimes sur les potentialités dont dispose la Guinée dans ce domaine. Cependant, elles déplorent le manque de politique culturelle réelle depuis la fin de la première République et la non-préservation des acquis dans ce domaine.

A titre d'illustration, une personnalité fait remarquer sur le plan de la musique fait remarquer que « *le pays s'était positivement illustré en Afrique et dans le monde, à travers les ballets et orchestres* » Aujourd'hui, les personnalités et les leaders d'opinions rencontrés constatent une forte régression du pays dans ce domaine : « *Les compétitions sportives, les manifestations culturelles, les troupes folkloriques et les orchestres qui rivalisaient de créativité sont aujourd'hui délaissés* »

Aussi, les leaders d'opinion fustigent-ils « *l'acculturation de plus en plus grande des jeunes, surtout sur le choix des musiques et sur leur style vestimentaire, en dépit de la richesse indéniable de notre patrimoine culturel* » Le faible investissement de l'Etat dans ce secteur explique, selon les répondants, cet état de fait.

Cependant, ils constatent « *quelques avancées sont soulignées dans le domaine musical. Il s'agit notamment d'une plus grande liberté d'expression des artistes musiciens aujourd'hui* »

Par contre, *les conditions de travail des artistes musiciens sont aujourd'hui très difficiles*, notent les artistes rencontrés. « *Le manque de soutien financier et matériel, la piraterie des œuvres des artistes musiciens et le non versement de leurs droits d'auteurs* », sont dénoncés par la presque totalité des acteurs du secteur rencontrés.

Sur le plan du sport en général, les acteurs rencontrés constatent « *une régression considérable de la Guinée dans ce domaine* ». Ils dénoncent « *un manque de promotion du sport à la base et le faible encadrement des sportifs guinéens par l'Etat* ».

4 DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

A la lumière des entretiens réalisés, la situation actuelle de l'environnement naturel de la Guinée, suscite des inquiétudes. Pour la quasi-totalité des personnalités et des leaders d'opinions « *la dégradation de l'environnement est très poussée aujourd'hui* » Certains n'hésitent pas à qualifier de « *catastrophique* » la situation actuelle.

Pour illustrer cette réalité, un responsable d'un centre de recherche a voulu partagé les résultats d'une recherche menée par son service dans la région de la Haute Guinée : « *Dans le village de Tintiwoulen (Préfecture de Kankan), une recherche menée avec la collaboration des populations à la base a permis de découvrir que onze (11) rivières ont littéralement disparu en 50 ans (de 1950 à 2000)* ».

Tout les acteurs interviewés sont unanimes que : « *La coupe abusive du bois, le manque de reboisement, les rôles néfastes des activités des briqueteries, les feux de brousses, la non restauration des sites d'exploitation artisanale d'or, l'ensablement des cours d'eaux, la destruction*

des forêts classées sont autant de pratiques qui contribuent à la dégradation de l'environnement ».

Concernant l'installation d'unités industrielles à proximité des zones d'habitations, les répondants expriment leurs préoccupations sur les autorisations accordées à trois usines de ciment de s'installer dans la même zone. Pour eux, les populations de cette zone sont très exposées à la pollution de ces usines.

Les résultats révèlent aussi que l'environnement est menacé par l'explosion démographique et l'action de l'homme sur la nature en quête de survie et de d'enrichissement effréné (coupe de bois d'œuvre et fabrication du charbon de bois). A cet effet, un répondant explique : *« Les populations expriment leurs besoins d'avoir une vie meilleure mais elles n'ont pas les moyens. Pour ces populations, la nature est une propriété collective. Elles se disent, si l'Etat ou les privés ne les offrent pas les moyens pour subvenir à leurs besoins, la nature leurs offre des possibilités pour atténuer leur pauvreté ».*

Pour tenter de justifier ces pratiques néfastes sur l'environnement naturel de l'Homme, les personnes interviewées déclarent que la pauvreté des populations pousse celles-ci à agir négativement sur la nature pour subvenir à leurs besoins. Pour d'autres personnes, c'est le manque de connaissances et d'informations des populations sur l'impact négatif de la destruction de l'environnement qui est le facteur explicatif de cette réalité. A propos, un répondant souligne : *« Les populations à la base ont abandonné l'apprentissage des pratiques anciennes de préservation de l'environnement. Chaque village attend des experts ou des conseillers pour leur parler de ceux-ci ou cela sur l'environnement. Or, ces actions ne suffiront jamais ».*

Sur le travail des services forestiers dans la préservation de l'environnement, les répondants dénoncent une complicité entre les acteurs de la filière bois et ces services. Pour illustrer cette situation, un répondant affirme : *« Nous savons comment les gens de l'administration forestière se comportent dans les localités. S'il n'y a pas de feu de brousse, de coupe de bois ou de carbonisation, les agents forestiers ne peuvent pas vivre. Parce que tout simplement, ces agents préfèrent les amendes payées par les personnes qui se livrent à ces pratiques que d'interdire ces pratiques ».*

Toutefois, la décision d'interdiction de la coupe de bois à usage commercial, est très appréciée par les populations. Cependant, les répondants restent sceptiques sur la pérennisation de la décision et son application effective sur le terrain.

Un autre aspect pointé du doigt par les répondants est l'insalubrité. Selon eux, *« il n'existe pas de services de collecte et d'évacuation des ordures ménagères, le transport de ces ordures ou ce qu'il en reste contribue à redistribuer les ordures, les camions ne sont pas couverts, éparpillant ainsi les ordures sur tout le parcours, certains camions transportent un feu ambiant ».*

5 DOMAINE TECHNOLOGIQUE

Sur le plan des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les résultats révèlent une avancée de la Guinée dans le domaine de la téléphonie mobile. Même si la couverture du territoire national n'est pas encore effective, plusieurs personnalités interviewées déplorent aujourd'hui la fermeture (même si elle est provisoire) de la *Sotelgui*.

Concernant l'accès à l'Internet, les besoins sont loin d'être couverts. Pour les personnes interviewées, les difficultés sont liées aux coûts et à la faible couverture géographique du

réseau. Toutefois, les populations pensent que ces difficultés seront bientôt aplanies avec le projet de connexion de la Guinée à la fibre optique.

L'utilisation de l'outil informatique est encore faible en Guinée non seulement dans l'administration publique mais aussi dans les établissements d'enseignement et de recherche.

Sur le plan de la couverture médiatique du territoire, les personnes rencontrées soulignent que *« la RTG qui est un medias d'Etat ne couvre pas tout le territoire national. Cette réalité contribue à la sous-information des populations rurales »*. Pour l'ensemble des personnes interviewées, le domaine de la technologie souffre du faible investissement dans le secteur.

6 DOMAINE DE LA SECURITE

Les questions de sécurité sont diversement abordées par les panels constitués. Cependant deux grandes tendances ont pu apparaître dans les discussions. La première tendance soutient que *« les forces de sécurité ternissent les valeurs de la sécurité qui portent sur la protection des personnes et de leurs biens »*, et la seconde estime que *« les reproches faits à la sécurité procèdent d'une méprise de leur mission et de la faiblesse des moyens mis à leur disposition »*. Pour les personnalités interviewées, l'insécurité grandissante en Guinée est *« la résultante des recrutements anarchiques des agents de sécurité, l'insuffisance numérique des agents de sécurité notamment à l'intérieur du pays et le faible équipement de ces services »*.

Par ailleurs, certains leaders d'opinion soutiennent que *« les services de sécurité ne jouent pas efficacement leur rôle de protection des populations et de leurs biens »* Ils accusent ceux-ci d'abus sur les populations (violations des droits fondamentaux, extorsions et brimades de tout genre). Ces actes, selon eux, ne renforcent pas la confiance entre les populations et les services de sécurité. A cet effet, un répondant affirme : *« Aujourd'hui nous sommes en insécurité totale. Au temps du premier régime, quand tu tues une personne, tu seras tué. Mais aujourd'hui, on arrête des criminels et quelque temps après vous les voyez dans la rue. C'est pourquoi les populations ont tendance à se rendre justice elles-mêmes »*.

Un leader d'opinion a exprimé le souhait de voir se poursuivre *« les réformes des forces de défenses et de sécurités en vue de qualifier d'avantage le personnel »*.

A.2 SYNTHÈSE DE LA PERCEPTION DES EXPERTS SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSEE

L'ENAPGUI s'est intéressée à la perception des experts sur les questions fondamentales qui constituent des enjeux pour la vision prospective « Guinée Vision 2035 ». Dans ce cadre, 72 experts ont été identifiés de façon raisonnée pour leurs compétences dans des domaines bien précis. Des interviews ont été réalisées auprès de ces experts et des questionnaires leur ont été soumis ; questionnaires qu'ils devaient remplir et retourner aux consultants chargés des interviews. A la fin de l'opération, seulement, 48 experts dont 3 femmes, ont accepté de remplir les questionnaires, soit un taux de remplissage de près de 67%. A l'instar de l'enquête « Grand Public », le questionnaire quantitatif vise à recueillir les perceptions des experts sur la situation actuelle et passée, leurs préoccupations et visions dans tous les domaines abordés dans le volet « Enquête Grand Public ». Quant aux interviews, elles ont abordé les mêmes domaines que ceux administrés aux personnalités et leaders d'opinions.

Compte tenu de la faiblesse des effectifs, la région administrative, le milieu de résidence et les caractéristiques sociodémographiques des experts, ne sont pas des domaines analytiques. Les analyses réalisées seront quantitatives et/ou qualitatives.

Cette partie passe en revue la perception des experts sur la situation actuelle et passée dans les domaines: démographique, social, économique, lutte contre la pauvreté, gouvernance, décentralisation, technologies de l'information et de la communication, culture et image de la Guinée.

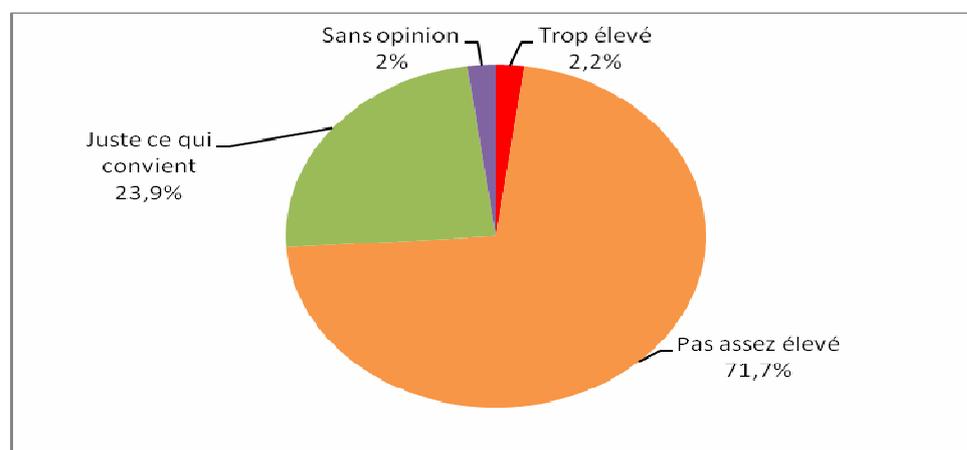
1 DOMAINE DEMOGRAPHIQUE

Les questions posées étaient relatives à l'effectif actuel de la population et à la maîtrise de la fécondité et les flux migratoires (migration interne et externe).

1.1 Croissance démographique

A la question, sur ce que les experts pensent de l'effectif actuel de la population guinéenne, ils estiment dans leur grande majorité (71,7%) que l'effectif actuel de la population de la Guinée est élevée mais « pas assez ». Ceux qui pensent qu'elle est trop élevée représentent 2,2%. Près de 24% des experts, ont déclaré que l'effectif actuel, est juste ce qui convient.

Graphique 3. 1 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur l'effectif de la population

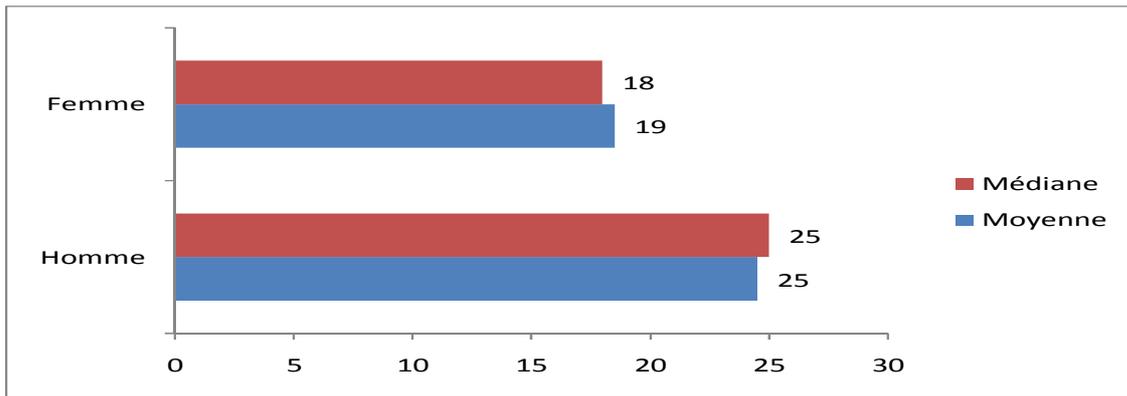


1.2 Maîtrise de la fécondité

Les questions relatives à la maîtrise de la fécondité sont relatives à l'âge au mariage, les raisons du mariage précoce, la polygamie, l'utilisation de méthodes contraceptives et le nombre d'enfants désirés.

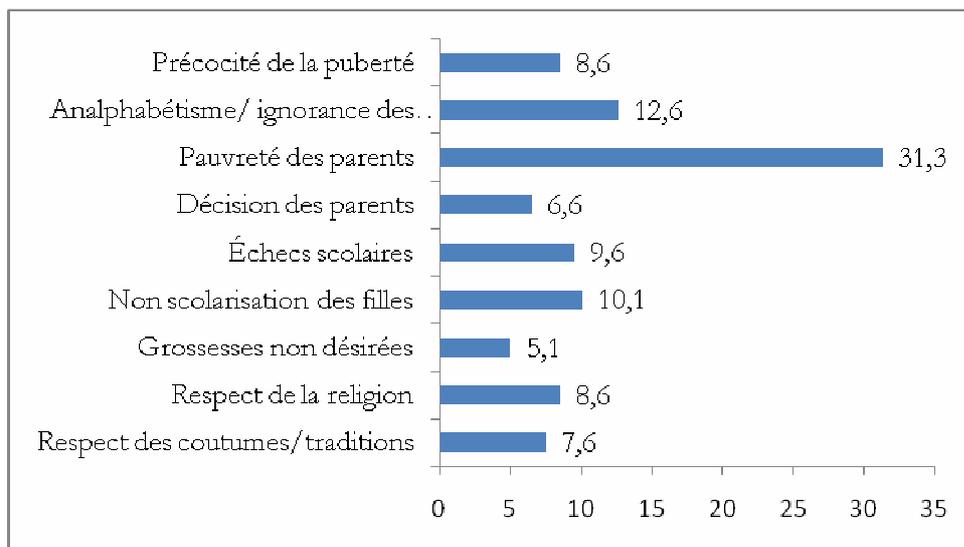
Concernant l'âge au mariage, les experts estiment que pour la femme, l'âge moyen au mariage doit être de 18 ans (l'âge médian est de 19 ans). Cet âge souhaité, s'écarte peu de l'âge officiel au mariage pour la jeune fille qui est de 17 ans. S'agissant de l'homme, l'âge moyen et médian au mariage exprimé par les experts est 25 ans.

Graphique 3. 2 : Age moyen et âge médian au mariage proposés par les experts



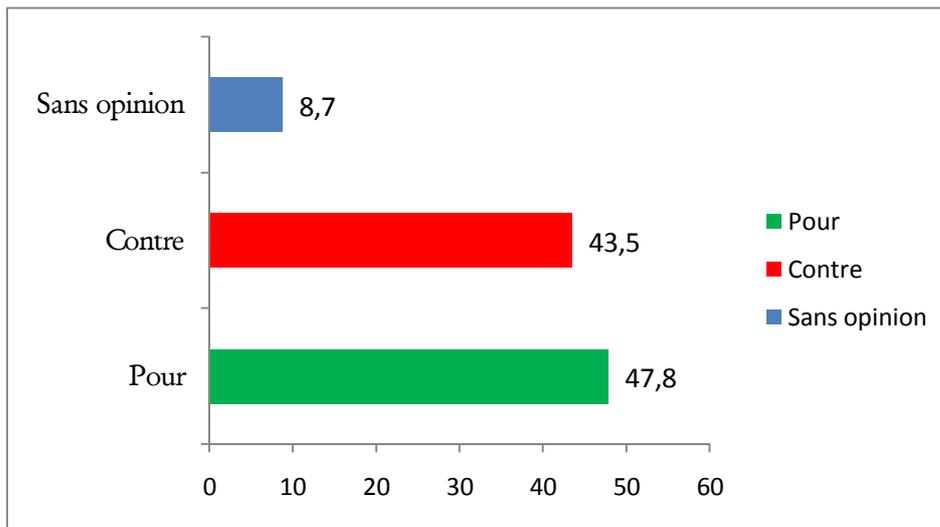
Les experts ont été interrogés sur les principales raisons du mariage précoce. Les résultats indiquent que la pauvreté des parents (31,3% des cas de réponses); l’analphabétisme et l’ignorance des parents (12,6%), la non scolarisation des filles (10,1%), les échecs scolaires (9,6%), constituent les principales raisons évoquées par les experts. D’autres raisons telles que la religion (8,6%), la précocité de la puberté (8,6%) et le respect des coutumes et traditions (7,6%) ont été citées par les experts.

Graphique 3. 3 : Répartition (%) des opinions des experts selon les raisons évoquées sur le mariage précoce



Concernant l’avis des experts sur la polygamie, les réponses sont partagées : 47,8% sont favorables à la polygamie et 43,5% sont contre. Ceux qui sont sans opinions représentent près de 9%.

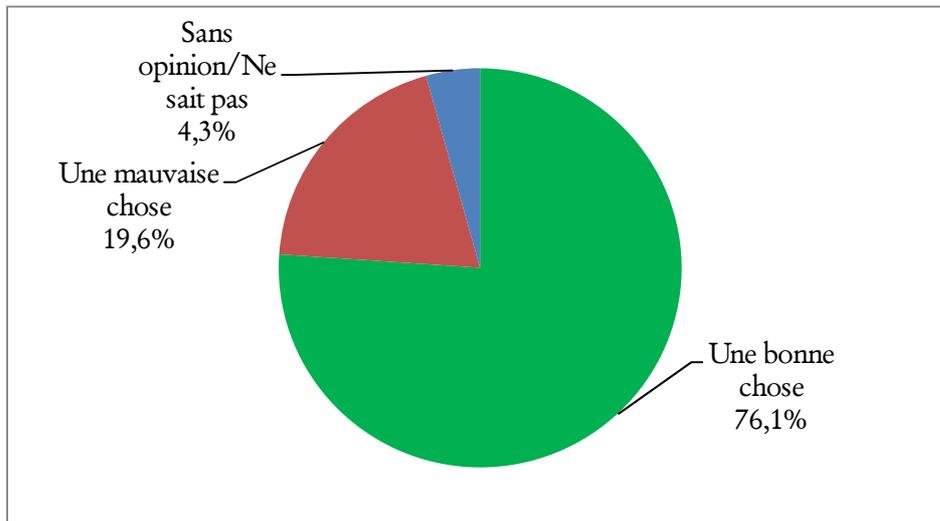
Graphique 3. 4 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur la polygamie



L'utilisation de méthodes traditionnelles ou modernes pour empêcher, limiter ou espacer les naissances a été abordée avec les experts au cours de l'enquête.

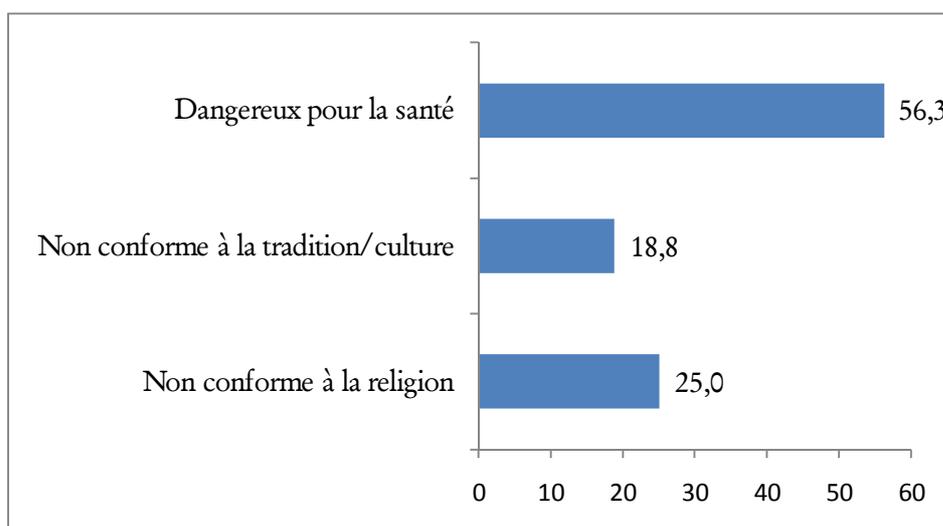
La majorité des experts (76,6%) pense que c'est une bonne chose et 19,6% ont des avis contraires.

Graphique 3. 5 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur l'utilisation de la contraception



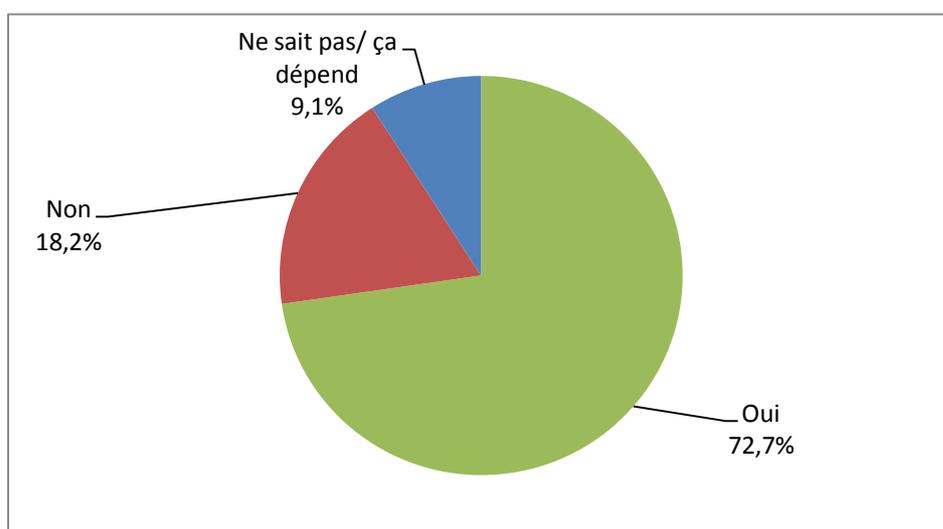
Sur les raisons des déclarations des experts qui ont indiqué que la contraception est une mauvaise chose, plus de la moitié (56,3%) estiment que les méthodes contraceptives sont dangereuses pour la santé. Un expert sur quatre a indiqué que c'est non conforme à la religion et près d'un expert sur cinq a déclaré que cette pratique n'est pas conforme à nos traditions et à notre culture.

Graphique 3. 6 : Répartition (%) des opinions des experts selon les raisons pour lesquelles la contraception est une mauvaise chose



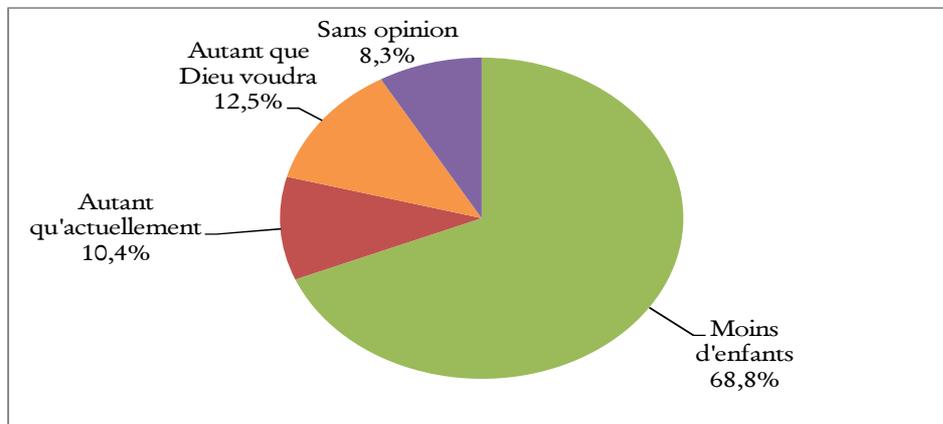
A la question de savoir, si les experts sont prêts à l'avenir à utiliser des méthodes contraceptives, la grande majorité (72,7%) est favorable à cette pratique pour retarder ou espacer des naissances. Moins d'un expert sur cinq (18,2%) est contre.

Graphique 3. 7 : Répartition (%) des experts sur leurs intentions d'utiliser des méthodes contraceptives



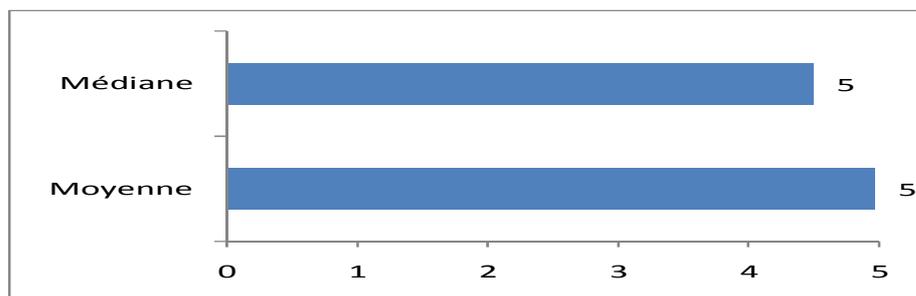
Par rapport à la situation économique actuelle qui découle d'une longue série de crises sociales et politiques, des questions ont été posées aux experts s'ils envisageaient modifier leurs comportements en matière de procréation. La majorité des experts interrogés sur le sujet (68,8%) ont estimé que les guinéens devraient avoir moins d'enfants, 12,5% d'entre eux pensent qu'on doit en avoir autant que Dieu voudra.

Graphique 3. 8 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur le nombre d'enfants que les guinéens devraient avoir



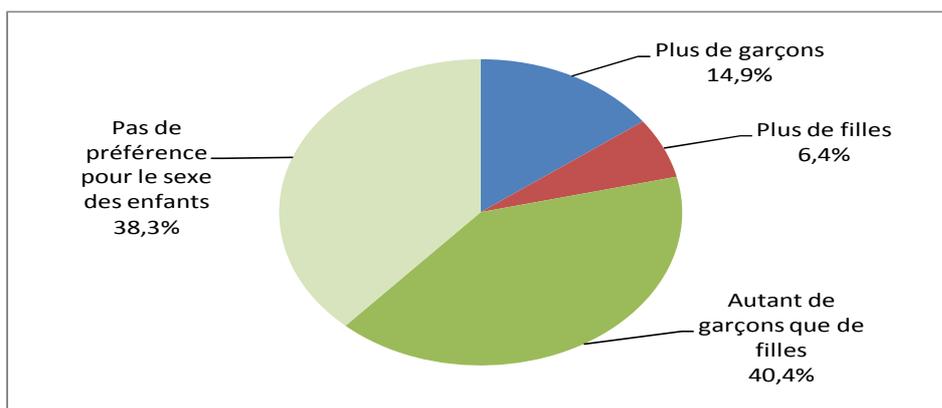
Concernant le nombre d'enfants désirés, les experts ont déclaré en moyenne 5 enfants (le nombre médian d'enfants est 5).

Graphique 3. 9 : Nombre désiré d'enfants par les experts



Les opinions des experts sur le sexe préféré de l'enfant, semblent s'éloigner des considérations sociales en vigueur qui accordent la préférence pour les garçons. En effet, 40,4% des experts ont déclaré avoir autant de garçons que de filles et 38,3% ont affirmé ne pas avoir de préférence pour le sexe. Seulement 15% souhaitent avoir plus de garçons et 6% plus de filles.

Graphique 3. 10 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur leur préférence pour le sexe de l'enfant



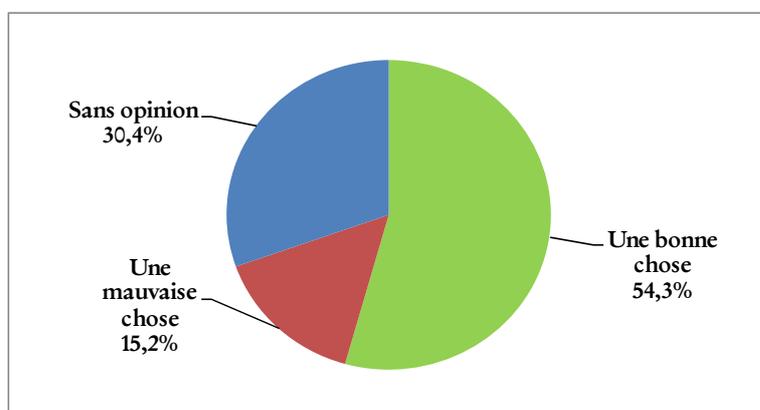
1.3 Migration

Des questions relatives aux migrations internes et externes ont été posées aux experts, les principales raisons qui les motivent ainsi que les actions que devraient prendre le Gouvernement dans ce domaine.

1.3.1 Migrations internes

Dans ce domaine, il a été demandé aux experts si la migration interne est une bonne chose ou non ainsi que les raisons qui motivent ces mouvements.

Graphique 3. 11 : Répartition (%) des experts selon leur opinion sur la migration interne

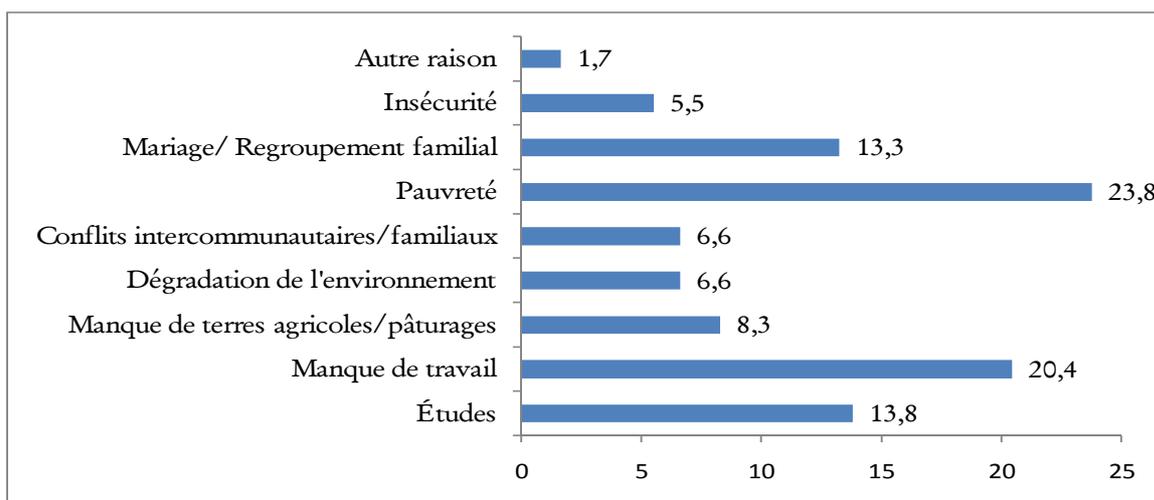


Plus d'un expert sur deux (54,3%) pensent que la migration interne est une bonne chose. Seulement, 15,2% estiment que c'est une mauvaise chose. Ceux qui sont sans opinions représentent 30,4%.

Concernant les principales raisons qui motivent ces déplacements d'une préfecture

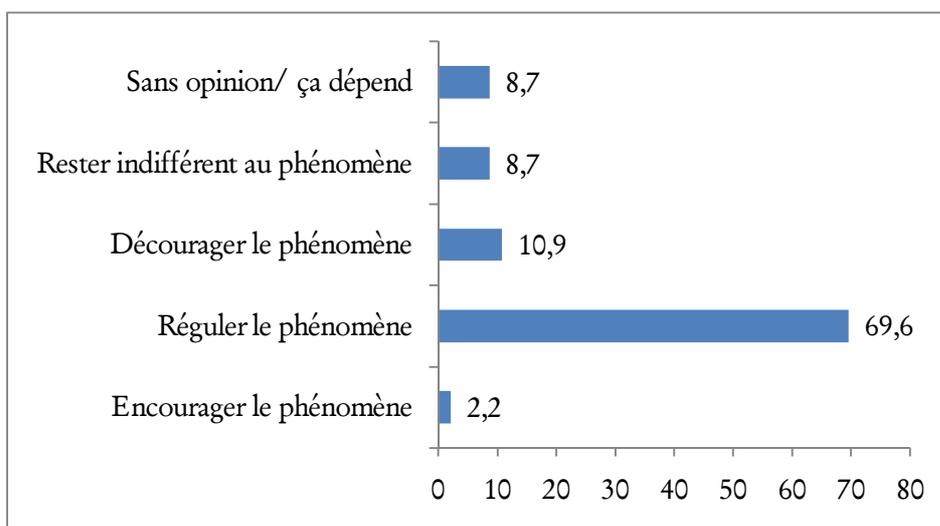
à une autre, les experts expliquent ces mouvements par des motifs d'ordre économique à savoir : la pauvreté (24% des cas de réponses) et le manque de travail (20,4%). Les autres raisons concernent les études (14%), le regroupement familial ou le mariage (13,3%). Le manque de terres agricoles ou de pâturages ne concerne que 8,3% des cas de réponses.

Graphique 3. 12 : Répartition (%) des experts selon raisons évoquées sur la migration interne



En ce qui concerne les mesures que le Gouvernement doit prendre face à la migration interne, la majorité des experts (69,6%) envisagent que le Gouvernement régule le phénomène. Seulement 11% des experts ont déclaré que le Gouvernement doit décourager la migration interne et 9% préconisent à l'autorité de rester indifférent.

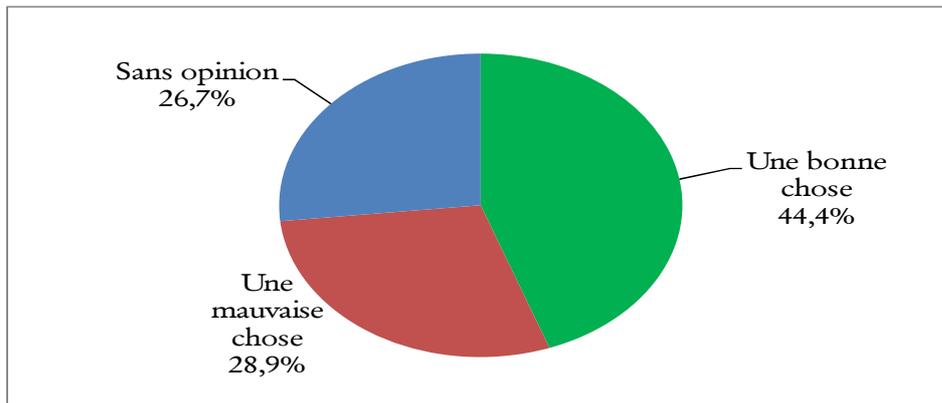
Graphique 3. 13 : Répartition (%) des experts selon les mesures que doit prendre le Gouvernement pour faire face à la migration interne



1.3.2 Migrations externes

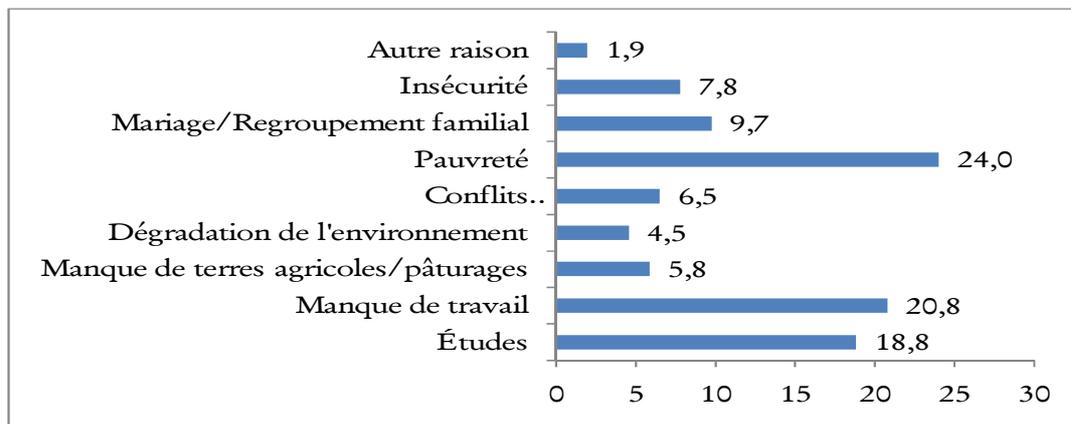
Plus de 44% des experts estiment que la migration externe est une bonne chose contre 29% qui ont un avis contraire.

Graphique 3. 14 : Répartition (%) des experts selon leur opinion sur la migration externe



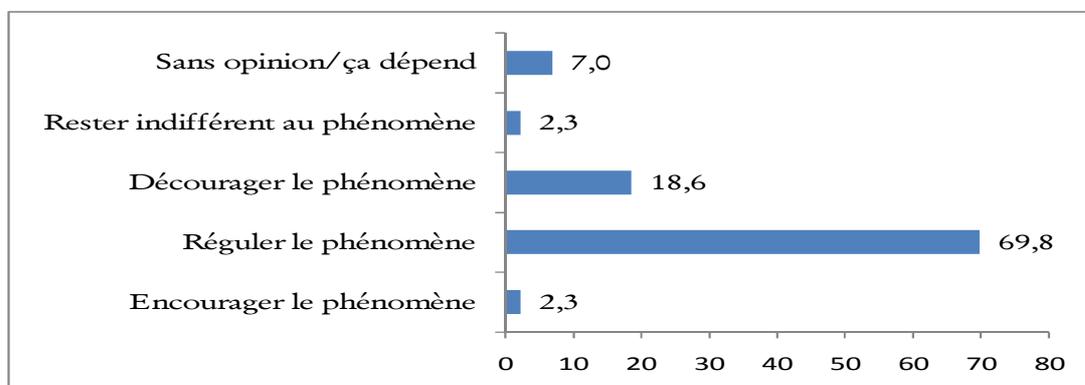
A l’instar de la migration interne, les raisons évoquées sont d’ordre économique : pauvreté (24% des cas de réponses) et manque de travail (21%). Les études représentent 19% des cas de réponses et le regroupement familial (près de 10%).

Graphique 3. 15 : Répartition (%) des experts selon les raisons fournies pour expliquer la migration externe



Selon les avis des experts, le Gouvernement doit réguler le phénomène (70% des cas de réponses). Ceux qui estiment que le Gouvernement doit décourager la migration externe représentent 18,6% des cas de réponses.

Graphique 3. 16 : Répartition (%) des experts selon les mesures que le gouvernement doit prendre pour faire face à la migration externe



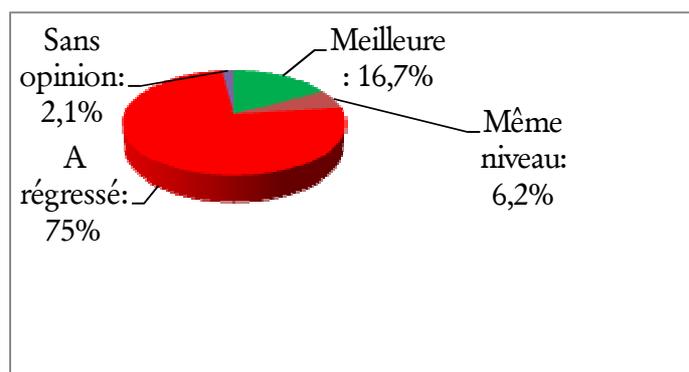
2 DOMAINE SOCIAL

Les experts ont été interviewés sur des questions essentielles qui constituent des défis pour la vision prospective « Guinée vision 2035 ». Ces questions étaient axées sur leurs perceptions sur la situation dans les domaines de l'éducation, de la santé, sur l'emploi des jeunes et le logement.

2.1 Education

Dans le domaine de l'éducation, les questions posées aux experts ont trait à leur perception sur la situation actuelle par rapport au passé, les difficultés rencontrées et les stratégies à mettre en œuvre pour améliorer la situation dans de domaine dans les prochaines années.

Graphique 3. 17 : Répartition (%) des opinions des experts sur la situation actuelle de l'école par rapport au passé

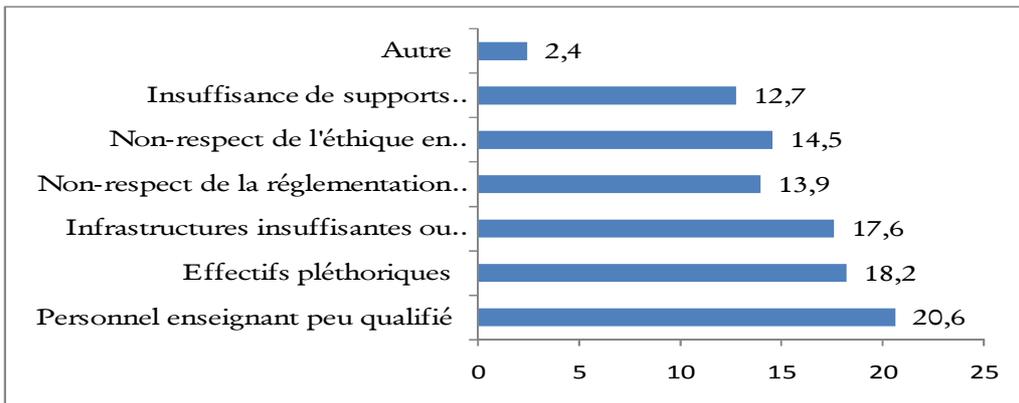


Concernant, la perception des experts sur la situation actuelle de l'école par rapport au passé, la majorité des experts (75%) estime que la situation de l'école guinéenne a régressé. Ceux qui pensent qu'elle est devenue meilleure ne représentent que 16,7% tandis que pour 6,2%, elle est restée la même.

Pour ceux qui ont indiqué que l'école a régressé, les raisons évoquées pour expliquer ce fait sont la faible qualification du personnel enseignant (20,6% des cas de réponses), le pléthore d'élèves dans les classes (18,2%), l'insuffisance d'infrastructures ou leur mauvais état (17,6%), le non respect de l'éthique en matière d'éducation (14,5%), le non respect de la réglementation et des normes en matière de création d'écoles privées (14%) et l'insuffisance des supports pédagogiques (13%).

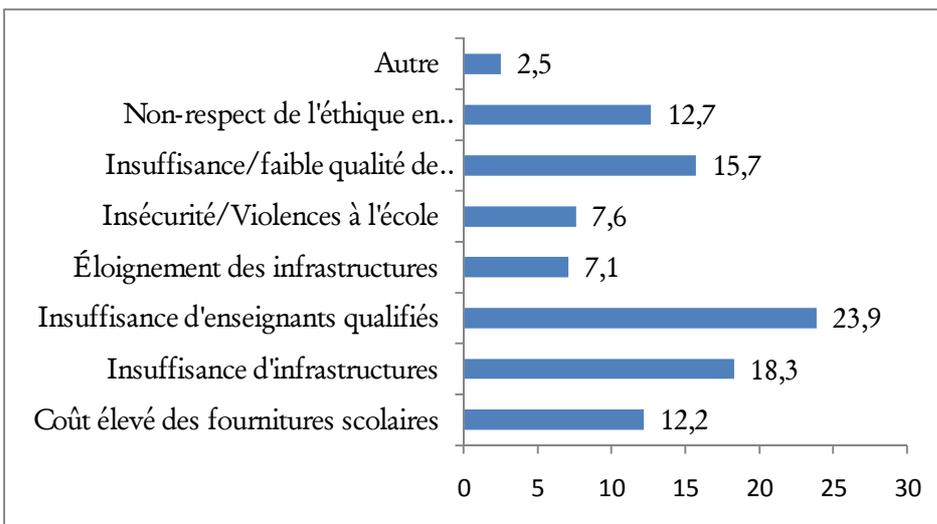
Concernant la qualité des ressources humaines, les experts dénoncent « *le faible niveau des enseignants au niveau du primaire et du secondaire* ». Selon eux, « *cette situation est la conséquence du laxisme qui a caractérisé les recrutements dans les écoles normales d'instituteurs (ENI) mais aussi la durée de formation dans ces écoles* », qu'ils trouvent insuffisante pour permettre aux apprenants d'acquérir des connaissances suffisantes et de maîtriser la pédagogie de l'enseignement.

Graphique 3. 18 : Répartition (%) des cas de réponses sur les raisons de la régression du système scolaire



S'agissant des difficultés que rencontre l'école, les principales difficultés évoquées sont : l'insuffisance d'enseignants qualifiés (24% des cas de réponses), l'insuffisance d'infrastructures (18,3% des cas de réponses), l'insuffisance ou la faible qualité des supports pédagogiques (15,7%), le non respect de l'éthique en matière d'éducation (12,7%) et le coût élevé des fournitures scolaires (12,2%).

Graphique 3. 19 : Répartition (%) des cas de réponses sur les difficultés auxquelles l'école est confrontée

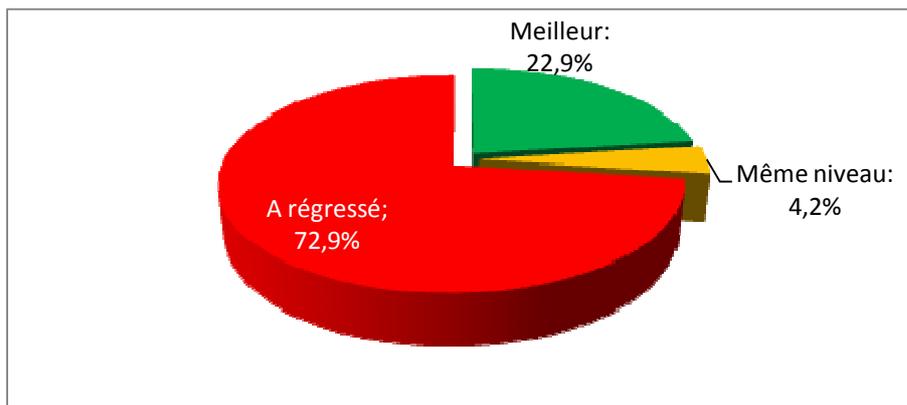


2.2 Santé :

Dans le domaine de la santé, les questions cernées par les experts sont les mêmes que celles abordées au niveau de l'éducation.

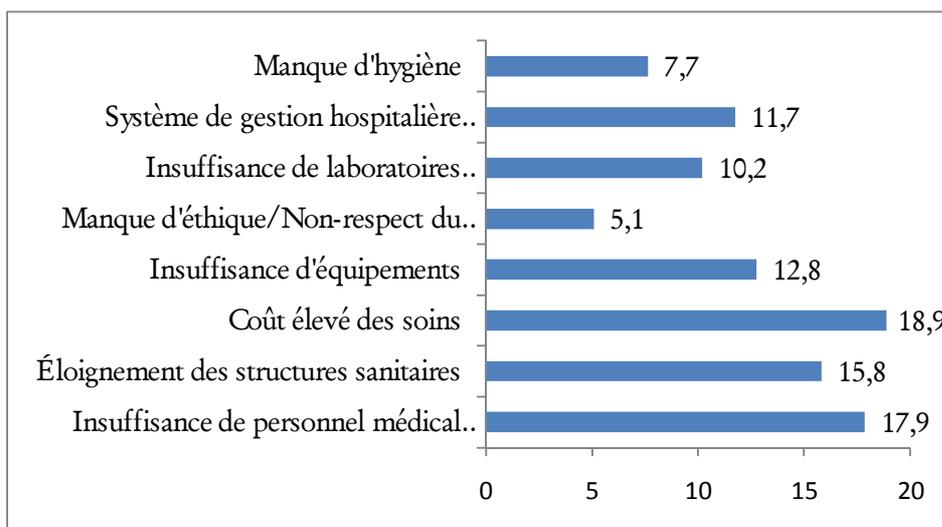
Concernant la perception des experts sur la situation sanitaire actuelle par rapport au passé, la grande majorité des experts (73%), estime que le système sanitaire a régressé. Seulement, un peu plus d'un expert sur cinq (23%) a déclaré qu'il s'est amélioré et pour 4,2% des experts, il est resté au même niveau.

Graphique 3. 20 : Répartition (%) des opinions des experts sur l'appréciation du système de santé actuel



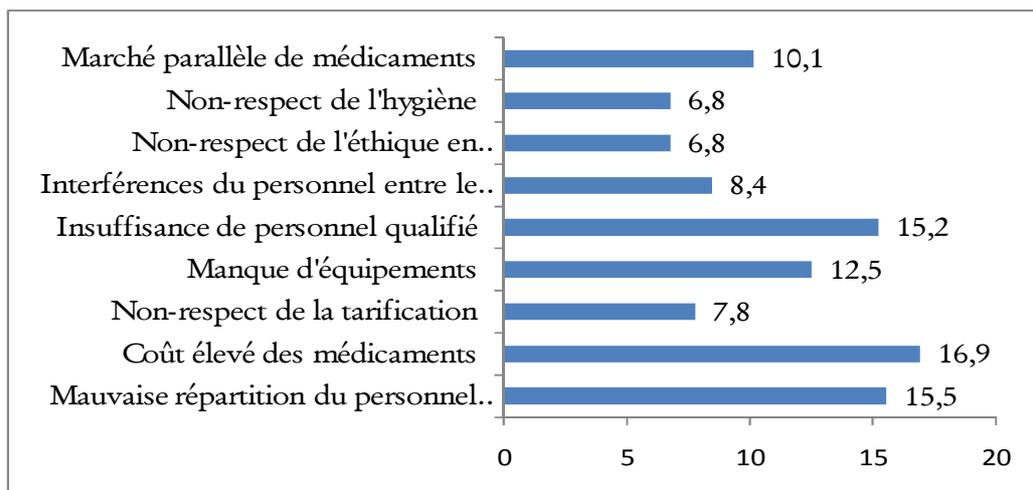
Les principales raisons évoquées par les experts et qui justifieraient la régression du système de santé sont : le coût élevé des soins (19% des cas de réponses), l'insuffisance du personnel qualifié (18%), l'éloignement des structures sanitaires (16%), l'insuffisance d'équipements (13%), la faiblesse de la gestion des structures sanitaires (11,7%) et l'insuffisance de laboratoires d'analyses biomédicales (10,2%). Les autres raisons liées également à la gestion hospitalière concernent le manque d'hygiène (8%) et le manque d'éthique et de respect du sermon d'Hippocrate (5,1%).

Graphique 3. 21 : Répartition (%) des cas de réponses sur les raisons de la régression du système de santé



Concernant les difficultés auxquelles le système de santé est confronté, elles sont multiples et peuvent être classées selon les catégories suivantes : la faiblesse des ressources humaines et sa mauvaise répartition sur le territoire national (15,5% des cas de réponses concernent la mauvaise répartition, 15,2% la faible qualification et 8,4% l'interférence du personnel entre le public et le privé), le coût élevé des médicaments (17%), le manque d'équipements (12,5%) et l'existence d'un marché parallèle de médicaments (10,1%).

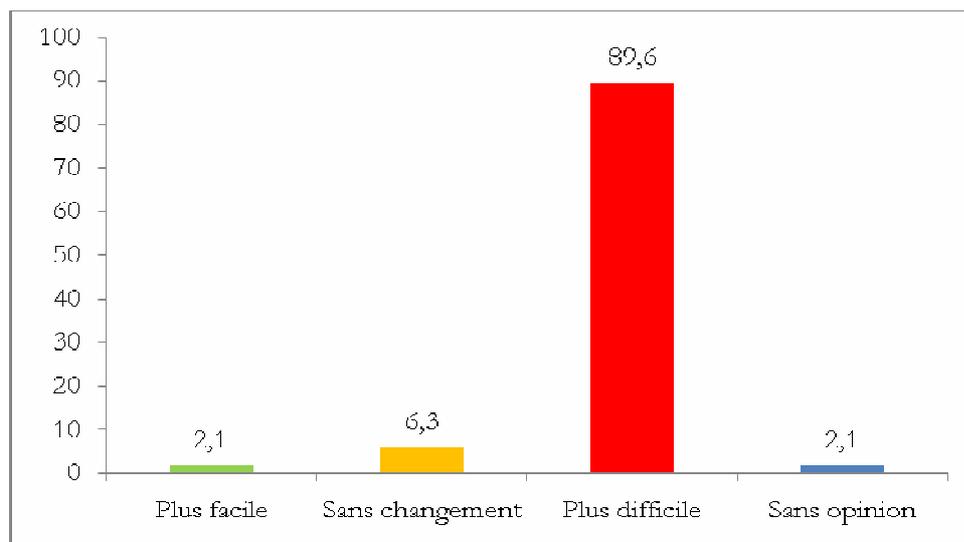
Graphique 3. 22 : Répartition (%) des cas de réponses sur les difficultés auxquelles le système de santé actuel est confronté



2.3 Emploi et Chômage des Jeunes

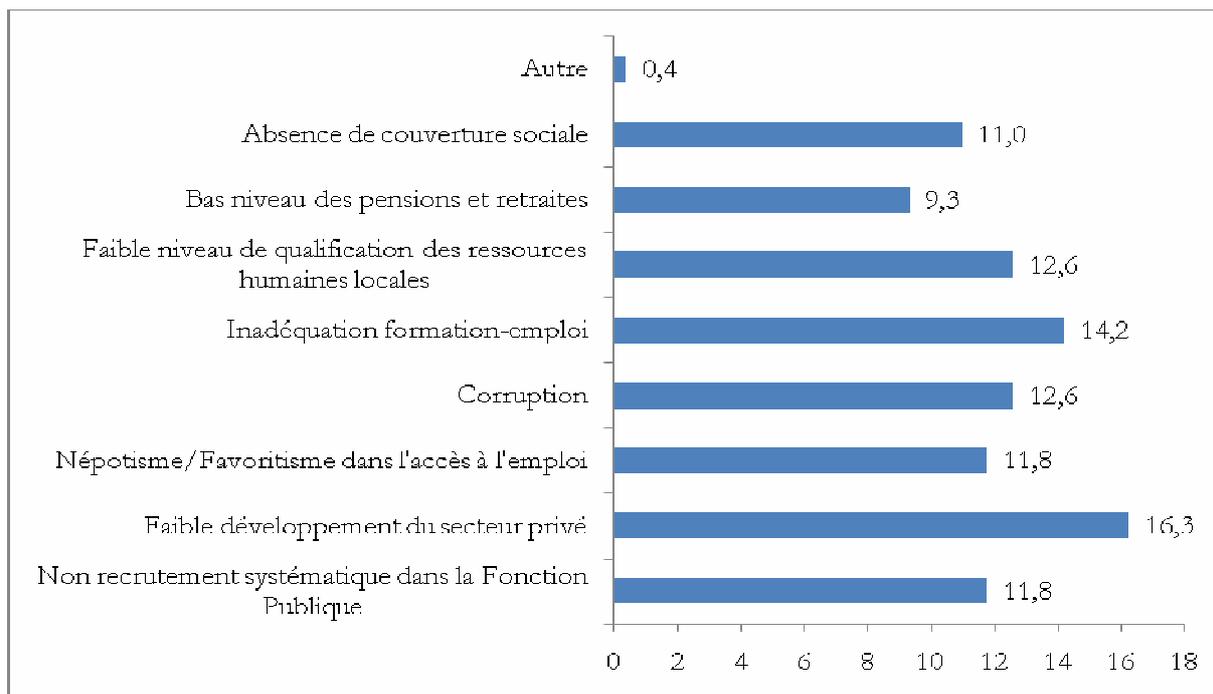
Les experts, dans leur écrasante majorité (89,6%), ont déclaré que l'accès à l'emploi est plus difficile de nos jours que par le passé.

Graphique 3. 23 : Répartition (%) des experts interrogés selon leur appréciation de l'accès à l'emploi par rapport au passé



Les experts qui estiment qu'il est de nos jours plus difficile d'avoir accès à l'emploi évoquent plusieurs raisons pour justifier leur constat. Parmi elles, les plus importantes sont: le faible développement du secteur privé (16,3%), l'inadéquation entre formation et emploi (14,2%), la corruption (12,6%) et le faible niveau de qualification des ressources humaines locales (12,6%).

Graphique 3. 24 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons de la dépréciation de l'accès de l'accès à l'emploi par rapport au passé

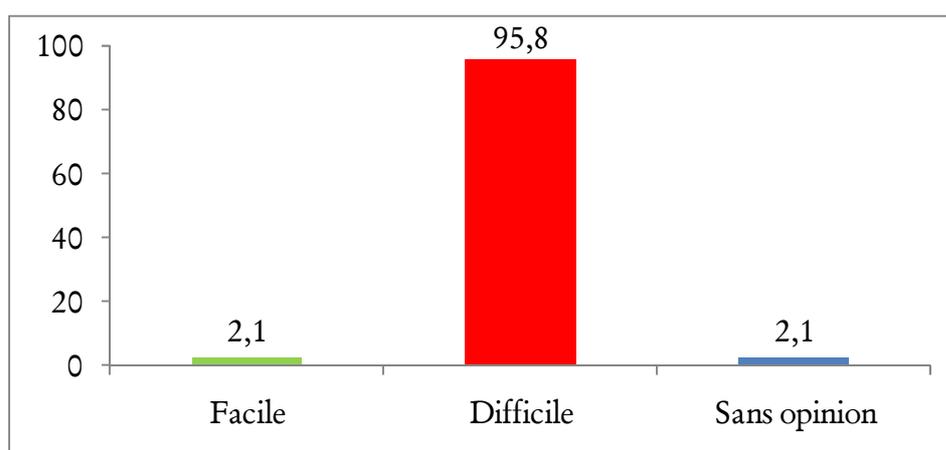


Sur la problématique de l'adéquation entre la formation et l'emploi, un expert à travers l'enquête qualitative s'interroge : «*Je ne peux pas comprendre qu'un pays minier comme la Guinée n'ait pas de centres d'apprentissage. Comment allons-nous former nos ouvriers spécialisés et nos ingénieurs ? Concrètement, il y a un déficit d'ouvriers spécialisés, d'aides ingénieurs et d'ingénieurs bien formés*».

2.4 Logement

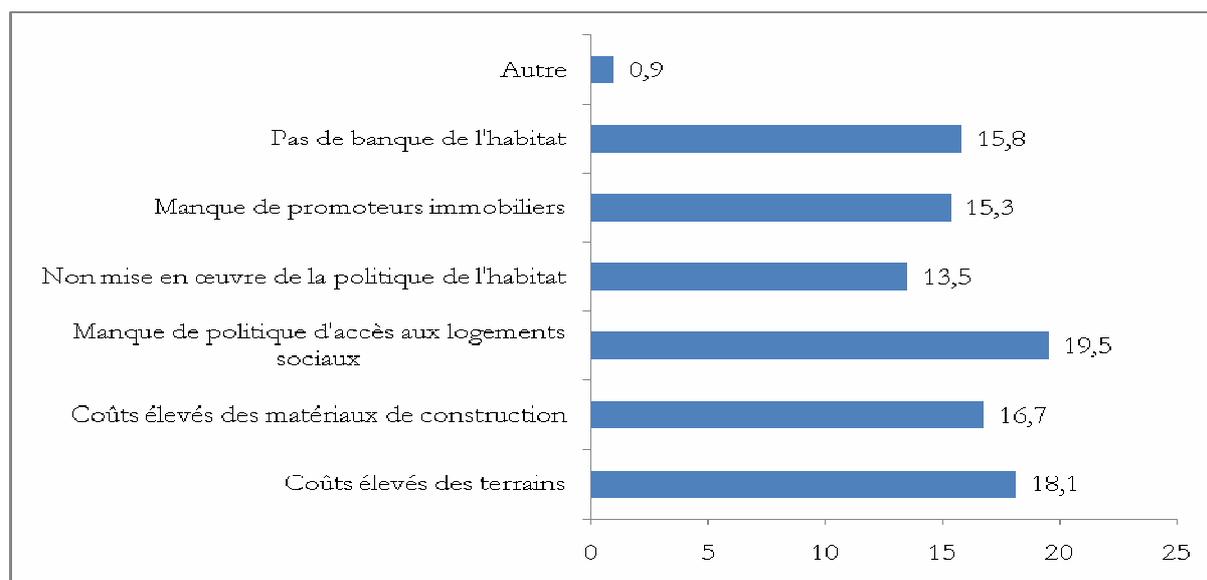
La quasi-totalité (95,8%) des experts interrogés pensent que l'accès à la propriété d'un logement est difficile. Seulement, une infime partie des experts (2,1%) ont un avis contraire.

Graphique 3. 25 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur l'accès à la propriété d'un logement



Parmi ceux qui ont déclaré qu'il est difficile d'accéder à la propriété d'un logement, les principales raisons évoquées sont : le manque de politique d'accès aux logements sociaux (19,5%), les coûts élevés des terrains (18,1%) et des matériaux de construction (16,7%).

Graphique 3. 26 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons qui expliquent la difficulté d'accès à la propriété d'un logement



3 DOMAINE ECONOMIQUE

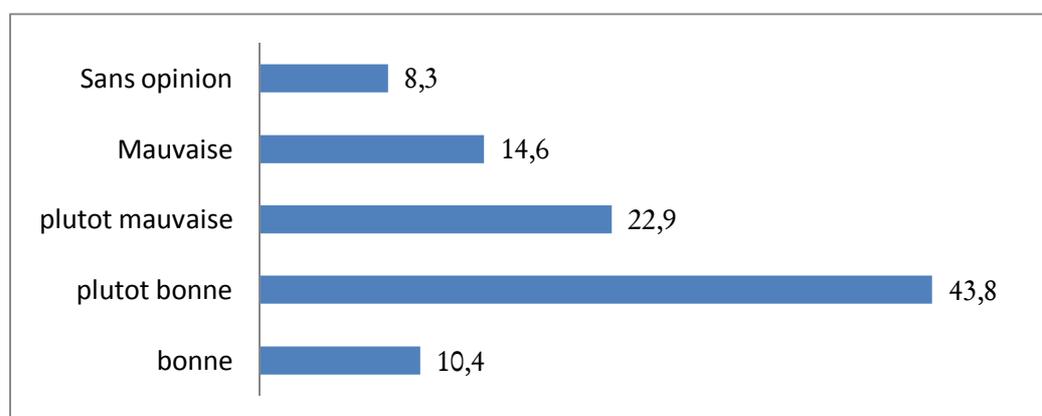
Des questions relatives à la situation économique actuelle, aux difficultés actuelles de l'économie guinéenne, aux perspectives économiques, aux institutions financières et au secteur privé ont été posées aux experts pour recueillir leurs perceptions et leurs préoccupations.

3.1 Situation économique du pays

3.1.1 Situation actuelle de l'économie guinéenne

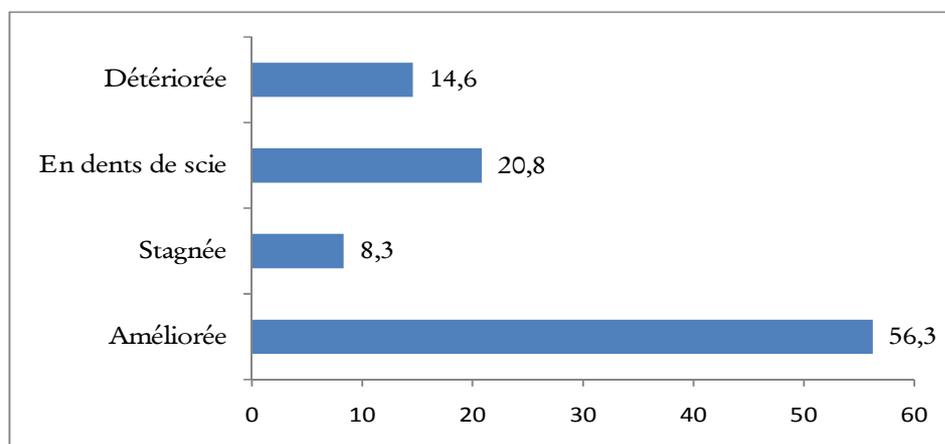
Un peu plus de la moitié des experts interrogés (54,2%) pense que la situation actuelle de l'économie guinéenne est bonne (43,8 % la juge plutôt bonne et 10,4% de bonne). Ceux qui la trouve mauvaise représentent 37,5% (près de 15% la trouve mauvaise et 22,9% de plutôt mauvaise).

Graphique 3. 27 : Répartition (%) des opinions des experts sur la situation actuelle de l'économie



Par rapport au passé, plus d'un expert sur deux (56,3%) estime que la situation économique a connu une évolution positive. Ceux qui ont déclaré que l'économie a évolué en dents de scie représentent 21%. Seulement, près de 15% ont affirmé que la situation actuelle de l'économie par rapport au passé s'est détériorée.

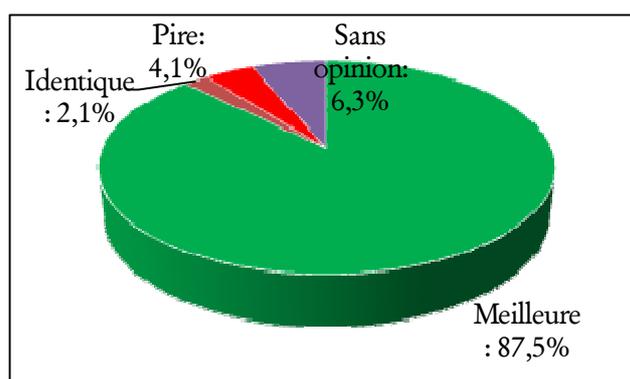
Graphique 3. 28 : Répartition (%) des opinions des experts sur la situation de l'économie par rapport au passé



3.1.2 Perception sur la situation économique dans les prochaines années

Concernant l'avis des experts sur les perspectives de l'économie guinéenne, ils estiment dans leur quasi-majorité (88%) que la situation économique du pays sera meilleure dans les prochaines années. Seulement 4% des experts pensent qu'elle sera pire et 2% ont déclaré qu'elle sera identique.

Graphique 3. 29 : Répartition (%) des opinions des experts sur la situation économique dans les prochaines années



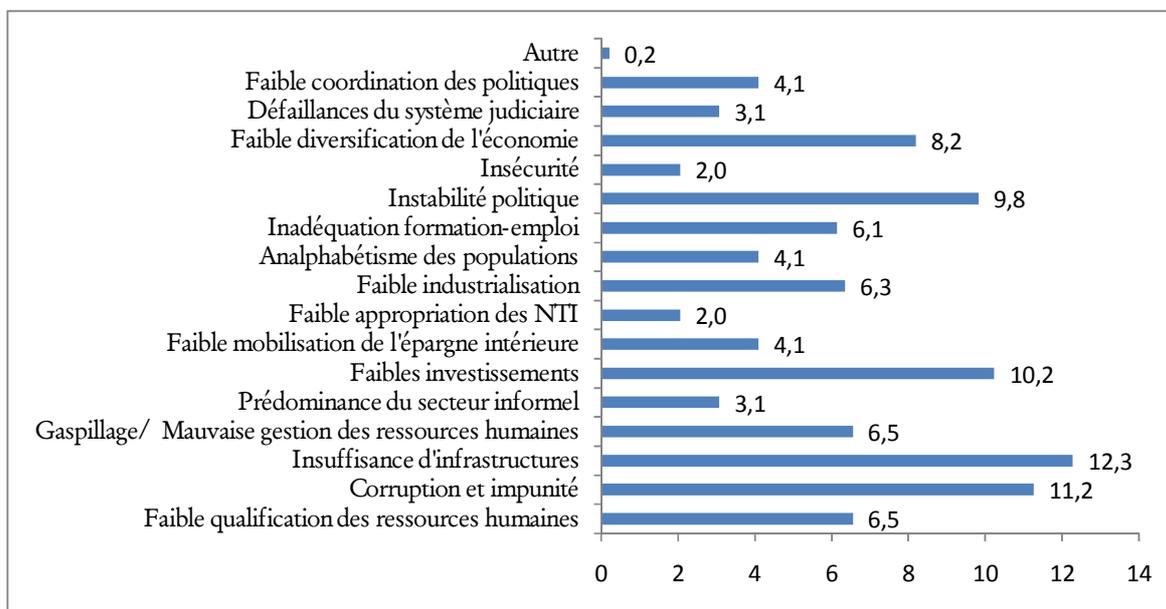
3.1.3 Principaux problèmes qui entravent le développement du pays

Les experts ont été interviewés sur les principaux problèmes qui entravent le développement économique de la Guinée.

Les principaux problèmes évoqués sont de plusieurs ordres: l'insuffisance d'infrastructures (12,3% des cas de réponses), la corruption et l'impunité (11,2%), la faiblesse des investissements (10,2%), l'instabilité politique (10%) et la faible diversification de l'économie (8,2%).

D'autres problèmes ont été cités et sont relatifs au gaspillage et à la mauvaise gestion des ressources (6,5%), la faible qualification des ressources humaines (6,5%), la faible industrialisation (6,3%) et l'inadéquation entre formation et emploi (6,1%).

Graphique 3. 30 : Répartition (%) des cas de réponse des experts sur les principaux problèmes qui entravent le développement du pays



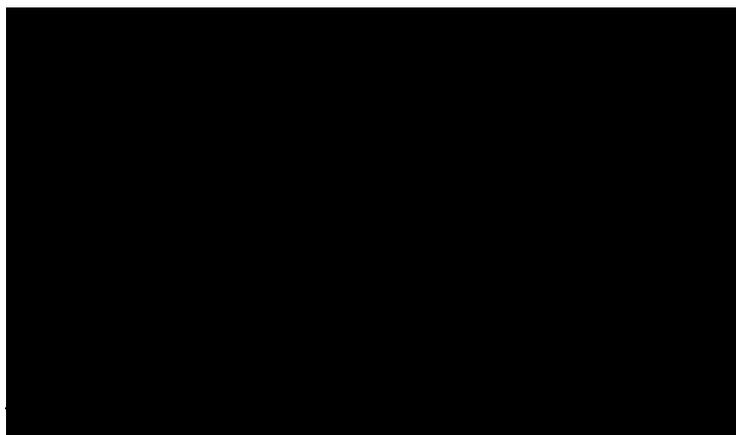
Au cours de l'enquête qualitative, les experts ont apporté quelques précisions : « *l'un des problèmes majeurs du sous-développement du pays est la gouvernance économique. La Guinée tarde à tirer pleinement profit de ses potentialités et à s'équiper convenablement en infrastructures de développement, à relancer la croissance et à lutter contre une pauvreté persistante de la population. Les secteurs minier et agricole qui pouvaient servir de locomotive pour le développement de la Guinée contribuent peu à l'essor économique* ».

Le second facteur explicatif, selon eux, est « *l'ampleur de la corruption qui a caractérisé la gestion de le secteur. Minier. La corruption constitue le problème majeur pour le pays* ».

3.2 Institutions financières

Les questions abordées avec les experts ont porté sur la confiance au système bancaire, aux institutions de microfinances et aux assurances ainsi que les principaux problèmes que rencontrent ces structures.

Graphique 3. 31 : Pourcentage d'experts ayant confiance aux institutions financières selon leur nature



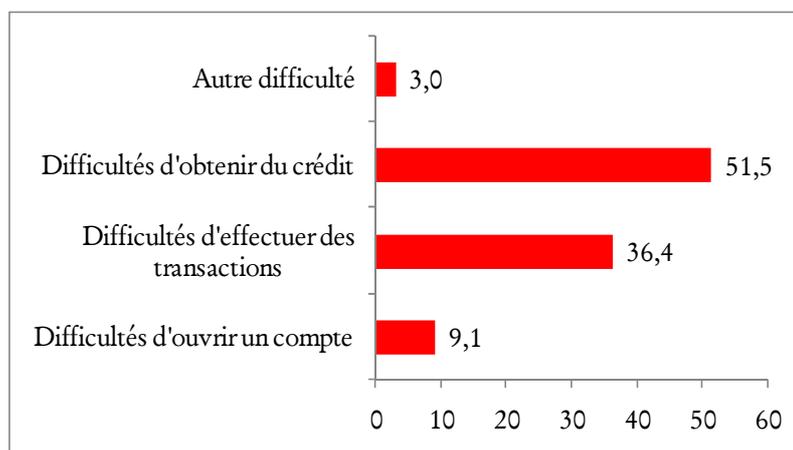
Concernant le degré de confiance des experts aux institutions financières, les résultats indiquent que plus d'un expert sur deux (52,1%) a confiance au système bancaire. Les institutions de microfinances viennent en

seconde position avec 42% d'experts bénéficiant de leur confiance. Moins d'un expert sur cinq (16,7%) a confiance aux assurances.

Pour ceux qui n'ont pas confiance aux institutions financières, des questions relatives aux principales raisons leur ont été posées.

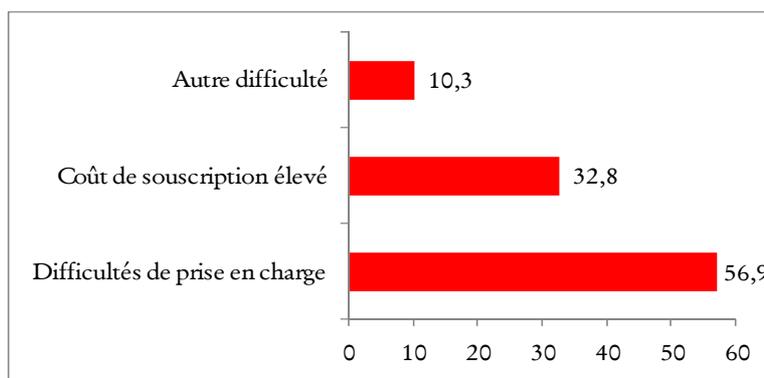
Graphique 3. 32 : Répartition (%) des experts selon les difficultés rencontrées au niveau du système bancaire

Concernant le système bancaire, les principales raisons évoquées ont trait aux difficultés d'obtention de crédits (51,5% des cas de réponses), difficultés d'effectuer des transactions (36,4%). D'autres raisons telles que les difficultés d'ouverture d'un compte ont été évoquées (9,1%).



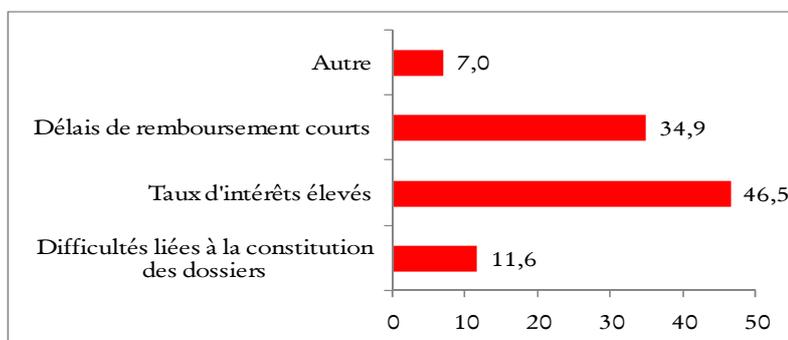
Graphique 3. 33 : Répartition (%) des experts selon les difficultés rencontrées au niveau des assurances

S'agissant des assurances, les principales raisons évoquées par les experts sont les difficultés liées à la prise en charge (57% des cas de réponses) et le coût élevé des assurances (33%).



Graphique 3. 34 : Répartition (%) des experts selon les difficultés rencontrées au niveau des microfinances

Quant aux institutions de microfinances, les principales raisons avancées par les experts ont trait au niveau élevé des taux d'intérêts (46,5% des cas de réponses), aux délais trop courts de remboursement (35%) et aux difficultés de constitution des dossiers (11,6%).



3.3 Monnaie nationale et intégration monétaire

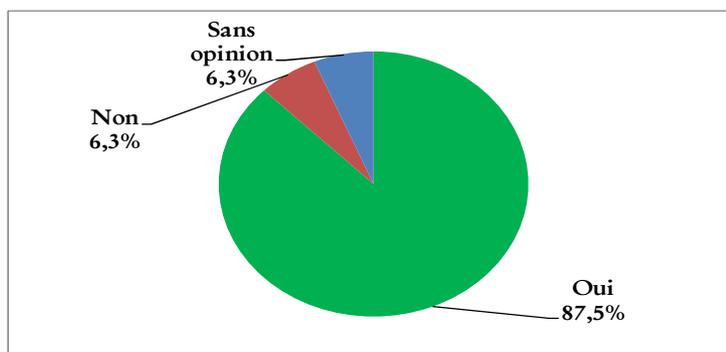
3.3.1 Opinions sur la monnaie nationale

Lors de l'ENAPGUI, il a été posé aux experts la question suivante « depuis 1960, la Guinée a créé sa propre monnaie nationale, pensez vous que cette décision était judicieuse ? ».

Les résultats montrent que la grande majorité des experts (87,5%) trouvent cette décision judicieuse. Seuls 6,3% des experts ne la trouvent pas judicieuse et 6,3 % sont sans opinion.

Graphique 3. 35 : Répartition (%) des experts selon leur opinion sur la création de la monnaie guinéenne

A la question de savoir si la création de la monnaie nationale a été une décision judicieuse, les experts dans leur majorité (87,5%) ont indiqué que la création du Franc Guinéen a été une bonne chose. Seulement, 6,3% des experts ont désapprouvé la décision.

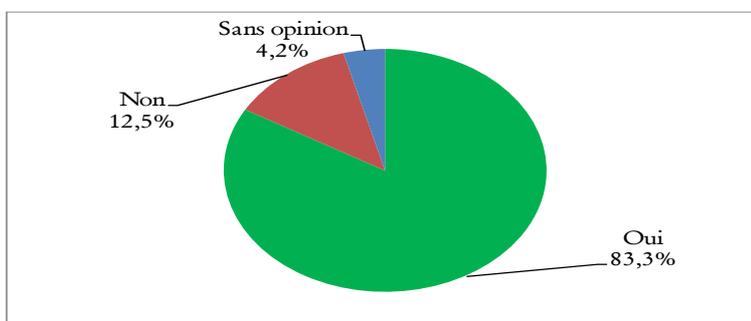


3.3.2 Opinions sur l'intégration monétaire

Les questions relatives à l'intégration monétaire ont été également abordées.

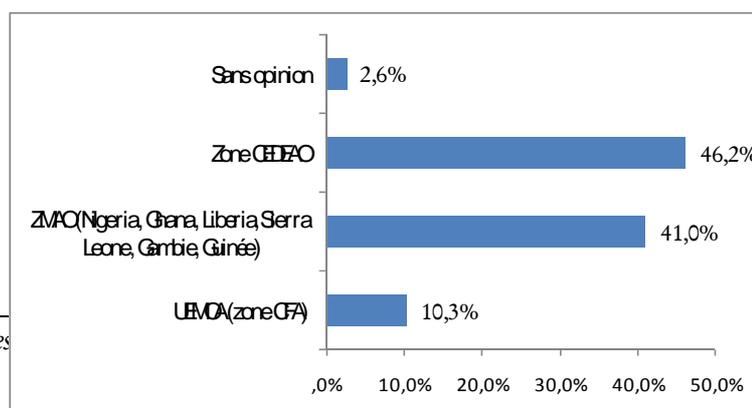
Graphique 3. 36 : Répartition (%) des experts selon leur opinion sur l'intégration monétaire

A ce sujet, la quasi-majorité des experts (83,3%) est favorable à la création d'une monnaie commune. Seulement 12,5% parmi eux sont contre cette décision.



Graphique 3. 37 : Répartition (%) des opinions des experts selon la zone monétaire souhaitée

Concernant la zone monétaire à laquelle aspire les experts, les avis sont partagés: plus de 46% des experts préconisent l'intégration de la Guinée à la zone CEDEAO, 41% à la zone



ZMAO et seulement 10% à la zone UEMOA (zone CFA).

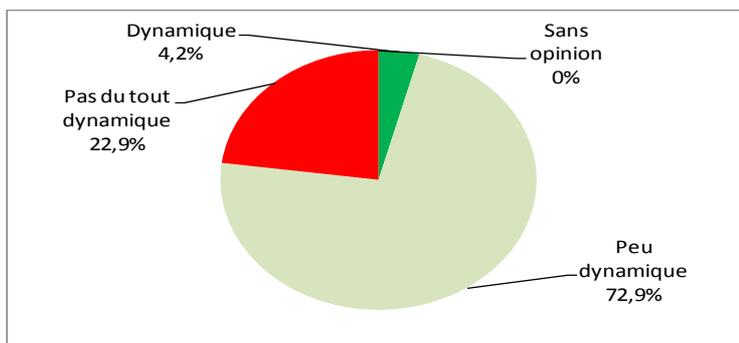
3.4 Dynamisme du secteur privé

Les questions abordées sont relatives au dynamisme du secteur privé, aux difficultés que rencontre ce secteur ainsi qu'aux attentes des experts vis-à-vis du secteur.

Graphique 3. 38 : Répartition (%) des opinions des experts sur le dynamisme du secteur privé

La majorité des experts (73%) estiment que le secteur privé est peu dynamique. Seulement 4% pensent le contraire. Près de 23% ont déclaré que le secteur privé n'est pas du tout dynamique.

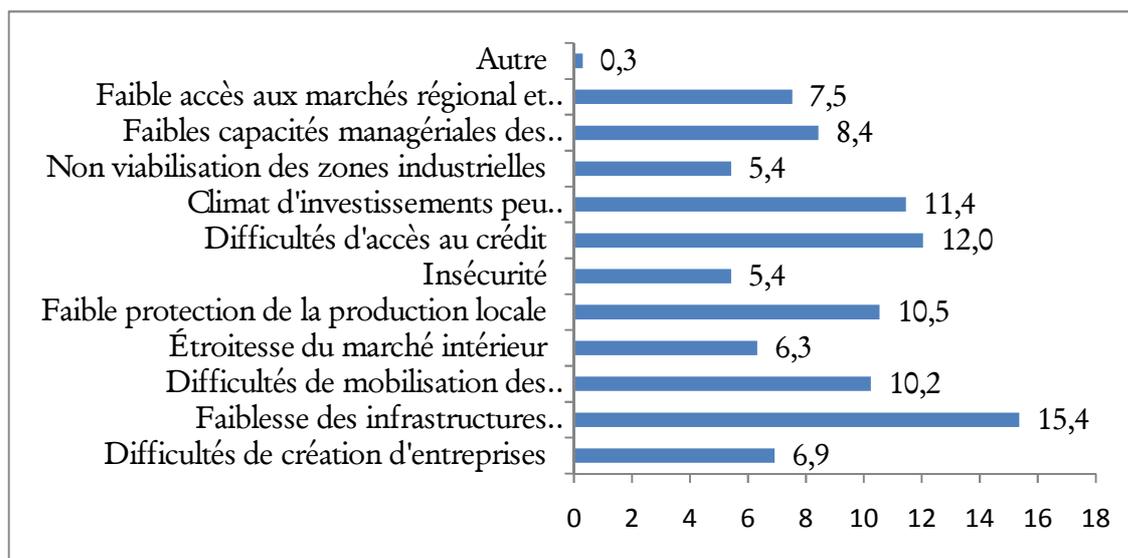
Des questions relatives aux problèmes que rencontrent ce secteur ont été posées aux experts qui ont déclaré que le secteur privé est peu dynamique ou pas du tout dynamique.



Les principaux problèmes évoqués par les experts sont : la faiblesse des infrastructures, notamment les routes, l'eau et l'électricité (15,4% des cas de réponses), les difficultés d'accès au crédit (12%), le climat d'investissement peu favorable, y compris les tracasseries administratives et la corruption (11,4%), la faible protection de la production locale (10,5%) et les difficultés de mobilisation des investissements locaux et extérieurs (10,2%).

D'autres difficultés telles que les faibles capacités managériales des promoteurs (8,4%), le faible accès aux marchés régional et extérieur (7,5%) et les difficultés de création d'entreprises (7%) ont été citées par les experts.

Graphique 3. 39 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les difficultés du secteur privé



4 GOUVERNANCE

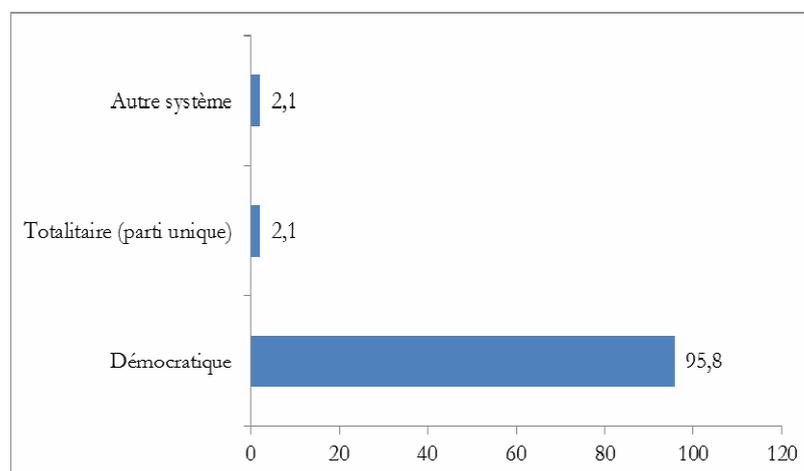
Les questions posées aux experts dans le domaine de la gouvernance étaient relatives à la gouvernance politique, la corruption et l'impunité, la décentralisation et la justice.

4.1 Gouvernance politique

4.1.1 Régime politique préféré

Graphique 3. 40 : Répartition (%) des opinions des experts selon le régime politique préféré

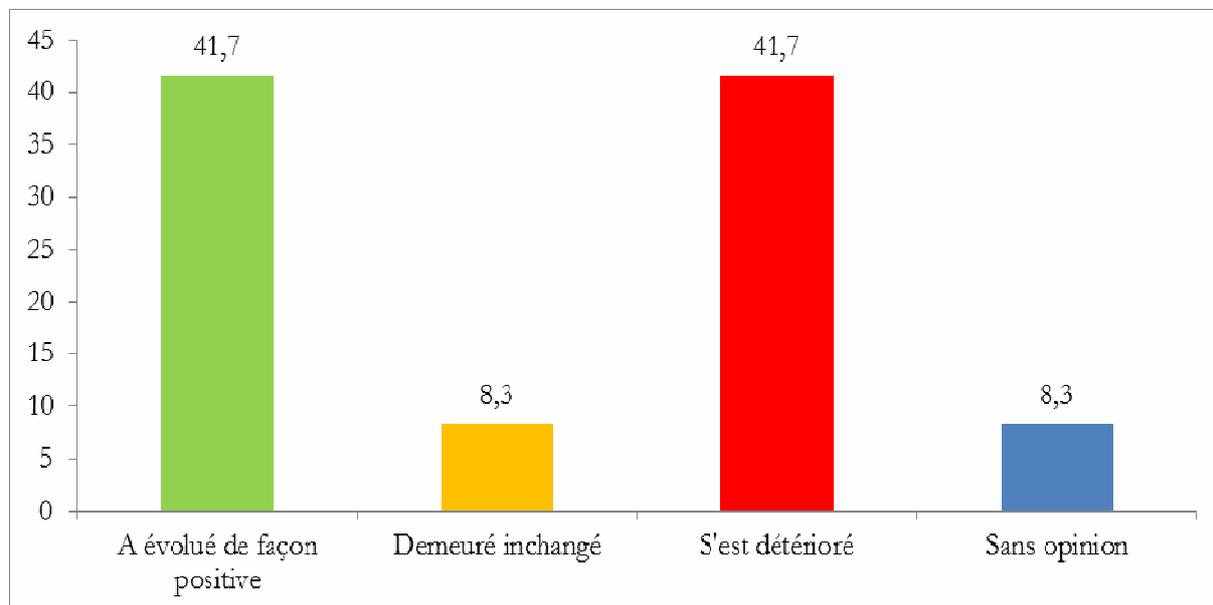
La quasi-totalité des experts (95,8%) se prononce en faveur d'un le régime démocratique.



4.1.2 Appréciation de l'évolution du processus électoral

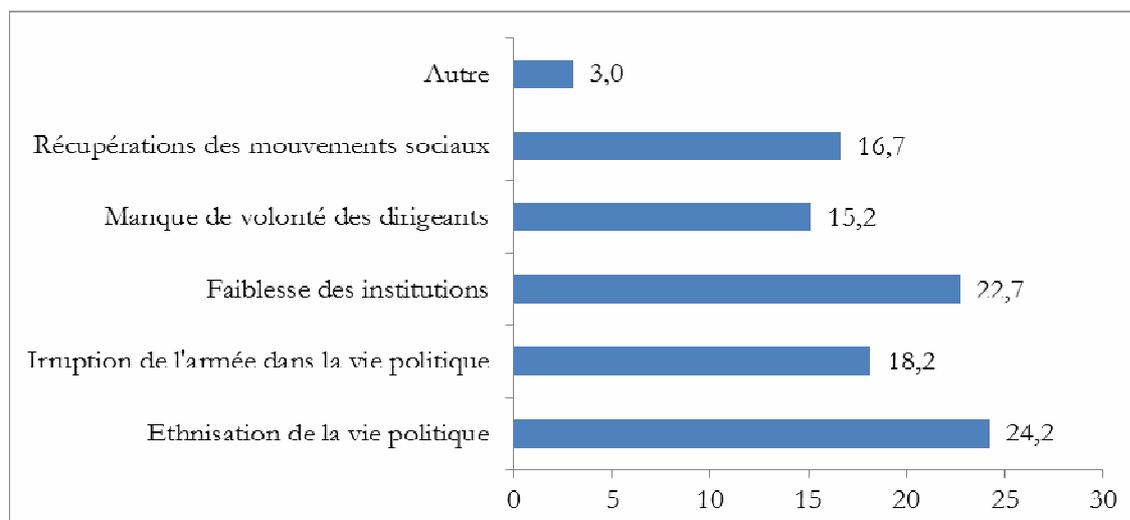
Au niveau des experts les opinions sur l'évolution du processus électoral sont très partagées. En effet, il y a autant d'experts qui soutiennent que le processus électoral s'est amélioré (41,7%) que d'experts qui pensent que ce processus s'est détérioré (41,7%).

Graphique 3. 41 : Répartition (%) des citoyens selon leur appréciation de l'évolution du processus électoral



Aux experts ayant déclaré que le processus électoral s'est détérioré, des questions supplémentaires concernant les raisons de cette détérioration, leur ont été posées. La faiblesse des institutions (22,7% des cas de réponses), l'ethnisation de la vie politique (22,4%) et l'irruption de l'armée dans la vie politique (18,2%) constituent les trois premières raisons de la détérioration du processus électoral.

Graphique 3. 42 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons sur la détérioration du processus électoral

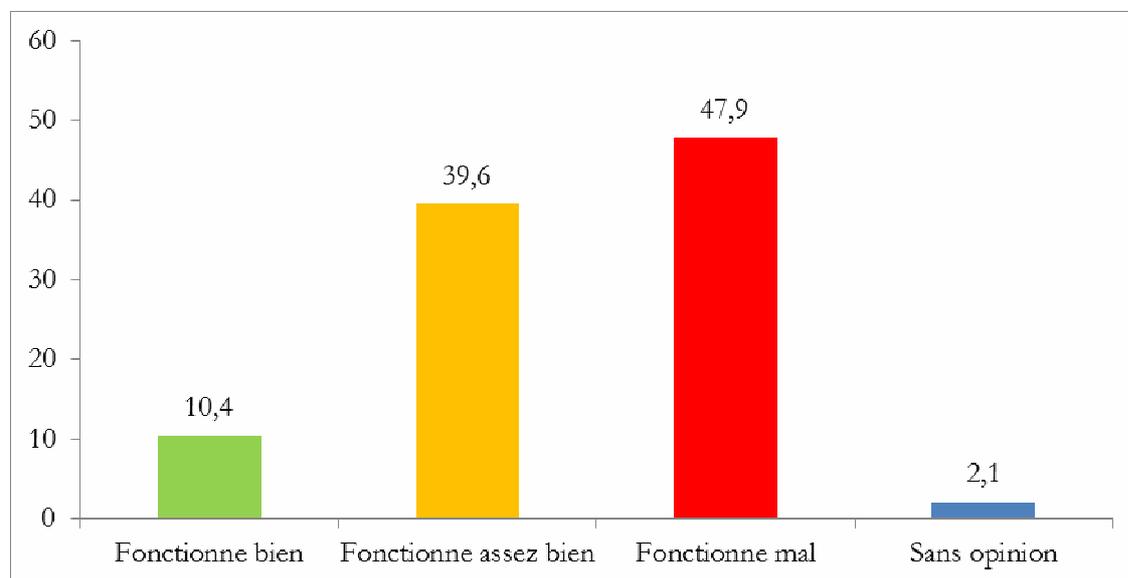


4.1.3 Opinion sur le fonctionnement actuel de la démocratie

Les experts ont un avis partagé sur le fonctionnement de la démocratie. En effet, un expert sur deux (50%) estime que la démocratie fonctionne bien : 39,6% ont déclaré qu'elle

fonctionne « assez bien » et 39,6% « bien ». Près de 48% sont très pessimistes et ont affirmé que la démocratie « fonctionne mal ».

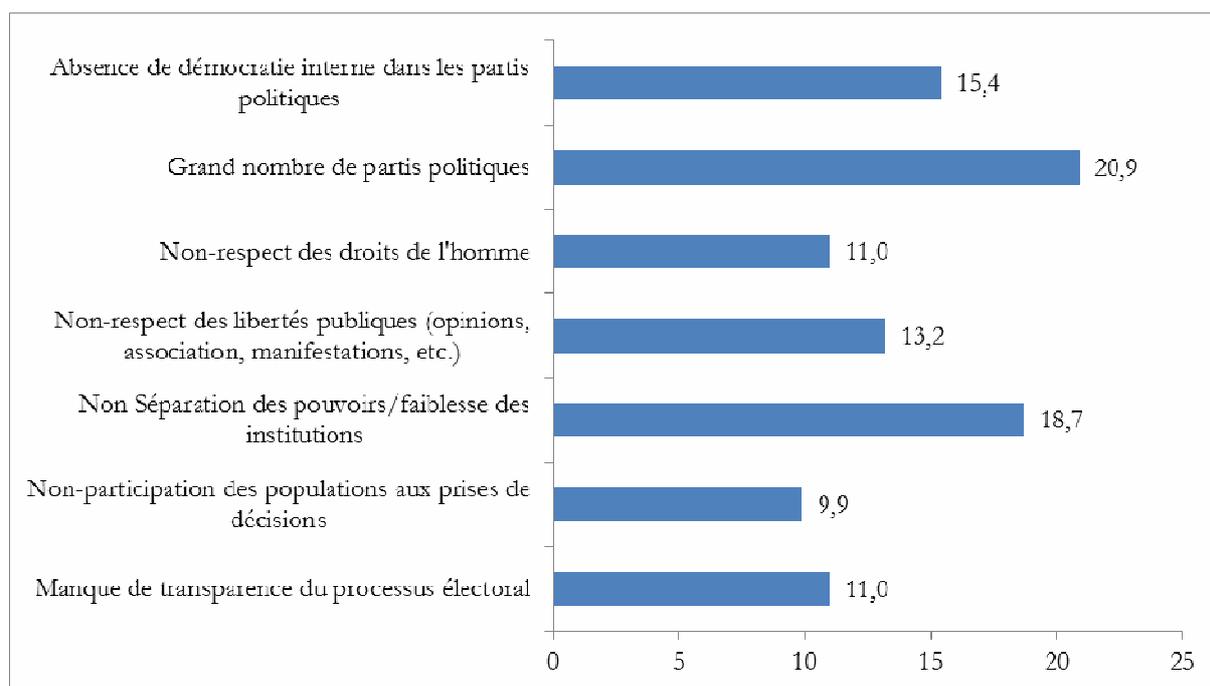
Graphique 3. 43 : Répartition (%) des experts selon leur appréciation du fonctionnement actuel de la démocratie en Guinée



4.1.4 Raisons du mauvais fonctionnement actuel de la démocratie

Pour les experts, les raisons du mauvais fonctionnement de la démocratie sont principalement le grand nombre de partis politiques (20,9%), la non-séparation des pouvoirs/faiblesse des institutions (18,7%), l'absence de démocratie interne dans les partis (15,4%) et le non-respect des libertés publiques (13,2%).

Graphique 3. 44 : Répartition (%) des cas de réponse selon les raisons du mauvais fonctionnement actuel de la démocratie



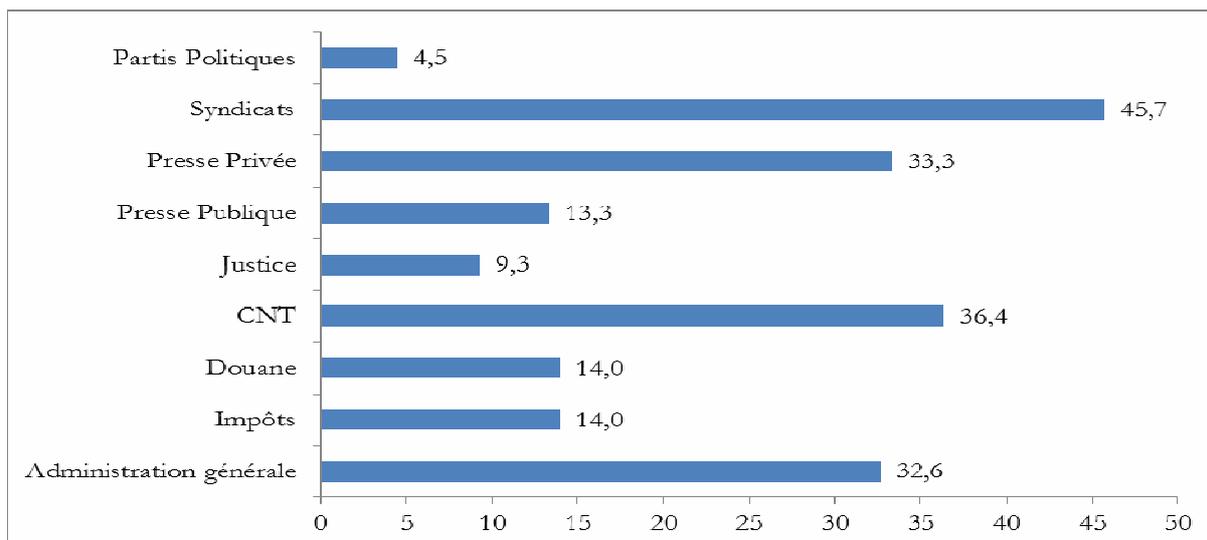
4.1.5 Indice de confiance des institutions, organisations et services publics

Des questions ont été posées aux experts, s'ils ont confiance aux institutions, organisations et services publics.

L'analyse est faite sur la base de l'indice de confiance de chacune de ces entités. L'indice de confiance est défini ici comme le capital de confiance que les experts ont pour une structure donnée, et est mesuré par la proportion d'experts ayant déclaré avoir entièrement confiance à cette structure.

Les résultats montrent que globalement les experts accordent peu de crédit aux services et institutions de la république : tous ont un indice de confiance inférieur à 50%.

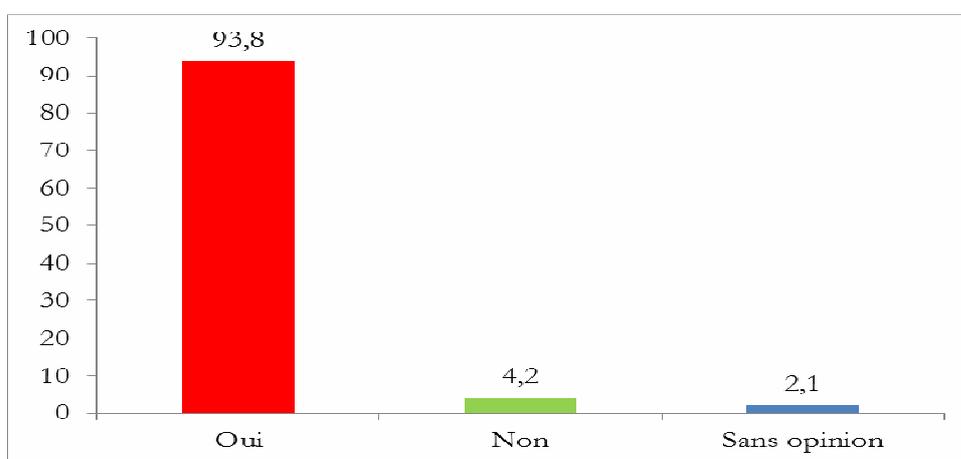
Graphique 3. 45 : Indice de confiance (%) par service/institution



4.2 Corruption et impunité

Concernant, la perception des experts sur la corruption et ses conséquences sur le développement, les experts dans leur majorité (93,8%), sont conscients du fait que la corruption constitue un problème majeur pour le développement du pays.

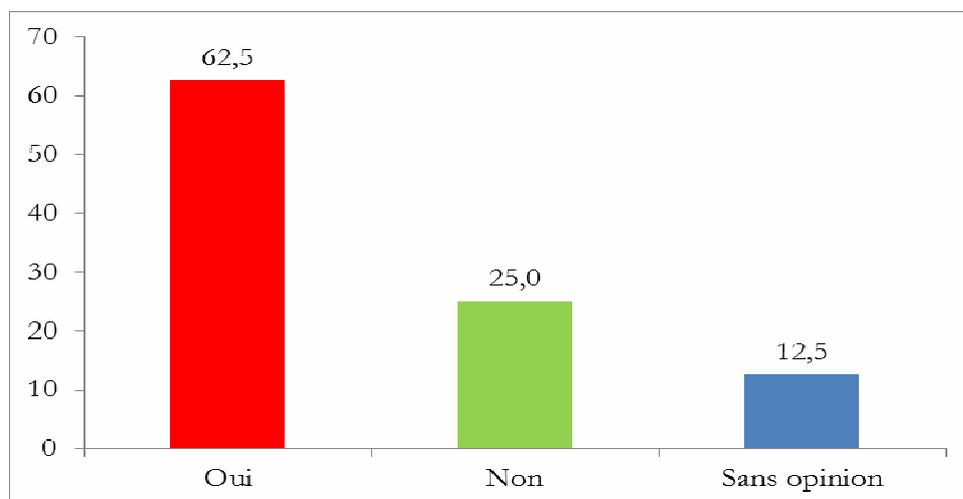
Graphique 3. 46 : Répartition (%) des experts selon les opinions exprimées sur le fait que la corruption constitue ou pas un problème majeur en Guinée



Sur les pratiques de corruption, les experts pensent, qu'en plus « *des bas salaires, d'autres causes expliqueraient ce phénomène, notamment l'impunité et le manque de sanction, l'absence de contrôles, la vénalité et l'ambition démesurée de certains cadres, mais aussi la pauvreté* ».

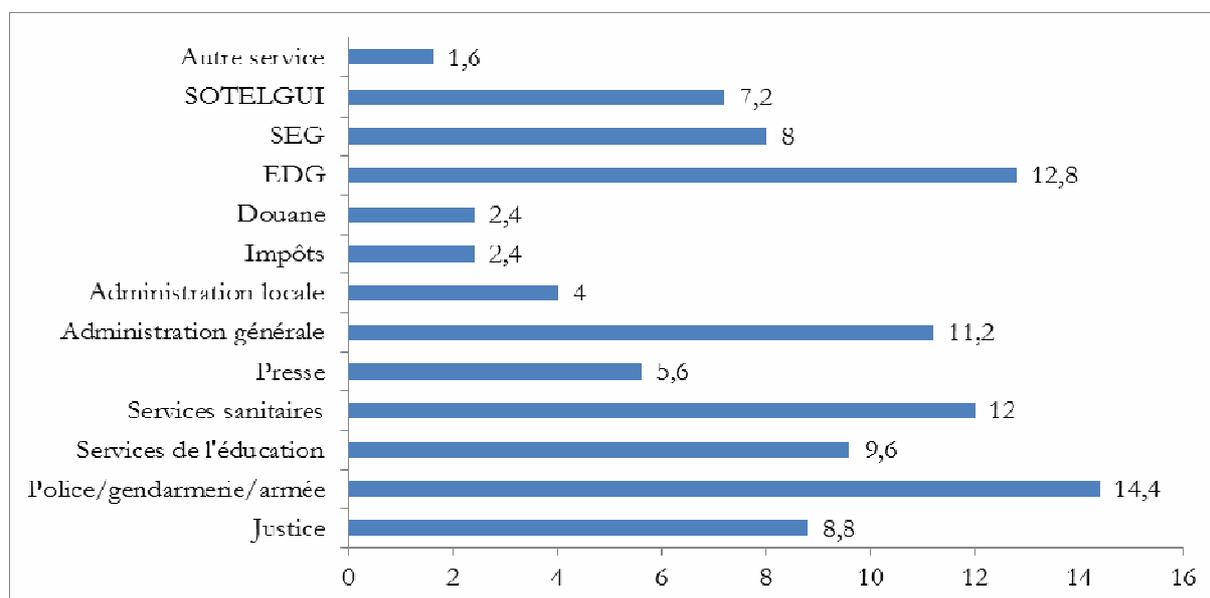
Concernant, l'éventualité de paiement de montants indus payés à un fonctionnaire pour des services sollicités au niveau de l'administration, les experts dans leur majorité (62,5%) ont indiqué avoir eu à payer un tel montant. Il est important de noter que 12,5% des experts ont préféré ne pas s'exprimer sur la question.

Graphique 3. 47 : Répartition (%) des experts selon qu'ils aient eu à payer ou non un montant indu à un fonctionnaire pour un service



Selon les experts, les services dans lesquels des montants indus ont été payés sont : les services de sécurité (14,4%), l'EDG (12,8%), les services de santé (12%), l'Administration générale (11,2%), les services d'éducation (9,6%) et la justice (8,8%).

Graphique 3. 48 : Répartition (%) des cas de réponse des services dans lesquels les experts ont eu à payer un montant indu à un fonctionnaire pour un service

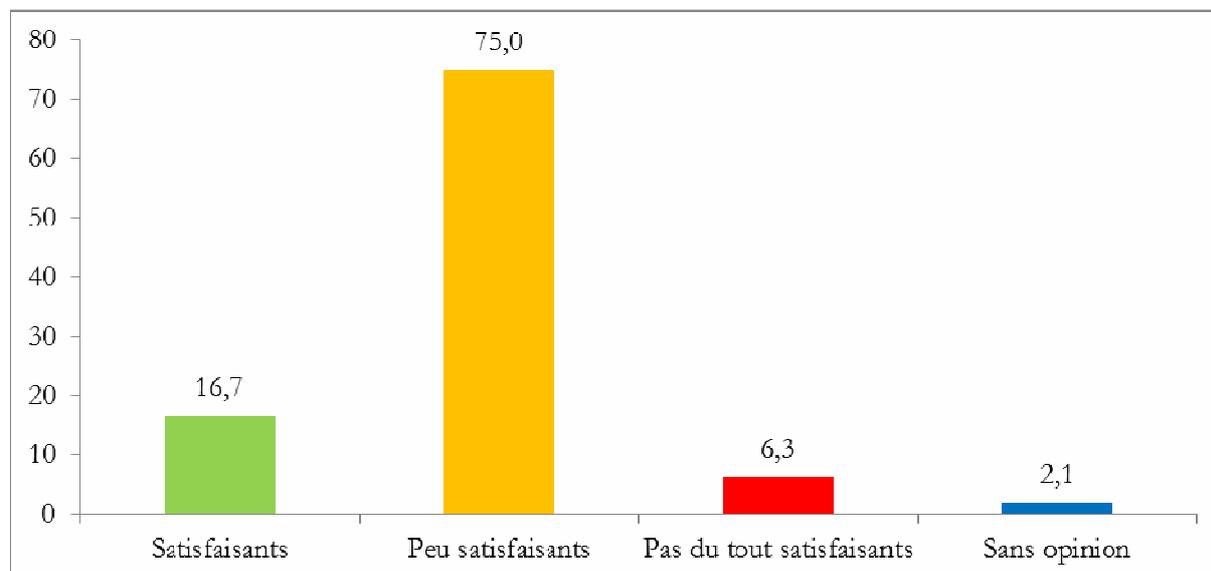


4.3 Décentralisation

Les questions avaient trait à la perception des experts sur la mise en œuvre de la politique de décentralisation qui permet aux populations de chaque collectivité de participer activement à son développement.

Dans leur grande majorité (75%), les experts ont déclaré être « *peu satisfaits* » des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation. Seulement, 16,7% ont déclaré le contraire.

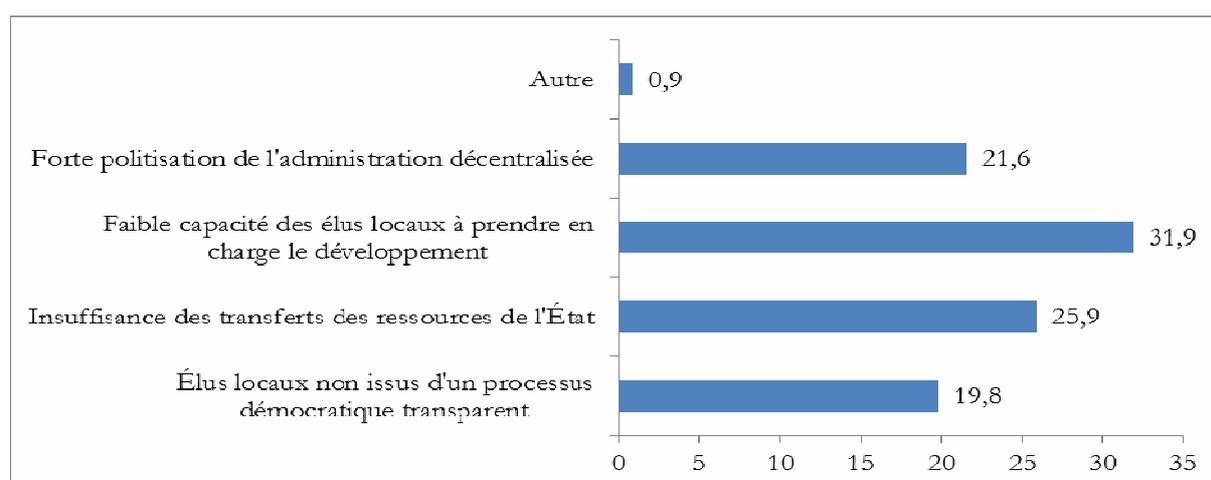
Graphique 3.49 : Répartition (%) des experts selon leur niveau de satisfaction des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation



Aux experts ayant déclaré non satisfaits de la mise en œuvre de la politique de décentralisation des questions supplémentaires sur les raisons de non satisfaction leur ont été posées.

Les principales raisons évoquées sont : la faible capacité des élus locaux à prendre en charge le développement (32% des cas de réponses), l'insuffisance des transferts des ressources de l'État (26%), la non-légitimité des élus locaux et la forte politisation de l'administration décentralisée (20%).

Graphique 3.50 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons évoquées par les experts insatisfaits des résultats de la mise en œuvre de la politique de décentralisation



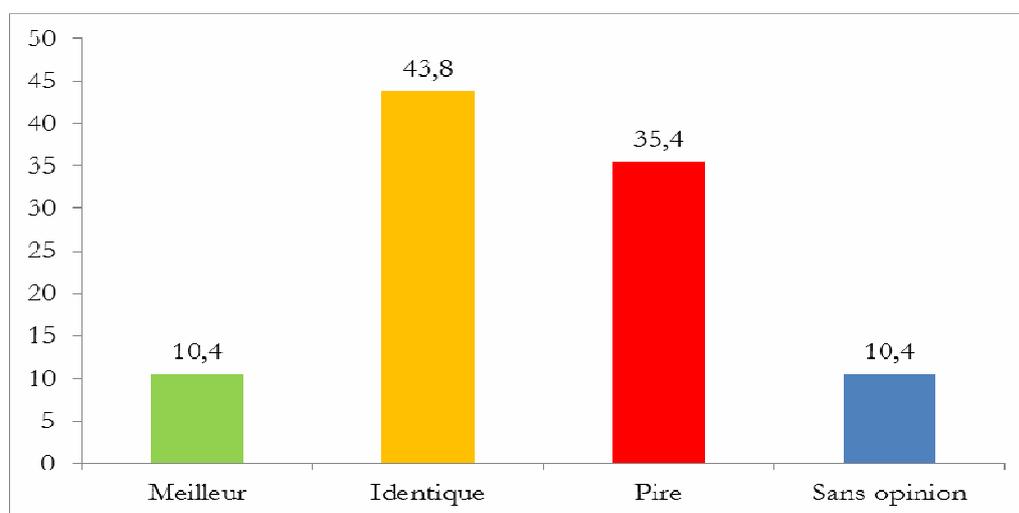
4.4 Justice

Les questions posées avaient trait au fonctionnement actuel de la justice par rapport au passé et son fonctionnement.

4.4.1 Évolution du fonctionnement de la justice

Les experts ont des opinions assez partagées sur l'évolution du fonctionnement de la justice par rapport au passé. En effet, 43,8% des experts estiment que le fonctionnement actuel de la justice est le même que par le passé et 35,4% pensent qu'elle s'est détériorée. Seulement, un peu plus d'un expert sur dix (10,4%) a déclaré que la justice s'est améliorée par rapport au passé.

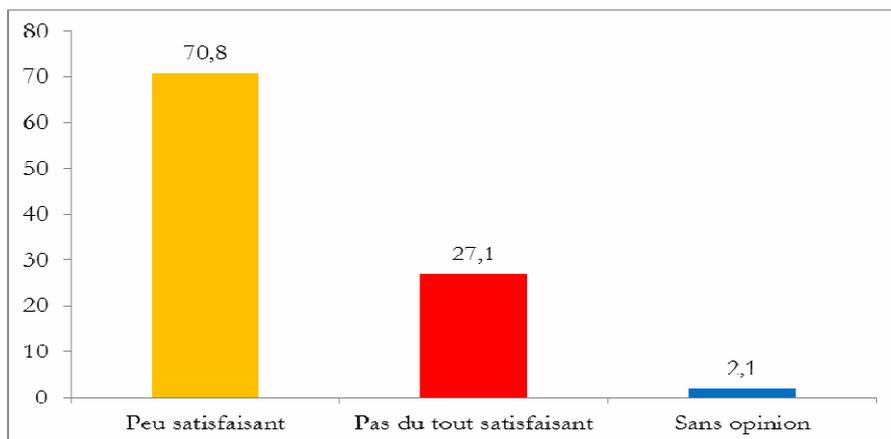
Graphique 3. 51: Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur l'évolution du fonctionnement de la justice par rapport au passé



4.4.2 Opinion sur le fonctionnement actuel de la justice

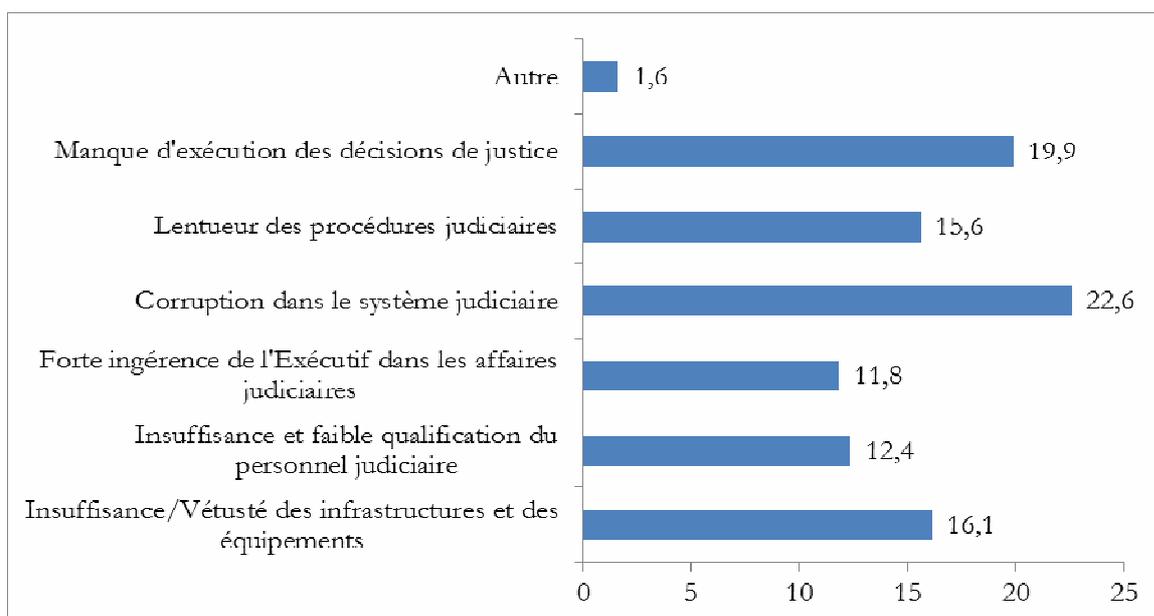
La quasi-totalité des experts jugent peu satisfaisant (70,8%) le fonctionnement actuel de la justice et 27,1% estiment qu'il n'est pas « du tout satisfaisant ».

Graphique 3. 52 : Répartition (%) des experts selon leur appréciation du fonctionnement actuel de la justice guinéenne



Concernant les raisons de non satisfaction des experts, ils ont évoqué la corruption dans le système judiciaire (22,6% des cas de réponses), le manque d'exécution des décisions de justice (20%), l'insuffisance, la vétusté des infrastructures et des équipements (16,1%), la lenteur des procédures judiciaires (15,6%), l'insuffisance et la faible qualification du personnel judiciaire (12,4%) et la forte ingérence de l'exécutif dans les affaires judiciaires (12%).

Graphique 3. 53 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons d'insatisfaction du fonctionnement actuel de la justice guinéenne



Les experts ont indiqué à travers l'enquête qualitative que : « *le mauvais fonctionnement de l'appareil judiciaire, la lenteur et la mauvaise qualité de certaines de ses décisions, la difficulté d'exécution des décisions de justice, l'insuffisance de formation et du nombre de magistrats, la corruption et l'absence de sanctions, sont autant de dysfonctionnements dénoncés par les experts* ».

Selon eux « *la réorganisation du système judiciaire est une condition essentielle de son indépendance, de la lutte contre la corruption endémique qui le gangrène* ».

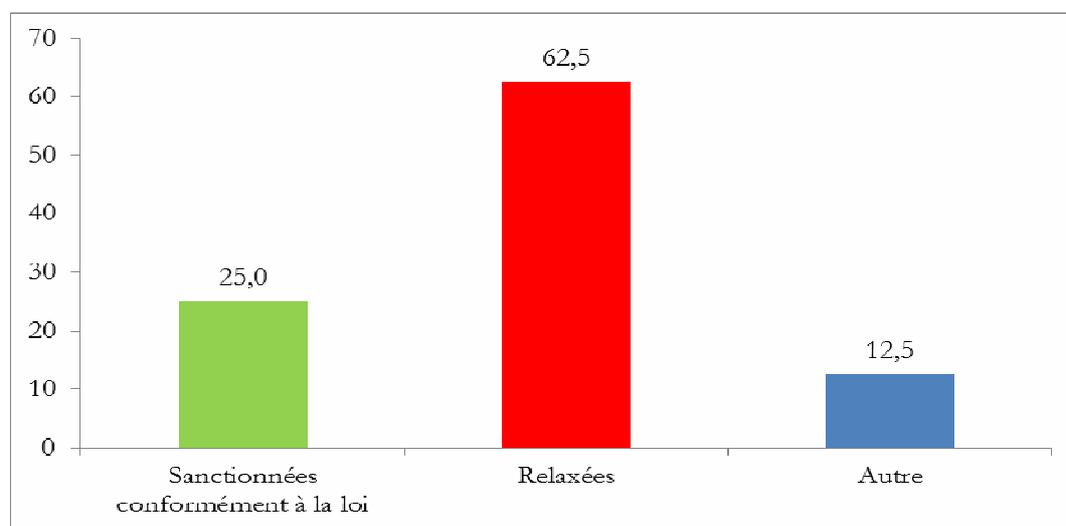
Pour bon nombre d'experts rencontrés, « le ratio au niveau national de magistrats par rapport à la population est très faible ».

Sur la question de l'indépendance de la justice, les experts soulignent le fait que « les magistrats sont tous nommés par le pouvoir exécutif, il est très difficile pour ces derniers d'être indépendants. Les promotions ne récompensent que les magistrats obéissants. Tant que le conseil supérieur de la magistrature ne sera pas fonctionnel, l'indépendance des magistrats ne sera pas effective ».

4.4.3 Traitement par la justice des délits de justices

La majorité des experts (62,5%) affirme que les personnes arrêtées et mises à la disposition des autorités judiciaires sont relaxées. Seulement un expert sur quatre (25%) estime que les délits sont sanctionnés conformément à la Loi.

Graphique 3. 54 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur la façon dont sont traitées les personnes arrêtées et mises à sa disposition de la justice



5 DOMAINE DE LA PAUVRETE

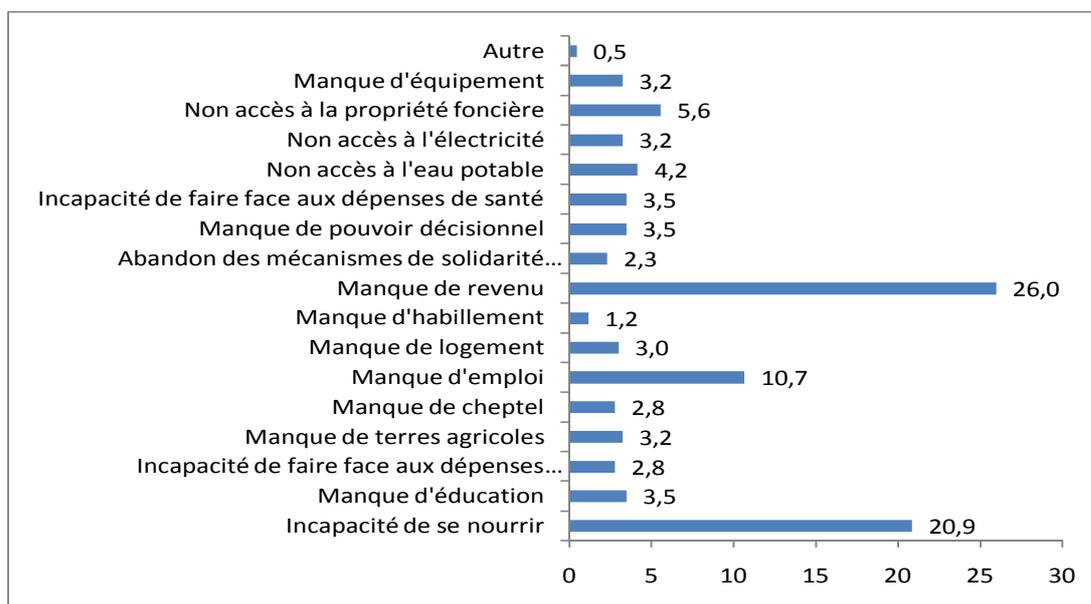
Les questions de pauvreté ont été abordées avec les experts, notamment leur perception de la pauvreté et des conditions de vie de la population.

5.1 Perception de la pauvreté

Les experts perçoivent essentiellement la pauvreté comme un manque de revenus (26% des cas de réponses), une incapacité de se nourrir (21%) et une incapacité de satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires (17,9%) à savoir ceux relatifs à l'éducation (2,8%), à la

santé (3,5%), au logement (3%), à l'eau potable (4,2%), l'électricité (3,2%) et l'habillement (1,2%).

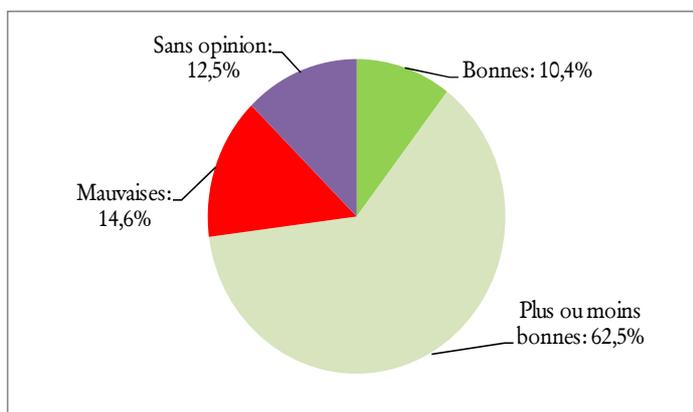
Graphique 3. 55: Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur la pauvreté



5.2 Opinions sur les conditions de vie actuelle

Graphique 3. 56 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur leurs conditions de vie

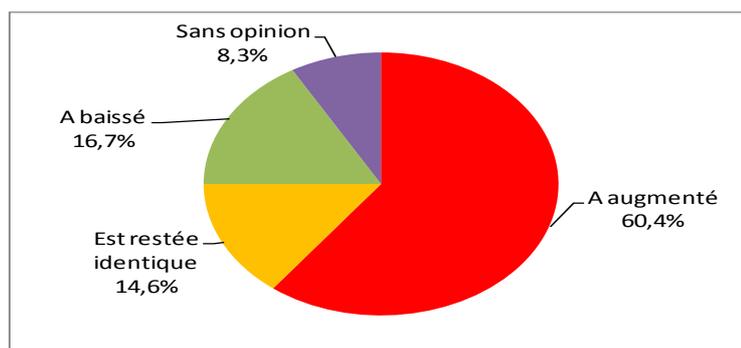
L'enquête auprès des experts s'est penchée sur leurs perceptions des conditions de vie actuelle. La majorité des experts (73%) apprécient positivement leurs conditions de vie actuelle: 62,5% estiment que leurs conditions de vie sont plus ou moins bonnes et 10,4% ont déclaré qu'elles sont bonnes. Près de 15% des experts ont déclaré que leurs conditions de vie sont mauvaises.



5.3 Opinions sur l'évolution de la pauvreté

Graphique 3. 57 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur l'évolution de la pauvreté

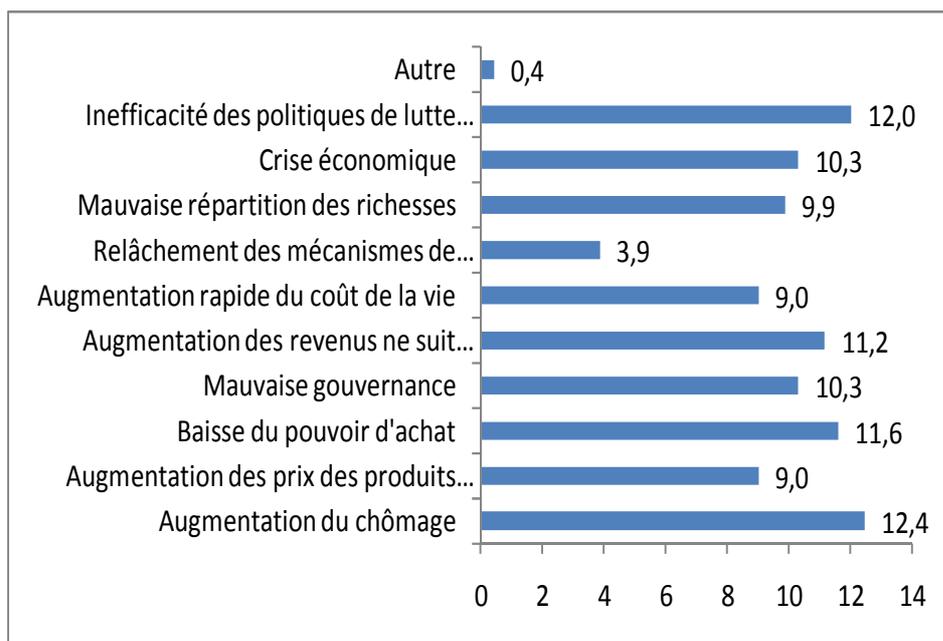
La grande majorité des experts (60,4%) estime que la pauvreté a augmenté. Près de 15% ont déclaré que la pauvreté est demeurée stationnaire. Ceux qui ont déclaré qu'elle a baissé ne représentent que 16,7%.



Pour les experts qui ont déclaré que la pauvreté a augmenté, des questions supplémentaires se rapportant aux causes de l'aggravation de celle-ci, leur ont été posées.

Les principales causes évoquées par les experts sont: l'augmentation du chômage (2,4% des cas de réponses), l'inefficacité des politiques de lutte contre la pauvreté (12%), la baisse du pouvoir d'achat (11,6%), l'augmentation de revenus non proportionnelle à celle du coût de la vie (11,2%), la mauvaise gouvernance (10,3%), la crise économique (10,3%) et la mauvaise répartition des richesses (10%)? D'autres raisons ont été évoquées, notamment, l'augmentation des prix des produits essentiels (9%) et l'augmentation rapide du coût de la vie (9%).

Graphique 3. 58 : Répartition (%) des cas de réponse sur les raisons de l'aggravation de la pauvreté



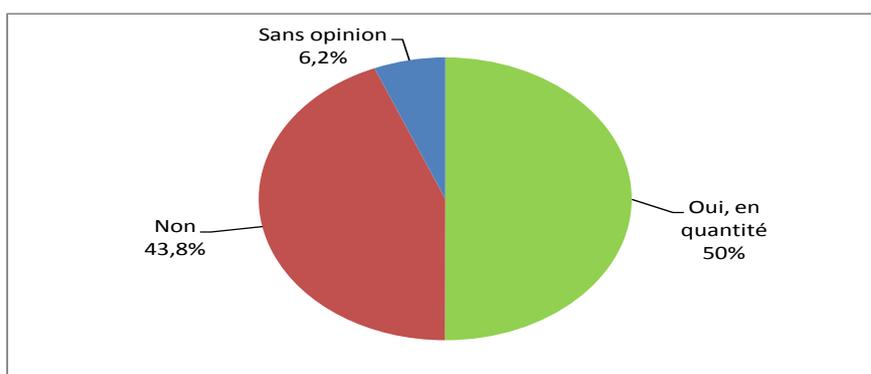
6 DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

6.1 Opinions sur la capacité de se nourrir

Des questions ont été posées aux experts, si les individus de leurs localités mangent en quantité et en qualité.

La moitié des experts ont déclaré que les individus de leurs localités mangent uniquement en quantité et près de 44% ont estimé qu'ils ne mangent ni en quantité, ni en qualité.

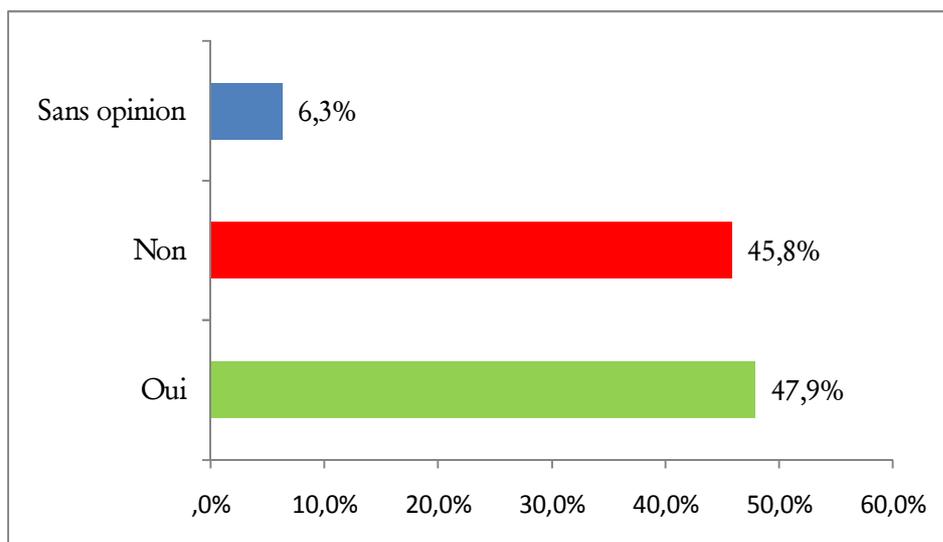
Graphique 3. 59: Répartition (%) des opinions des experts



6.2 Opinions sur l'évolution de la sécurité alimentaire par rapport au passé

Interrogés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des individus de leurs collectivités, les opinions des experts sont partagées : près de 48% estiment qu'elle s'est améliorée par rapport au passé et 46% ont déclaré le contraire.

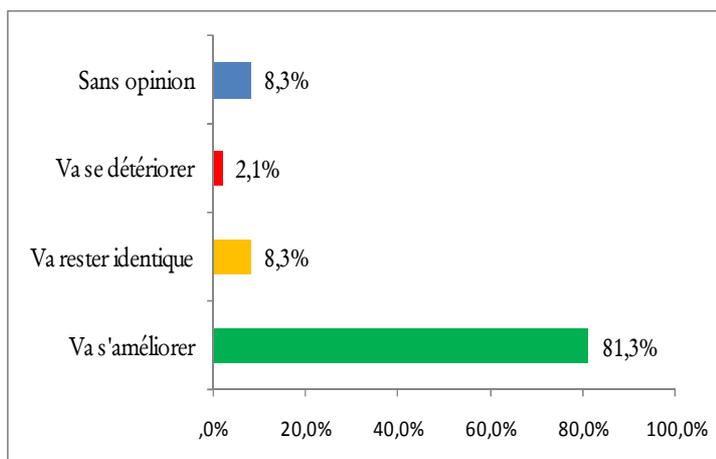
Graphique 3. 60: Répartition (%) des opinions des experts sur l'évolution de la sécurité alimentaire par rapport au passé



6.3 Opinions sur l'évolution de la sécurité alimentaire dans les prochaines années

Graphique 3. 61: Répartition (%) des opinions des experts sur l'évolution de la sécurité alimentaire dans les prochaines années

Concernant leurs perceptions sur l'évolution future de la sécurité alimentaire des individus de leurs localités, la quasi-totalité des experts (81,3%) est optimiste et a déclaré qu'elle va s'améliorer au cours des prochaines années. Moins d'un individu sur dix (8,3%) estime que la situation sera identique et 2,1% ont été pessimistes et ont affirmé que la situation alimentaire va se dégrader.

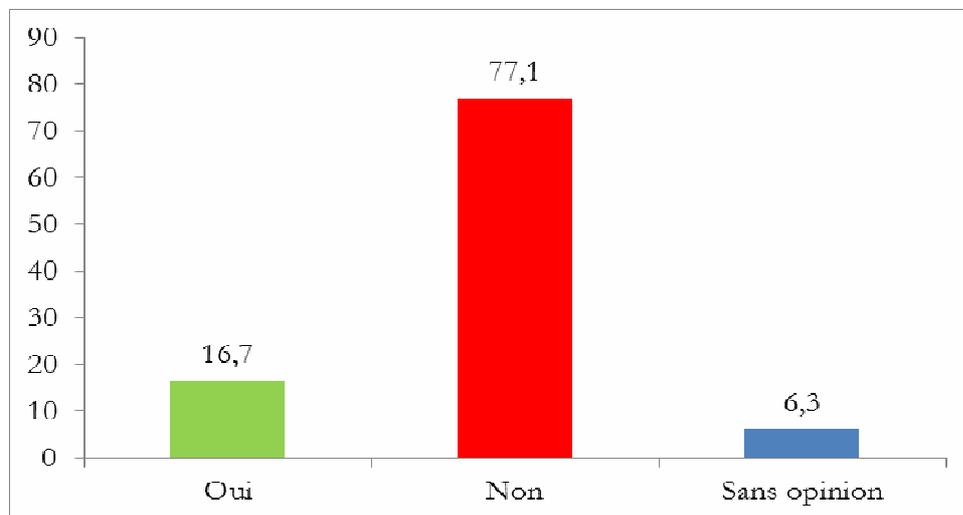


7 DOMAINE DE LA RECONCILIATION NATIONALE

Les questions traitées ont trait à l'unité nationale.

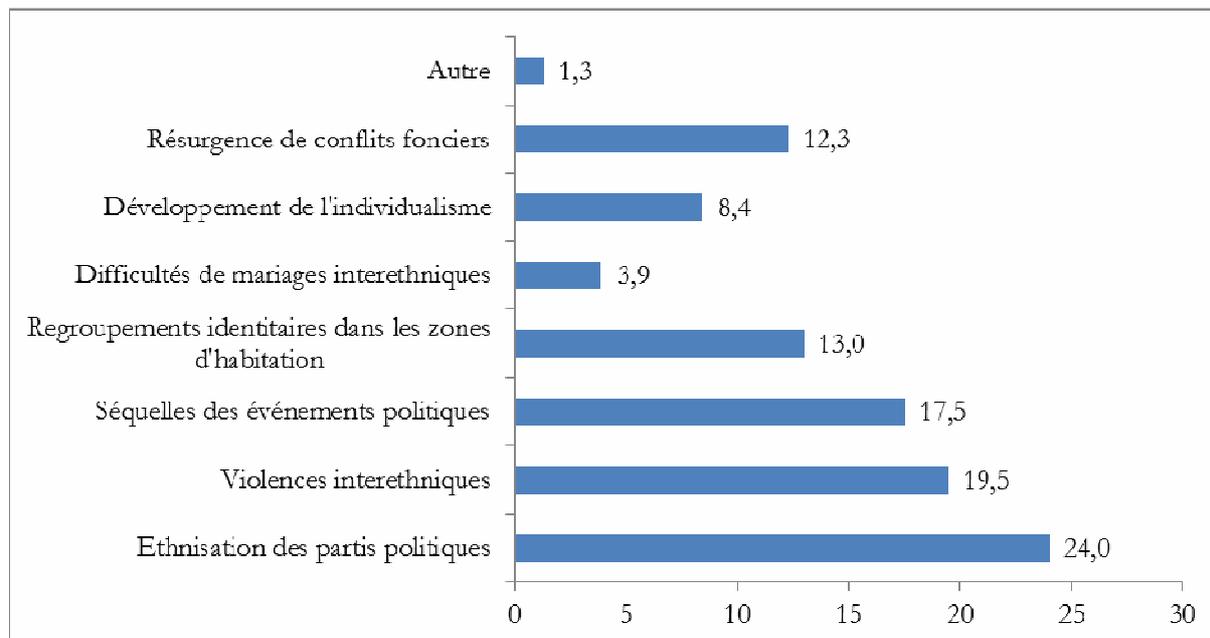
Les experts dans leur majorité (77,1%) ont indiqué que la Guinée depuis son indépendance n'a pas réalisé des progrès significatifs vers l'unité nationale. Ceux qui sont d'avis contraire ne représentent que 16,7%.

Graphique 3. 62 : Répartition (%) des experts selon leurs perceptions sur la progression vers l'unité nationale depuis l'indépendance



Les faits marquants qui étayent ces propos sont: l'ethnisation des partis politiques (24% des cas de réponses), les violences interethniques (19,5%), les séquelles des événements politiques (17,5%), les regroupements identitaires dans les zones d'habitation (13%), la résurgence des conflits fonciers (12,3%) et le développement de l'individualisme (8,4%).

Graphique 3. 63: Répartition (%) des cas de réponse des faits qui montrent qu'il n'y pas eu progrès vers l'unité nationale depuis l'indépendance



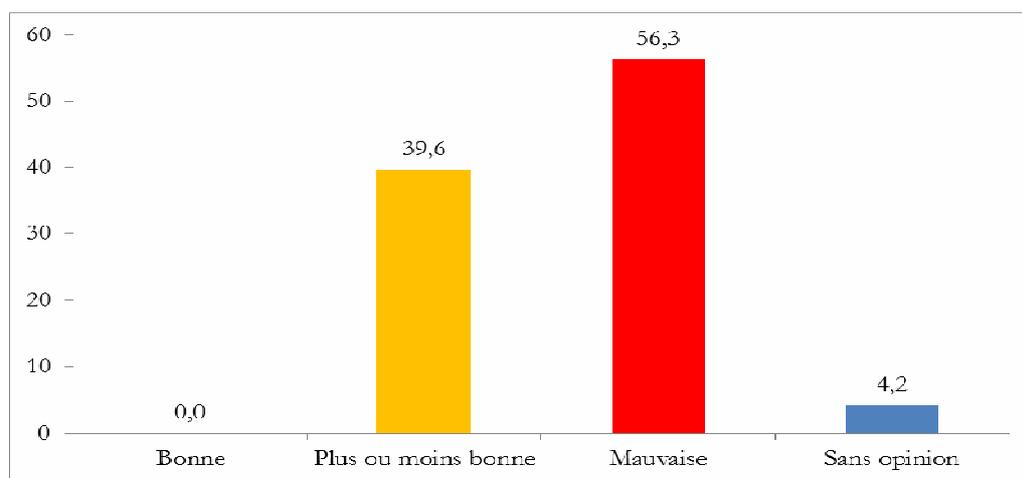
8 DEFENSE ET SECURITE

Les questions abordées traitent des perceptions des experts sur la situation sécuritaire actuelle et son évolution par rapport au passé.

8.1 Opinion sur la situation sécuritaire actuelle

Plus d'un expert sur deux (56,3%) estime que la situation sécuritaire est « *mauvaise* » et 39,6% la juge « *plus ou moins bonne* ».

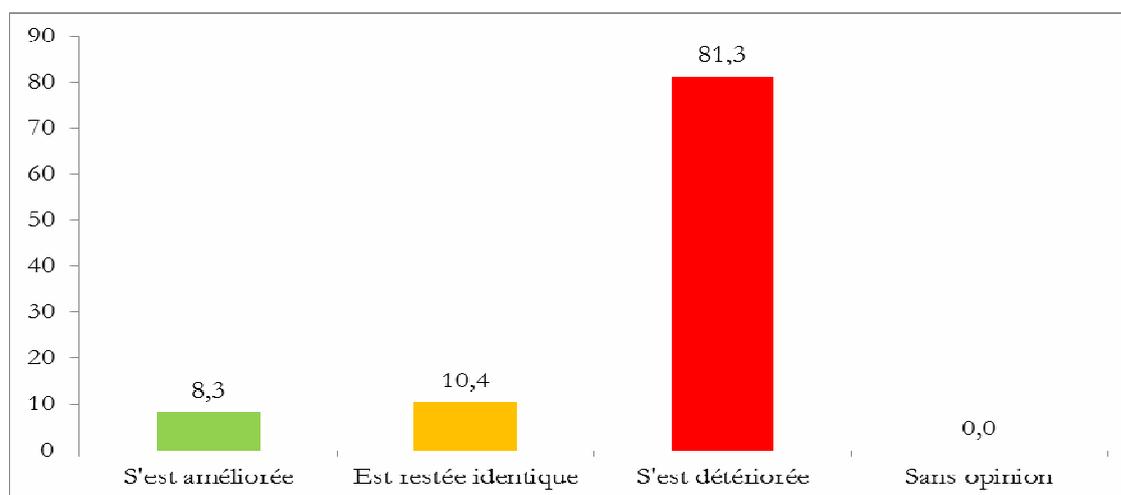
Graphique 3. 64 : Répartition (%) des experts sur leurs opinions sur la situation sécuritaire actuelle de la Guinée



8.2 Opinion sur l'évolution de la situation sécuritaire

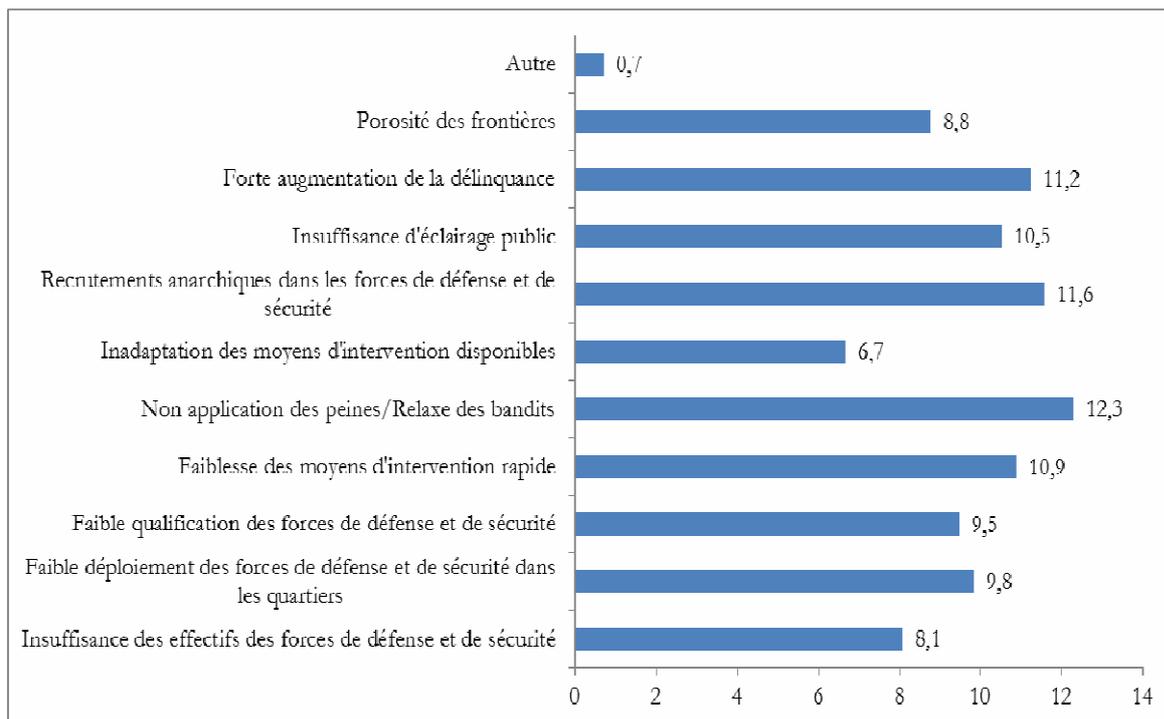
Sur la question de l'évolution de la situation sécuritaire, la quasi-totalité (81,3%) des experts estime que la situation sécuritaire actuelle du pays s'est détériorée par rapport au passé, 10,4% des experts, la juge identique et seulement 8,3% des experts pensent qu'elle s'est améliorée.

Graphique 3. 65 : Répartition (%) des experts selon leurs perceptions sur l'évolution de la situation sécuritaire en Guinée



Sur les principales raisons de la détérioration de la situation sécuritaire, les experts ont cité : la non application des peines et la relaxe des bandits (12,3% des cas de réponses), la forte augmentation de la délinquance (11,2%), les recrutements anarchiques au niveau des forces de défense et de sécurité (11,6%), la faiblesse des moyens d'intervention rapide (10,9%), l'insuffisance de l'éclairage public (10,5%) et le faible déploiement des forces de défense et de sécurité dans les quartiers (9,8%).

Graphique 3. 66 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons de la détérioration de la situation sécuritaire



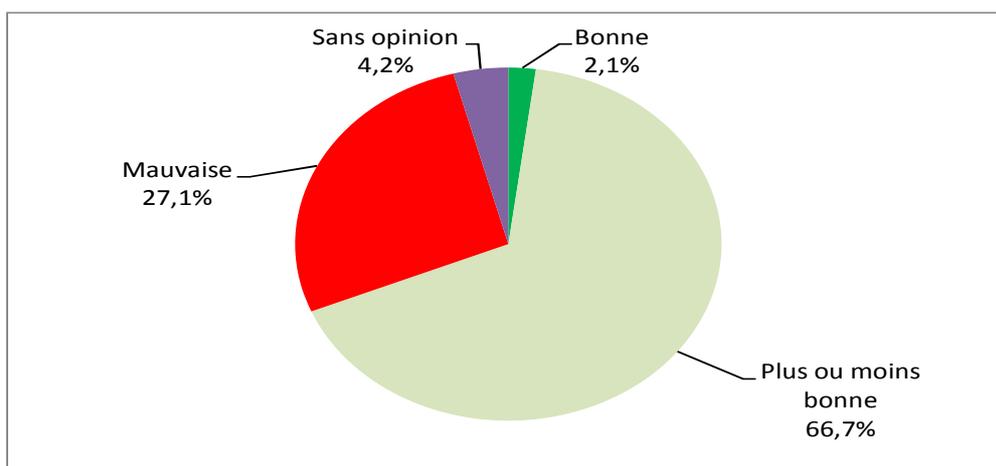
9 CULTURE

Les experts se sont exprimés sur la culture guinéenne : situation actuelle et passée, évolution et raisons éventuelles de détérioration.

9.1 Perception de la situation culturelle actuelle de la Guinée

La majorité des experts interrogés (66,7%) pensent que la situation actuelle de la culture guinéenne est plus ou moins bonne. Un peu plus de 27% estiment que celle-ci est mauvaise. Seulement, 2,1 % des experts estiment que la situation actuelle de la culture guinéenne est bonne.

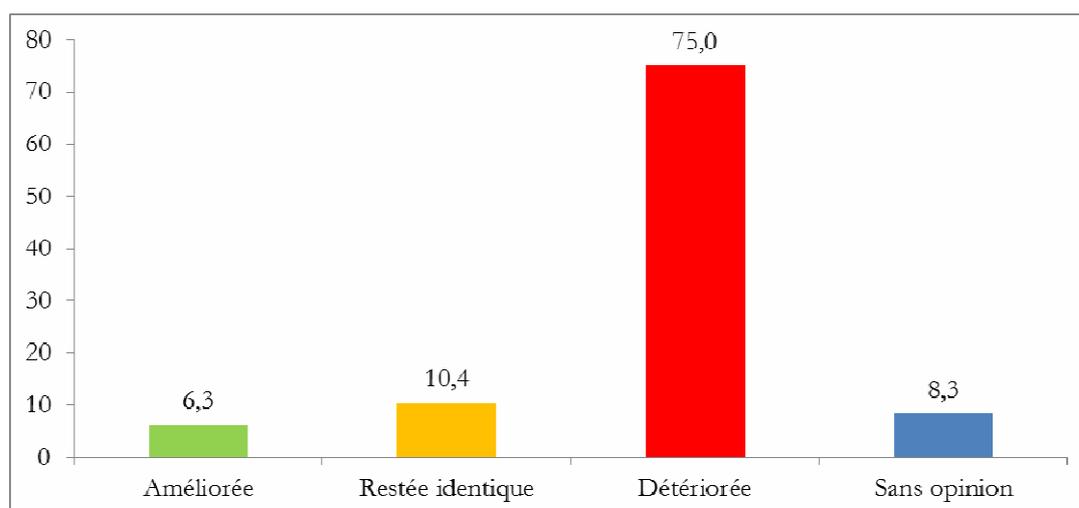
Graphique 3. 67 : Répartition (%) des experts selon leur appréciation de la situation actuelle de la culture guinéenne



9.2 Évolution de la situation culturelle de la Guinée

La majorité des experts (75%) pensent que la situation de la culture guinéenne s'est détériorée contre seulement 6,3 % qui estiment que celle-ci s'est améliorée.

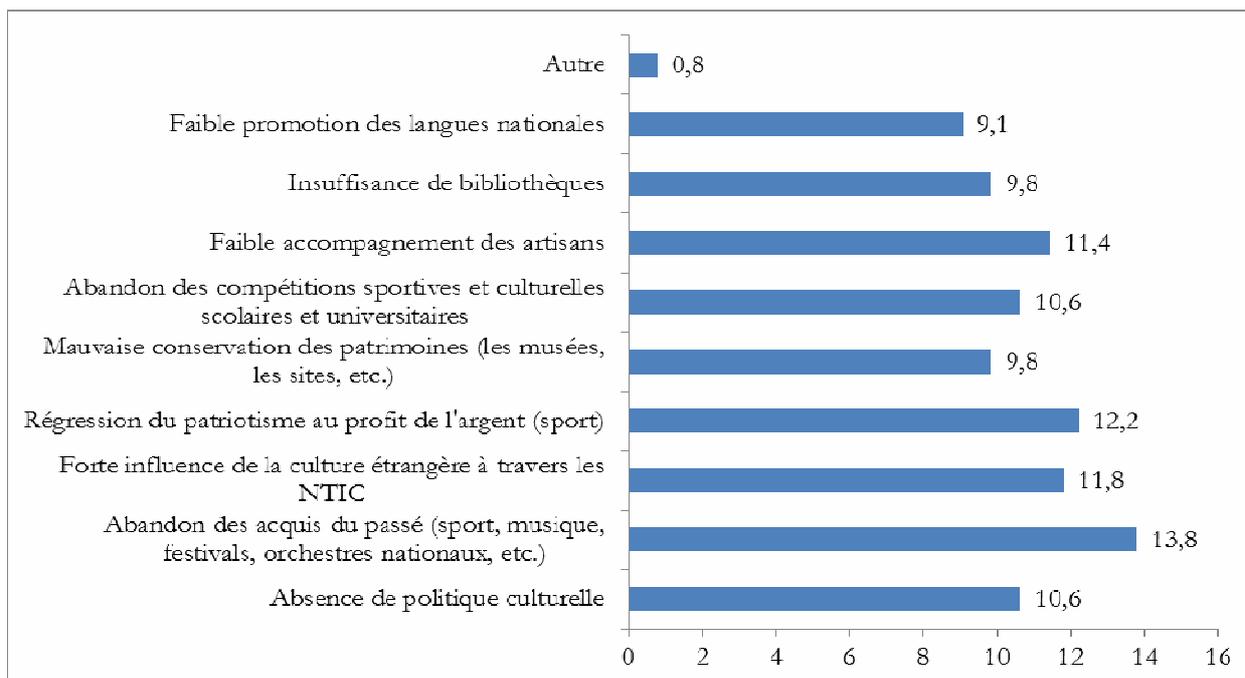
Graphique 3. 68 : Répartition (%) des experts selon leur perception de l'évolution de la situation culturelle de la Guinée



9.3 Raisons de la détérioration de la situation culturelle

Pour les experts qui ont indiqué que la situation dans le domaine de la culture s'est détériorée, les raisons évoquées sont : l'abandon des acquis du passé (13,8%), la régression du patriotisme au profit de l'argent (12,2%), la forte influence de la culture étrangère à travers les TIC (11,8%) et le faible accompagnement des artisans (11,4%).

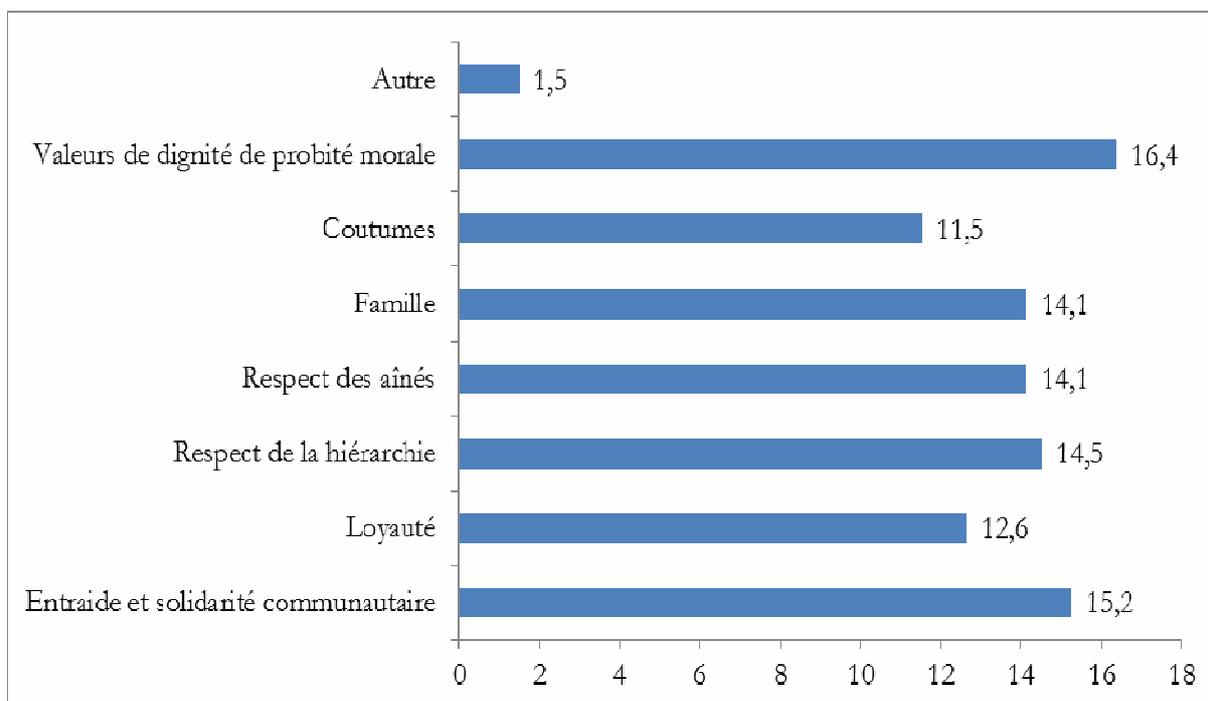
Graphique 3. 69 : Répartition (%) des cas de réponses des experts selon les raisons de la détérioration de la situation culturelle par rapport au passé



9.4 Principales valeurs culturelles à sauvegarder

Pour les experts, les principales valeurs culturelles à sauvegarder sont : les valeurs de dignité et de probité morale (16,4%), l'entraide et la solidarité communautaire (15,2 %), le respect de la hiérarchie (14,5 %), le respect des aînés (14,1 %) et la famille (14,1 %).

Graphique 3. 70 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les valeurs culturelles à préserver



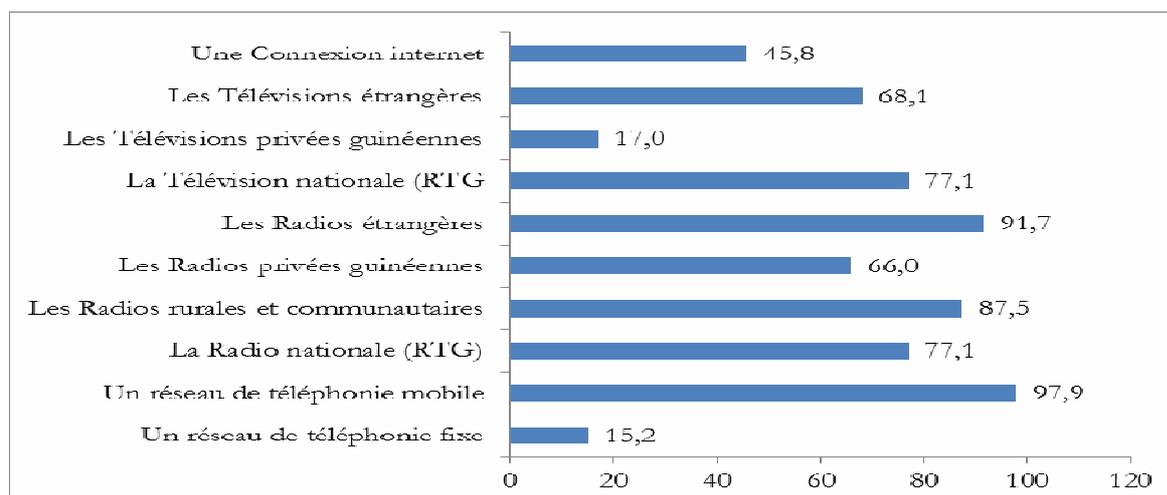
10 DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA

COMMUNICATION (TIC)

Les questions abordées concernent les opinions des experts sur la couverture des localités par les TIC et leur appréciation de l'évolution de la couverture des TIC par rapport au passé.

10.1 Opinion sur la couverture des localités par les TIC

Graphique 3. 71: Taux de couverture selon la nature du TIC



Les experts sont unanimes que la téléphonie mobile (98%), les radios étrangères (92%), les radios rurales (87,5%) et la radio nationale (77,1%) sont les TIC les plus répandues dans les localités et que la téléphonie fixe (15,2%) et les télévisions privées guinéennes (17%) font partie des TIC les moins répandues.

10.2 Opinions sur l'évolution de l'accès aux TIC dans les localités par rapport au passé

Pour les experts, à part la téléphonie fixe et les télévisions privées guinéennes, toutes les TIC ont enregistré une amélioration en termes d'accès. Un consensus se dégage aussi entre experts sur le fait que la téléphonie fixe est la seule TIC dont l'accès s'est détérioré (51%).

Toutefois, au niveau de l'enquête qualitative, les experts pensent qu'avec « l'arrivée de la fibre optique, des améliorations seront observées dans ce domaine ».

Tableau 3. 1 : Répartition (%) des experts selon leur appréciation de la façon dont l'accès aux services de TIC dans leurs localités a évolué par rapport au passé

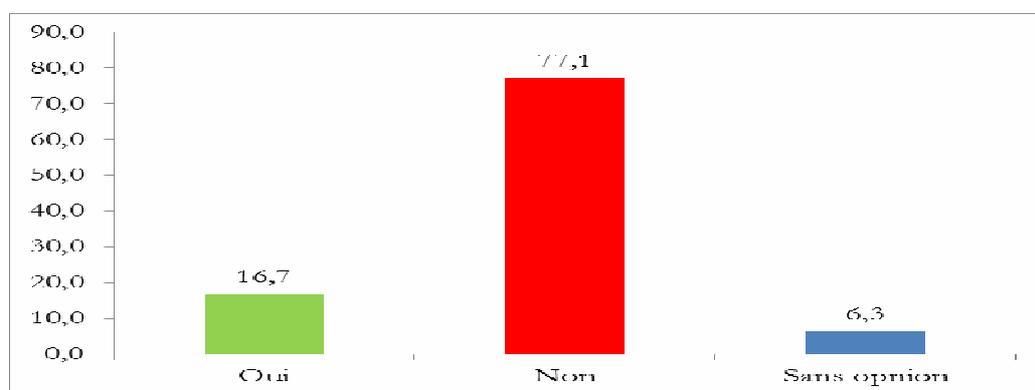
TIC	Amélioré	Stagné	Détérioré	Sans opinion/Ne sait pas
Un réseau de téléphonie fixe	✗ 8,5	! 23,4	✓ 51,1	17,0
Les Télévisions privées guinéennes	✗ 14,9	✓ 40,4	✗ 10,6	34,0
Une Connexion internet	✓ 36,2	✓ 29,8	✗ 10,6	23,4
Les Radios privées guinéennes	✓ 51,1	! 29,8	✗ 8,5	10,6
Les Télévisions étrangères	✓ 46,8	! 27,7	✗ 8,5	17,0
La Radio nationale (RTG)	✓ 45,8	! 33,3	✗ 12,5	8,3
La Télévision nationale (RTG)	✓ 54,2	! 27,1	✗ 12,5	6,3
Les Radios rurales et communautaires	✓ 75,0	✗ 12,5	✗ 2,1	10,4
Les Radios étrangères	✓ 61,7	! 29,8	✗ 2,1	6,4
Un réseau de téléphonie mobile	✓ 81,3	✗ 12,5	✗ 0,0	6,3

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

11 DOMAINE RELATIF AU GENRE

Les questions abordées avec les experts sont les opinions sur la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement.

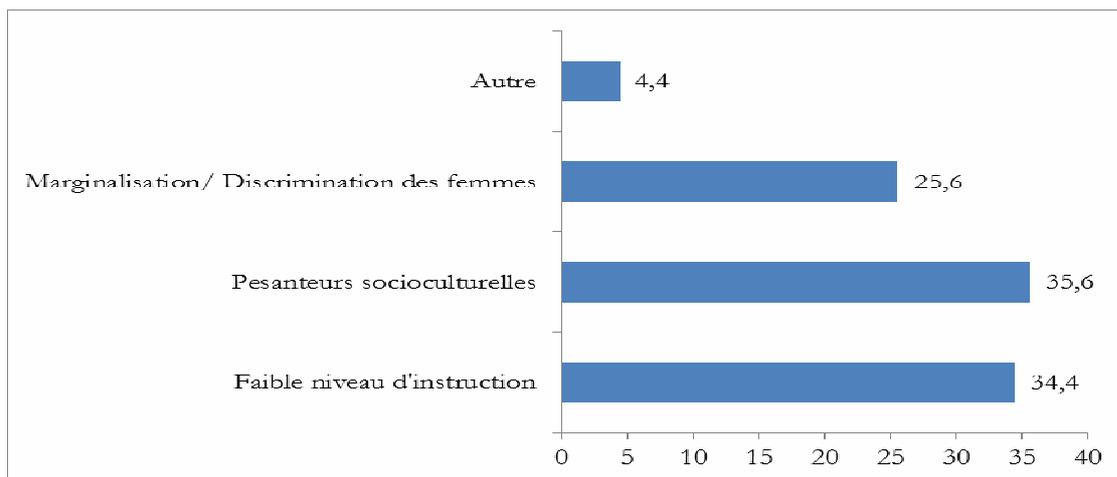
Graphique 3. 72 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur le fait que le genre est suffisamment pris en compte ou non dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée



Les résultats indiquent que la majorité des experts (77,1%) pense que le genre n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques, programmes et projets de développement en Guinée. Seulement, 16,7% ont un avis contraire.

Les raisons de la non prise en compte suffisante du genre dans les politiques, programmes et projets de développement sont les suivantes : les pesanteurs socioculturelles (35,6% des cas de réponses), le faible niveau d'instruction (34,4%) et la marginalisation/discrimination des femmes (25,6%).

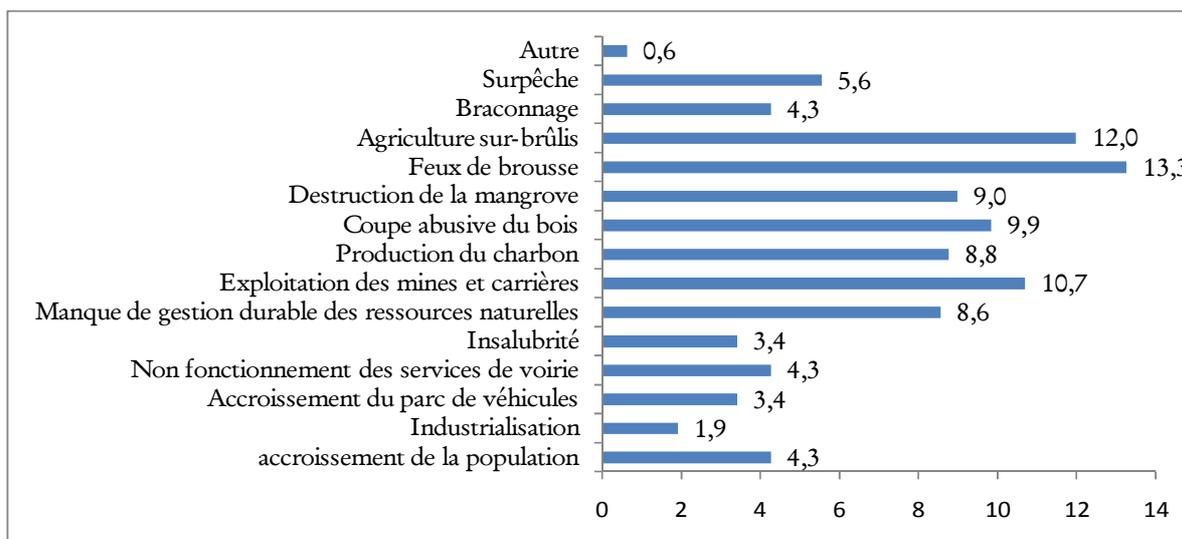
Graphique 3. 73 bis : Répartition (%) des cas de réponses des raisons pour lesquelles le genre n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques, programmes et projets de développement



12 DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

A l'instar du genre, les questions environnementales sont des questions transversales. Les questions abordées avec les experts sont relatives aux principales causes de la dégradation de l'environnement

Graphique 3. 74 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les causes de la dégradation de l'environnement



Pour les experts, la dégradation de l'environnement est la résultante de plusieurs facteurs dont les principaux sont: les feux de brousse (13,3% des cas de réponses), les cultures sur brûlis (12%), l'exploitation minière et les carrières (10,7%) et la coupe abusive du bois (10%). Les autres raisons évoquées concernent : la destruction de la mangrove (9%), la production du charbon (9%) et le manque de politiques de gestion durables de l'environnement (8,6%).

A travers l'enquête qualitative, un expert estime que « Les conséquences de telles pratiques sont la disparition des forêts, la rareté des pluies, le tarissement et la pollution des cours d'eau et la disparition des espèces protégées ».

Selon un bon nombre d'experts interviewés, c'est le laxisme de l'Etat qui a favorisé cette destruction : « Il n'existe pas ou n'est pas perceptible une volonté politique réelle pour sauvegarder l'environnement. Les actes de pollution du milieu de vie sont légions sans qu'aucune sanction ne frappe les individus qui en sont responsables ».

Il ajoute que :« certaines unités industrielles (extractives et de transformation) contribuent aussi à la dégradation de l'environnement. C'est le cas entre autres de l'usine chinoise de Kènéndé dans Dubréka qui utilise des méthodes archaïques. La source d'énergie utilisée par cette usine contribue à la destruction de la mangrove, lieu de reproduction par excellence des poissons ». Il déplore là aussi « le laxisme et la complicité des autorités à tous les niveaux».

Pour la plupart des experts rencontrés, « l'Etat devrait imposer à ces sociétés le respect du code de l'environnement. Cette surexploitation et pollution des zones de mangrove nuit gravement à la reproduction des espèces halieutiques ».

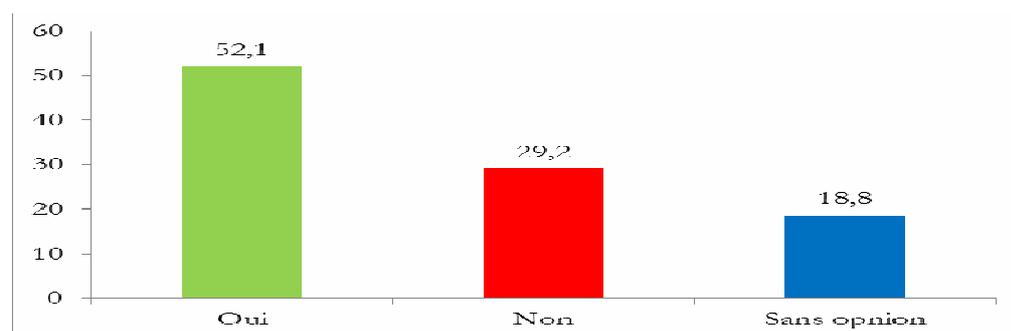
En ce qui concerne l'insalubrité, un expert affirme « Conakry peut s'écrouler du jour au lendemain. Avec l'absence d'un système d'évacuation des déchets liquides et d'un système efficient d'adduction d'eau potable, tout est puits, forages et fosses septiques. Il suffit d'un petit tremblement, tout va s'écrouler. Pires, les eaux de puits que les populations consomment le plus souvent sont contaminées par les fosses septiques, d'ailleurs ce sont des puits perdus ».

L'irresponsabilité des services publics, les amène, selon les propos de quelques experts, à tolérer des situations dangereuses. Ainsi : « certaines personnes construisent leur habitation ou ateliers de travail dans le lit des cours d'eaux ou sur les berges des mangroves, mettant en péril ces environnements fragiles, leurs investissements mais aussi leur vie et celle de leur famille. D'autres repoussent la mer sur plusieurs centaines de mètres pour construire leur habitation, au mépris de la collectivité ».

13 DOMAINE RELATIF A L'IMAGE DE LA GUINEE A L'ETRANGER

Les questions relatives à l'image de la Guinée à l'extérieur, abordées avec les experts concernent leur: perception de l'image de notre pays à l'extérieur et son évolution par rapport au passé.

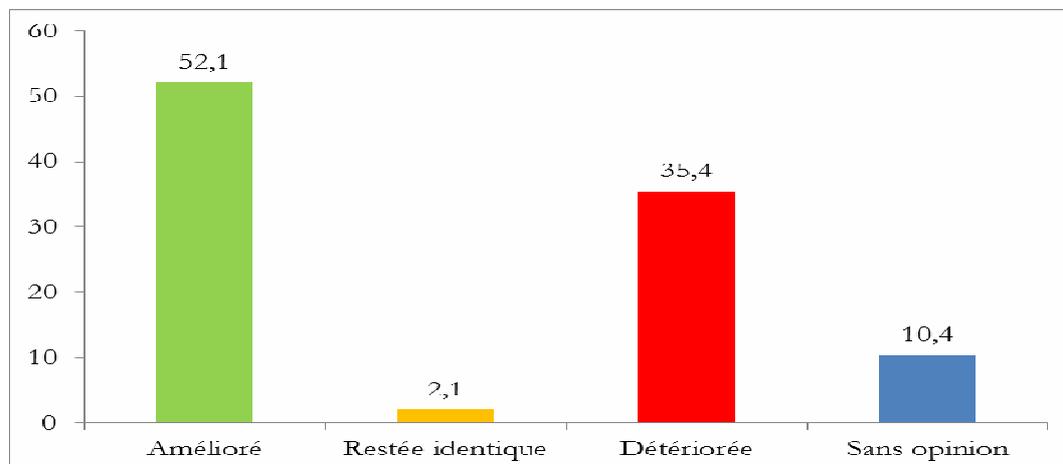
Graphique 3. 75 : Répartition (%) des experts selon qu'ils pensent que la Guinée a ou non une bonne réputation à l'étranger



Concernant l'image actuelle de la Guinée à l'étranger, les résultats montrent que plus de la moitié des experts (52,1%) estiment que la Guinée a actuellement une bonne réputation à l'étranger et fait important, seulement 29,2% des experts pensent le contraire. Toutefois, près d'un expert sur cinq (19%) n'a pas d'avis sur la question.

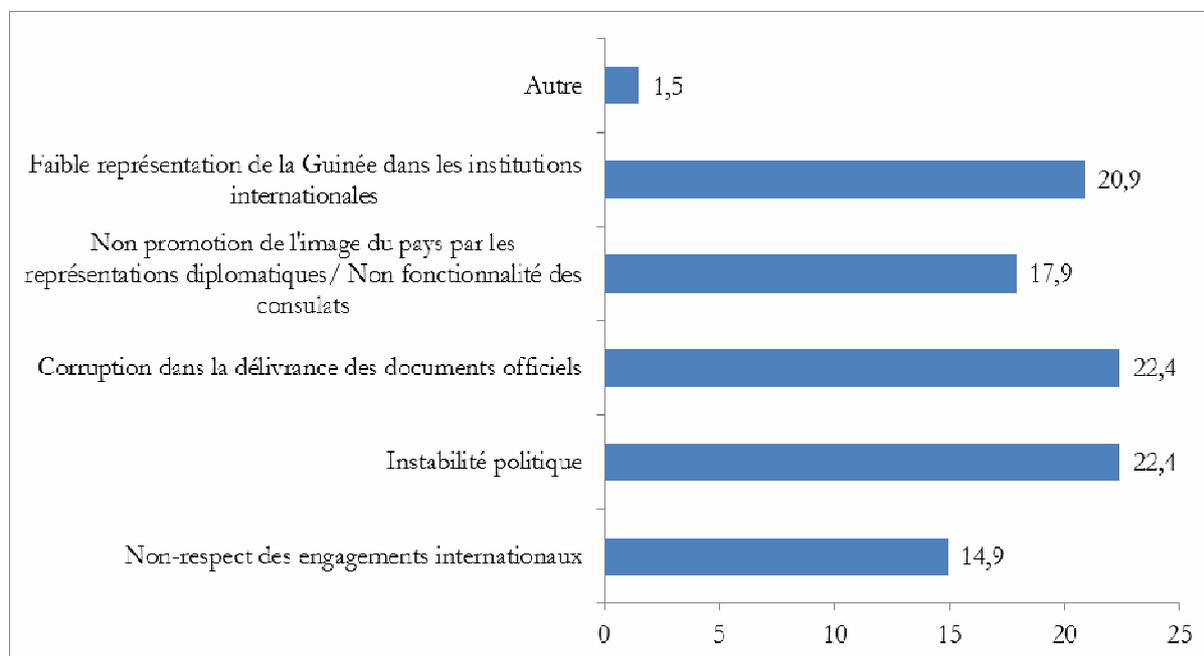
Concernant, la perception de l'évolution de cette image, plus de la moitié des experts (52,1%) pensent que celle-ci s'est améliorée. Ceux qui sont d'un avis contraire représentent 35,4%.

Graphique 3. 76 : Répartition (%) des experts selon leurs opinions sur la façon dont a évolué l'image de la Guinée à l'étranger



Les raisons évoquées par les experts qui pensent que la situation s'est dégradée sont les suivantes : l'instabilité politique (22,4% des cas de réponses), la corruption dans la délivrance des documents officiels (22,4%), la faible représentation de la Guinée dans les institutions internationales (20,9%), la non promotion de l'image du pays par les représentations diplomatiques (18%) et le non respect des engagements internationaux (15%).

Graphique 3. 77 : Répartition (%) des cas de réponse des raisons de la détérioration de l'image de la Guinée à l'étranger



A.3 SYNTHÈSE DE LA PERCEPTION DES FOCUS GROUPES SUR LA SITUATION ACTUELLE ET PASSE

La méthodologie des focus groupes est fondée sur une discussion semi-structurée portant sur les mêmes sujets que ceux abordés avec les personnalités, leaders d'opinion et les

experts. Les groupes ont été identifiés au préalable. Il s'agit notamment d'associations socioprofessionnelles suivantes:

- L'association de femmes (musulmanes et chrétiennes) ;
- L'association de jeunes ;
- L'association des retraités ;
- L'association des parents et amis de l'école (APEAE) ;
- L'association d'artistes ;
- L'association d'artisans et;
- L'association des handicapés.

Les focus groupes étaient orientés sur des questions relatives à la perception des membres de ces associations sur la situation actuelle et passée dans les domaines économique, social, culturel, du genre, de la sécurité et de l' image de la Guinée à l'extérieur.

1 DOMAINE SOCIAL

1.1 Démographie

Le principal sujet évoqué lors des focus groupes est le phénomène de migration (migration interne et externe).

Même si les membres des différentes associations déplorent la désertion des campagnes par les jeunes avec ses conséquences sur les activités agro-pastorales, ils comprennent pour la plupart, les raisons de cette migration vers les centres urbains et semblent accepter cette réalité. La recherche du bien-être personnel et celui de la famille constituent selon eux, la principale raison qui explique l'exode rural en Guinée.

Sur la planification familiale, les points de vue recueillis sont favorables à l'utilisation des méthodes contraceptives pour limiter les naissances. Les femmes en général sont plus favorables à ces méthodes que les hommes rencontrés. Les raisons avancées par cette couche sont celles relatives aux difficultés financières des ménages.

1.2 Education

Tous les acteurs non étatiques rencontrés au cours des focus groupes, sont unanimes que l'école guinéenne a fortement régressé. Ils reconnaissent qu'au cours de « *ces quinze dernières années, le secteur de l'éducation a bénéficié d'un important appui notamment de la part des partenaires. Mais jusqu'à présent, les résultats escomptés sont loin d'être atteints. Au contraire, il y a eu une régression en termes quantitatif et qualitatif. La scolarisation de la jeune fille a certes progressé mais le système éducatif n'a pas pensé aux moyens efficaces à mettre en œuvre pour maintenir longtemps ces filles dans le cursus scolaire* ».

La qualité de l'enseignement inquiète les associations des parents et amis de l'école (APEAE). Cette catégorie dresse un bilan sombre du système d'éducation actuel en comparaison à l'ancien système. A ce propos, un membre d'une association soutient: « *Les résultats catastrophiques des examens nationaux de 2012, témoignent du faible niveau des élèves en particulier et du système éducatif en général. Un parent d'élève, membre d'une APAE témoigne : « Moi je suis père de famille mais quand je vois le travail de mes enfants à l'école, vraiment c'est désolant. Même ceux qui sont à l'université, dans nos conversations, j'ai pitié. Je me demande dans quelle langue ils étudient ».*

Concernant le recours aux contractuels, les avis des répondants sont divergents. Si certains dénoncent le faible niveau de ces contractuels, d'autres dénoncent les contributions demandées aux parents d'élèves, qu'ils trouvent excessives pour leur prise en charge : « 8.000 GNF et 10.000 GNF par élèves respectivement, au primaire et au secondaire ».

Un autre aspect souligné lors des focus groupes, est la pratique de la corruption en milieu scolaire. Le faible traitement salarial des enseignants expliquerait selon les membres des associations, cette pratique.

1.3 Santé

Les différents focus groupes réalisés se sont plus appesantis sur les difficultés d'accès aux soins de santé. Selon les membres d'associations rencontrés, les populations sont confrontées à d'énormes difficultés liées notamment aux coûts élevés des soins, aux mauvaises conditions d'accueil dans les structures sanitaires, au manque d'hygiène, mais aussi à la faible qualification du personnel soignant.

Ils ont salué la décision prise par les autorités d'assurer la gratuité de la césarienne. En effet, pour eux, cette mesure vise à améliorer l'accès des pauvres aux soins obstétricaux. Toutefois, tous les membres des associations rencontrés restent sceptiques sur l'application effective de cette décision dans les structures de soins : « c'est le refus de la part des agents de santé d'assurer la gratuité effective des césariennes qui constitue le véritable handicap ». A cet effet, les pratiques de corruption et de surfacturation sont dénoncées par la quasi-totalité des personnes interrogées.

1.4 Domaine relatif à la jeunesse et à l'emploi

Le problème d'emploi constitue la principale préoccupation exprimée par les jeunes rencontrés dans les différents focus groupes. Ils soulignent un manque de politique efficace pour la jeunesse : « les jeunes guinéens sont abandonnés à eux-mêmes. Je sais que l'Etat ne pourra pas embaucher tout le monde mais s'il apportait son appui aux associations de jeunes, cela pourrait réduire considérablement le chômage des jeunes ».

Cependant, malgré cette réalité, la responsabilité des jeunes est aussi mise en avant par certains répondants. Comme le témoigne ce point de vue exprimé lors des focus groupes : « quand on envoie les jeunes pour une formation, ils ne font pas du sérieux. Ils finissent sans avoir l'expertise dans le domaine de formation. C'est ce qui explique le soulèvement de certains jeunes dans certaines préfectures pour exiger aux sociétés étrangères, le recrutement des autochtones. Alors que ces derniers n'ont aucune qualification ».

Sur le plan des infrastructures destinées pour les activités juvéniles, les répondants dénoncent un manque criard de celles-ci, notamment à l'intérieur du pays : « les rares maisons de jeunes qui existent sont très peu équipées et sont utilisées à des fins de manifestations politiques ».

Malgré l'existence d'organisations de jeunes dynamiques sur le terrain, ceux-ci éprouvent d'énormes difficultés pour l'obtention de financements de leurs projets : « l'Etat doit venir en aide aux jeunes diplômés regroupés en association. Certains veulent vraiment se lancer dans l'agriculture ou dans l'élevage mais ils manquent de soutiens financiers. Mais je pense qu'il y a trop d'affinités et de clientélisme dans l'octroi de fonds aux organisations juvéniles ».

1.5 Domaine relatif aux groupes vulnérables

Concernant la situation des retraités, les informations recueillies révèlent l'expression d'un sentiment d'abandon de la part de l'Etat. Pour les retraités rencontrés, les pensions qu'ils perçoivent sont insignifiantes et viennent souvent en retard surtout pour ceux qui vivent à l'intérieur du pays : *« après tous les services rendus à la Nation, nous pensons que nous ne sommes pas bien récompensés »*.

Une autre réalité dénoncée par les retraités, est le favoritisme qui caractérise le traitement des dossiers des pensionnaires. Ils dénoncent un manque d'uniformisation des indices pour les retraités de même catégorie : *« nous connaissons certaines personnes ici qui ont réussi à travers la corruption et les magouilles à améliorer leur situation. Du coup, ils perçoivent une pension plus importante que nous »*.

En ce qui concerne les handicapés, les résultats des entretiens révèlent des conditions de vie difficiles pour cette catégorie de la population. Les personnes interrogées soulignent un manque d'assistance sociale de la part des structures spécialisées. Sur le plan sanitaire, des moyens de déplacement mais aussi de centres d'accueil, les handicapés rencontrés affirment être abandonnés à eux-mêmes : *« c'est nous-mêmes qui achetons nos tricycles, nous ne recevons aucun soutien quand nous tombons malade. Les handicapés vivants dans la capitale bénéficient de plus d'appui que ceux de l'intérieur du pays »*.

2 DOMAINE ECONOMIQUE

2.1 Conditions de vie des populations

Les informations collectées lors des focus groupes, la quasi-totalité des acteurs non étatiques, membres d'associations, ont indiqué que les conditions de vie des populations sont très difficiles et se plaignent surtout de la cherté de la vie.

2.2 Activités économiques

Les entretiens avec les associations ont été focalisés sur les activités commerciales, la cherté du coût de la vie, les transports publics, l'artisanat, les PME/PMI et les infrastructures

Concernant le coût de la vie, les populations se plaignent du manque de réglementation dans le secteur du commerce et se plaignent notamment des prix pratiqués sur le marché. La faiblesse du pouvoir d'achat du guinéen, traduit la précarité des conditions de vie des populations : *« quand je me réfère aux prix pratiqués au niveau des marchés, c'est vraiment insupportable pour les populations. On a tendance à croire que les commerçants fixent les prix comme ils le veulent. Et ce sont les femmes qui endurent. Il n'y a pas de contrôle de prix sur le marché. L'Etat doit prendre des dispositions pratiques par rapport à cette question. Le niveau de l'inflation est très élevé aujourd'hui »*.

Sur la question de la monnaie, tous les participants aux différents focus groupes ont dressé une image négative du Franc guinéen. Selon eux, *« Le franc guinéen ne vaut absolument rien aujourd'hui, c'est une coquille vide »*.

Sur le plan du transport, des difficultés importantes ont été soulevées lors des entretiens : *« tarifs élevés, faible praticabilité des routes et faible couverture du territoire national par les sociétés de transport en commun »*. Un membre d'une association souligne : *« nous sommes dans un pays où tout le monde est commerçant. Le transport se faisant sur des routes très*

dégradées font qu'il est cher et il y a de grandes difficultés de joindre les zones de production et celles de consommation ».

L'essentiel des perceptions des groupes rencontrés sur le secteur artisanal se résume en termes de manque d'appui et de formation : *« l'artisanat est faiblement mis en valeur en Guinée. Les artisans ne reçoivent aucune assistance de la part de l'Etat. La faible visibilité des produits de l'artisanat guinéen sur le plan sous-régional et même international constitue un obstacle majeur. C'est pourquoi les conditions de vie des artisans sont très difficiles ».*

Tous les intervenants lors des focus groupes ont abordé les faibles capacités énergétiques du pays. Le manque d'électricité est un handicap pour le développement de certaines activités génératrices de revenus : *« il y a une absence dommageable des PME/PMI à cause du déficit d'électricité et de l'enclavement de la Préfecture, les infrastructures routières étant en très mauvais état ».*

Le secteur du tourisme est très peu développé et est caractérisé par un *« faible aménagement des sites, une insuffisance d'infrastructures hôtelières et une faible promotion de la destination Guinée ».*

3 DOMAINE DE LA GOUVERNANCE

3.1 Domaine politique

L'unanimité des acteurs non étatiques reconnaît le rôle historique joué par les acteurs politiques de la Première République, notamment au moment de l'accession de la Guinée à l'indépendance. A cet effet, les associations consultées éprouvent une fierté d'appartenir à un pays qui a ouvert la voie à l'indépendance à la plupart des pays africains. Même si cette place de pionnier n'a pas permis au pays d'être aujourd'hui un modèle de développement : *« nous sommes le premier pays de l'ancienne Afrique Occidentale Française (AOF) à accéder à l'indépendance. Mais aujourd'hui tous les autres pays nous ont dépassé ».*

Sur les questions de gouvernance durant cette période, les avis divergent. Pour certains: *« A cette époque, il n'y avait pas de corruption comme on le vit aujourd'hui. Les guinéens avaient le minimum pour vivre. La criminalité qui sévit actuellement en Guinée, n'existait pas. Au temps du premier régime, dès que tu finis tes études, tu es employé par l'Etat. Les gouvernants étaient de véritables patriotes qui pensaient au bonheur du peuple ».*

Pour d'autres: *« C'est à cette époque, que les violations des droits de l'Homme ont été les plus importantes. Si la Guinée est aujourd'hui dans cet état de fait, c'est parce que durant cette période, le pays était isolé et il y a eu beaucoup d'actes de violations des droits de l'Homme, notamment les crimes politiques, notamment ceux qui ont suivi l'agression du 22 novembre 1970 ».*

Durant la Deuxième République, les appréciations sont à ce niveau très partagées. Si le régime militaire a permis de restaurer les libertés individuelles et collectives autrefois *« confisquées »* et de libéraliser les initiatives privées, toutes les critiques formulées contre ce régime vont dans le sens de la dépréciation des pratiques d'une gouvernance normale. Les maux dénoncés par les associations rencontrées sont la corruption, les détournements, le favoritisme, le népotisme, l'impunité et le chômage des jeunes. Comme le témoignent ces

propos: « *Au temps du régime militaire, c'était l'anarchie. C'est à cette époque que la corruption et l'impunité ont pris de l'ampleur* ».

Les associations rencontrées mettent à l'actif de la Deuxième République, les grands investissements réalisés dans le domaine des infrastructures.

Durant la transition, l'idée générale qui se dégage des points de vue exprimés lors des différents focus groupes, est celle d'une période très tourmentée de l'histoire de la Guinée. Les associations ont mis l'accent sur événements tragiques qui ont caractérisés cette période : « *massacres du 28 septembre 2009 et l'attentat contre le Capitaine Dadis Camara* ». Parmi les événements qualifiés d'« *heureux* » durant cette période, c'est l'organisation en 2010, d'une élection qui a vue l'élection d'un président civil.

Concernant la vie démocratique vécue et la situation politique actuelle, la notion de démocratie est différemment perçue par les membres d'associations au cours des différents focus groupes.. Certains associent la démocratie à l'organisation d'élections régulières et d'autres, pensent que dans une démocratie, le respect des droits humains est central.

La tendance générale qui se dégage de la situation politique actuelle de la Guinée est celle d'un blocage. A ce propos une femme membre d'une association s'insurge contre cette situation, en ces termes : « *Au niveau de la situation politique du pays, c'est un blocage total. Depuis deux ans maintenant, on est incapable d'organiser les élections législatives pour sortir de cette transition* ».

En majorité, les personnes interviewées sont convaincues que la finalisation de la transition à travers la mise en place de toutes les institutions républicaines est un passage obligé pour l'obtention de financements extérieurs et enclencher le processus de développement de la Guinée.

D'autres pensent que la situation actuelle est une preuve de la faible maturité démocratique de la Guinée : « *Il y a beaucoup d'incompréhension actuellement, ce qui dénote que le processus d'apprentissage de la démocratie n'est pas achevé. Il faut un dialogue avec l'ensemble des forces politiques* ».

En ce qui concerne les droits des citoyens et la liberté de presse, la problématique du non respect des droits des citoyens est souvent évoquée, lors des différents focus groupes. Les services de sécurité et certains services de l'Etat sont pointés du doigt par les groupes interviewés. Il y a certes des avancées dans le domaine de la liberté de la presse, reconnaissent les membres d'associations rencontrés, mais des insuffisances existent encore, notamment en termes de professionnalisme et de respect de la déontologie par les professionnels des médias.

3.2 Administration publique

Il ressort des focus groupes que l'image de l'administration publique est très souvent associée aux détournements de deniers publics et à la corruption. Certains propos recueillis illustrent bien cette perception: « *on s'est donné un luxe en Guinée de dilapider les deniers publics. Pour des choses banales, on sort d'importantes sommes d'argent. Les multiples voyages des gouvernants, les manifestations de soutien, on exagère trop. Il faut réduire les dépenses* ».

inutiles de l'Etat. Comment un fonctionnaire qui perçoit un salaire de 700.000 GNF peut s'acheter une voiture de 15 millions GNF, si ce n'est pas par la corruption ? ».

Les associations pensent que le facteur aggravant de cette corruption est le faible niveau du revenu du guinéen, comme le souligne ce témoignage : « *Quelque soit ton honnêteté, si tu es à un poste où tu ne perçois que 1.200.000 GNF comme salaire, alors que tu as beaucoup de charges familiales à couvrir, ce n'est pas facile de résister à la corruption. C'est la pauvreté qui pousse à certains mauvais comportements* ».

Par ailleurs, les focus groupes mettent l'accent sur la faiblesse des moyens dont disposent les services déconcentrés de l'Etat.

Un membre d'une association explique : « *Les structures qui sont à l'intérieur du pays sont vraiment défavorisées. On peut incriminer les services déconcentrés de l'Etat, mais quelque part, quand on observe bien, on se rend compte que ces services n'ont pas assez de moyens pour représenter l'Etat à l'intérieur comme il se devait. Quand un fonctionnaire a un petit problème administratif à Kankan, il est obligé de se rendre à Conakry. Alors que ce problème devrait être géré au niveau local* ».

3.3 Justice

La perpétuation de la mauvaise gouvernance est expliquée par les associations, par l'impunité qui caractérise la société guinéenne. Ils pointent du doigt, la corruption au niveau de l'appareil judiciaire, l'état délabré des infrastructures et la faible qualification des ressources humaines.

4 DOMAINE CULTUREL

La diversité culturelle de la Guinée a été souvent rappelée par tous les acteurs non étatiques des différentes associations. Cette diversité est perçue dans l'ensemble comme une richesse importante. Les brassages culturels et ethniques sont très vivaces.

Avec l'influence parfois négative des cultures étrangères (occidentales) sur les comportements et habitudes, certaines valeurs autrefois partagées, sont aujourd'hui délaissées par les nouvelles générations : « *les modes vestimentaires à l'occidentale, le blanchiment de peau et la consommation des substances prohibées sont monnaie courante* ». Les conséquences observées au niveau des familles sont entre autres l'affaiblissement de l'autorité parentale ou encore la primauté du matériel.

Une autre valeur culturelle qui est revenue dans tous les focus groupes et qui constitue une fierté pour le pays est l'hospitalité légendaire qui caractérise le guinéen. Pour démontrer cette réalité, les intervenants l'ont appuyé par des faits historiques: « *accueil de réfugiés léonais, libériens et ivoiriens par les communautés guinéennes, facilité d'intégration des étrangers, non exigence de cartes de séjour pour les étrangers* ».

Sur le plan de l'art, les groupes sont unanimes sur la place de choix qu'occupait la musique guinéenne aux plans national et international. Ils rappellent le plus souvent les exploits des orchestres nationaux, des ballets africains et de l'ensemble instrumental national.

Malgré ce passé glorieux, les intervenants présentent les conditions de vie et de travail des artistes, musiciens d'aujourd'hui d'insupportables. Le manque de soutien financier et matériel, la piraterie des œuvres des artistes musiciens et le non versement de leurs droits d'auteurs, sont dénoncés par la presque totalité des acteurs du secteur rencontrés.

5 DOMAINE RELATIF AU GENRE

La situation des femmes en Guinée est très préoccupante, soulignent les femmes membres des différentes associations rencontrées. Elles n'hésitent pas à parler d'une « *féminalisation* » de la pauvreté. Selon elles, toutes les charges familles leur reviennent aujourd'hui. Toutefois, certaines femmes reconnaissent quelques maigres acquis obtenus : « *c'est avec la libéralisation des initiatives privées que les femmes et les jeunes ont commencé à initier des activités avec l'appui de certaines ONG internationales. Cependant, notre situation reste toujours préoccupante car nos préoccupations ne sont pas prises en compte par tous les gouvernements qui se sont succédé* ».

Par ailleurs, les femmes rencontrées soulignent que cette paupérisation affecte plus les femmes vivant en milieu rural que celles résidant en milieu urbain. Elles pensent que les femmes rurales sont très défavorisées même en termes d'appuis et d'encadrement.

Concernant les conditions d'accès aux crédits, une femme rencontrée explique : « *La pauvreté des femmes ne fait que s'accroître. Même pour avoir un crédit, c'est difficile car il faut envoyer ton mari pour qu'il se porte garant. Et à partir du moment où tu as le crédit, le mari commence petit à petit à diminuer la dépense. Tu es obligée de prendre dans ces crédits pour assurer les charges de la famille* ».

Selon les répondantes, les femmes sont faiblement promises à des postes de haute responsabilité dans l'administration publique..

Sur les conséquences de la situation politique actuelle du pays, les valeurs de solidarités et de cohésion sont très affectées. Une femme raconte : « *Aujourd'hui, par le fait des politiques, les femmes sont divisées. Même dans la participation aux cérémonies, cette réalité est perceptible. Les femmes de tel parti ont cessé d'assister aux cérémonies organisées par celles militant dans un autre parti* ».

6 DOMAINE DE LA SECURITE

Concernant les questions liées à la sécurité, les focus groupes pointent un doigt sur les services de sécurité qu'ils accusent d'abus sur les populations : violations des droits fondamentaux, extorsions et brimades de tout genre. Ces actes, selon les membres d'associations, ne renforcent pas la confiance entre les populations et les services de sécurité. A cet effet, un membre d'une association affirme : « *aujourd'hui, nous sommes en insécurité totale. Au temps du premier régime, quand tu tues une personne, tu es tué. Mais aujourd'hui, on arrête des criminels et quelque temps après vous les voyez dans la rue. C'est pourquoi les populations ont tendance à se rendre justice elles-mêmes* ».

Un autre poursuit : « *Le plus grand problème de la Guinée aujourd'hui, c'est la montée vertigineuse de la criminalité* ».

Selon les résultats des différents focus groupes, la problématique de la sécurité est liée au recrutement dans les corps de sécurité et dans l'armée. Les membres d'associations pensent que l'insécurité actuelle est fortement liée à la présence dans les forces de défenses et de

sécurité, de délinquants et de bandits de grand chemin : « *Quand un enfant échoue partout (à l'école ou dans l'apprentissage d'un métier), on l'envoie dans l'armée, parce qu'on se dit que l'armée va le discipliner. Une fois dans l'armée, on ne pense pas qu'on remet une arme et une tenue à un délinquant. L'Etat devrait revoir les critères de recrutement dans l'armée et dans les corps de sécurité. Je pense que l'aspect "moralité" devrait primer sur tous les autres critères. Aujourd'hui, dans l'armée, on ne fait que recruter sans tenir compte de tous ces aspects.* ».

7 IMAGE DU PAYS A L'EXTERIEUR

Au niveau de tous les focus groupes, les membres d'associations sont unanimes que la Guinée a beaucoup perdu de son prestige d'antan. Aujourd'hui, l'image de la Guinée est écornée et souvent associée à des qualificatifs tels que: « *pays corrompu, pays pauvre et très endetté, pays où les violations des droits de l'Homme sont monnaie courante* ».

Une autre image associée à la Guinée est celle d'un pays de contrastes, disposant d'énormes potentialités minières et énergétiques mais extrêmement pauvre.

B) CAUSES HISTORIQUES

Cette partie résume les interviews de tous les acteurs interviewés (personnalités, leaders d'opinion, experts et acteurs non étatiques) sur les causes historiques de la situation actuelle.

1 GOUVERNANCE

1.1 Politique

Au plan politique, les principales causes de la situation actuelle et passée, énumérées de façon consensuelle par tous les acteurs rencontrés sont :

- Le brutal divorce d'avec le colonisateur français suite au «non historique» du référendum du 28 septembre 1958;
- L'évolution politique contrastée depuis l'indépendance en 1958, marquée par deux longs règnes, celui de Sékou Touré (1958-1984) et celui du Général Lansana Conté (1984-2008), suivi d'une instabilité politique et institutionnelle à partir de 2008 (transition militaire);
- L'instauration du multipartisme intégral à partir de 1991, caractérisée par la multiplication anarchique de partis politiques à caractère ethnique et communautariste;
- La lutte effrénée pour le pouvoir et pour sa conservation ;
- Les massacres du 28 septembre 2009 ;
- Le manque de conviction, d'idéal pour le pays et le développement de l'intérêt personnel et communautariste;
- Le manque de culture et d'éducation civique des populations.

Même si ces causes sont largement partagées par tous acteurs interviewés, les focus groupes réalisées au niveau des associations reconnaissent que notre pays subit aujourd'hui, sur le plan politique, les séquelles de l'instauration du multipartisme intégral qui, au lieu de contribuer au renforcement de la démocratie, est plutôt perçue comme responsable des clivages ethniques constatés aujourd'hui.

Les acteurs non étatiques (associations) ont été plus explicites. Pour eux, ils dénoncent plutôt les comportements des acteurs politiques qui ont bâti leurs formations politiques sur des bases ethniques et communautaristes.

Pour étayer cette réalité, les acteurs non étatiques à travers les associations affirment : *« Avec ce climat politique tendu, le tissu social est aujourd'hui très fragilisé. Il y a une grande méfiance entre les membres des différentes communautés. Les populations devraient comprendre qu'il faut laisser les politiciens avec leur combat. Tellement que l'ethnocentrisme a pris de l'ampleur, à chaque nomination, on compte le nombre de malinkés, de peuls, de forestiers et de sousous ».*

Sur le plan de la gouvernance politique, la création de partis à caractère ethnique a développé et exacerbé l'ethnostratégie et le repli identitaire, sapant ainsi l'unité nationale. *« Les politiciens manquent pour la plupart d'idéal pour la Guinée et leur lutte ne tient pas compte de l'intérêt national. Il y a un manque d'éducation et de culture politique au niveau de la population »* a conclu une personnalité religieuse.

1.2 Administration

Les causes historiques de l'état actuel de l'administration publique, citées de façon consensuelle par les acteurs interviewés sont :

- Le dysfonctionnement institutionnel (chevauchement des attributions, conflits de compétence) ;
- La caducité des cadres organiques des structures;
- La mauvaise gestion des ressources humaines (absence de plans de carrière, retard dans les avancements, glissement hiérarchique fantaisiste, non maîtrise des effectifs réels, vieillissement des effectifs etc....) ;
- Faible capacité managériale (gestion non axée sur les résultats) ;
- L'Insuffisances des ressources matérielles et financières tant au niveau central que déconcentré;
- La faiblesse des salaires ;
- La corruption, les détournements et la culture de l'impunité ;
- La faible mise en œuvre du code des collectivités et de la politique de décentralisation.

A ce propos, les acteurs non étatiques soulignent que la corruption et l'impunité sont les conséquences de la mauvaise gouvernance des affaires publiques. Par ailleurs, ils soutiennent que le népotisme et le clientélisme caractérisent l'administration guinéenne : *« il suffit de militer dans un parti pour prétendre occuper de hautes responsabilités dans l'administration quand ce parti accède au pouvoir. Alors que la personne n'a pas les compétences requises. Il faut réglementer les nominations en mettant les hommes qu'il faut à la place qu'il faut. Les compétences existent bien en Guinée mais le problème reste leur faible valorisation. On promet à des hautes fonctions des personnes incompétentes ».*

1.3 Justice

Les principales causes historiques identifiées par les acteurs rencontrés sont :

- L'évolution contrastée de la situation politique depuis l'indépendance, marquée par une justice populaire jusqu'en 1984 et un processus d'établissement d'un état de droit à partir de 1985;
- La vétusté des infrastructures et des équipements :
- L'insuffisance et la faible qualification des ressources humaines ;
- La faiblesse des moyens matériels et financiers ;
- Le retard dans la mise en application du statut particulier de la justice et du Conseil Supérieur de la magistrature;
- La corruption, l'iniquité, les difficultés dans le traitement et l'exécution des décisions de justice et ;
- L'ingérence des autorités dans les affaires judiciaires.

Pour étayer ces affirmations, un leader d'opinion reconnaît que durant l'histoire de notre pays, la justice a connu plusieurs facettes : un « régime totalitaire et la justice était une justice aux ordres du Parti et de l'Etat . Durant la deuxième République et tous les régimes qui ont suivi, l'Etat de Droit était en construction mais la corruption continue de gangrener la justice. On notera également l'état de délabrement des infrastructures et la faiblesse des ressources humaines. Le statut particulier de la justice tel que recommandé par les Etats Généraux de la justice n'est pas opérationnel ».

Les acteurs non étatiques ont mis en exergue la corruption et le manque d'équité « les décisions de justice quand elles sont rendues ne sont pas appliquées. Le manque d'équité dans les jugements est également une réalité ».

2 DOMAINE ECONOMIQUE

Tous les acteurs interviewés reconnaissent que l'état actuel de l'économie guinéenne est la conséquence de la gestion passée des différents régimes qui se sont succédés depuis l'indépendance du pays en 1958. Les principales causes identifiées par les acteurs interviewés sont:

- Le libéralisme intégral instauré par la deuxième République, marquée par une privatisation à outrance de toutes les entreprises d'état;
- Le perpétuel recommencement caractérisé par la non prise en compte des aspects positifs des régimes précédents suite à des changements de régimes ;
- La mauvaise gouvernance qui caractérisé tous les régimes qui se sont succédés au pouvoir (corruption, impunité, détournements, clientélisme, fraude, gaspillage et mauvaise gestion;
- Un environnement peu propice aux affaires (code d'investissement obsolète, justice corrompue etc...);
- La mauvaise gestion des ressources naturelles;
- Le manque de diversification de l'économie et sa forte dépendance vis-à-vis du secteur minier;
- L'insuffisance d'infrastructures de soutien au développement (eau, énergie, routes et communications) et la faible qualification des ressources humaines dans les domaines techniques spécialisés ;
- La persistance d'une agriculture de subsistance, sujette aux aléas climatiques ;
- La faiblesse des aménagements agricoles ;
- Le faible niveau d'industrialisation ;

- Le pilotage à vue de l'économie caractérisée par l'absence d'une vision de développement à long terme et la forte dépendance des politiques édictées par les partenaires au développement (programmes d'ajustements structurels, stratégies de réduction de la pauvreté);
- Le faible niveau des investissements et la forte dépendance des financements extérieurs (retrait des partenaires au développement durant la période de transition) ;
- Une conjoncture économique et financière internationales peu favorable, marquée par des crises à répétition.

Pour étayer ces affirmations, un leader d'opinion reconnaît que des acquis bien que maigres ont été obtenus durant la première République dans le domaine économique : « *des unités de transformation et des microbarrages hydroélectriques ont été réalisées pendant les différents plans de développement et des appuis substantiels ont été faits au secteur de l'agriculture à travers les fermes agropastorales d'arrondissement (FAPA) bien que les résultats aient été maigres* ».

Ce qui a manqué à la Guinée durant tout le processus de son développement, « *c'est l'absence d'une vision partagée de développement et cela malgré l'abondance de ressources naturelles* » a déclaré un haut responsable de l'administration.

La faiblesse des infrastructures constitue un véritable handicap pour le décollage économique du pays et la question énergétique est souvent revenue au cours des entretiens : « *si les barrages du Konkouré et du Fomi avaient été réalisés, la Guinée pourrait satisfaire ses propres besoins et exporter de l'énergie. Aujourd'hui de nombreuses régions sont enclavées. L'eau, et l'électricité manquent partout. Ce qui ne favorise pas le Développement industriel* ».

Une personnalité politique reconnaît que « *le pilotage à vue de l'économie n'a pas permis de planifier les grandes infrastructures indispensables au développement de son économie..Chaque régime qui arrive au pouvoir reprend tout à zéro, même les aspects positifs du régime précédent ne sont pas sauvegardés. La Guinée s'est perpétuellement mise en recommencement* ».

Il poursuit : « *la cause de cette situation est la mauvaise planification des politiques mais aussi le manque de suivi. Le gouvernement doit avoir une vision générale de ses politiques. Il ne doit pas perpétuellement changer de stratégies en fonction des diktats des partenaires. Chaque partenaire au développement vient avec sa stratégie et finalement l'Etat est souvent obligé de réajuster ses politiques, juste pour bénéficier des financements disponibles* ».

La Guinée était devenue un pays d'expérimentation des politiques des partenaires au développement reconnaît en substance une personnalité d'une Institution de la République: « *les premiers DSP ont été initiés en Guinée à partir de 2000 mais le pays n'a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE qu'en 2012, du fait en grande partie de la mauvaise gouvernance. C'est dommage. C'est ce qui explique en partie les retards accumulés par notre pays* ».

Par ailleurs, les personnes rencontrées reconnaissent qu'une justice « *indépendante et équitable est indispensable pour attirer les investissements* ».

Au cours des focus groupes, les acteurs non étatiques ont stigmatisé la mauvaise gouvernance : « *la deuxième République a tout vendu, même les rails du Conakry-Niger, à des*

faux repreneurs et durant la transition, les banques ont été vidées de leurs réserves de changes, entraînant les plus fortes dépréciation du Franc Guinéen. La planche à billet a relancé l'inflation, les marchés de gré à gré et le clientélisme étaient florissants. Chaque Gouvernement avait sont opérateur économique qui raflait tous les marchés publics. La corruption et l'impunité ont été érigées en système. Les obstacles majeurs qui entravent le développement économique de la Guinée sont la corruption et les détournements de fonds publics ».

Sur le plan industriel, les associations pointent du doigt la fermeture des unités industrielles qui existaient durant la première République. Selon eux, le faible investissement de l'Etat dans ce secteur a eu des conséquences néfastes.

3 DOMAINE SOCIAL

3.1 Education

Les principales causes identifiées de façon consensuelle par tous les acteurs, au niveau de l'éducation sont :

- L'abandon des acquis en matière d'éducation, hérités de la première République ;
- La faible qualification des ressources humaines (recrutement de stagiaires sans formation pédagogique préalable, abandon des anciennes méthodes d'apprentissage, expérimentation de multiples méthodes d'enseignements et non maîtrise de celles-ci par les enseignants);
- L'insuffisance d'infrastructures scolaires ou leur mauvais état malgré les différents programmes d'appui au secteur entraînant un pléthore d'élèves dans les classes ;
- L'insuffisance de supports pédagogiques ;
- Le non respect des normes en matière de l'exercice de création d'écoles privées ;
- Le pléthore d'établissements privées d'enseignement supérieur ;
- La corruption dans le secteur ;
- Le faible revenu des familles pour prendre en charge les frais d'éducation des enfants ;
- La corruption ;
- La faiblesse du budget alloué au secteur.

Pour étayer quelques unes de ces causes, un haut responsable administratif a indiqué :« *bien que la première République ait introduit l'enseignement de masse, le niveau scientifique de l'élève guinéen en sciences mathématiques, physiques et chimie était nettement supérieur à celui des pays de la sous-région. L'Etat s'acquittait de ses obligations en assurant un enseignement gratuit et en fournissant cahiers, livres et tenues aux élèves et étudiants. La carrière des enseignants était suivie et les inspections se faisaient régulièrement. Les trois établissements d'enseignements supérieurs fonctionnaient normalement avec l'appui de professeurs des pays de l'Est ».*

Il poursuit: « *la deuxième République a eu l'initiative de construire beaucoup d'infrastructure avec le Programme d'appui au Secteur de l'Education. Depuis lors, les efforts n'ont pas été poursuivis, c'est ce qui explique le ratio élevé d'élèves par classe. L'Ecole Normale Supérieure qui formait les enseignants a été fermée. Les Ecoles Normales d'Instituteurs recrutent des élèves à bas niveau. Le recrutement de stagiaires sans formation pédagogiques préalables a contribué à baisser la qualité de l'enseignement».*

Parlant des écoles privées, un acteur non étatique affirme : « *la libéralisation de l'enseignement est une bonne chose mais il faut respecter les normes, l'éthique et la déontologie du métier* ». Tous ces problèmes constituent de véritables handicaps pour la formation de ressources humaines de qualité au service du développement.

Certains pays, faiblement dotés en ressources naturelles se développent grâce à la qualité de leurs ressources humaines: « *le Sénégal est un bon exemple* » reconnaît un acteur non étatique.

3.2 Santé

Les principales causes de la situation actuelle et passée dans le secteur de la santé, déclarées par les acteurs interviewés sont :

- Le faible impact sur l'état sanitaire de la population des politiques, programmes et projets de santé ;
- La mauvaise répartition des ressources humaines du secteur : forte concentration à Conakry ;
- La gestion inefficace des centres hospitaliers (double tarification, rupture de médicaments, manque d'entretien et d'hygiène etc...);
- L'éloignement des centres sanitaires entraînant un faible accès aux soins de santé ;
- L'insuffisance ou le mauvais état des infrastructures sanitaires et des équipements (laboratoires biomédicales, plateaux techniques etc...) ;
- Le non respect des normes d'établissement dans les structures sanitaires privées;
- La prolifération de la vente illicite de médicaments par des non professionnels ;
- Le non respect de l'éthique et de la déontologie professionnelle ;
- Le faible revenu des familles pour prendre en charge les frais d'éducation des enfants ;
- La corruption ;
- La faiblesse du budget alloué au secteur.

Pour étayer ces affirmations, un haut responsable administratif du secteur a déclaré « *la Guinée a été le premier pays à mettre en œuvre l'initiative de Bamako en matière de soins de santé primaire. Notre pays n'a pas développé de façon efficace, une stratégie avancée de soins de santé pour permettre un accès plus facile des populations aux soins de santé. Malgré les multiples programmes d'appui au secteur, l'accès aux soins de santé ne s'est pas amélioré* ».

Il poursuit: « *une politique sanitaire a été élaborée et adoptée, mais sa mise en œuvre n'a pas eu d'impact sur l'état sanitaire de la population. Le budget alloué au secteur n'a pas évolué de façon significative et est en dessous de la moyenne des pays africains au Sud du Sahara. La forte concentration des ressources humaines du secteur à Conakry, la mauvaise gestion des centres hospitaliers, les fréquentes ruptures de médicaments, l'insuffisance d'équipements techniques et de laboratoires biomédicales demeurent des problèmes récurrents* ».

Une personnalité politique rajoute « *l'absence de normes sanitaires dans les cliniques privées qui réalisent des opérations chirurgicales dans des conditions inacceptables et la vente illicite de médicaments constituent de véritables problèmes de santé publique* ».

Un leader d'opinions dénonce : « *Dans les hôpitaux, vous ne trouvez que des stagiaires, les médecins titulaires vont vendre leurs services dans les cliniques privées. L'argent est devenu roi. Si vous n'avez pas d'argent, on vous laisse mourir. Le sermon D'Hippocrate n'est pas respecté* ».

3.3 Emploi et chômage des jeunes

Les principales causes de l'insuffisance d'emploi et du chômage des jeunes sont :

- L'absence d'une véritable politique de promotion de la jeunesse ;
- L'inadéquation de la formation à l'emploi ;
- Le faible niveau de développement du secteur privé ;
- La forte politisation de la jeunesse ;
- La faiblesse des infrastructures de jeunesse (terrains de sport, maisons de jeunes etc...).

Dans le domaine de l'emploi et du chômage des jeunes, les personnalités et les leaders d'opinions expliquent l'état actuel de la situation de la jeunesse par l'absence de politiques véritables de promotion de la jeunesse.

Un leader d'opinion a déclaré : « *Le fait que le secteur privé n'est pas développé, les jeunes n'arrivent pas à trouver un travail et quand ils en trouvent, l'emploi ne correspond pas à la formation qu'ils ont reçue* ».

4 DOMAINE CULTUREL

Les principales causes de l'état actuel de la culture, déclarées par l'ensemble des acteurs interviewés sont :

- L'abandon des acquis du passé (festival national annuel de la culture, ballets africains, orchestres nationaux, rôle de l'Etat en tant que mécène pour la promotion de la culture, patriotisme et civisme des artistes) ;
- L'absence de véritables politiques de promotion de la culture (faible inventaire du patrimoine culturel pourtant riche et diversifié) ;
- La dégradation de nos mœurs, us et coutumes (rupture avec notre glorieux passé, montée de la délinquance etc...) ;
- Les influences négatives des cultures extérieures à travers notamment le développement des technologies de l'information et de la communication (développement des télévisions satellitaires, de l'internet etc...).

Pour étayer ce constat, un sage reconnaît que « *le déclin du pays dans tous les domaines de la culture s'explique par l'effritement des valeurs culturelles, la montée de la délinquance et la faiblesse des appuis au secteur. Tout peuple doit sauvegarder son patrimoine culturel et apporter sa contribution à la culture universelle* ».

Un leader d'opinion se souvient : « *Durant la Première République, on organisait chaque année un festival national, il y avait des orchestres nationaux, les compétitions sportives scolaires et au niveau des Préfectures étaient régulières, le Hafria Football Club, triple champion d'Afrique, brillait de mille feux, le Syli National tenait bien et il y avait les ballets africains et l'ensemble instrumental. Les sites historiques tels que Niani étaient inventoriés. Il fallait maintenir ces*

acquis, même si on devait privatiser tous ces orchestres et ensembles nationaux. Il a manqué de mécènes et tout est tombé. La Guinée qui était à l'avant-garde, a abandonné ses acquis».

Il renchérit : « *La Guinée est riche de sa diversité culturelle, mais malheureusement, les artistes se sont mis à imiter les Etrangers et à développer le culte de la personnalité* ».

Les focus groupes ont fait ressortir que « *la dégradation de nos mœurs et coutumes, la rupture avec notre passé et la délinquance juvénile* » expliquent également en partie le déclin de nos valeurs culturelles.

5 DOMAINE ENVIRONNEMENTAL

Pour l'ensemble des acteurs interviewés, les causes de l'état actuel de l'environnement sont:

- La persistance de pratiques ancestrales (culture sur brûlis, feux de brousse, utilisation du bois et du charbon de bois pour faire la cuisine, fabrication de briques de terre cuite, destruction de la mangrove et des berges des cours d'eau, protection des sources etc...);
- La forte poussée démographique ;
- L'abandon de la Loi Friaah (création de forêts communautaires et plantation d'arbres à l'occasion d'évènements sociaux etc...) ;
- L'exploitation mines et des carrières (exploitation moderne et artisanale, absence de mesures);
- La coupe abusive de bois d'œuvre pour les besoins domestiques et l'exportation (destruction des forêts communautaires pendant la deuxième République, implantation de sociétés d'exploitation de bois d'œuvre etc...) ;
- L'absence de politiques durables de gestion de l'environnement ;
- L'insuffisance de sensibilisation et d'éducation des populations en matière de protection environnementale.

Un leader d'opinion se rappelait qu'avec « *la Loi Friaah, on plantait un arbre avant de célébrer le baptême de l'enfant et chaque village entretenait une forêt communautaire. Toutes ces pratiques ont été abandonnées et les forêts communautaires ont été détruites pendant la deuxième République* ».

Un haut responsable du secteur précise :« *la forte pression démographique, les feux de brousse, la destruction de la mangrove, l'exploitation forestière, la production du charbon de bois, l'exploitation minière et l'avancée du désert contribuent à dégrader l'environnement*».

Un sage s'est appesanti sur: «*l'abandon de certaines pratiques traditionnelles de protection de l'environnement. Avant on ne coupait pas du bois sur les berges d'un cours d'eau ou au niveau d'une source* ».

Un membre d'une association déclare que: « *les populations considèrent la nature comme un don de Dieu. Donc ils peuvent l'exploiter à outrance pour soulager leur pauvreté. Le manque d'éducation environnementale des populations, accentue sa dégradation* ».

6 DOMAINE TECHNOLOGIQUE

Les causes historiques du retard technologique s'expliquent d'après les acteurs rencontrés par la « *faiblesse du tissu industriel. Il n'y a pas eu de délocalisation industrielle en Guinée qui pourrait se traduire par un transfert technologique. Ensuite, il y a la faiblesse de l'enseignement technique et professionnel, de la recherche appliquée et le retard dans l'installation de la fibre optique pour le développement de l'internet haut débit* ».

7 DOMAINE URBANISME ET HABITAT

La non réalisation du schéma directeur d'urbanisation de la Ville de Conakry et des Centres Urbains de l'intérieur du pays, l'occupation anarchique de l'espace urbain, le surpeuplement de la ville de Conakry, l'absence de véritables métropoles d'équilibre à l'intérieur du pays, l'insécurité foncière, l'absence de politiques d'accès aux logements sociaux et de banques d'habitat sont de l'avis des acteurs interrogés les principales causes de la situation actuelle.

8 DOMAINE RELATIF A LA SECURITE

En ce qui concerne le domaine de la sécurité, plusieurs causes sont évoquées par les acteurs interviewés :

- Le recrutement anarchique dans les corps de défense et de sécurité ;
- La forte augmentation de la délinquance ;
- La corruption au sein des forces de défenses et de sécurité (relaxe des bandits de grands chemins) ;
- L'insuffisance des moyens humains, matériels et financiers ;
- Le faible déploiement des forces de défense et sécurité ;
- La faiblesse de l'éclairage public ;
- La situation sécuritaire dans les pays voisins.

Les focus groupes mettent en cause le « *recrutement anarchique dans les corps de défense et de sécurité. Il ne tient à aucune logique. Le plus souvent quand l'enfant est délinquant ou intraitable, les parents font tout pour l'inscrire dans un corps de sécurité ou de défense* ».

Une personnalité religieuse renchérit : « *l'augmentation de la délinquance contribue à détériore la situation sécuritaire. Quand les bandits sont arrêtés et jugés, ils sont relaxés après. Le manque d'électricité dans les quartiers favorise le banditisme. Les forces de sécurité sont insuffisantes et mal équipées* ».

Par ailleurs, la situation sécuritaire dans les pays voisins a entraîné « *une prolifération des armes à feu* » poursuit une personnalité publique.

C) ATOUTS MAJEURS POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE

De l'avis des personnalités, leaders d'opinions, experts et membres d'associations interviewés, la Guinée dispose d'un potentiel énorme de ressources naturelles et humaines pour réussir son développement économique, social et culturel.

Les atouts évoqués peuvent être classés en trois catégories :

- **Les ressources naturelles** : un potentiel énorme de ressources minières (bauxite, fer, or, diamant etc.), énergétiques et agro-pastoral,. Le pays possède une façade maritime de plus de 400 KM et des ressources forestières abondantes ;
- **Les ressources humaines** : la jeunesse de sa population, de nombreux cadres bien formés dans diverses spécialités, une diaspora dynamique et possédant de qualifications diverses, des opérateurs économiques dynamiques ;
- **Une culture riche et diversifiée**: s'il est bien exploité est un facteur générateur progrès;
- **La confiance des partenaires au développement** : le pays a bénéficié du point d'achèvement de l'Initiative PPTE et s'apprête à organiser la conférence des Amis de la Guinée ;
- **L'émergence d'un secteur privé dynamique** : l'amélioration du climat des affaires et de la desserte en eau et électricité à travers la réalisation du barrage de Kaléta contribueront dans un avenir à l'essor du secteur privé;
- **La religion**: facteur commun de toutes les communautés, de cohésion sociale et d'unité.

D) OBSTACLES POUVANT ENTRAVER LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE

Selon les acteurs rencontrés, les obstacles qui sont des freins à l'essor économique, social et culturel du pays sont:

1 Sur le plan de la gouvernance

- Les problèmes récurrents de gouvernance politique (manque de consensus entre les acteurs politiques, ethnisation des partis politiques) et administrative (corruption, détournements de deniers publics, impunité, gaspillage, affairisme, et clientélisme) ;
- Le manque de civisme et le développement de l'intérêt individuel ;
- La mauvaise utilisation des ressources naturelles du pays ;
- La faiblesse de la décentralisation ;
- L'absence d'institutions de la République fortes.

2 Sur le plan social

- L'analphabétisme des populations et le faible niveau de scolarisation
- La forte croissance démographique de la population ;
- L'aggravation de la pauvreté des populations et des inégalités sociales;
- La faible qualité de l'enseignement par rapport aux pays de la sous-région (ratio élevé d'élèves par classes, insuffisance de supports pédagogiques, faible qualification des enseignants) ;
- L'inadéquation de la formation et de l'emploi;
- Le faible accès de la population aux soins de santé et la prolifération de la vente illicite de médicaments ;
- La faible inclusion des jeunes et des femmes au processus de développement (taux de chômage élevé des jeunes et exclusion de la femme);
- La fragilité de l'unité nationale et la fragmentation de plus en plus poussée du tissu social ;

3 Sur le plan économique

- La faiblesse des infrastructures d'accompagnement du développement (routes, eau, énergie, communication etc...);
- La forte dépendance du secteur minier (faible diversification de l'économie, faible industrialisation et faible mise en œuvre des immenses potentialités agropastorales, halieutiques) ;
- Le climat des affaires peu propice au développement du secteur privé (code des investissements obsolètes, justice peu performante et non indépendante);
- Le faible aménagement des terres agricoles ;
- L'enclavement des zones de production ;
- Le faible développement du secteur privé, pourvoyeur d'emplois (prédominance du secteur informel, opérateurs économiques analphabètes);
- La faible insertion dans le commerce mondial (part insignifiante dans les échanges mondiaux) ;
- La forte dépendance des financements extérieurs ;
- La faiblesse du tissu industriel (forte concentration dans les activités commerciales).

4 Sur le plan culturel

- L'absence de politiques de mise en valeur de l'immense patrimoine culturel ;
- L'effritement des valeurs culturelles fondées sur la solidarité (développement de l'individualisme) ;
- La forte influence de la culture étrangère à travers le développement des TIC.

5 Sur le plan de l'environnement

- La dégradation de l'environnement, notamment dans les zones minières;
- La déforestation de la région forestière et la destruction de la mangrove ;
- La culture sur brûlis et la coupe abusive du bois pour les besoins domestiques (charbon de bois, bois d'œuvre etc...).

6 Sur le plan sécuritaire

- Le développement de la délinquance et du banditisme ;
- L'insécurité dans les pays voisins.

E) MENACES SOUS-REGIONALES ET INTERNATIONALES

- Faible préparation à l'intégration économique (tissu industriel faible, réseau routier peu développé, faible pénétration au marché sous-régional, faible exploitation des potentialités où la Guinée a des avantages comparatifs) ;
- Ressources humaines peu compétitives (intégration du marché du travail ;
- mondialisation de l'économie et environnement économique peu favorable (chute de la demande mondiale de bauxite et de fer) ;
- forte pénétration des TIC (télévisions étrangères, internet), qui véhiculent la culture étrangère.

F) FACTEURS SUSCEPTIBLES DE COMPROMETTRE LA PAIX, LA DEMOCRATIE ET LE DEVELOPPEMENT

Au niveau interne, les menaces concernent :

1 Sur le plan politique:

- La fragilité de la démocratie et la montée de l'ethnocentrisme entretenu par les partis politiques ;
- Le retard dans la mise en place des Institutions de la République, symboles de la consolidation de la démocratie : *« tant qu'il n'y aura pas d'élections justes et transparentes, la paix et le développement seront compromis »* ;
- Le repli identitaire et la menace de l'unité nationale : *« Les clivages ethniques en Guinée ont beaucoup joué dans le retard du pays. Les politiciens s'appuient sur les rivalités entre les ethnies pour jouer leur jeu. Le politicien ne pense en réalité à personne, il ne vise que son objectif. Comment peut-il l'atteindre ? Si c'est en séparant davantage les groupes ethniques, il le fait »*.
- Le manque de civisme et la montée de l'individualisme *« Le défaut de trouver un consensus entre les principaux acteurs de la vie politique guinéenne pour construire le futur de la Guinée constitue un sujet de préoccupation et une menace pour l'unité nationale »* ;
- Les tentatives de retour des militaires aux affaires (attaque du domicile privé du chef de l'Etat en juillet 2012). *« les réformes des forces de défenses et de sécurité doivent être conduites à leurs termes afin de créer une armée républicaine et empêcher toute tentative de retour de l'armée au pouvoir »* ;
- La montée de l'insécurité ;
- Le mauvais fonctionnement des Institutions et de l'Administration : *« la non application des règles, règlements, de la LOI, la mauvaise application des textes régissant l'administration et le mauvais fonctionnement de la justice »* compromettent le développement ;
- La mauvaise gestion des deniers publics (corruption, détournement, clientélisme, et enrichissement illicite) ;
- La faible mise en œuvre de la politique de décentralisation.

2 Sur le plan économique

- La cherté de la vie, notamment la montée des prix des denrées de première nécessité ;
- Le déséquilibre dans le développement régional.

3 Sur le plan social

- Le pléthore de diplômés et de jeunes sans emploi ;
- L'exclusion des jeunes et des femmes des structures de décision et du processus de développement ;
- La politisation poussée de la jeunesse ;
- L'analphabétisme et la dégradation de l'éducation ;
- L'aggravation de la pauvreté et des inégalités.

4 Sur le plan de l'environnement

- La dégradation croissante de l'environnement naturel et les conséquences du réchauffement climatique ;
- La forte pression démographique sur l'environnement.

5 Sur le plan culturel

- La dégradation de plus en plus poussée de nos valeurs culturelles (entraide, solidarité et tolérance, baisse de l'autorité parentale) ;

- La montée de l'acculturation à travers le développement des TIC.

Au niveau externe, les crises politiques et militaires et l'insécurité dans la sous-région sont perçues comme des menaces potentielles qui pourraient affectées négativement la Guinée. Les éventuels afflux de réfugiés, la circulation d'armes légères, la menace terroriste et les risques d'embrasement sont autant de situations redoutées par les personnes interrogées.

G) OPPORTUNITES/CHANCES DE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE ET FAITS PORTEURS DE CHANGEMENTS POUR L'AVENIR DE LA GUINEE

Selon les acteurs interviewés, d'importantes opportunités et chances s'offrent à la Guinée pour son développement. On peut citer, entre autres:

1 Sur le plan politique

- Le retour à l'ordre constitutionnel avec l'élection d'un Président civil après de longues années de régimes militaires ;
- La mise en place progressive des Institutions de la République ;
- La mise en œuvre du Programme de Réformes et de Modernisation de l'Administration.

2 Sur le plan économique

- Le retour à la planification des politiques publiques (Vision Guinée Vision 2035 et Plan quinquennal 2011-2015) ;
- Le lancement des grands travaux de construction du barrage hydroélectrique de Kaléta ;
- La poursuite des négociations pour la mise en valeur de grands projets miniers (Simandou, Dian Dian etc...) ;
- La révision du code minier et son amendement ;
- La stabilisation du cadre macroéconomique, l'allègement de la dette et la reprise de la croissance ;
- La reprise de la coopération avec les partenaires bi et multilatéraux et la tenue prochaine du Forum des Amis de la Guinée ;
- L'amélioration de l'environnement des affaires (amélioration des indicateurs du Doing Business) ;
- L'amélioration des infrastructures à l'intérieur du pays à travers la célébration tournante de la fête de l'indépendance.

- 3 Sur le plan sécuritaire :** La mise en œuvre du Programme de Réformes des Forces de Défense et de Sécurité.

H) IMAGE DE LA GUINEE EN 2035

1 Gouvernance politique et administrative

Dans le domaine de la gouvernance politique et administrative les acteurs interviewés aspirent à un Etat, démocratique, stable, doté d'institutions fortes, respectueux des Droits et des Libertés Fondamentaux des citoyens et d'une administration de développement..

Ces aspirations reposeront sur:

- Une Nation unie et prospère où la culture des valeurs démocratiques au niveau des partis politiques et des citoyens est une réalité ;
- Une société solidaire dans sa diversité sans distinction de race, de sexe ou de religion ;
- Une nation respectueuse des Droits et Libertés fondamentaux des citoyens ;
- Un état de droit avec une justice indépendante et proche des populations ;
- Une administration efficace au service du développement ;
- Une armée républicaine au service de la défense de la Patrie ;
- Des partis politiques basés sur des projets de société et non sur des considérations régionalistes et ethniques avec des militants ayant un sens élevé du civisme et de l'intérêt national;
- Des consultations électorales libres, transparentes, non violentes et inclusives à travers une administration électorale renforcée;
- Des Institutions de la république fortes ;
- Une administration de développement, efficace, orientée sur les résultats et dépouillée de toute forme de corruption, de népotisme et clientélisme.

2 Economique

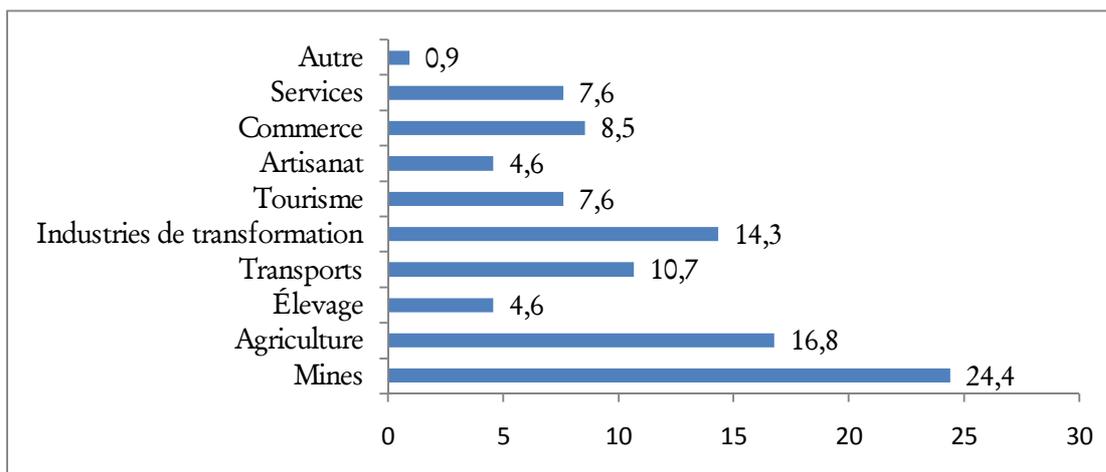
Dans le domaine économique, les acteurs interviewés aspirent à faire de la Guinée au cours des prochaines années, une économie émergente et prospère. Cette situation reposera sur:

- Une croissance économique forte et durable ;
- Une autosuffisance alimentaire;
- Une valorisation des potentialités minières et leurs transformations ;
- Un secteur privé dynamique, pourvoyeur d'emploi au profit des jeunes;
- Un accroissement des revenus des citoyens et la réduction de la pauvreté et des inégalités ;
- Une économie intégrée au commerce mondial et moins dépendante des institutions financières internationales ;
- Une administration économique, efficace et dépouillée de toute corruption;
- Des infrastructures d'appui au développement de qualité disponibles et le désenclavement de toutes les régions du pays;
- Une réduction significative du déficit en eau et électricité.

En plus des interviews, des questions supplémentaires bien précises relatives aux secteurs porteurs de croissance, l'intégration monétaire et sur le rôle que devra jouer le secteur privé au cours des prochaines années ont été posées aux experts à travers l'enquête quantitative.

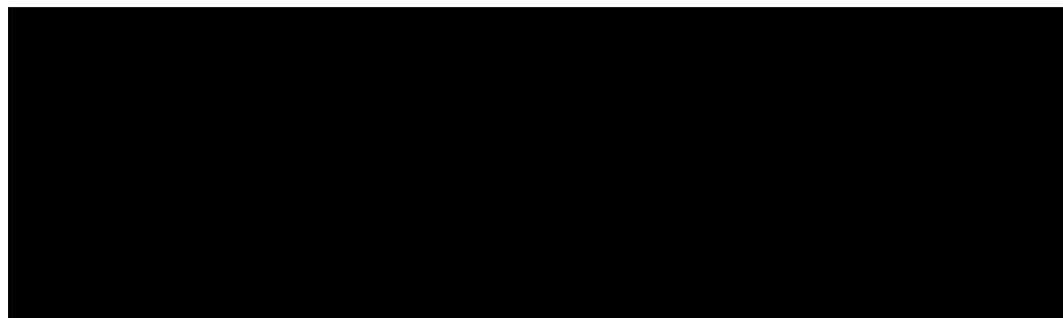
Concernant les secteurs porteurs de croissance au cours des prochaines années, les experts pensent que les mines (24,4% des cas de réponses), l'agriculture (17%), les industries de transformation (14,3%) et les transports (10,7%) constituent les principaux secteurs qui vont tirer la croissance économique. Les autres secteurs identifiés par les experts sont: le commerce (8,5%), les autres services (7,6%) et le tourisme (7,6%).

Graphique 3. 78: Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les secteurs porteurs de croissance



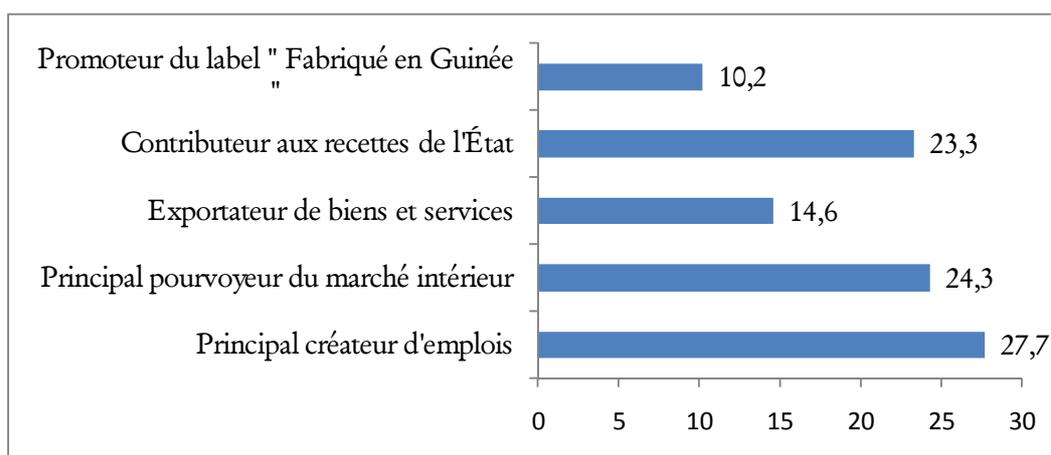
Interrogés sur l'intégration monétaire, la grande majorité des experts (83%) souhaite que la Guinée ait une monnaie commune avec d'autres pays dans les prochaines années. Toutefois, les avis sont partagés quant à la zone monétaire à intégrer. Environ 46% des experts préconisent l'intégration de la Guinée dans la zone CEDEAO, 41% la zone ZMAO et seulement 10% des experts suggèrent l'intégration de la Guinée dans la zone UEMOA (zone CFA).

Graphique 3. 79 : Répartition (%) des opinions des experts selon la zone monétaire souhaitée



Concernant le rôle du secteur privé au cours des prochaines années, les experts aspirent à un secteur privé, qui sera le principal créateur d'emplois du pays (27,7% des cas de réponses), pourvoyeur du marché intérieur (24,3%) et contributeur aux recettes de l'Etat (23,3%). Egalement, les experts aspirent à un secteur privé, exportateur de biens et services (14,6%) et promoteur du label « Made in Guinea » (10,2%).

Graphique 3. 80 : Répartition (%) des aspirations des experts vis-à-vis du secteur privé



3 Domaine social

Dans le domaine social, les acteurs interviewés aspirent à une société bien éduquée et en bonne santé ; une société où les citoyens vivent ensemble dans un climat apaisé reposant sur la solidarité, la fraternité et l'égalité de tous; une société favorisant l'intégration et la participation de toutes les couches de la société sans aucune distinction de religion, de sexe et de race.

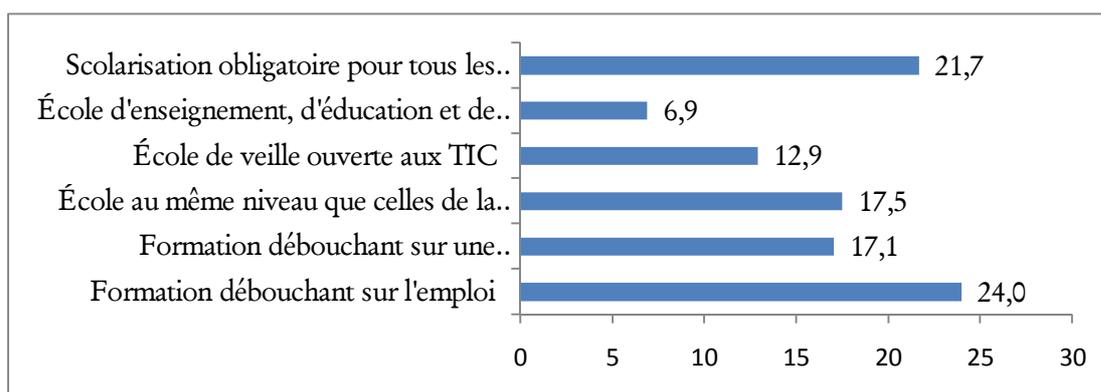
A cet effet, la société ambitionn e sera une société où:

- Les ressources humaines sont bien éduquées et en bonne santé ;
- L' ducation et la santé sont accessibles à tous ;
- La discrimination sous toutes ses formes sera bannie ;
- Les couches vulnérables seront protégées et assistées ;
- Les jeunes et les femmes ne seront pas marginalisés au niveau de l'emploi et des organes de prise de décisions.

A travers l'enquête quantitative, les experts ont apporté des précisions sur leurs aspirations dans les domaines de l'éducation et de la santé.

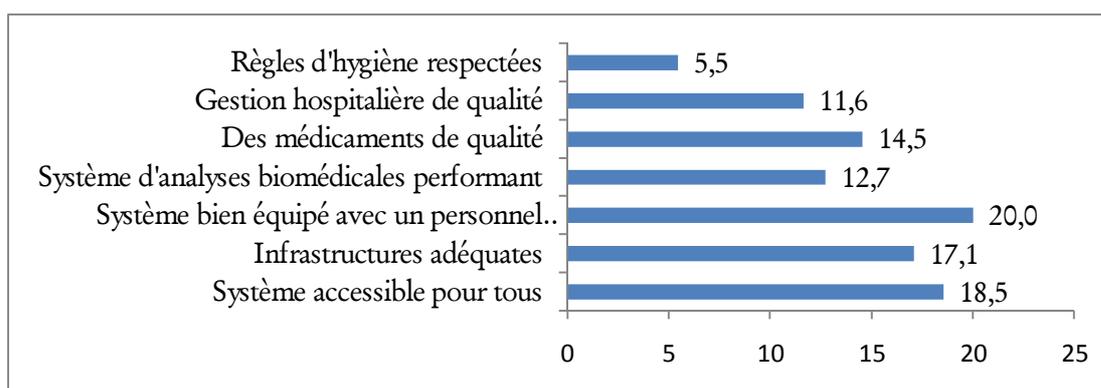
Concernant l'éducation, les experts pour les prochaines années, aspirent à une  cole orientée sur l'emploi et la formation professionnelle. En effet, dans 24% des cas de réponses, les experts souhaitent que la formation débouche sur un emploi et dans 17% des cas de réponses, sur une qualification professionnelle. Le souhait des experts est que l' cole guinéenne s'oriente vers la scolarisation universelle des enfants (21,7% des cas de réponses), que les enseignements soient au même niveau que ceux dispensés au niveau de la sous-région (17,5%). Enfin, les experts aspirent à une  cole de veille, prenant en compte les innovations offertes par les TIC (13%).

Graphique 3. 81 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les aspirations dans le domaine de l' ducation



Dans le domaine de la santé, les experts aspirent pour les prochaines années à un système de santé bien équipé et doté d'un personnel qualifié (20% des cas de réponses), accessible pour tous (18,5%), équipé d'infrastructures adéquates (17,1%), disposant de médicaments de qualité (14,5%) et mieux géré (11,6%).

Graphique 3. 82: Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les aspirations dans le domaine de la santé



4 Domaine de la culture

Les différents acteurs rencontrés aspirent à une société fondée sur la valorisation du patrimoine culturel dans toutes ses diversités, apportant ainsi sa contribution à la culture de l'universel. Dans ce cadre, l'espace culturel sera caractérisé par :

- Un respect des valeurs traditionnelles, axées sur la solidarité, l'entraide, le respect mutuel, source d'entente, d'intégrité et de vérité ;
- Une éducation adaptée à nos besoins et nos réalités;
- Des festivals de la culture réinstaurés et les championnats nationaux sportifs redynamisés et mieux organisés ;
- Un patrimoine culturel (musique, art, danse, théâtre, art plastique etc...) réhabilité et mieux structuré ;
- Des sites archéologiques inventoriés et mieux conservés ;
- Des sites touristiques inventoriés et mis en valeur ;
- Un Etat jouant le rôle de mécène de la culture et apportant son soutien à l'épanouissement et au rayonnement à travers le monde de la culture guinéenne.

5 Domaine de l'environnement

Les acteurs interviewés aspirent à la préservation du milieu naturel, à une réduction significative de la pollution et des aléas climatiques. Dans ce cadre, l'environnement souhaité sera un environnement où :

- Les ressources naturelles (faune, flore, espace marin) sont préservées ;
- Les pratiques ancestrales (culture sur brulis, feux de brousse, production du charbon de bois etc...) sont bannies ;
- Les sources d'énergie domestiques saines seront développées ;
- Les anciennes pratiques visant à restaurer l'environnement (Loi Friaah, forêts communautaires) sont réinstaurées ;
- L'assainissement urbain sera renforcée ;
- Les populations seront sensibilisées et éduquées sur les questions environnementales.

6 Domaine technologique

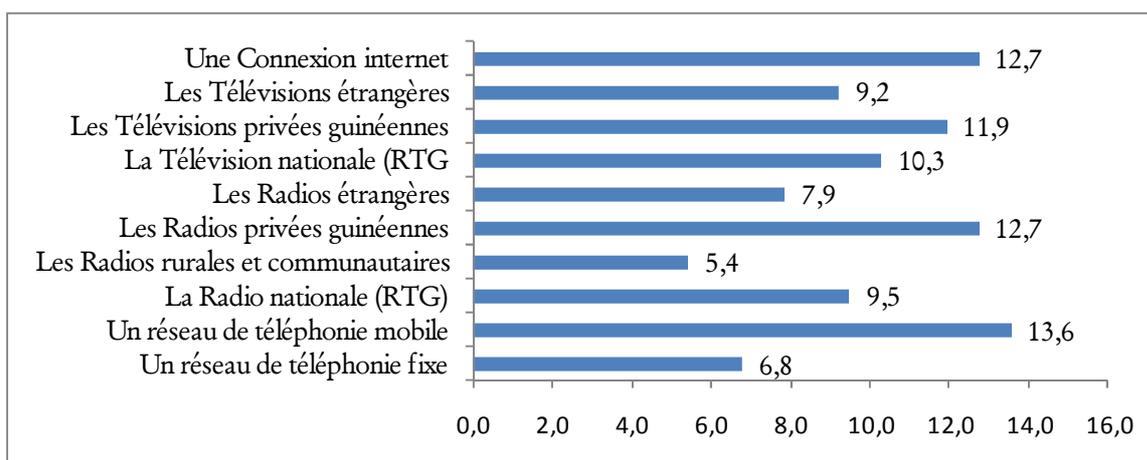
Dans le domaine technologique, les acteurs rencontrés aspirent à un pays de veille technologique, intégrant tous les aspects de la révolution technologique dans tous les domaines.

La Guinée dans les années à venir sera un pays où :

- La recherche appliquée dans tous les domaines sera intensifiée ;
- La fibre optique sera étendue à l'ensemble du territoire national ;
- La révolution technologique à travers le développement des TIC sera mise à profit dans tous les domaines.

Des questions relatives aux différents services de TIC à améliorer au cours des prochaines années, ont été posées aux experts. Pour le futur, les experts souhaiteraient, en priorité, l'amélioration des services de la téléphonie mobile (13,6%), la connexion internet (12,7%), le développement et l'expansion des radios privées guinéennes (12,7%), des télévisions privées guinéennes (12%), de la télévision nationale (10,3%), des médias publics nationaux : radio nationale (16,5%) et télévision nationale (15,9%) et des médias privés nationaux : télévisions privées (9,5 %), radios privées (9,1 %) et radios rurales et communautaires (8,9 %).

Graphique 3. 83 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les services de TIC qu'il faut améliorer



I STRATEGIES A METTRE EN ŒUVRE POUR REALISER CE FUTUR DESIRE

1 Domaine de la gouvernance

Dans le domaine de la gouvernance politique, administrative, judiciaire et sécuritaire, les acteurs rencontrés ont proposé les mesures à prendre suivantes :

- Promouvoir la culture des valeurs démocratiques et l'éducation civique au sein des partis politiques et des citoyens ;
- Promouvoir au niveau des partis politiques, une éducation des militants pour les amener à y adhérer selon des programmes de société et non selon l'appartenance ethnique ;
- Renforcer le cadre de dialogue et de concertation entre les acteurs politiques ;
- Favoriser l'unité nationale en luttant contre toute forme de discrimination raciale, de sexe et de religion;
- Renforcer les capacités de l'administration électorale afin qu'elle puisse organiser des consultations libres, transparentes, non violentes et inclusives ;
- Promouvoir le respect des droits de l'Homme, le respect et l'application de la Loi ;
- Rendre la justice indépendante et proche des justiciables;
- Renforcer les capacités de l'administration publique à travers le PREMA, pour en faire une administration de développement, efficace et efficiente, dépouillée de toute forme de corruption, de clientélisme et de partialité ;
- Mettre en œuvre et suivre le Programme de Réformes des Forces de Défense et de Sécurité ;
- Renforcer la décentralisation en vue d'assurer la participation effective des populations aux prises de décisions et au développement économique ;
- Améliorer l'image de la Guinée à l'étranger.

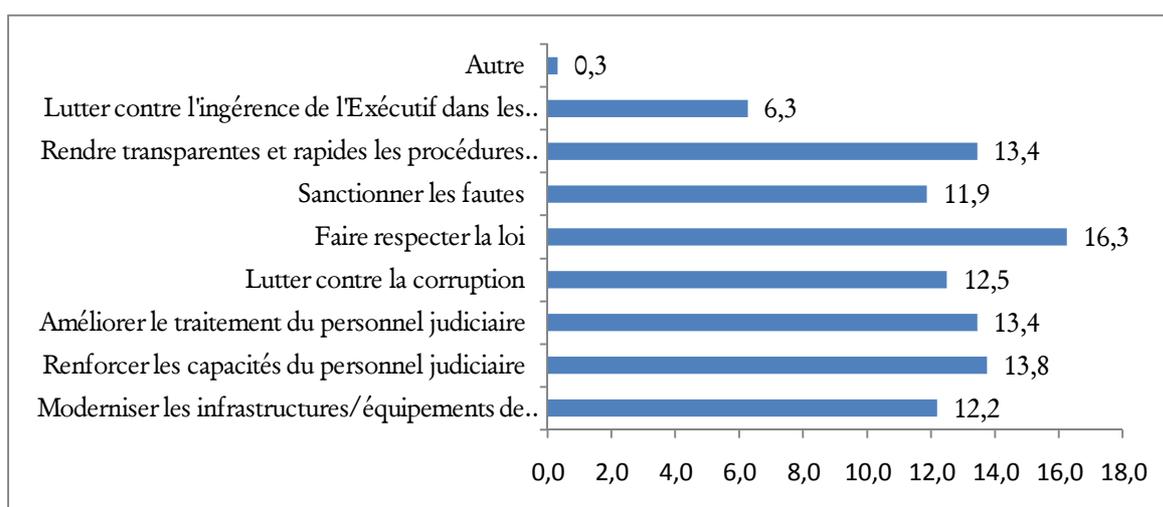
A travers l'enquête quantitative, quelques questions relatives à la justice, la décentralisation et la sécurité ont été approfondies par les experts.

En ce qui concerne la justice, les experts ont proposé les mesures à prendre suivantes:

- Faire respecter la loi (16,3% des cas de réponses);
- Renforcer les capacités du personnel judiciaire (13,8%);

- Améliorer le traitement du personnel judiciaire (13,4%) ;
- Rendre transparent et rapides les décisions de justice (13,4%) ;
- Lutter contre la corruption (12,5%) ;
- Moderniser les infrastructures et les équipements de la justice (12,2%) ;
- Sanctionner les fautes (12%).

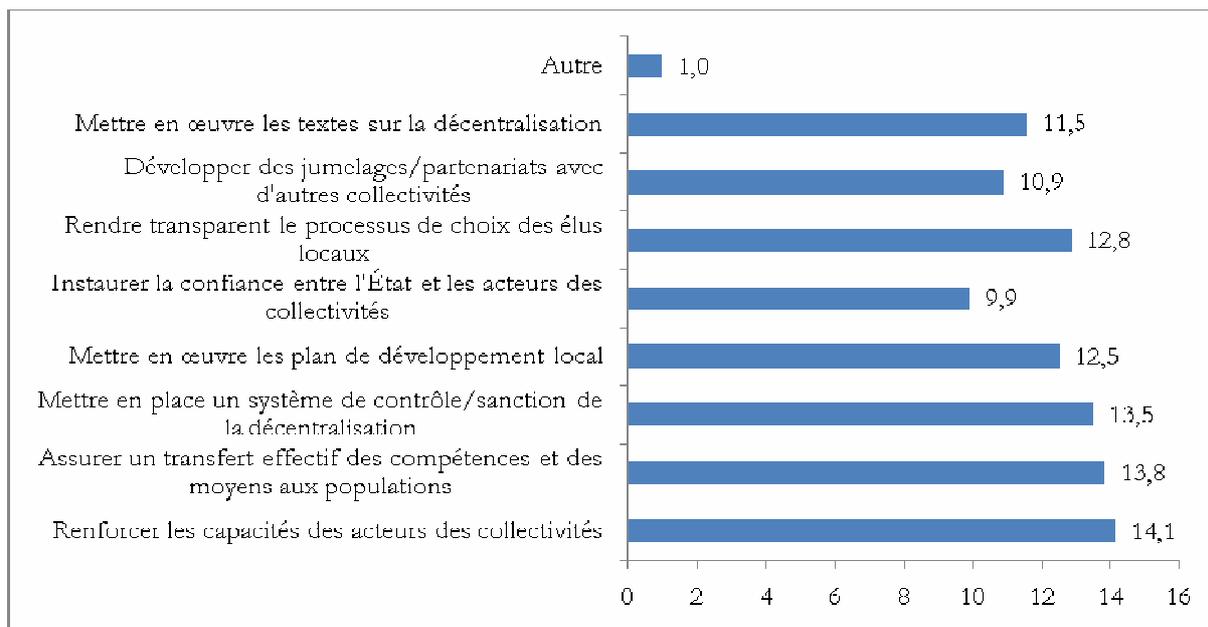
Graphique 3. 84 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur l'amélioration de la justice



Dans le cadre du renforcement de la décentralisation, les experts ont suggéré les mesures suivantes :

- Renforcer les capacités des acteurs des collectivités (14,1% des cas de réponses);
- Assurer un transfert effectif des compétences et des moyens aux collectivités (13,8%);
- Mettre en place un système de contrôle (13,5%);
- Rendre transparent le processus de choix des élus locaux (12,8%);
- Mettre en œuvre les plans de développement local (12,5%);
- Mettre en œuvre les textes sur la décentralisation (11,5%);
- Développer des jumelages avec d'autres pays (11%);
- Instaurer la confiance entre l'état et les acteurs des collectivités (10%).

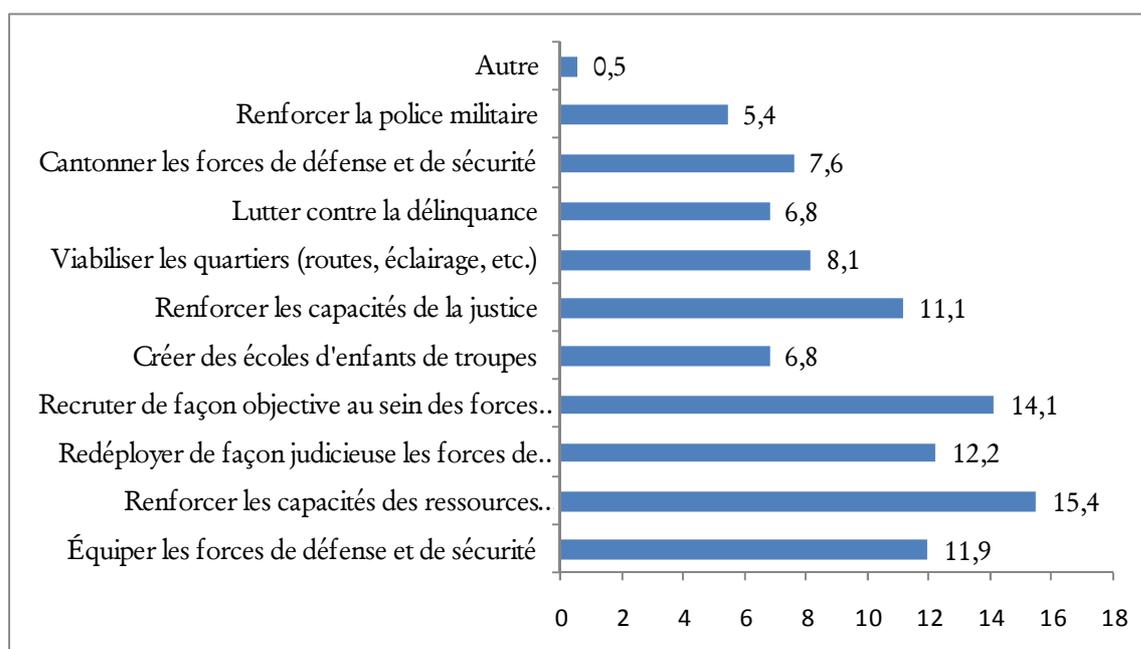
Graphique 3. 85 : Répartition (%) des cas de réponse des mesures préconisées par les experts en vue de l'amélioration de la décentralisation dans les prochaines années



En ce qui concerne l'amélioration de la situation sécuritaire au cours des prochaines années, les experts proposent les mesures suivantes à prendre par le Gouvernement:

- Renforcer les capacités des ressources humaines des forces de défense et de sécurité (15,4%);
- Recruter de façon objective les agents de sécurité (14,1%) ;
- Redéployer de façon judicieuse les forces de défense et de sécurité (12,2%) ;
- Equiper les forces de défense et de sécurité (12%) ;
- Renforcer les capacités de la justice (11,1%).

Graphique 3. 86 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les stratégies à mener pour assurer la sécurité



2 Domaine économique

Dans le domaine économique, les acteurs interviewés ont proposé les mesures à prendre suivantes:

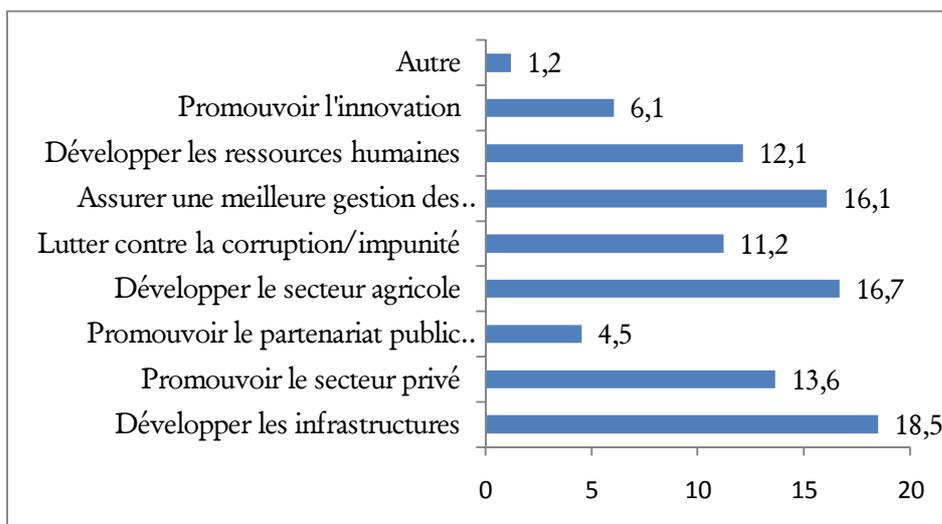
- Développer des infrastructures d'appui au développement de qualité (routes, eau, énergie, communication etc...);
- Désenclaver toutes les régions du pays et les zones de production ;
- Développer les secteurs porteurs de croissance (mines, agriculture, Eau et énergie, tourisme, pêche) en vue de promouvoir une croissance économique forte, durable et inclusive;
- Assurer dans les meilleurs délais l'autosuffisance alimentaire ;
- Promouvoir la transformation sur place des ressources minières ;
- Assurer un cadre et un climat propices aux investissements ;
- Poursuivre l'amélioration de la gouvernance économique et la lutte contre la corruption et l'impunité;
- Promouvoir une gestion transparente des ressources naturelles ;
- Promouvoir le développement d'un secteur privé dynamique et diversifié ;
- Développer le secteur industriel ;
- Assurer la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes;
- Lutter contre la pauvreté et les inégalités ;
- Assurer l'intégration progressive de l'économie au commerce mondial;
- Promouvoir la fiscalité en vue d'accroître les recettes et réduire la dépendance vis-à-vis du financement extérieur;
- Lutter contre la pauvreté et les inégalités;
- Impliquer les guinéens de l'étranger au développement socioéconomique du pays ;
- Améliorer l'image du pays à l'étranger.

Des questions spécifiques ont été posées aux experts à travers l'enquête quantitative et concernent les mesures à prendre par le Gouvernement pour relancer la croissance, lutter contre la pauvreté et les inégalités, améliorer la sécurité alimentaire et redorer l'image de la Guinée à l'étranger.

En ce qui concerne la relance de la croissance économique, les experts ont proposé des mesures à prendre pour relancer la croissance de l'économie. Il s'agit notamment de:

- Développer les infrastructures (18,5% des cas de réponses);
- Développer le secteur agricole (16,7%);
- Gérer de façon rationnelle les ressources naturelles (16,1%);
- Promouvoir le secteur privé (13,6%);
- Développer les ressources humaines (12,1%);
- Lutter contre la corruption et l'impunité (11,2%).

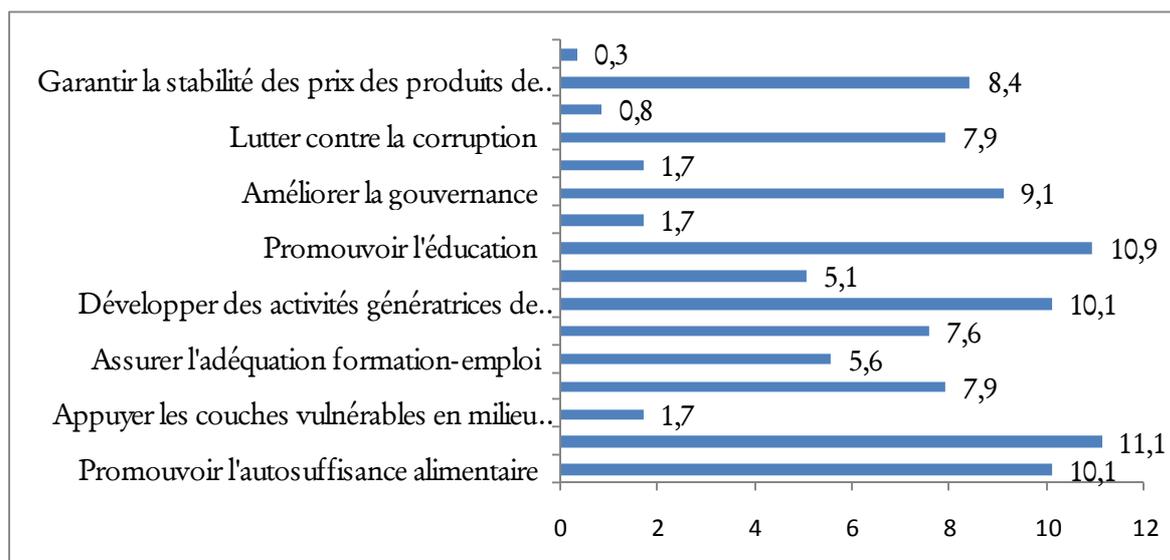
Graphique 3. 87: Répartition (%) des cas de réponses des experts selon les stratégies de relance de la croissance



Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et des inégalités, les experts ont proposé les mesures suivantes:

- Promouvoir l'emploi (11,1% des cas de réponses) ;
- Promouvoir l'éducation (11%) ;
- Promouvoir l'autosuffisance alimentaire (10,1%) ;
- Développer les activités génératrices de revenus (10,1%),
- Améliorer la gouvernance (9,1%) ;
- Garantir la stabilité des prix des denrées de première nécessité (8,4%) ;
- Lutter contre la corruption (8%) ;
- Faciliter l'accès au crédit (8%) ;
- Améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité (7,6%).

Graphique 3. 88 : Répartition (%) des opinions des experts sur les mesures à entreprendre par le Gouvernement pour lutter contre la pauvreté

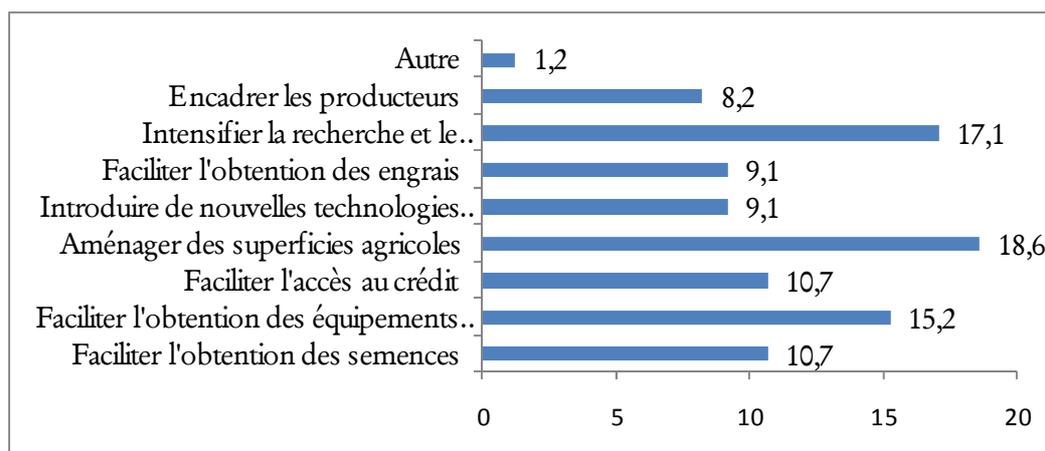


Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire les mesures à prendre par le Gouvernement ont été examinées en termes de disponibilité et d'accessibilité.

En termes de disponibilité, les experts ont proposé les mesures suivantes:

- Aménager les superficies agricoles (18,6% des cas de réponses) ;
- Intensifier la recherche et le développement de l'agroalimentaire (15,2%);
- Faciliter l'obtention d'équipements agricoles (15,2%) :
- Appuyer le paysannat à travers la facilitation de l'accès au crédit (10,7%), l'obtention de semences (10,7%), d'engrais (9,1%), l'introduction de nouvelles technologies (9,1%) et l'encadrement des producteurs (8,2%).

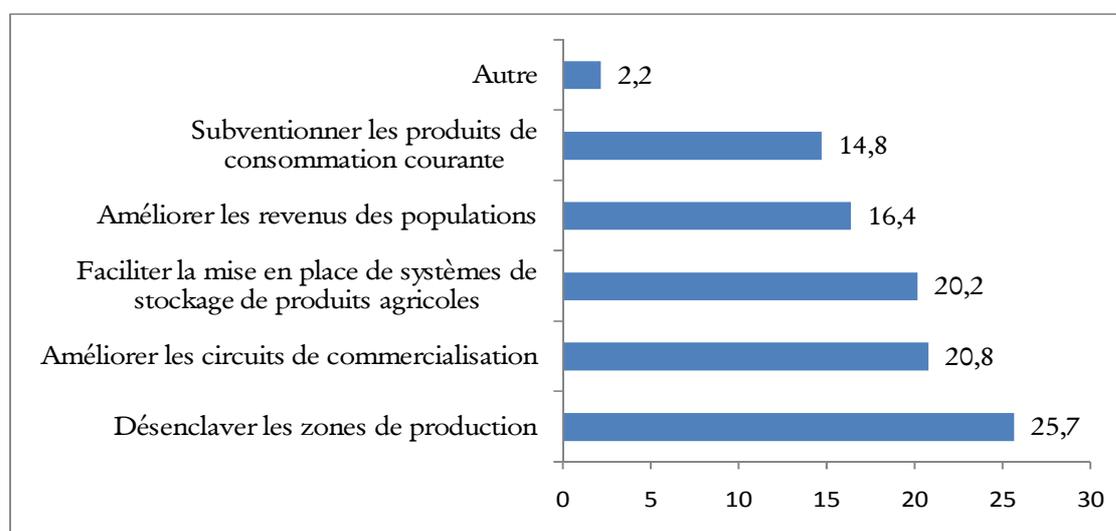
Graphique 3. 89 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les stratégies à mener pour assurer la sécurité alimentaire des populations en termes de disponibilité



En termes d'accessibilité, les mesures proposées sont les suivantes :

- Désenclaver les zones de production (25,7% des cas de réponses) ;
- Améliorer les circuits de commercialisation (20,8%) ;
- Faciliter la mise en place de système de stockage des produits agricoles (20,2%) ;
- Améliorer les revenus des populations (16,4%) ;
- Subventionner les produits de consommation courante (14,8%).

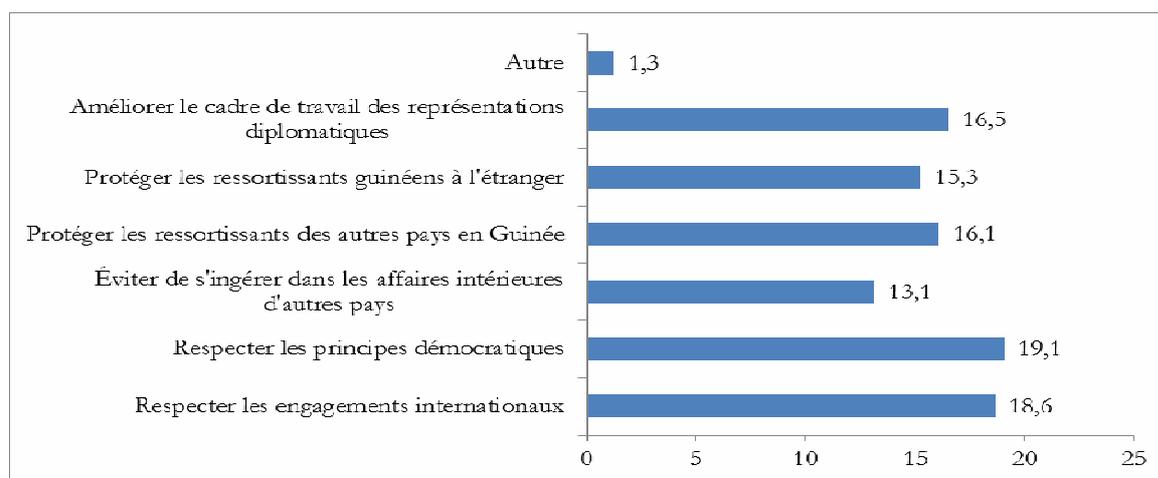
Graphique 3. 90 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les stratégies à mener pour assurer la sécurité alimentaire des populations en termes d'accessibilité



Concernant, l'amélioration de la réputation de la Guinée à l'étranger, les experts ont proposé les mesures suivantes :

- Respecter les principes démocratiques (19,1% des cas de réponses);
- Respecter les engagements internationaux (18,6%);
- Améliorer le cadre de travail des représentations diplomatiques (16,5%);
- Protéger les ressortissants des autres pays en Guinée (16,1%);
- Protéger les ressortissants guinéens à l'Etranger (15,3%);
- Eviter de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays (13,1%).

Graphique 3. 91 : Répartition (%) des cas de réponse des mesures à prendre pour améliorer la réputation de la Guinée à l'étranger



3 Domaine social

Dans le domaine social, les acteurs interviewés ont proposé les mesures suivantes :

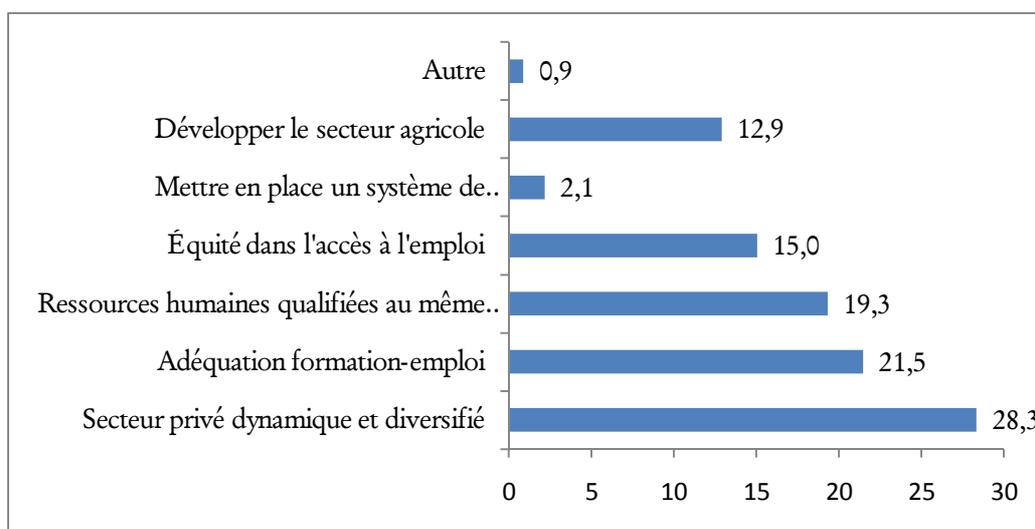
- Promouvoir une éducation de qualité pour tous les enfants à travers le renforcement des infrastructures, des ressources humaines, l'acquisition de matériels didactiques et la réduction des coûts de la scolarisation;
- Assurer une santé pour tous les citoyens à travers l'accroissement des infrastructures, des équipements, la réduction des coûts des soins de santé, une répartition plus équilibrée du personnel de santé et l'approvisionnement des structures en médicaments ;
- Assurer l'emploi des jeunes et des femmes à travers la promotion du secteur privé, de l'enseignement technique et professionnel ;
- Promouvoir l'égalité, la solidarité et la fraternité de tous les citoyens ;
- Promouvoir l'unité nationale en luttant contre toute forme de discrimination raciale, de sexe et de religion;
- Assurer la protection des couches vulnérables de la population;
- Entretenir un climat social apaisé;
- Assurer un développement régional équilibré.

Les sujets approfondis par les experts à travers l'enquête quantitative concernent l'accès des jeunes à l'emploi, l'accès à un logement décent et la prise en compte du genre dans les politiques, projets et programmes de développement.

En ce qui concerne, les mesures à mettre en œuvre pour qu'un plus grand nombre de guinéens aient accès à un emploi, les experts ont fait les propositions suivantes:

- Mettre en place un secteur privé dynamique et diversifié (28,3% des cas de réponses) ;
- Assurer l'adéquation entre la formation et l'emploi (21,5%) ;
- Renforcer les capacités des ressources humaines afin qu'elles soient au même niveau que celles de la sous-région (19,3%) ;
- Assurer l'équité dans l'accès à l'emploi (15%) ;
- Développer le secteur agricole (13%).

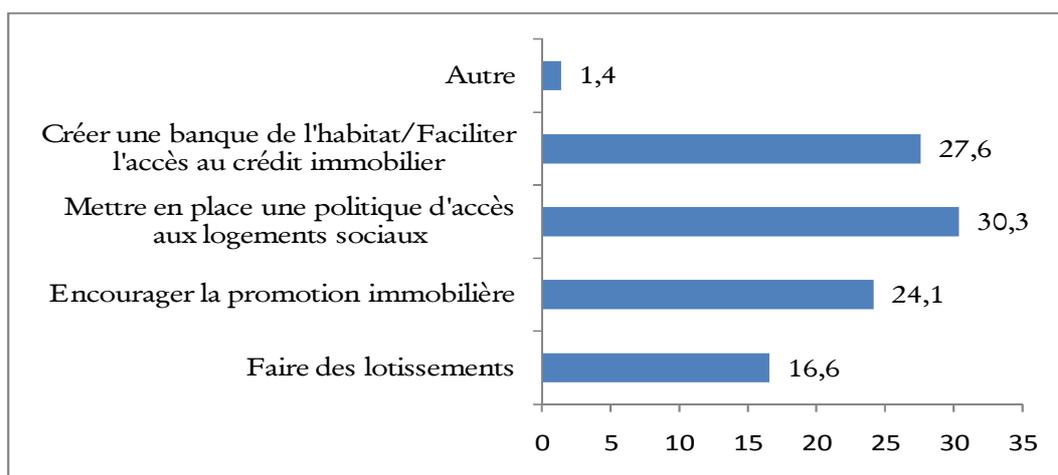
Graphique 3. 92 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les stratégies à mener dans le domaine de l'emploi jeune



En ce qui concerne l'accès à un logement, les mesures proposées par les experts visent à:

- Mettre en place une politique d'accès aux logements sociaux (30,3% des cas de réponses) ;
- Créer une banque de l'habitat et faciliter l'accès au crédit immobilier (27,6%) ;
- Encourager la promotion immobilière (24,1%) ;
- Faire des lotissements (16,6%).

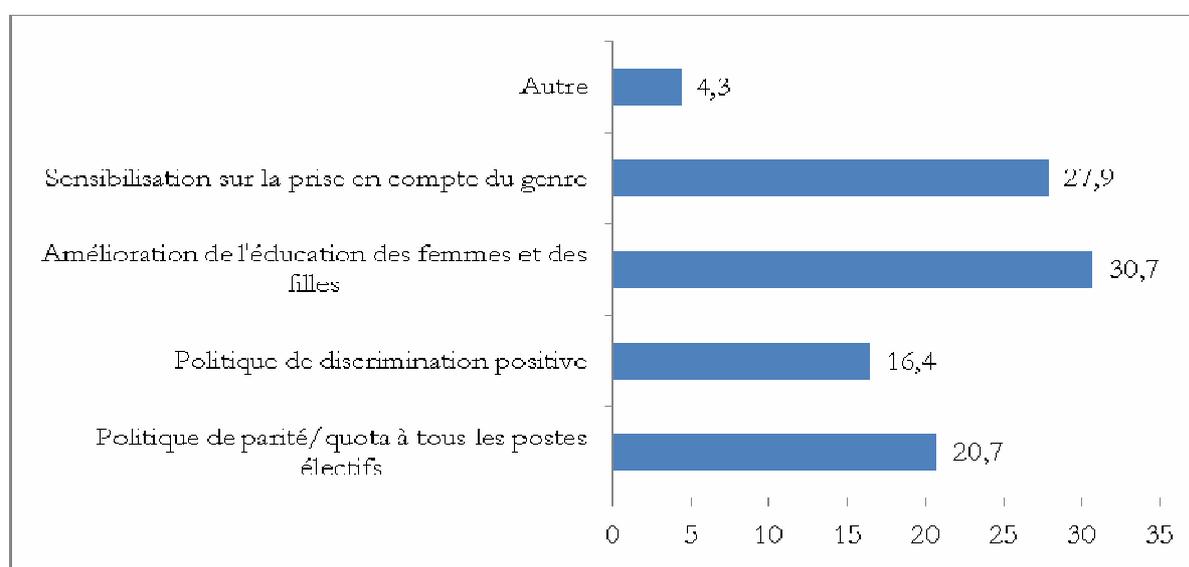
Graphique 3. 93 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les stratégies à mener dans le domaine de l'accès au logement



Pour une prise en compte effective du genre dans les politiques, programmes et projets de développement dans les prochaines années, les experts ont proposé les mesures suivantes :

- Améliorer l'éducation des filles et des femmes (30,7% des cas de réponses) ;
- Sensibiliser tous les acteurs pour la prise en compte effective du genre (27,9%) ;
- Instaurer la parité/quota à tous les postes électifs (27,7%);
- Instaurer une discrimination positive dans l'accès à un emploi ou à un poste de responsabilité (16,4%).

Graphique 3. 94 : Répartition (%) des cas de réponse des mesures à prendre dans les prochaines années pour une prise en compte effective du genre dans les politiques, programmes et projets de développement



4. Domaine de la culture

Dans le domaine de la culture, les mesures proposées sont les suivantes:

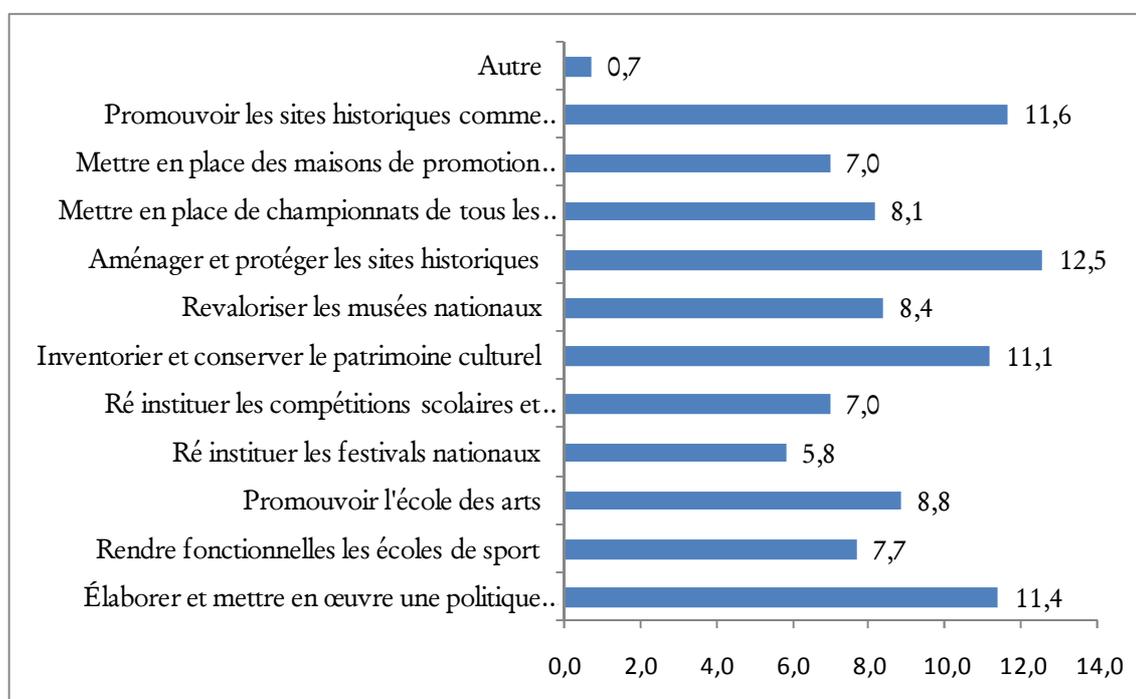
- Elaborer et mettre en œuvre une politique culturelle;

- Promouvoir le patrimoine culturel à travers des appuis à la formation des professionnels du domaine et des mesures incitatives orientées vers la création d'œuvres et d'espaces culturels ;
- Lutter contre la délinquance et la dépravation des mœurs ;
- Réinstaurer les festivals de la culture ;
- Créer des centres culturels et de loisirs ;
- Rendre plus dynamique les championnats nationaux sportifs et les compétitions scolaires dans tous les domaines;
- Promouvoir la presse et l'audiovisuel privée et publique et assurer une couverture nationale;
- Valoriser les sites archéologiques et touristiques.

Les experts à travers l'enquête quantitative ont approfondi cette question et proposé les mesures à prendre suivantes :

- Aménager et protéger les sites historiques (12,5% des cas de réponses)
- Promouvoir les sites historiques comme patrimoine de l'Unesco (11,6%) ;
- Elaborer et mettre en place une politique culturelle (11,4%) ;
- Inventorier et conserver le patrimoine culturel (11,1%) ;
- Promouvoir les écoles des arts (9%) ;
- Revaloriser les musées nationaux (8,4%).
- Mettre en place des championnats pour tous les sports (8,1%) ;
- Rendre fonctionnelle les écoles de sports (8%) ;

Graphique 3. 95 : Répartition (%) des cas de réponses des experts sur les stratégies à mener pour promouvoir la culture



6 Domaine de l'environnement

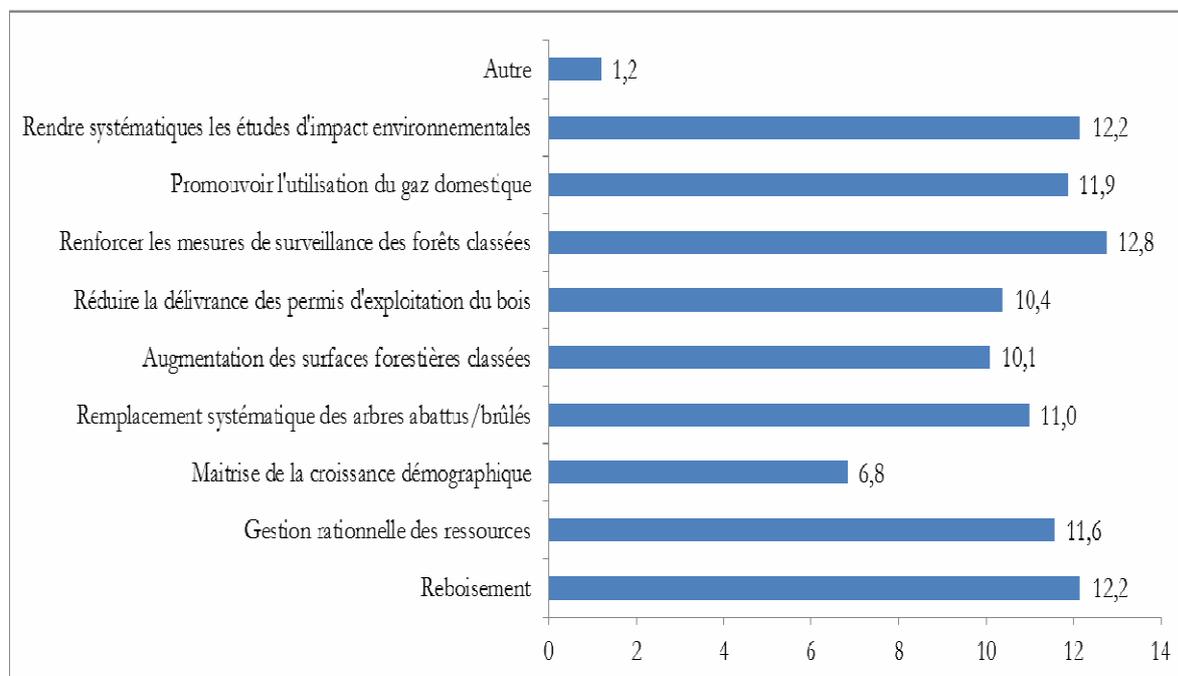
Dans le cadre de la préservation du milieu naturel, les acteurs ont proposé les mesures suivantes:

- Assurer la protection des ressources naturelles (faune, flore, espace marin);
- Rendre obligatoire le reboisement dans les zones minières ;
- Encourager la création de nouvelles forêts communautaires et la protection de celles existantes;
- Rendre obligatoire les études environnementales dans tous les projets et programmes de développement ;
- Favoriser l'utilisation d'énergie propre pour les besoins domestiques;
- Renforcer l'assainissement urbain ;
- Assurer la sensibilisation et l'éducation des populations sur les questions environnementales.

Dans ce domaine, les experts à travers l'enquête quantitative, ont apporté quelques précisions sur les mesures à prendre par le Gouvernement. Il s'agit notamment de:

- Renforcer les mesures de surveillance des forêts classées (12,8% des cas de réponses);
- Rendre systématique les études d'impact environnementales (12,2%) ;
- Assurer le reboisement (12,2%) ;
- Promouvoir l'utilisation du gaz domestique (12%) ;
- Gérer rationnellement les ressources (11,6%) ;
- Remplacer systématiquement les arbres abattus (11%) ;
- Réduire les permis de coupe de bois (10,4%);
- Augmenter les superficies des forêts classées (10,1%).

Graphique 3. 96 : Répartition (%) des cas de réponse des solutions préconisées par les citoyens pour la lutte contre la dégradation de l'environnement



7 Domaine technologique.

Les personnalités, leaders d'opinions, experts et acteurs non étatiques ont proposé les mesures suivantes :

- Développer la recherche appliquée dans tous les domaines, notamment agricoles;
- Développer et étendre la fibre optique et l'internet ;
- Encourager les innovations technologiques et les transferts de technologies dans tous les domaines.

ANNEXE :

Tableau 2. 74 : Répartition (%) des cas de réponses sur les principales raisons évoquées sur le mariage précoce selon le sexe, la région administrative et le milieu de résidence

	Respect des coutumes/tradition	Respect de la religion	Grossesses non désirées	Non scolarisation des filles	Échecs scolaires	Décision des parents	Pauvreté des parents	Analphabétisme/ignorance des parents	Précocité de la puberté	Autre
Sexe										
Féminin	6,3	5,6	30,1	3,0	3,5	18,0	13,6	5,0	13,4	1,4
Masculin	6,9	5,3	31,9	3,5	4,3	17,3	13,5	3,7	12,1	1,5
Age										
18-34 ans	5,8	5,2	30,8	3,9	4,7	17,3	14,9	5,2	11,2	1,1
35-59 ans	7,2	5,4	31,5	2,9	3,6	17,1	13,3	3,7	13,6	1,7
60 ans ou plus	7,3	6,2	30,9	2,4	2,5	20,3	10,0	3,5	15,1	1,9
Milieu de résidence										
Urbain	8,3	5,9	31,0	3,3	4,6	15,6	13,8	5,1	11,1	1,4
Rural	5,8	5,2	31,1	3,3	3,7	18,5	13,5	4,0	13,5	1,5
Région										
Boké	5,2	6,0	35,5	3,5	4,8	16,7	11,6	2,1	13,8	0,8
Conakry	9,3	6,4	29,7	3,7	4,8	14,9	12,9	6,2	11,2	1,0
Faranah	9,7	6,1	31,6	1,3	1,4	16,9	13,5	1,9	14,3	3,2

Kankan	2,5	8,4	28,6	4,5	0,3	24,8	13,0	4,7	13,0	0,0
Kindia	3,1	4,0	34,1	6,2	9,8	15,4	11,3	4,6	10,9	0,6
Labé	7,5	5,3	32,8	1,0	0,8	17,4	11,6	3,8	15,2	4,6
Mamou	5,1	8,0	31,6	1,3	0,9	20,8	9,9	4,6	15,4	2,4
N'Zérékoré	11,4	1,0	26,2	1,6	4,3	15,4	21,9	5,3	11,5	1,5

Source : MP/INS/ENAPGUI-2012

Tableau 2.75 : Répartition (%) des personnes enquêtées sur la polygamie selon leurs caractéristiques sociodémographiques

	Pour	Contre	Sans opinion
Age			
18-34 ans	40,2	58,7	1,1
35-59 ans	61,3	37,6	1,1
60 ans ou plus	74,1	25,4	0,4
Sexe			
Masculin	59,4	40,0	0,7
Féminin	48,6	50,1	1,3
Etat matrimonial			
Célibataire	26,1	72,1	1,7
Marié(e) monogame	47,4	51,5	1,1
Marié(e) polygame	71,7	27,6	,7
Divorcé(e)/ Séparé(e)	34,2	64,8	1,0
Veuf/Veuve	49,7	49,6	0,7
Union libre	10,6	89,4	0,0
Niveau instruction			
Aucun	61,2	37,8	1,0
Primaire	50,2	49,2	0,5
Secondaire	33,1	65,6	1,3
Technique/ professionnel	35,3	64,0	0,7
Universitaire/Postuniv ersitaire	24,9	74,1	1,1
Religion			
Musulmane	58,8	40,0	1,2

Chrétienne/ catholique/protestante	16,7	82,9	0,4
Animiste	35,4	64,6	0,0
Autre religion	51,6	48,4	0,0
Sans religion	35,2	64,8	0,0
Source :MP/INS/ENAPGUI-2012			

Tableau 2. 76 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur la migration externe selon leurs caractéristiques sociodémographiques

	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Sans opinion
Sexe			
Masculin	49,5	49,9	0,6
Féminin	49,9	49,0	1,1
Age			
18 - 34 ans	53,5	45,6	0,9
35 - 59 ans	47,9	51,2	,8
60 ans ou plus	42,8	56,2	1,1
Niveau Instruction			
Aucun	47,5	51,3	1,2
Primaire	57,1	42,8	0,1
Secondaire	56,8	42,7	0,5
Technique/professionnel	49,0	50,4	0,6
Universitaire/Postuniversitaire	48,6	51,4	0,0
Etat matrimonial			
Célibataire	60,5	39,1	0,4
Marié(e) monogame	48,7	50,5	0,8
Marié(e) polygame	46,6	52,2	1,2
Divorcé(e)/Séparé(e)	53,6	46,4	0,0
Veuf/Veuve	44,5	53,8	1,6
Union libre	73,7	26,3	0,0
Religion			
Musulmane	50,6	48,4	1,0
Chrétienne/catholique/protestante	42,8	57,0	0,3
Animiste	68,6	31,4	0,0

Autre religion	23,7	76,3	0,0
Sans religion	32,9	67,1	0,0
Source : MP/INS/ENAPGU-2012I			

Tableau 2. 77 : Répartition (%) des opinions des personnes enquêtées sur les difficultés actuelles de l'école guinéenne selon certaines caractéristiques

	Coût élevé des fournitures scolaires	Insuffisance d'infrastructures	Insuffisance d'enseignants qualifiés	Éloignement des infrastructures	Insécurité/ Violences à l'école	Insuffisance/ faible qualité de supports pédagogiques	Non respect de l'éthique en matière d'éducation	Autre
Région Administrative								
Boké	26,6	17,4	22,6	11,8	,7	6,2	11,2	3,4
Conakry	23,5	18,5	21,1	4,3	2,3	14,1	13,6	2,6
Faranah	28,2	20,9	19,1	13,9	1,0	3,8	7,8	5,3
Kankan	27,7	19,1	27,8	14,1	1,3	4,9	4,8	0,4
Kindia	26,6	15,6	23,1	7,6	,7	11,2	14,6	0,6
Labé	27,7	18,5	21,8	15,0	,5	1,4	7,7	7,5
Mamou	32,9	15,5	19,7	15,9	1,4	3,3	7,1	4,3
N'Zérékoré	28,1	16,8	20,9	7,1	,4	7,0	13,1	6,6
Milieu de résidence								
Urbain	27,0	17,0	21,4	5,4	1,6	11,1	12,9	3,5
Rural	27,2	18,1	22,8	12,7	,8	5,4	9,4	3,6
Sexe								

Masculin	24,3	18,4	23,6	10,1	1,0	8,3	10,9	3,5
Féminin	29,9	17,2	21,2	10,6	1,1	6,2	10,2	3,6
Age								
18 - 34 ans	26,5	18,1	22,4	10,2	1,3	7,8	10,6	3,2
35 – 59 ans	27,8	17,5	22,4	10,3	,7	6,9	10,6	3,8
60 ans ou plus	27,4	17,3	22,2	11,3	1,2	6,5	9,9	4,1
Niveau d'instruction								
Aucun	29,2	17,5	21,8	12,0	,9	5,2	9,9	3,4
Primaire	27,0	18,3	23,8	8,7	,5	7,1	10,4	4,2
Secondaire	23,4	17,8	22,3	7,4	1,1	11,8	12,6	3,5
Technique/professionnel	20,3	18,6	23,9	6,1	1,4	13,8	13,4	2,5
Universitaire/Post universitaire	19,1	17,7	25,7	4,6	2,3	15,3	11,1	4,2

Tableau 2. 78 : Répartition (%) des opinions des raisons évoquées des individus ayant déclaré que la pauvreté a augmenté selon le milieu de résidence et la région administrative

	Augmentation du chômage	Augmentation des prix des produits essentiels	Baisse du pouvoir d'achat	Mauvaise gouvernance	Augmentation des revenus ne suit pas celle du coût de la vie	Augmentation rapide du coût de la vie	Relâchement des mécanismes de solidarité	Mauvaise répartition des richesses	Crise économique	Inefficacité des politiques de lutte contre la pauvreté	Autre
Milieu de résidence											
Urbain	27,1	16,6	10,7	12,6	6,0	6,8	3,0	4,8	3,7	7,3	1,3
Rural	24,5	20,2	9,8	7,0	9,8	10,1	3,4	3,7	4,1	5,1	2,2
Région administrative											
Boké	27,0	13,8	7,5	16,0	7,5	10,5	0,8	5,5	2,6	6,4	2,4
Conakry	26,7	15,9	11,8	14,0	5,0	5,6	3,5	5,7	3,0	8,0	0,9
Faranah	24,9	24,7	9,5	2,6	6,0	10,4	2,8	1,8	8,0	4,9	4,5
Kankan	25,9	17,0	10,4	5,8	12,7	12,9	2,6	4,8	3,9	2,5	1,6
Kindia	31,4	13,3	6,0	12,7	13,5	7,3	5,8	3,1	3,4	3,1	0,4
Labé	17,6	25,7	14,3	7,6	10,1	5,5	0,1	2,5	1,8	10,1	4,7
Mamou	23,6	23,0	18,8	7,5	4,5	8,6	1,2	2,2	5,4	4,6	0,6
N'Zérékoré	24,7	21,6	7,6	5,1	8,8	10,6	4,7	3,8	4,9	6,2	2,0
Source : MP/INS/ENAPGUI-2012											

Tableau 2. 79 : Répartition (%) des opinions des enquêtés sur les principaux problèmes qui entravent le développement économique, selon la région administrative et le milieu de résidence

	Faible qualification des ressources humaines	Corruption et impunité	Insuffisance d'infrastructures	Gaspillage/ Mauvaise gestion des ressources humaines	Prédominance du secteur informel	Faibles investissements	Faible mobilisation de l'épargne intérieure	Faible appropriation des TIC	Faible industrialisation	Analphabétisme des populations	Inadéquation formation-emploi	Instabilité politique	Insécurité	Faible diversification de l'économie	Défaillances du système judiciaire	Faible coordination des politiques	Autre
Région administrative																	
Boké	5,1	18,5	11,5	7,8	2,6	7,5	0,4	0,2	13,3	3,8	3,4	10,6	2,4	5,1	0,9	3,6	3,4
Conakry	4,3	21,2	3,9	8,3	1,7	8,3	1,4	0,7	10,2	4,8	1,9	13,7	6,7	2,4	3,9	5,5	1,0
Faranah	8,1	13,4	13,2	7,0	1,8	9,7	2,8	1,0	10,8	7,3	3,4	6,4	2,7	4,3	0,9	3,6	3,6
Kankan	13,5	19,2	8,1	12,8	2,4	3,9	2,2	0,2	6,3	10,7	2,6	10,6	2,5	1,7	1,7	0,8	0,9
Kindia	4,8	16,3	10,2	8,7	3,2	8,1	2,7	0,7	15,7	3,6	4,8	8,8	1,5	7,2	1,2	2,2	0,4
Labé	3,5	14,6	16,9	3,8	1,2	11,7	0,0	0,2	9,8	5,9	2,3	7,0	0,7	6,6	2,4	5,5	7,8
Mamou	8,0	16,6	8,8	4,5	1,5	7,2	0,4	0,1	9,3	7,8	1,4	11,9	3,4	5,0	1,0	6,0	7,1
N'Zérékoré	6,0	9,9	13,6	6,5	6,2	9,2	7,8	1,0	9,1	6,6	6,1	3,9	0,5	6,8	0,5	5,0	1,6
Milieu de résidence																	
Urbain	5,3	19,0	6,7	8,1	2,4	8,7	2,2	0,9	10,8	5,0	2,9	10,7	4,5	3,8	2,8	4,7	1,5

Rural	7,3	15,0	12,2	7,8	3,0	7,7	2,8	0,4	10,6	6,8	3,7	8,3	1,6	5,3	1,1	3,4	3,0
Ens.	6,6	16,4	10,3	7,9	2,8	8,0	2,6	0,6	10,6	6,2	3,4	9,1	2,6	4,8	1,7	3,8	2,5

Source :MP/INS/ENAPGUI-2012

Tableau 2. 80 : Répartition (%) des problèmes évoqués par les enquêtés ayant déclaré le secteur privé peu ou pas du tout dynamique, selon la le milieu de résidence et la région administrative

	Difficultés de création de entreprises	Faiblesse des infrastructures	Difficultés de mobilisation des investissements locaux et extérieurs	Étroitesse du marché intérieur	Faible protection de la production locale	Insécurité	Difficultés d'accès au crédit	Climat d'investissements peu favorable/Tracas administratives/Corruption	Non viabilisation des zones industrielles	Faibles capacités managériales des promoteurs	Faible accès aux marchés régional et international	Autre
Milieu de résidence												
Urbain	13,8	24,6	6,4	4,4	7,9	8,5	4,7	19,9	2,4	4,1	2,4	0,7
Rural	15,5	28,7	7,7	1,8	11,8	5,9	5,1	13,1	2,1	3,4	2,9	2,0
Région												
Boké	19,2	24,7	3,7	2,7	10,8	6,0	2,6	18,9	3,2	1,4	2,8	3,9
Conakry	11,1	25,0	7,0	5,8	6,4	10,2	5,1	21,6	2,7	2,9	1,9	0,3
Faranah	16,2	22,6	8,8	1,1	14,9	6,2	7,1	6,5	2,7	7,1	4,5	2,2
Kankan	18,4	37,5	9,5	0,4	9,2	9,8	0,9	10,6	2,5	0,6	0,5	0,1
Kindia	15,0	26,9	4,3	3,1	5,4	5,3	6,1	24,0	1,4	4,5	3,8	0,4
Labé	21,4	25,5	6,7	0,2	12,7	2,8	1,2	18,0	3,2	2,7	0,0	5,6
Mamou	19,5	23,3	11,2	0,9	11,6	14,6	5,1	6,1	2,9	0,9	2,3	1,6
N'Zérékoré	9,7	27,2	9,0	3,0	16,8	1,8	8,3	9,8	0,7	7,5	4,2	1,8
Ensemble	14,8	27,0	7,2	2,9	10,2	7,0	4,9	15,9	2,2	3,7	2,7	1,5

Source :MP/INS/ENAPGUI-2012

Tableau 2. 81 : Répartition (%) des perception des enquêtés sur le concept de la pauvreté selon le milieu de résidence et la région administrative

Région administrative	Incapacité de se nourrir	Manque d'éducation	Incapacité de faire face aux dépenses d'éducation	Manque de terres agricoles	Manque de cheptel	Manque d'emploi	Manque de logement	Manque de habillement	Manque de revenu	Abandon des mécanismes de solidarité (manque de soutien)	Manque de pouvoir décisionnel	Incapacité de faire face aux dépenses de santé	Non accès à l'eau potable	Non accès à l'électricité	Non accès à la propriété foncière	Manque d'équipement	Autre
Boké	20,9	3,6	3,7	2,8	1,3	12,3	8,5	7,1	16,8	0,9	0,8	10,8	2,9	2,7	0,4	3,0	1,6
Conakry	21,1	3,3	3,0	1,1	0,1	13,4	9,9	7,2	13,8	2,8	1,5	8,6	3,3	3,3	1,2	5,5	1,0
Faranah	21,4	1,8	3,6	2,4	1,1	11,1	5,2	6,3	22,5	4,4	0,7	9,5	2,7	1,2	0,3	4,8	1,0
Kankan	24,0	3,4	2,1	2,0	1,0	12,9	8,3	6,3	19,9	0,8	0,4	7,8	7,3	2,8	0,4	0,6	0,1
Kindia	16,7	5,4	4,5	3,0	0,7	12,6	8,5	7,3	12,7	2,6	2,6	10,3	3,9	3,6	0,3	4,5	0,7
Labé	24,3	3,2	1,3	2,7	3,5	7,3	3,6	5,7	24,7	1,0	0,0	11,6	4,3	1,7	1,1	0,5	3,5
Mamou	24,4	3,1	0,8	1,9	2,0	11,2	7,9	5,5	21,5	2,8	0,1	9,3	5,1	1,9	0,6	0,2	2,0
N'Zérékoré	18,1	1,4	2,7	6,2	0,8	10,1	6,9	7,8	19,7	7,5	0,1	8,2	2,1	0,6	0,3	6,4	1,2

Milieu de résidence																		
Urbain	20,7	3,5	3,2	1,6	0,6	12,5	8,4	6,6	16,4	2,9	1,4	9,3	3,7	3,2	0,9	4,2	1,0	
Rural	20,8	3,1	2,8	3,5	1,4	11,2	7,3	7,0	18,9	3,1	0,7	9,3	3,9	1,9	0,4	3,4	1,4	
Ensemble	20,8	3,2	2,9	2,9	1,1	11,6	7,7	6,9	18,1	3,0	0,9	9,3	3,8	2,3	0,6	3,7	1,2	

Source :MP/INS/ENAPGUI-2012